

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15641 - 10 F

JEUDI 11 MAI 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un numéro spécial sur la vie politique de François Mitterrand

QUATORZE ANS jour pour jour après l'élection de François Mitterrand, *Le Monde* dresse le bilan du double septennat accompli par le chef de l'Etat. Premier président de la République à parvenir jusqu'au terme d'un second mandat, François Mitterrand quitte le pouvoir après une longue carrière politique, qui l'a conduit à participer à onze gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, puis à s'opposer, sous la V<sup>e</sup>, au général de Gaulle, avant de prendre la direction du Parti socialiste et d'entrer, enfin, à l'Elysée en 1981. Il fut l'artisan de réformes sociales qui s'inscrivent dans la tradition du Front populaire, mais il ne put empêcher la progression du chômage et se fit, sous la pression de la crise, le chantre de la rigueur. Il accrut le champ des libertés publiques, mit fin au monopole de la radio-télévision, fit voter la suppression de la peine de mort mais ne résista pas à une dérive mo-



narchique du pouvoir et laissa se développer un climat d'affairisme. Il donna enfin une impulsion décisive à l'Union européenne, en renforçant l'axe franco-allemand. Son discours de Berlin, lundi 8 mai, à l'occasion du cinquantième de la victoire de 1945, a consacré solennellement cette réconciliation, mais, en rendant hommage au courage des soldats allemands qui furent leur uniforme, il a, en même temps, suscité une nouvelle polémique.

Lire notre supplément pages 1 à XVI et nos informations page 3

## M. Balladur a présenté à M. Mitterrand la démission de son gouvernement

55 % des Français font confiance à M. Chirac pour améliorer l'emploi

SELON UN SONDAGE de la Sofres pour *Le Monde*, « La Marche du siècle » et France-Inter, les Français estiment que la victoire de Jacques Chirac n'est pas seulement un succès de la droite contre la gauche, mais aussi et surtout l'expression d'une volonté de changement. Qu'ils aient, ou non, voté pour lui, ils attendent du nouveau chef de l'Etat qu'il mette en œuvre les réformes annoncées. Ils sont, en particulier, 55 % à lui faire confiance pour améliorer la situation de l'emploi. Tandis que le RPR et l'UDF tentent de prolonger le succès de M. Chirac sur le terrain des élections municipales - un accord a déjà été trouvé dans plus de 250 villes -, Edouard Balladur a adressé, mercredi, sa lettre de démission à François Mitterrand. Celui-ci devrait le charger d'expédier les affaires courantes. M. Balladur devrait retrouver, dès l'automne, son mandat de député de Paris grâce à la démission de son suppléant.

Lire pages 6 à 9



Lire page 16

## Les Britanniques décident de privatiser l'électricité nucléaire

LE GOUVERNEMENT britannique a annoncé, le 9 mai, la privatisation de l'électricité nucléaire, qui sera vendue en une seule entité en 1996. Cette cession, estimée à 3 milliards de livres (24 milliards de francs), portera sur les huit centrales les plus modernes, l'Etat conservant les autres. La vente permettra de « réduire d'une façon sensible les factures des particuliers », a affirmé le ministre de l'Industrie et du Commerce, Michael Heseltine, devant la Chambre des communes. Elle pourrait également faciliter une baisse des impôts avant les prochaines élections générales, prévues en 1997. Cette opération purement politique est vivement critiquée par l'opposition travailliste, qui entend s'y opposer.

Lire page 16

## L'hommage d'Helmut Kohl au « grand européen qui s'en va »



HELMUT KOHL

C'ÉTAIT HIER, au rythme de l'histoire. Deux hommes, la main dans la main, au fort de Douaumont, en septembre 1914, devant un cercueil recouvert des drapeaux de leur pays : le chef de l'Etat français, François Mitterrand, et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Kohl. Vient aujourd'hui le temps des phrases fortes et empreintes d'émotion qui scelleront à la fois la fin d'un long dialogue personnel et sa résonance dans l'avenir des deux pays et de l'Europe. Quels grands traits privilégier pour le portrait provisoire et incomplet du président français parvenu au terme de son second mandat ? En exclusivité pour *Le Monde*, le chancelier allemand a choisi de rendre hommage au « grand européen qui s'en va », soulignant l'irremplaçable rôle joué par M. Mitterrand dans la construction européenne, pendant les douze ans et demi de leurs communes responsabilités. Une période, écrit-il, « empreinte d'une coopération intense au service de l'unité franco-allemande ». « François Mitterrand, conclut M. Kohl, a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'union politique créée par le traité de Maastricht. Cette œuvre de paix, il nous l'a léguée ; à nous maintenant de la poursuivre ».

Lire page 13

Allemagne, 6,50 DM ; Autriche, 12 F ; Belgique, 25 FB ; Canada, 5 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 1100 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 200 Ptas ; Grande-Bretagne, 125 £ ; Grèce, 250 Dr ; Irlande, 1,20 F ; Italie, 3.500 L ; Luxembourg, 60 F ; Maroc, 12 DH ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Ptas ; Royaume-Uni, 127 £ ; Singapour, 1100 F S ; Suède, 15 SKR ; Suisse, 2,50 F ; Tunisie, 12 Din ; USA, 6,50 \$ ; USA (inter), 2,50 \$.

M 0147-0511-10,00 F

## Le Japon fasciné par le feuilleton de la secte Aum

TOKYO de notre correspondant

C'est devenu une série télévisée, un « Dynasty » à suspense, un soap opera de l'absurde dont, chaque soir, les Japonais suivent un épisode qui alimentera, le lendemain, conversations de bureau et papotages de ménagères. L'enquête sur la secte Aum Shinrikyo, soupçonnée d'avoir perpétré, le 20 mars, l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo, occupe depuis sept semaines l'espace médiatique, au point que certains passionnés avouent désormais en être saturés.

« Unes » des journaux, couvertures d'hébdomadaires, mâtinaux quotidiens d'images : le Japon vit à l'heure du « frisson Aum ». La mode s'y met aussi : n'a-t-on pas vu, dans une party, une jeune femme costumée en membre de la secte : tunique blanche et casque hérissé d'électrodes supposées brancher le fidèle sur les ondes cérébrales du gourou...

Les lenteurs de l'enquête contribuent à alimenter le feuilleton en spéculations et étiologies - des supposées ressemblances de la secte avec le nazisme à ses prétendues am-

bitions nucléaires. L'affaire fait, presque chaque jour, l'ouverture des journaux télévisés, et les chaînes privées lui consacrent des heures d'émission. A chaque information nouvelle, on a droit à une reprise de tout le scénario. Vierge dansante chargée d'attirer de nouveaux adeptes mâles, techniques de lavage de cerveau, entretiens à la limite de l'indécence de parents ou conjoints larmoyants des fous de l'Apocalypse : on saura tout - tout sauf, à ce jour, l'essentiel.

Journalisme d'investigation ? Le plus souvent, il s'agit plutôt d'un théâtre médiatique, où le soud d'aider à comprendre est secondaire. Pour une émission d'une certaine tenue, que d'images choc et de pure sollicitation de l'émotivité : ainsi l'assassinat du chef de l'agence des sciences et des techniques de la secte, inlassablement rediffusé.

Au fil des arrestations, les chefs d'Aum se sont faits plus rares sur les écrans. Mais, pendant des semaines, ils y avaient bénéficié d'une tribune quotidienne pour réfuter les accusations dont ils étaient l'objet, recevant au passage de fabuleux cachets pour leurs presta-

tions. La dernière de ces vedettes fut le porte-parole de la secte, Joyu. Ayant répondu à tout sans se départir de son calme, capable de « clouer le bec » à ses détracteurs, il s'est taillé la réputation de meilleur spécialiste en relations publiques du Japon. Il est même devenu la coqueluche de jeunes Japonaises : ses groupies se massent avec des bouquets à la porte du siège de la secte pour le voir passer. Selon le mathématicien Hitoshi Akiyama, des parents se seraient aussi indignés de voir leurs enfants s'identifier aux membres de la secte, présentés comme des surdoués.

Ce matraquage, qui a fait de la secte un élément familier du quotidien nippon, conjugué au suspense entretenu par de nouveaux attentats avortés, a un effet pervers : l'opinion semble passer de l'indignation à la fascination. Et Aum pourrait bien survivre à sa saga. N'est-ce pas la prophétie du gourou, Shoko Asahara : pour l'avenir de son culte, il doit connaître le calvaire, à savoir être arrêté et mourir ? « Feuilleton » à rebondissements.

Philippe Pons

## POINT DE VUE

### Vive la gauche nouvelle !

MERCI Lionel Jospin ! La gauche nouvelle est née. La campagne présidentielle est née. Il est des batailles perdues qui n'ont pas le goût de l'échec. Nous sommes fiers d'avoir mené celle-ci avec Lionel Jospin et toutes celles et tous ceux qui se sont engagés par leur action ou leur vote. Cette campagne a suscité un formidable espoir car elle a permis de retrouver la politique à gauche.

Pour nous, retrouver la politique, c'est mettre en avant les valeurs de la République, promouvoir la justice, la solidarité et la responsabilité. C'est vouloir réformer la société et non uniquement la gérer. C'est fixer des priorités, aujourd'hui l'emploi, le logement, la protection sociale et le progrès social, et se donner les moyens de les mettre en œuvre. C'est transformer, non seulement par la loi, mais en mettant en mouvement la société, notamment avec tous ceux qui agissent dans les associations, les syndicats, les organisations professionnelles, les quartiers.

Aujourd'hui, la gauche a apporté une nouvelle façon de penser et d'agir. Elle renoue avec une morale et une éthique rigoureuses. Elle refuse la démagogie comme la résignation. Elle entend mettre en œuvre de nouvelles pratiques politiques : il faut dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Elle souhaite un Etat fort, exigeant dans le service public, qui mobilise les énergies, valorise les initiatives et

protège les plus faibles. Militier à gauche, c'est s'ancrer dans la société d'aujourd'hui, prendre à bras-le-corps des problèmes nouveaux comme la drogue et le sida, c'est construire des droits nouveaux pour le logement et la sécurité, et répondre aux attentes fortes des jeunes et des femmes. Militier à gauche, c'est remettre à la pointe de nos combats la lutte contre le racisme, le nationalisme et toutes les formes d'intégrisme et d'intolérance.

Nous voulons aussi dire haut et fort que la construction de l'Europe est notre ambition et l'aventure de notre génération. Nous voulons que la parole et les actes de la France dans le monde soient fondés sur la défense intransigeante des droits de l'homme, la prévention des conflits et des massacres, ainsi que le développement harmonieux des pays pauvres.

Ce sont ces valeurs et cette façon de faire de la politique qui ont permis, autour de Lionel Jospin, l'émergence de cette nouvelle espérance à gauche. Nous devons poursuivre, approfondir, consolider notre projet et nous ouvrir à toutes celles et ceux qui partagent ces ambitions.

Faisons vivre cet espoir ! Continuons à nous battre et à agir !

Martine Aubry, Jacques Delors, Elisabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney, Bernard Kouchner, Michel Rocard, Jean-Pierre Sueur

## Boris Eltsine durcit le ton face à M. Clinton

Les combats continuent en Tchétchénie tandis que Bill Clinton rentrait à Moscou Boris Eltsine. Face à son homologue américain, le président russe donne le sentiment de camper plus que jamais sur ses positions.

p. 2

## Tester les retards mentaux héréditaires

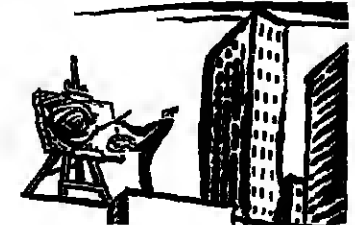
Un test prénatal permet de dépister le plus fréquent des retards mentaux héréditaires. Cette pratique soulève de graves questions éthiques.

p. 10

## Peter Blake l'aventurier de l'America

Après avoir écumé les mers les plus périlleuses de la planète, le Neo-Zélandais est en passe de devenir le deuxième non-Américain à arracher, en cent quarante-quatre ans, la Coupe de l'America aux Etats-Unis.

pp. 12 et 20



## Une « culture des cités »

La lutte contre l'exclusion s'accompagne désormais d'initiatives culturelles. Des expériences en ce sens se multiplient dans les quartiers difficiles.

p. 24

## Les éditoriaux du « Monde »

Le nucléaire au risque du privé : M. Mitterrand et la Wehrmacht. p. 14

صكنا من الاجل

2

## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

**DÉMONSTRATION** La commémoration à Moscou de la victoire sur le nazisme, mardi 9 mai, a fourni aux dirigeants du Kremlin l'occasion de se livrer à une specta-

culaire démonstration de force. Ce qui augurait mal de la rencontre, prévue pour mercredi, entre Boris Eltsine et Bill Clinton. ● EDOUARD CHEVARDNADZE, l'ancien ministre

des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev, aujourd'hui président de la République de Géorgie, estime, dans un entretien au Monde, que la Tchétchénie est une affaire

intérieure russe et qu'il faut promouvoir une véritable coopération avec la Russie pour aider celle-ci à marcher vers la démocratie. ● A GROZNY, mardi, les forces russes ont

aussi célébré le 9 mai. La veille, les résistants avaient attaqué la plupart des postes des forces d'occupation de la capitale. Au sud, les combattants se préparent à la guérilla.

# Le sommet de Moscou est marqué par un regain d'intransigeance du Kremlin

Des unités participant à l'intervention en Tchétchénie ont défilé le 9 mai dans la capitale russe. Les critiques voilées des Occidentaux sont passées inaperçues

**MOSCOU**  
de nos envoyés spéciaux  
Le quatrième sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine, qui s'est ouvert mardi 10 mai à Moscou, aurait pu ne pas avoir lieu. En tout cas, pas dans la foulée des grandes et martiales célébrations russes du « cinquantième de la victoire ». En décidant d'assister à celles-ci, malgré une indignation croissante aux États-Unis face aux multiples signes de « durcissement » de la Russie, le président américain a fait le pari que le Kremlin saura récompenser son choix par des concessions. En évitant, par exemple, d'intensifier les bombardements en Tchétchénie dès le départ de Moscou de M. Clinton ou en incluant des phrases rassurantes dans les communiqués communs, notamment sur la sécurité européenne, liée aux projets d'élargissement de l'OTAN.

Mais la première journée du séjour moscovite de Bill Clinton a surtout donné l'impression que le Kremlin campe plus que jamais sur ses positions, alors que ses partenaires en sont réduits à jouer la politique de l'autruche. Bill Clinton, de même que les autres dirigeants occidentaux venus mardi à Moscou, a marqué son hostilité à la guerre en Tchétchénie par son absence à une des cérémonies du jour, la grande parade militaire qui se déroulait à l'ouest de Moscou, la première du genre depuis cinq ans dans la capitale russe.

général en guerre de grande envergure », obligeant la Russie à « renouer et renouveler qualitativement ses forces armées ». Lesquelles sont d'ores et déjà « efficaces et sous contrôle », a-t-il pourtant affirmé. Tandis que MM. Clinton et Major soulignaient, dans leurs brèves allocutions, que la victoire de 1945 engageait les anciens Alliés à œuvrer pour un monde de paix, Pavel Gratchev en a tiré la leçon que « les peuples de l'ancienne Union soviétique ont vaincu l'ennemi parce qu'ils étaient unis » et qu'ils devaient continuer à l'être.

Bill Clinton et John Major avaient assisté auparavant à la parade de 4 500 vétérans sur la place Rouge. Boris Eltsine, toujours suivi de Pavel Gratchev, prononça un discours de dix minutes, affirmant qu'il ne « permettrait pas » que renaissent « les germes du fascisme ». La Maison Blanche avait reçu l'assurance que les seuls autres participants à cette cérémonie seraient des cadets des écoles militaires de Moscou et la garde d'honneur du Kremlin.

Mais après ces cadets et ces vétérans, énumérés dans leur défilé, la main dans la main, sont apparues trois petites unités appartenant à diverses « forces spéciales » de l'armée engagées en Tchétchénie.

Les Américains ont choisi de ne rien voir : le conseiller de M. Clinton pour les affaires de sécurité, Anthony Lake, a assuré qu'il était « satisfait » du défilé et que les Russes avaient respecté leurs engagements. Pour des raisons diffé-

il a eu un entretien (de même qu'avait John Major) : « Le chancelier n'est pas aussi dur que les Américains sur la question du contrat nucléaire entre la Russie et l'Iran, ainsi que sur le problème tchétchène », a affirmé M. Eltsine, cité

**François Mitterrand : « Le besoin de ne pas être écrasé par un peuple plus puissant »**

Sans jamais mentionner directement la Tchétchénie, François Mitterrand a très clairement fait allusion à la guerre dans cette République du Caucase en insistant, mardi 9 mai au Kremlin, sur ce « besoin qu'il faut comprendre, celui d'être soi-même, celui de ne pas être écrasé ou dominé par une culture ni par un peuple plus puissant ».

« Le problème du siècle prochain, a-t-il ajouté, sera de réaliser la synthèse » entre ce besoin et celui d'« unir et rassembler, comme ont su le faire les États-Unis d'Amérique chez eux et comme commencent à le faire l'Europe occidentale chez elle ». Il s'est présenté comme un homme de « la génération qui s'en va », assignant à ceux qui restent aux commandes la mission de défendre « la liberté et la paix qui ne seront sauvegardées que par la démocratie, c'est-à-dire par l'avènement des peuples au choix de leur destin. On ne peut pas leur imposer une loi extérieure ». — (AFP)

rieux n'affecte leurs relations ». Boris Eltsine saura-t-il gré à Bill Clinton lui-même d'être venu ? Le président américain a évité, mardi, toute référence à la Tchétchénie lors de ses interventions publiques. Mais aussi en privé : « Avec Bill Clinton, nous n'avons pas encore parlé sérieusement », a confié Boris Eltsine à l'agence Tass. Les choses sérieuses devaient donc débuter mercredi.

**LA KOVALEV SANS ILLUSIONS**

Le président américain justifie sa venue à Moscou par la nécessité de rendre hommage aux 26 millions de morts russes de la guerre. Il part donc du principe qu'il y a « une place et un moment pour tout », expliquait un responsable américain. La place de la Tchétchénie devait venir, après les entretiens bilatéraux et la conférence de presse commune, mercredi après-midi, lors d'un discours de Bill Clinton à l'université de Moscou.

« Les Américains ont dit que j'y reconnaîtrai certaines phrases que j'ai dites au président à Washington la semaine dernière », a indiqué Sergueï Kovalev, toujours délégué pour les droits de l'homme auprès du président Eltsine, même s'il n'a plus accès à ce dernier depuis janvier. M. Kovalev fut reçu, mardi,

par Danielle Mitterrand, présidente de France-Liberté, à la résidence de l'ambassade de France. L'ancien dissident voulait encore espérer que la « diplomatie secrète » que les Occidentaux affinent pour pousser le Kremlin à négocier en Tchétchénie pourra porter ses fruits. Mais sans grandes illusions.

Les Américains semblaient avoir compris, mardi, que Moscou n'a l'intention ni de changer de politique en Tchétchénie, ni de renouer avec son contrat nucléaire avec l'Iran. L'espoir de conciliation porte donc sur la formulation du communiqué sur les problèmes de sécurité. Il pourrait traduire un accord aux termes duquel Washington n'insisterait pas trop sur l'élargissement de l'OTAN avant juin 1996, date théorique de l'élection présidentielle en Russie, quitte à en parler un peu plus tard, avant l'élection présidentielle américaine, selon l'hypothèse avancée par un haut diplomate occidental.

Ce qui ne serait guère plus cynique, de la part des membres de l'OTAN, que de vouloir paraître préoccupés par le sort futur des peuples d'Europe centrale. Mais « la Tchétchénie ne risque pas d'être admise dans l'OTAN et les Tchétchènes se retrouveront seuls après le départ de Bill Clinton », concluait triomphalement la semaine dernière un éditeur de Segodnia (Aujourd'hui), un grand quotidien russe « libéral ».

## Edouard Chevardnadze, président de la République de Géorgie : « La Tchétchénie est une affaire intérieure russe »

**RENFORCEMENT MILITAIRE**  
Clinton ne pouvait pourtant qu'entendre, depuis son hôtel, le bruit assourdissant des soixante-dix-neuf avions (notamment des SU-25 utilisés en Tchétchénie) qui y prenaient part, avant d'emprunter l'avenue Koutouzov, au macadam défoncé par le passage de deux cent quarante chars, blindés et lance-missiles de tous genres appartenant, entre autres, à des divisions qui « participent au rétablissement de l'ordre constitutionnel en Tchétchénie ».

Dès la parade finie, le président américain et John Major arrivaient sur les lieux où elle s'était déroulée pour inaugurer avec Boris Eltsine le Musée de la Victoire, construit sur le mont des Révérences. Et pour écouter l'allocution du ministre de la défense, Pavel Gratchev.

Après avoir rendu hommage aux vétérans, comme chaque intervenant de la journée, le général Gratchev a affirmé que si la séparation « rigide » du monde en deux blocs appartenait au passé, des conflits régionaux étaient capables de « dé-

« Que ressentez-vous par rapport aux cérémonies du 9 mai à Moscou ?  
— La victoire des forces alliées sur le fascisme est à célébrer à l'échelle mondiale. La petite Géorgie a payé un fort tribut pour cette victoire, puisqu'elle a perdu 300 000 des 700 000 hommes alors engagés dans la bataille. Seule la Biélorussie a eu des pertes proportionnellement supérieures. Quant à Staline, le plus grand dictateur de l'Histoire, il avait les moyens de mobiliser en masse l'Union soviétique et il a donc joué un rôle important dans la coalition contre Hitler, l'autre dictateur.  
— Et pourtant la Russie écrase les Tchétchènes...  
— Ne pas célébrer la victoire à Moscou aurait été une insulte aux morts de la seconde guerre mondiale. Quant à la Tchétchénie, c'est une affaire intérieure russe. Mais elle déborde chez nous : 3 000 Tchétchènes sont venus prêter main forte à nos séparatistes abkhazes, qui ont déclenché une guerre civile, provoqué d'innombrables destructions et jeté sur les routes 300 000 réfugiés géorgiens. On est toujours très critique lorsqu'il s'agit des affaires intérieures des autres, mais c'est une autre affaire lorsque c'est chez vous !  
— Vous soutenez les Russes contre les Tchétchènes et vous menacez les Abkhazes, qui ont fait sécession de la Géorgie. Avez-vous changé ?  
— Non. Je suis toujours démocrate, mais aussi réaliste. On ne peut pas accepter le démembrement de la Russie. Ce serait la porte ouverte à toutes les aventures. Moi aussi, j'ai connu le séparatisme. Bien sûr, c'est toujours populaire de s'indigner pour les Tchétchènes. Mais il faut garder la tête froide. Les pays les plus démocratiques, dans leur Constitution, écartent toute possibilité de sécession.

« Il faut coopérer avec la Russie pour la pousser vers la démocratie »  
— Après avoir proclamé votre indépendance, vous avez adhééré à la CEI. Qu'y avez-vous gagné ?  
— Nous ne sommes pas les seuls à l'avoir fait. L'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et même la Moldavie ont adhéré aussi. Nous avons été les derniers à le faire. C'était une erreur de rompre toute relation. Cela nous a plongés dans une autarcie économique qui nous a coûté très cher. Nous sommes obligés d'acheter à nos anciens partenaires, parce

que l'Occident est trop cher. Si l'Occident nous donne des milliards de dollars, ça peut être différent, mais c'est peu probable. Il nous faudra au moins dix ans pour nous en sortir. Il faut que la CEI suive le même chemin que l'Union européenne.  
— Êtes-vous pour l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie ?  
— Si l'élargissement de l'OTAN signifie la confrontation avec la Russie, c'est inacceptable. Il faut, au contraire, promouvoir une coopération civilisée avec la Russie, afin de la pousser vers la démocratie.  
— N'assistez-vous pas à un regain de la guerre froide ?  
— Nous avons pu heureusement nous débarrasser de la confrontation idéologique, qui était stérile. Mais nous voici aujourd'hui amenés à une confrontation d'un genre nouveau, c'est vrai.  
— Comment voyez-vous l'évolution de la Russie ?  
La Russie ira vers la démocratie si ses voisins l'aident. Il faut l'aider. Si la Russie reste isolée, elle peut s'enfermer dans une situation dangereuse pour tout le monde. Il faut à tout prix la maintenir ouverte sur l'extérieur.

Propos recueillis par Roger Cans

Sophie Shihab et Luc Rosenzweig

## Pendant les festivités, la guerre continue à Grozny

**GROZNY**  
de notre envoyé spécial  
« Aujourd'hui, nous poursuivons le travail psychologique de nos oncles » : ce soldat russe, censé être le « représentant de la base », a ainsi ouvert la cérémonie du 9 mai à Grozny, à moitié désertée par la population. Tireurs d'élite embusqués sur les toits, mortiers en batterie, gardes avec la radio à l'oreille et l'arme à la main : les forces russes en Tchétchénie ont fêté le cinquantième ans de la victoire sur le fascisme en organisant, mardi 9 mai, une parade fermée au public et placée sous haute surveillance, mais sans incident.

La nuit précédente, les forces indépendantistes tchétchènes avaient organisé un « feu d'artifice » à leur manière, attaquant la plupart des postes russes de la capitale tchétchène. Toute la nuit du 8 au 9 mai, le crépitements des Kalachnikov, le grondement des mitrailleuses lourdes, les détonations de grenades et de mortiers ont retenti dans la ville et aussi, semble-t-il, dans les autres localités de Tchétchénie, théoriquement « sous contrôle » russe.

Ces « festivités nocturnes » ont été qualifiées de « praphylactiques » et d'« assez normales » par Nikolai Semionov, le représentant de Boris Eltsine en Tchétchénie. Salambek Khadjiev, le chef du gouvernement provisoire tchétchène, installé par les troupes russes, les a jugées complètement

l'Aid el Kebir pour les autres. Il n'y a donc pas eu d'actions spectaculaires à Grozny ce 9 mai, comme l'avait un moment promis le président indépendantiste Djokhar Douadaev. Apparu un soir sur sa télévision pirate nu d'un sabre, il avait juré de résister jusqu'au départ du dernier soldat russe.

« Il y a des centaines de civils tués, des gens brûlés vifs, des mères de soldats russes qui cherchent leurs fils disparus. Ici, c'est pire que le fascisme »

« normales » : « C'est une fête, ils boivent plus, ils tirent plus », a-t-il dit avec son éternel sourire. Malgré les déclarations parfois menaçantes des indépendantistes tchétchènes, la journée du 9 mai a été presque calme à Grozny. C'était un jour de fête pour tout le monde : l'anniversaire de la victoire sur le fascisme pour les Russes et pour certains Tchétchènes, la fête musulmane de

comme l'avaient fait ses ancêtres. Son ministre de l'Information avait ensuite fait des déclarations apaisantes, promettant de « réduire au minimum les actions militaires » le 9 mai, en raison de « l'importance de la victoire sur le fascisme ».

La guerre psychologique continue donc de battre son plein en Tchétchénie. A cause des menaces planant sur le 9 mai, « près de

100 000 personnes ont quitté la ville, les gens ont peur », estime Salambek Khadjiev, qui, accompagné d'une très légère escorte, s'est rendu, mardi, au marché pour parler avec la population. « Il faut avoir de la haine contre son peuple pour déclarer que le 9 mai on va brûler la ville », dit Salambek Khadjiev en parlant du général Douadaev. Il faut être fasciste pour faire cela.

Depuis son quartier général de Vedeno, dans les montagnes du Sud, Chirvani Bassaev, le commandant militaire de ce fief indépendantiste, ancienne place forte de l'imam Chamil, qui résista trente ans à la conquête russe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, renvoie les accusations de fascisme : « Il y a des centaines et des centaines de civils tués, des gens brûlés vifs, comme à Somochni, des mères de soldats russes qui cherchent leurs fils disparus. Ici, c'est pire que le fascisme. » Fusil d'assaut à la main, poignard à la ceinture, cartouchière sur le dos, Rouslan Imzev, le procureur général de la « première république » tchétchène, s'en prend à la politique de la V<sup>e</sup> République : « La France a une position assez

lâche. C'est la patrie de la Déclaration des droits de l'homme, mais ils ne s'appliquent pas en Tchétchénie ».

Le général Douadaev avait organisé, dimanche 7 mai, sa propre commémoration à la mémoire « des combattants morts pendant la guerre de libération », celle qui fait rage aujourd'hui contre les Russes dans les montagnes « libres » ou lors d'opérations clandestines et nocturnes dans les plaines « occupées ».

Au centre sportif de Vedeno, les combattants indépendantistes, bandeau vert au front, s'affrontent lors d'un tournoi de football dont le premier prix est une mitrailleuse. De temps à autre, ils s'arrêtent pour prier, les mains tournées vers le ciel. « Le temps est de notre côté. Nous sommes chez nous. La Russie n'a pas les ressources humaines et économiques pour se battre dix ans contre nous, et le monde ne dormira pas tout le temps », assure le commandant Bassaev. Sur la route qui descend vers les plaines « occupées », des combattants se photographient devant un bombardier russe abat-

tu « après le moratoire déclaré par Boris Eltsine ». Vladimir Zorine, l'adjoint du représentant de Boris Eltsine à Grozny, reconnaît volontiers que tout n'est pas parfait du côté russe. Mais, affirme-t-il, chaque abus fait l'objet d'une enquête, des sanctions tombent, même s'il n'a pas de chiffres précis à donner. Il souligne que « vingt soldats russes ont été tués » depuis que le moratoire a été décrété pour les fêtes par Boris Eltsine. Dénouant « les criminels », il reconnaît toutefois que, parmi ceux qui se trouvent dans les montagnes, « il y a des gens dans l'erreur avec qui l'on peut négocier ».

Au groupe d'assistance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), on ne rêve que de négociations. Mais, dès la nuit tombée, les partisans du général indépendantiste font valoir avec leurs armes qu'ils ne discuteront qu'après le départ des Russes. Ils ont promis, pour jeudi 11 mai, une « seconde parade ». Eux aussi poursuivent le combat de leurs ancêtres.

Jean-Baptiste Naudet

Polémique par M. Mit des solda



## Polémiques autour de l'éloge par M. Mitterrand du « courage » des soldats de la Wehrmacht

Le chef de l'Etat cherchait à parachever la réconciliation franco-allemande

LE DISCOURS prononcé par François Mitterrand lundi 8 mai au Schauspielhaus de Berlin n'est pas de ceux qui laissent indifférent. En témoignent les nombreuses réactions qu'a suscitées le jugement surprenant formulé sur l'attitude des soldats allemands pendant la seconde guerre mondiale : « Peu m'importe leur uniforme et même l'idée qu'ils allaient mourir en si grand nombre. Ils étaient courageux. Ils acceptaient de perdre leur vie. Pour une cause mauvaise, mais leur geste à eux n'avait rien de vil avec tout cela. Ils étaient courageux », avait-il dit (Le Monde du 10 mai).

L'écho de l'émotion suscitée en France par ce jugement exaltant les hommes de la Wehrmacht d'un patriotisme de bon aloi est parvenu jusqu'à Moscou, où l'on montrait dans l'entourage du président de la République quelque irritation devant les commémorations de cette prise de position par des « caciques » de la relation franco-allemande comme les professeurs Alfred Grosser et Joseph Rovin.

Ce dernier, qui fut déporté à Buchenwald et qui s'attacha, dès 1945, à renouer des liens de part et d'autre du Rhin, estime, dans un entretien à Libération du 10 mai que « la formule utilisée pour les soldats allemands - « courageux, quel que fût leur uniforme » - ne paraît pas convenable. Personnellement, l'uniforme nazi m'importe beaucoup. Les soldats morts sous cet uniforme méritent la pitié mais certainement pas les louanges. [...] Son jugement d'aujourd'hui rejoint ce qu'il [François Mitterrand] était en 1941, un jeune militant de droite qui vivait dans le conquérant de ses opinions d'avant-guerre », estime-t-il.

Pour les collaborateurs du président de la République qui ont contribué à l'élaboration du discours de Berlin, il s'agit là d'une formidable malentendu. Cette intervention, suscitée, selon eux, par le chancelier Kohl, ne visait qu'à

apaiser les polémiques déclenchées en Allemagne à l'occasion de la célébration du cinquantième de la défaite du nazisme. Un dernier geste, en fait, pour parachever cette œuvre de réconciliation par-delà les tombes qui avait commencé en 1984 par la fameuse minute de silence, la main dans la main, d'Helmut Kohl et de François Mitterrand devant l'ossuaire de Douaumont.

Le rapport à l'Allemagne et aux Allemands du président sortant est complexe. Il se fonde d'abord sur son expérience de captivité en Thuringe, qu'il a d'ailleurs rappelée chaque fois que l'occasion lui en était donnée. C'était par exemple l'évocation, lors d'un sommet franco-allemand à Hanovre, en 1983, de cette vieille femme qui avait eu pitié du fugitif qu'il était en 1941, lui offrant une saucisse. Ce fut encore à Berlin lundi l'évocation de ses geôliers, qui, selon François Mitterrand, faisaient de la résistance sans le

savoir, comme M. Jourdain de la prose.

Cette homommage rendu aux simples gens qui parviennent à conserver un fond d'humanité dans les pires circonstances n'aurait choqué personne s'il ne se doublait pas de l'exaltation des vertus liées au courage, à l'esprit de sacrifice qui transcendent les idéologies exécrables au service desquelles elles sont mises en œuvre. On sent au détour des phrases prononcées par François Mitterrand les traces de cette longue fréquentation d'Ernst Jünger, cet esthète de l'héroïsme en soi et pour soi, un lien qui surpasse tout bon nombre de partisans et admirateurs du président de la République. Le long compagnonnage avec Helmut Kohl a également joué un rôle non négligeable dans la formation de l'image de l'Allemagne que François Mitterrand s'est construite au fil des ans. Au fond de lui-même, même s'il faisait tous les gestes indispensables au bon renom de l'Allemagne fédérale à travers le monde, même s'il n'a jamais repris à son compte les thèses d'historiens relativisant le nazisme, le chancelier reste intimement persuadé que la seconde guerre mondiale est une addition de malheurs dont chacun présente une spécificité, dont aucun n'est né, mais qui méritent tous la même compassion des générations nées après.

Luc Rasenzweig

## Le président suisse Kaspar Villiger reconnaît « certaines erreurs du passé »

BERNE

de notre correspondant

La neutralité passe plus facilement en temps de guerre qu'à l'heure des commémorations. Si besoin était, la Suisse vient à nouveau d'en prendre la mesure à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Peut-on s'associer à la célébration de la fin d'un conflit dont on s'est volontairement tenu à l'écart ? La question s'était déjà posée le 8 mai 1945, lors de l'annonce officielle de la capitulation du Reich hitlérien. Des manifestations de joie et de soulagement avaient sans doute spontanément éclaté dans tout le pays, mais le gouvernement helvétique avait longuement hésité avant de faire savoir que la Suisse participerait à la fête « à sa manière », en faisant sonner les cloches de ses églises de 20 heures à 20 h 15.

Cinquante ans plus tard, le même dilemme s'est posé en termes toujours aussi lancinants. Ce n'est qu'après plusieurs semaines de tergiversations que le Conseil fédéral s'est finalement résolu à convoquer, dimanche 7 mai, une assemblée extraordinaire du Parlement helvétique pour commémorer la fin de la seconde guerre mondiale. Par crainte de relancer le débat sur le rôle ambigu de la Suisse pendant le conflit, il avait d'abord fait valoir qu'il n'y avait pas lieu d'organiser de manifestation spéciale pour cet anniversaire, la Confédération n'ayant été « ni belligérant ni vainqueur ». Tout au plus les sept membres du gouvernement avaient-ils accepté de prendre part à une cérémonie en souvenir de l'armistice organisée par les églises et la communauté israélite en la cathédrale de Berne. Mais, pressé de toutes parts, le Conseil fédéral n'avait pu se déro-

ber plus longtemps et avait fini par céder à la requête de 120 parlementaires de réunir les deux Chambres pour marquer l'événement.

Alors qu'un certain malaise avait précédé la cérémonie officielle et que la gauche avait tenu à s'en démarquer, le discours prononcé par le président de la Confédération, Kaspar Villiger, a surpris tant par le ton que par la franchise avec laquelle il a reconnu certaines « erreurs du passé ». A commencer par exemple l'évocation, lors d'un sommet franco-allemand à Hanovre, en 1983, de cette vieille femme qui avait eu pitié du fugitif qu'il était en 1941, lui offrant une saucisse. Ce fut encore à Berlin lundi l'évocation de ses geôliers, qui, selon François Mitterrand, faisaient de la résistance sans le

Au nom du Conseil fédéral, M. Villiger a non seulement tenu à présenter des excuses à la communauté juive, mais il a également admis que « pareille aberration est en dernier lieu inexcusable ». Le président de la Confédération a ensuite rendu hommage à tous ces Suisses qui, comme le capitaine Gruninger ou le consul en poste à Budapest, Karl Lutz, ont fait honneur à leur pays en contribuant à sauver des milliers de réfugiés juifs. Il a aussi exprimé sa reconnaissance à la France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, à l'URSS et aux autres pays alliés qui ont payé un lourd tribut à la victoire. « Le fait d'avoir été épargné par le conflit, a-t-il conclu, nous place devant l'obligation morale d'agir pour que ce qui s'est passé au cours de la seconde guerre mondiale ne puisse plus jamais se reproduire ».

Jean-Claude Buhner

## Le douloureux retour des réfugiés croates en Slavonie occidentale

La cohabitation avec les Serbes s'annonce difficile

Après leur opération éclair en Slavonie occidentale, les autorités croates doivent maintenant prouver qu'elles ne considèrent pas les Serbes comme des citoyens de

second rang. Un pari difficile, alors que ces derniers vivent dans l'apprehension et que les premiers réfugiés croates rentrent chez eux après quatre ans d'exil.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

« A Okucani, toutes les maisons serbes sont intactes, juste quelques vitres de cassées. Notre armée leur a montré ce que c'était de se comporter de façon civilisée. Et regardez, eux, ce qu'ils ont fait dans mon village : ils ont soigneusement brûlé chaque maison croate. Tout a été pillé, il ne reste plus que des murs calcinés. » Après quatre ans d'exil forcé, Marica Abramovic, quarante-cinq ans, retourne pour la première fois dans son village natal de Slavonie occidentale, situé à quelques kilomètres au sud d'Okucani et repris il y a quelques jours aux milices serbes par l'armée de Zagreb.

Les yeux gonflés de larmes, serrant dans une main quelques branches de lilas de ce qu'il reste de son jardin enfoui par les herbes, elle regarde la maison qu'elle avait fini de décorer tout juste un an avant que n'éclate la guerre serbo-croate de 1991. « Je n'arrive pas à y croire, il n'y a pas un impact de balle, pas un trou d'obus. Les Serbes l'ont incendiée volontairement pour que l'on ne revienne jamais », dit-elle en montrant la maison miliboyenne, tout aussi ravagée et qui appartient à sa belle-famille. A l'intérieur, il ne reste plus rien, plus un meuble, plus un câble, plus une prise électrique. Les fenêtres, les radiateurs, les lavabos, la bal-

noire, le chauffe-eau : tout a disparu. « Cela fait quatre ans que je vis pour ce jour », dit Marica, qui veut reconstruire sa maison pour montrer « à ces criminels serbes qu'ici c'est la Croatie ».

Réfugiée à Nova Gradiska, à une quinzaine de kilomètres à l'est de son village, depuis l'été 1991, lorsque les milices serbes de Croatie, appuyées par la puissante armée yougoslave, se sont emparées d'une partie de la Slavonie occidentale, chassant les non-Serbes de la région. Marica Abramovic est amère. Elle reconnaît qu'il faudra du temps avant de panser les blessures et de pouvoir restaurer la confiance avec les Serbes qui resteront vivre dans cette partie de Slavonie occidentale que leurs milices ont ravagée.

RANCUNE ET FRUSTRATION

Comme elle, dix mille personnes ont été victimes du nettoyage ethnique en Slavonie occidentale. Elles reviennent avec la rancune de ceux qui ont tout perdu, avec la frustration de quatre ans de vie passée loin de chez eux comme réfugiés, et, pour certains, un sentiment de haine envers ceux qui ont tué leurs proches. Car nombre de Croates qui ont été touchés par la guerre font encore l'amalgame entre les populations serbes qui ont accepté de vivre sous l'autorité des milices indé-

pendantistes et les véritables responsables des crimes commis pendant les sanglants affrontements de 1991.

Tout cela, les quelque cinq mille serbes qui, après l'offensive du 1<sup>er</sup> mai et le rétablissement de la souveraineté croate, sont restés dans leur Slavonie natale le savent. Cette région de Croatie où avant guerre vivaient en bonne intelligence Serbes et Croates devra panser ses blessures avant de pouvoir redevenir un jour une terre de tolérance. En attendant, les populations serbes vivent dans l'apprehension, voire dans la peur.

Saisis par cette crainte de représailles, cinquante-deux personnes, âgées pour la plupart, ont quitté, mardi 9 mai, la région sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) en direction de la Serbie, où ils ont de la famille. En dépit des mesures sans précédent - prises par les autorités croates pour rassurer les populations serbes et leur assurer des conditions de vie normale, d'autres candidats au départ se présenteront certainement dans les jours à venir. Et Zagreb s'est engagée auprès de la communauté internationale à les laisser partir, comme elle a également promis de laisser revenir tous ceux qui le désiraient.

Florence Hartmann

## Les cinq membres de Pharmaciens sans frontières détenus par les Serbes de Bosnie ont été libérés

SARAJEVO

de notre correspondant

Les cinq membres de l'association humanitaire Pharmaciens sans frontières (PSF) détenus depuis le 4 mars par les Serbes de Bosnie ont retrouvé la liberté, mardi 9 mai, et sont partis pour Belgrade. « Ils étaient contents, les traits tirés », a déclaré Simon Binet, le responsable de PSF à Sarajevo, lorsque les cinq hommes sont sortis de leur prison de Kula. Les Français José Rocha, Louis Fleytout, Marc Monboise et Yannick Moulet et l'Américain Jonathan Knapp espéraient ce départ depuis samedi, depuis que les Serbes de Bosnie avaient officiellement annoncé leur « libération sans condition ». Mardi, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a adressé un télégramme à Jacques Chirac, le félicitant de son élection

à la présidence de la République et l'informant « qu'à cette occasion, il a été décidé de relâcher les membres inculpés de l'association Pharmaciens sans frontières ».

M. Binet a versé une « caution » de 50 000 deutschemarks (environ 175 000 francs) à la « cour militaire » d'Ildiza, dans les faubourgs de Sarajevo, où ont eu lieu les négociations de ces derniers jours. Rien n'indique qu'une autre contrepartie ait été accordée aux Serbes de Bosnie, ni par le gouvernement français ni par la Forpronu, qui n'ont pas pris part aux tractations finales. A plusieurs reprises, des émissaires s'étaient rendus à Pale, le fief des séparatistes serbes, mais n'avaient pu obtenir la libération des prisonniers. Tour à tour, Henry Jacolin, l'ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine, Jean-Christophe

Ruffin, membre du cabinet de François Liotard, ou Jean-François Deniau s'étaient heurtés aux exigences serbes, notamment la livraison de 35 000 tonnes de carburant.

C'est finalement l'antenne locale de PSF qui a réussi à débloquer ce dossier, soutenue par un représentant de l'Eglise orthodoxe serbe, qui avait obtenu, dimanche, la libération d'un Allemand et de deux Suisses, également prisonniers à Kula. Un haut dignitaire de l'Eglise est descendu, mardi, à Pale (Lukavica) en compagnie de M. Jankovic, un avocat serbe de Belgrade, qui appartient à une association indépendante de juristes. Les Serbes de Bosnie ont imposé que les otages ne passent pas par Sarajevo ; ils sont donc repartis par la route jusqu'à Zvornik. A la frontière serbo-bosniaque, ils étaient attendus par des représentants des ambassades de France et des Etats-Unis.

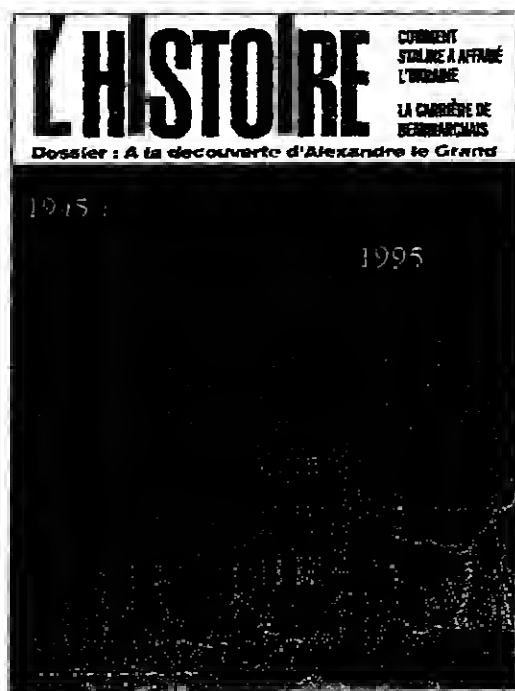
Le report de trois jours de la libération est dû à un problème dans les modalités de paiement (les Serbes ont exigé un certain type de billets) et aux dissensions entre la « cour militaire » d'Ildiza et l'armée serbe de Bosnie.

BIEN TRAITE

Les Serbes avaient précisé, samedi, que les charges retenues contre les membres de PSF (« transfert de groupes armés, d'armes et de munitions en territoire de « République serbe ») seraient maintenues. Les cinq hommes, qui s'étaient trompés de route le 4 mars dernier en quittant Sarajevo, avaient précédemment été accusés d'être « entrés illégalement » en « République serbe » (autoproclamée). Détenus à la prison de Kula, à cent mètres de l'aéroport de Sarajevo et d'un bataillon de « casques bleus » français, les membres de PSF ont été relativement bien traités. Ils ont reçu quotidiennement des visites de la Forpronu et ont pu correspondre avec leurs familles. A Pâques, la cuisine de la prison leur avait même préparé un cochon grillé. Et fréquemment les prisonniers buvaient un verre de « slivo » (alcool de prune bosniaque) avec leurs geôliers. Le seul incident aura été une paire de gifles infligée à un détenu parce qu'il avait lancé un ballon de basket à la figure d'un gardien.

Rémy Ourdan

## À LIRE CE MOIS-CI



► UN DÉBAT  
Cinquante ans après, la controverse n'est pas close entre les historiens : Fallait-il bombarder Hiroshima ?

► UN DOSSIER  
Alexandre le Grand, portrait d'un conquérant

► UN DOCUMENT INÉDIT  
1932 : Comment Staline a affamé l'Ukraine

N° 188 - MAI 1995 - EN KIOSQUE - 35 F



سكنا من الاجل

## L'insécurité ne cesse de croître à Rio malgré l'intervention de l'armée

Les policiers ont aussi durci leur action dans les favelas

Face à ce qu'il a appelé « l'audace inhabituelle » des gangs de trafiquants de drogue dans les favelas de la capitale carioque, le gouverneur de

l'Etat de Rio de Janeiro a décidé de réprimer plus durement le crime organisé et a averti qu'il ne tolérerait pas que les policiers soient « criti-

qués ». Bilan du dernier week-end : 67 morts. Mais le zèle de la police contribue aussi à faire monter le niveau de la violence.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso sait qu'il sera jugé, à Rio, sur sa capacité à faire reculer l'insécurité, qui a atteint un niveau jugé intolérable : 67 personnes ont été assassinées à Rio entre le vendredi 5 et le lundi 8 mai. Le nombre des homicides, des agressions en tous genres et des vols a augmenté depuis l'entrée en fonctions de M. Cardoso, au début de cette année, qui a coïncidé avec celle du nouveau gouverneur de l'Etat de Rio, Marcello Alencar, qui appartient, comme le chef de l'Etat, au Parti social-démocrate. Pour de nombreux Cariocas, la vie est devenue encore plus difficile depuis le 1<sup>er</sup> janvier, alors que l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe, à Rio comme à Brasília, avait suscité de grands espoirs.

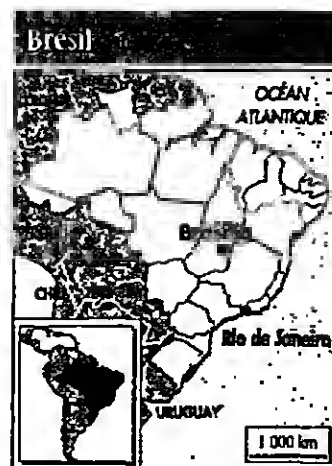
Les causes de cette violence urbaine sont connues. Environ neuf millions de personnes habitent à Rio ou dans sa banlieue. Deux millions d'entre elles survivent, sans vrai toit, sans nourriture assurée et sans assistance médicale d'aucune sorte. Des bandes de jeunes, livrés à eux-mêmes, se forment tous les jours, dans les quartiers les plus pauvres, les favelas. Les petits groupes d'adolescents jouent de foot ou fument de joints se transforment parfois avec l'âge en associations de malfaiteurs.

Depuis une dizaine d'années, la vente de marijuana et surtout de cocaïne est devenue la principale source de revenus d'une population marginale, évaluée à 40 000 personnes environ. Selon le maire de Rio, César Maia, la ville

« consomme » 2 tonnes de cocaïne par mois. Les bénéfices, pour les trafiquants, se chiffrent en centaines de millions de dollars chaque année. Les « gros bonnets » habitent dans les quartiers huppés, comme Copacabana ou Barra de Tijuca. Leurs lieutenants s'approvisionnent sur le marché international en armes de poing, mitraillettes, et même bazookas.

MILITAIRES INUS

La police de Rio, corrompue à 70 % selon la proportion quasi scientifique tranquillement avancée par les plus hauts responsables brésiliens de la sécurité publique, contribue pour une part importante à la délinquance, qu'elle combat avec une efficacité variable. Il ne se passe pas de semaine sans qu'un policier soit pris en flagrant délit d'attaque à main armée contre une banque, de recel de marchandises volées, sans parler des enlèvements avec demande de rançon. Devant cette situation, les autorités ont lancé, l'automne dernier, l'opération « Rio 1 », qui a consisté à envoyer l'armée, laquelle relève exclusivement du pouvoir fédéral, à l'assaut des favelas. Le succès n'est pas évident. Les trafiquants d'armes et de drogue, « parrains » des favelas, ont d'abord été surpris, puis ils ont vite compris qu'ils avaient affaire à des jeunes soldats inexpérimentés, incapables de s'adapter en quelques jours à un terrain aussi difficile - un entrelacs de mesures et de ruelles d'un mètre de large, jonchées d'immondices, couvrant la plus grande partie des collines de Rio.



On est donc passé, fin février, à l'opération « Rio 2 ». Il s'agit toujours de recourir à l'armée, mais cette fois en faisant patrouiller ostensiblement les soldats dans les rues de la ville, et non plus dans les favelas. On peut voir ainsi de jeunes bidasses en treillis assis à l'arrière de camions blindés à quelques mètres seulement des jeunes femmes en maillots de bain qui se dorent au soleil sur les plages. Le bilan n'est pas brillant : aucun trafiquant important n'a été arrêté.

Humiliés par la présence de ces militaires, qui rappellent à toute la population leur incurie, les policiers ont à plusieurs reprises « fait du zèle » dans les bidonvilles. L'invasion de la favela de Nova Brasília, dans le nord de Rio, lundi 8 mai, pendant deux heures, s'est soldée par le mort de 14 personnes, tous des trafiquants, selon la police. Tous vraiment ? Des « bavures » ont eu lieu tout au long de

ces derniers mois. Des mères de famille ou des enfants en bas âge ont été tués lors d'échanges de tirs entre policiers et malfaiteurs. La police a admis sa responsabilité dans quelques cas.

Une patrouille de l'armée a été récemment huée par les baigneurs de la plage d'Ipanema. Copieusement insultés, les soldats ont été totalement décontenancés, dans un pays où les militaires n'ont remis le pouvoir aux civils qu'il y a dix ans. Le secrétaire à la sécurité publique de l'Etat de Rio, Euclimar Lima da Silva, a critiqué à la fois les soldats et le gouverneur Alencar, qui a vertement répliqué. Tous deux sont pourtant censés collaborer étroitement pour réduire le niveau de la violence urbaine à Rio.

C'est dire que « Rio 2 » semble sur la même voie que « Rio 1 ». Les observateurs sont même parvenus à un constat paradoxal. L'intervention de l'armée et le zèle récent de la police auraient nettement fait monter le niveau général de la violence. Comme les trafiquants de drogue ont perdu une partie de leurs ressources, leurs clients craignant désormais de s'aventurer dans les favelas où ils allaient s'approvisionner, ils ont multiplié leurs autres activités, en particulier les attaques de banques et les enlèvements de personnes dont les familles ou les entreprises sont susceptibles de payer des ransoms. A la date du 8 mai, neuf industriels ou commerçants de Rio étaient toujours détenus par des ravisseurs qui exigent, à chaque fois, des sommes considérables.

Dominique Dhombres

## La population algérienne a appris à vivre avec la violence

LE CERCLE s'élargit des « ennemis d'Allah » que le Groupe islamique armé (GIA) condamne à une mort certaine ou du moins à une sanction « dissuasive » s'ils ne s'amendent pas. Sur cette liste noire, « la mère, la sœur et l'épouse des renégats » ont rejoint, à se ré-

ANALYSE

référer au dernier communiqué du GIA, les membres des forces de l'ordre, serviteurs zélés d'un « Etat impie ». A leur suite, y ont été très vite inscrits, aux côtés des ressortissants étrangers, les intellectuels - artistes, journalistes, universitaires - qui sont censés être des esprits libres.

En toute logique totalitaire, le GIA a menacé de ses foudres ceux qui s'obstineraient à ignorer ses consignes, singulièrement les femmes, d'autant plus rétives voire combattives que beaucoup ne veulent pas perdre les minces acquis de la modernité. Il est, au reste, malaisé pour la grande majorité des Algériens de ne pas se

heurter, dans la vie quotidienne, à un interdit des maquisards islamistes, tant ces derniers, par le biais de communiqués diffusés par les médias, leur ont lancé de mises en garde.

Souvent accompagnés d'une date-butoir, ordres ont ainsi été donnés à tout un chacun. Aux employés de l'administration fiscale de ne plus recouvrer les impôts. Aux professeurs et aux élèves de ne plus fréquenter lycées et universités, sauf si le port du voile est imposé aux étudiantes, la mixité abolie dans les salles de classe, l'enseignement de la musique supprimé et l'éducation physique interdite pour les filles. Ordres aussi de ne plus « consommer français » et de ne plus se rendre dans l'ancienne métropole, même à bord d'un avion d'Air Algérie.

« LE LANGAGE DE L'ÉPÉE »

Transmis de bouche à oreille, de fermes avertissements ont été lancés aussi à ceux qui, d'une manière générale, prendraient des libertés avec l'orthodoxie coranique : adeptes des jeux de hasard, buveurs d'alcool, fumeurs, etc. Pour soustraire l'Algérie aux mauvaises manières occidentales, d'autres exigences ont été posées qui visaient à obtenir notamment la dissolution des « partis athées », la fermeture de l'ambassade de France et le départ de tous les Français.

Même si, à ce jour, l'« embrasement général » dont il avait menacé ses compatriotes n'a pas eu lieu, le GIA a administré la preuve de sa redoutable capacité de nuisance pour tenter de réduire, ou du moins d'intimider, ceux qui, à ses yeux, « ne comprennent que le langage de l'épée ».

En trois ans, ont été assassinés, entre autres, plus de 150 enseignants, quelque 700 fonctionnaires, 35 journalistes, 82 ressortissants étrangers, dont 29 Français, près de 300 femmes, une soixantaine d'enfants. A ces meurtres revendiqués par le GIA ou qui lui ont été attribués, s'ajoutent les victimes de la répression gouvernementale. Pour la seule année 1994, les services de sécurité ont dénombré 2 725 actes de sabotage, dont plus de 600 incendies d'écoles. Dégradations dont le ministre de l'Intérieur a estimé le coût, depuis

1992, à 10 milliards de francs. Il n'empêche que, même à ce prix fort, le GIA n'a pas réussi à mettre le pays à genoux. L'Etat, qui a certes perdu beaucoup de sa superbe, ne s'est pas effondré. Les fonctionnaires sont à leur poste de travail, le gros des enseignants aussi. Les services publics fonctionnent vaillamment. Les désertions que connaît l'armée dans ses rangs ne semblent pas, jusqu'à preuve du contraire, trop sérieusement affecter son moral et son unité.

MILLE RUSES

Aujourd'hui comme hier, les entreprises sont loin de tourner à pleine capacité. Les investisseurs étrangers ont beau se tenir sur la réserve - tout gouvernement n'en vient pas moins d'adopter un avant-projet d'ordonnance sur la privatisation. La construction du Gazoduc Méditerranée-Europe (GME) - pièce maîtresse du redressement économique - prend, quant à elle, un retard inquiétant. Le marché noir n'est plus aussi florissant qu'à l'époque où la France délivrait des visas sans compter. Mais, récheclement de la dette extérieure et crédits étrangers aidant, le pays est financièrement à son aise et ne souffre plus de graves pénuries.

Voudraient-ils paralyser la machine étatique et la vie du pays que les groupes armés islamistes ne sont pas en mesure d'y réussir. Ils sont suffisamment nombreux pour cibler leurs victimes, semer la terreur et monter, avec d'utiles complicités, des actions spectaculaires, mais manquent de moyens pour maintenir la pression partout et à toute heure. D'autant que le pouvoir sait exploiter - voire provoquer - leurs divisions intestines.

La population a appris à lire entre les lignes des communiqués du GIA et des discours officiels ce qui s'inscrit, pour les uns, dans une stratégie de la tension et ce qui ressort, pour les autres, d'une politique de désinformation. Il revient à chacun d'apprécier les risques encourus à transgresser les interdits. La ville offre-t-elle plus de liberté de comportement que la campagne « profonde », parfois abandonnée par l'Etat aux maquisards islamistes ? Toujours est-il que,

dans le quartier algérois de Bab el Oued, longtemps considéré comme un fief islamiste, la vente et la consommation d'alcool n'ont pas faibli et que la bière-pression y a même fait son apparition.

Les Algériens ont aussi appris à se méfier un peu de tout le monde. Des « barbus » d'abord. Des gangs de voyous qui rançonnent et qui pillent pour leur propre compte. Des militaires aussi, qui n'ont plus guère d'états d'âme. C'est ainsi qu'à Alger les « hitistes », ceux qui passaient leur journée à bavarder, « appuyés contre un mur », ont disparu du paysage urbain, de peur d'être pris dans une rafle ou pour cibler par les soldats en cagoule, les redoutables « ninjas ».

En réalité, personne ne peut échapper aux contraintes qu'imposent les deux camps en présence. Les Algériens, notamment les plus menacés, sont ainsi condamnés à ruser de mille manières pour tourner les obstacles qui se dressent devant eux : changer de domicile, limiter leurs contacts, restreindre leurs déplacements, brouiller leurs itinéraires, etc.

Aucune guerre n'a jamais réduit un pays à l'immobilisme. Les tâches de la vie quotidienne s'imposent à chacun : se nourrir, travailler, envoyer les enfants à l'école. Le GIA s'est à tort imaginé que les Algériens étaient prêts à suivre toutes ses consignes sans mot dire, par exemple à sacrifier l'avenir de leur progéniture en la gardant éloignée des salles de classe. Pour certains, ce refus de céder aux oukases du GIA témoigne d'une attitude de trompe-la-mort, voire d'un esprit de résistance.

Beaucoup d'Algériens ne résisteraient peut-être pas à l'envie de sortir de leur « cage » comme l'ont déjà fait leurs compatriotes qui en avaient les moyens à une époque où les frontières étaient moins imperméables qu'aujourd'hui. Ils n'ont donc pas d'autre choix que de s'accommoder des rigueurs du temps : faire quotidiennement ce qu'ils ont à faire, car, comme le dit un Algérois, « chaque jour passé sans émbêches est un jour de gagné » sur la fatalité.

Jacques de Barrin et Ali Habib

## Un entrepreneur basque enlevé par l'ETA en Espagne

MADRID. Même s'il n'y a eu pour le moment aucune revendication officielle, ni demande de rançon, 8 ne fait guère de doute que la disparition, lundi soir 8 mai, au Pays basque espagnol, de José María Aldaya, un entrepreneur basque, est due à un enlèvement de l'ETA. Cet homme figurait sur la liste des « objectifs faciles » parce que n'ayant pas de mesures de protection » pour l'ETA depuis 1991, selon des documents saisis auprès de membres de l'organisation indépendantiste. A l'époque, l'ETA pensait demander 1 milliard de pesetas (40 millions de francs) en échange de sa libération. Cet enlèvement est le soixante-quatrième commis par l'ETA depuis 1970 dont quarante-sept concernaient des chefs d'entreprise. Au total, il a été calculé que l'ETA a pu recueillir de cette manière jusqu'à 5 milliards de pesetas (200 millions de francs) pour financer ses commandos. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : John Deutch, numéro deux du Pentagone, a été confirmé à l'unanimité, mardi 9 mai, par le Sénat au poste de directeur de la CIA. M. Deutch, 56 ans, remplace James Woolsey, qui a démissionné il y a quatre mois après avoir subi de très nombreuses critiques sur sa gestion de l'affaire Aldrich Ames, ce membre de la CIA qui a travaillé durant une dizaine d'années pour le compte de Moscou. « J'espère que le moral peut être restauré [à la CIA] sous la houlette d'un directeur très ferme et fort », a déclaré le sénateur républicain de Pennsylvanie Alan Specter. - (AFP)

■ Un des auteurs présumés de l'attentat d'Oklahoma City, Timothy McVeigh, plaidera non coupable lors de son procès, a annoncé son avocat, mardi 9 mai. Le juriste a émis des doutes sur les facultés mentales de son client après un entretien à la prison fédérale d'El Reno. - (Reuters)

■ HAÏTI : les pays de l'Union européenne (UE) mettront à la disposition d'Haïti un total de près de 400 millions de dollars, a annoncé, mardi 9 mai à Port-au-Prince, le chargé d'affaires de la commission européenne Renaud Moulouin. L'UE y contribuera pour 260 millions de dollars, l'Allemagne pour 70 millions, la France pour 66 millions et l'Espagne pour 3 millions. - (AFP)

ASIE

■ INDE : entre trois cents et quatre cents maisons ont été ravagées par un incendie qui a dévasté, mardi 9 mai, la ville sainte de Chrar Sharief (Etat de Cachemire), assiégée depuis deux mois par l'armée indienne. Des combattants musulmans retranchés dans cette ville ont accusé l'armée indienne d'avoir provoqué l'incendie tandis que les autorités en accusaient les séparatistes du Cachemire. On ignore s'il y a des victimes. - (AFP)

■ JAPON : le premier ministre Tomiichi Murayama s'est exprimé, mercredi 10 mai, en faveur d'une élection du chef du gouvernement au suffrage universel, une proposition formulée récemment par des élus de la majorité et de l'opposition dans le but de renforcer les pouvoirs de l'exécutif. La critique d'un pouvoir exécutif faible, soumis aux quatre volontés de la bureaucratie, revient de façon récurrente au Japon. Ce procès a pris de l'ampleur après le séisme de Kôbe qui a mis en lumière les lenteurs de l'exécutif. - (AFP)

AFRIQUE

■ RWANDA : les quelque 320 derniers déplacés hutus du camp de Kibeho (Sud-Ouest) sont partis mardi 9 mai pour rejoindre leurs communes, a indiqué le porte-parole civil de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minur), Ismaël Diallo. Ils ont quitté le camp à pied ou à bord de camions mis à leur disposition par l'ONU. Depuis le massacre du 22 avril, qui a fait plusieurs milliers de morts, les déplacés étaient retranchés dans les bâtiments et la cour d'une école, au centre du camp. - (AFP)

■ SÉNÉGAL : les quatre Français disparus depuis le 6 avril en Casamance (Sud) se trouveraient en Guinée-Bissau, a affirmé mardi à Dakar la sœur de l'un des disparus. « Nous avons reçu depuis plusieurs jours des informations faisant état du passage de nos parents dans ce pays », a ajouté Marie-Jo Géliffier, reprenant des témoignages de villageois qui n'ont pas été confirmés de source officielle sénégalaise et ont été démentis par les autorités bissau-guinéennes. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : une centaine de ressortissants de pays d'Asie centrale, ont été arrêtés par les forces de l'ordre en plein centre de Téhéran. Elles sont accusées d'avoir négligé « le rôle strict de la tenue islamique », a-t-on appris mardi 9 mai de sources policières. Originaires pour la plupart de Turkménistan, d'Azerbaïdjan et d'Ouzbékistan, portaient le foulard islamique, mais pas le manteau long obligatoire selon les règles vestimentaires de la République islamique. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : la balance des comptes courants a enregistré un déficit de 2,9 milliards de marks en février après un déficit de 900 millions en janvier. La balance commerciale a été excédentaire de 6 milliards en février après + 8,9 milliards en janvier.

■ CHINE : les négociations sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce ont commencé mardi 9 mai à Genève de façon informelle. Elles doivent durer deux semaines et comporter d'une part des discussions multilatérales sur le protocole d'adhésion, d'autre part des rencontres avec les principaux partenaires commerciaux de la Chine sur l'accès au marché chinois. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les sénateurs républicains ont présenté mardi 9 mai les grandes lignes d'un projet visant à équilibrer le budget fédéral d'ici à 2002, notamment par des coupes importantes dans l'assurance santé des retraités (Medicare) et des plus démunis (Medicaid) ainsi que par d'autres économies, telles que la suppression du département du commerce. Le projet qui permettrait d'économiser 961 milliards de dollars en sept ans prévoit un budget excédentaire de 2 milliards de dollars en 2002. Le système d'assurance-santé pour les plus démunis ne serait plus à la charge du gouvernement fédéral mais confié à la responsabilité des États. - (AFP)

■ PAKISTAN : le gouvernement a réduit, mardi 9 mai, les droits de douanes sur trente-trois produits, mécaniques et surtout électroniques, afin de diminuer les importations clandestines. Les droits ont notamment été ramenés de 35 % à 10 % pour les magnétoscopes, montres, disques pour ordinateurs, circuits intégrés, microfilms, de 230 % à 10 % pour les roulements à billes. La taxe générale de 15 % sur le ventes de ces produits instaurée en 1994 a aussi été abolie. - (AFP)

## Territoires occupés et autonomes : les droits de l'homme bafoués

TERRITOIRES OCCUPÉS. Sous le titre « Une année d'espoirs déçus pour les droits de l'homme », Amnesty international, dans un rapport devant être publié jeudi 11 mai, déplore les violations des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël ou autonomes. Amnesty fait notamment état de l'arrestation, « sans inculpation ni jugement » par l'Etat juif, de 6 000 Palestiniens. Elle déplore aussi « la recrudescence des sévices » infligés aux suspects. Dans les territoires autonomes, « des centaines de personnes ont été arrêtées », sans que l'Autorité palestinienne ait procédé à une « enquête conforme au droit international », ajoute Amnesty, qui déplore là aussi les méthodes d'interrogatoire et invite les deux parties à « placer les droits de l'homme au cœur de leur action ».



neur basque  
ETA en Espagne

# Palestiniens et Arabes protestent contre les expropriations à Jérusalem-Est

Le gouvernement israélien annonce d'autres confiscations de terres

A Jérusalem comme sur le plan diplomatique, la protestation contre la confiscation par Israël de terres dans la partie orientale arabe

de la ville sainte prend de l'ampleur. Tandis qu'une polémique s'est engagée entre l'Etat juif et les Palestiniens sur la propriété de ces

terres, le ministre israélien du logement a annoncé, mardi 9 mai, des expropriations supplémentaires.

## JÉRUSALEM

de notre correspondant  
La colère arabe, déclenchée par la décision israélienne de confiscation de 53 hectares de terres dans la partie arabe de Jérusalem, s'amplifie. Mardi 9 mai, tandis que la renouveau prévue entre le ministre israélien de la police et un représentant de Yasser Arafat était reportée sine die pour d'obscures raisons, une centaine de Palestiniens, parmi lesquels une quinzaine de petits propriétaires spoliés, ont manifesté dans le calme, à Beit Safafa.

Le matin même, répondant en quelque sorte à la protestation, dans un entretien au journal *Maariv*, Benyamin Ben Elyezer, ministre du logement et proche d'Yitzhak Rabin, avait annoncé que les autorités envisageaient de confis-

quer 120 hectares supplémentaires à Jérusalem-Est, pour agrandir d'autres quartiers juifs. « Personne, ajoutait-il, ne peut dicter à Israël sa conduite sur son territoire souverain ». Conquis, en 1967, sur l'armée jordanienne, la partie orientale arabe de Jérusalem a été unilatéralement annexée par un vote de la Knesset en 1980. A ce jour, aucun pays au monde ne reconnaît la validité de cet acte, illégal au regard des conventions internationales.

D'ores et déjà cernées par les quartiers juifs, les terres confisquées de Beit Safafa - petit village palestinien, inclus d'autorité en 1980 dans les limites élargies de la municipalité israélienne de Jérusalem - sont plantées de vignobles et de vergers. Israël, qui a annoncé, mardi, par la voix de Shimon Peres,

ministre des affaires étrangères, n'avoir « aucune intention » de battre en retraite, entend y construire un grand centre de police et des logements, réservés pour la plupart aux citoyens juifs.

Propriétaire terrien et organisateur de la manifestation, soutenu par une poignée de militants de la gauche israélienne « indignés » par la politique de leur gouvernement, Mohamed Jadalab a accusé le chef de la diplomatie israélienne de « répandre des mensonges » quant à la propriété légale des terres en cause. « Oubliant » de décompter les terres domaniales arabes promises à la saisie, pour ne retenir que celles appartenant à des personnes privées, M. Peres avait dit que la majorité appartenait « à des juifs ». Assaf Hefetz, le chef de la police israélienne, a indiqué que

les confiscations de terres provoqueraient « peut-être des troubles », mais qu'en tout état de cause ses hommes y étaient « préparés ».

Sur le front diplomatique, tandis que le monde arabe se mobilise lentement, le Maroc, la Jordanie et l'Egypte - trois pays avec lesquels Israël entretient désormais des relations amicales - ont adressé de sévères mises en garde au gouvernement de M. Rabin. Informé de la possibilité d'un sérieux refroidissement avec ces trois pays, le premier ministre a déclaré ne pas y croire. « Arafat lui-même, a-t-il ajouté, a précisé qu'il n'arrêterait pas le processus de paix à cause de ces expropriations, les autres ne peuvent pas se montrer plus extrémistes que lui ».

Patrice Claude

# La Turquie relance le débat sur la modification des frontières de l'Irak

L'UNION EUROPÉENNE a « pris acte », mardi 9 mai, de l'annonce, à la fin de la semaine dernière, par la Turquie, du retrait total de ses troupes d'Irak du Nord. Dans un communiqué, les quinze, tout en rappelant leurs préoccupations « en matière de démocratisation et de respect des droits de l'homme » à l'intérieur de la Turquie, ont souligné leur « attachement à la stabilité et à l'intégrité territoriale des Etats de la région ». Il s'agit surtout de l'Irak, sur le territoire duquel Ankara avait envoyé, le 20 mars, 35 000 soldats, pour déloger les rebelles kurdes, du Parti des travailleurs (PKK).

L'insistance européenne n'est pas superficielle après les déclarations du président Suleyman Demirel selon lesquelles la Turquie souhaite corriger le tracé de sa frontière avec l'Irak, pour en assurer l'imperméabilité. La nouvelle ligne, avait précisé le président le 2 mai, de « la suite des montagnes en territoire turk » et inclure la province de Mossoul, laquelle, selon lui, « appartient encore à la Turquie ». Il faisait allusion au démantèlement de l'Empire ottoman, au terme duquel les wilayets de Bassorah, Bagdad et Mossoul devaient constituer l'Irak irakien, Ankara n'ayant renoncé à la « province » de Mossoul, en juin 1926, qu'après de longues tractations avec la Grande-Bretagne et la signature d'un accord entre l'Irak et la Turkish Petroleum.

Certains diplomates occidentaux mettent en garde contre toute dramatisation des déclarations du chef de l'Etat turc, qui, à leur avis, doivent être lues à la lumière des luttes de pouvoir opposant M. Demirel au premier ministre, Tansu Ciller. Ils font valoir que ces tiraillements

avaient déjà pu être constatés au début de l'incursion turque dans le nord de l'Irak. M. Ciller avait affirmé que celle-ci serait de courte durée, alors que M. Demirel n'excluait pas une prolongation.

Que cette explication soit fondée ou non, elle ne dramatise rien aux yeux du régime irakien - pas plus qu'au regard de l'ensemble des pays arabes -, qui a multiplié les mises en garde. Bagdad a fait savoir aussitôt qu'il avait absolument pas l'intention de discuter d'une modification de la frontière avec son voisin du nord et qu'il s'opposerait « par tous les moyens légitimes » à une éventuelle décision « unilatérale » de la Turquie à ce sujet.

récentement M. Demirel et M. Ciller étaient convenus de ne plus discuter de cette affaire en public « mais via les canaux officiels avec l'Irak ».

S'il va de soi que, depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, les pays arabes sont alarmés par toute remise en cause des frontières dans la région - dont bon nombre n'ont jamais été tracées précisément -, l'Irak, véritable mosaïque de peuples, a lui aussi des raisons de se soucier du respect du principe de l'intégrité territoriale. C'est pourquoi Hekem a vivement protesté contre les déclarations de M. Demirel.

Au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à reconduire, vendredi 12 mai, les sanctions qu'il a imposées à l'Irak en 1990, les déclarations de M. Demirel ne font que compliquer une situation déjà passablement difficile. D'autant que - comme du paradoxe - Ankara, qui n'a jamais reconnu le « gouvernement » kurde issu d'élections libres organisées en 1992 dans la partie du Kurdistan irakien située au nord du 36° parallèle, a toujours conseillé aux partis kurdes irakiens d'engager le dialogue avec le régime de Bagdad.

En attendant, aucune solution n'étant en vue pour l'Irak, c'est avec ces formations kurdes que les autorités turques entendent régler le problème des « infiltrations » des rebelles du PKK réfugiés dans le nord de l'Irak. Le jour même de l'annonce par Ankara du retrait total de son armée du territoire irakien, une source militaire turque déclarait à l'AFP qu'une partie des troupes allaient rester des deux côtés de la frontière pour en assurer la sécurité.

Muham Naim

# Le Parlement du Koweït critique la famille régnante

Malgré ses limites, cette démocratie demeure exceptionnelle dans le Golfe

KOWEÏT  
de notre envoyé spécial  
Impassable au banc du gouvernement, Cheikh Sabah Al-Ahmad, premier ministre par intérim, ministre des affaires étrangères et frère de l'émir, écoute, depuis une bonne heure, les critiques acerbes des députés contre le gouvernement. Personne n'est épargné, pas même les membres de la famille régnante. « Le peuple est fatigué de l'Assemblée et de ses discussions futiles », lance, en guise de réponse ou d'avertissement, Cheikh Sabah. « Remarque inacceptable », tranche le président du Parlement, qui « invite » le ministre à se rasseoir.

En l'enceinte du Parlement, on ne badine pas avec les droits des députés. Sur les bancs des invités, des représentants omanais observent le spectacle avec étonnement. Dans quel autre pays de la région, en effet, une telle scène se serait-elle possible? A défaut de jouer d'une démocratie parlementaire à l'occidentale, le Koweït bénéficie d'une liberté d'expression quasi illégale dans le monde arabe, et nul ici ne se prive de critiques. « Le gouvernement ne croit pas à la démocratie et cherche à protéger ceux qui violent les lois », affirme le président du Parlement, Ahmad Al-Saadoun. « Le gouvernement veut porter atteinte à la Constitution », renchérit Abdallah Nibari, membre du Forum démocratique, un groupe d'opposition libérale. Engagée depuis plusieurs se-

maines, la bataille qui oppose actuellement le Parlement au gouvernement a pour origine la volonté de ce dernier de soumettre à la Cour constitutionnelle l'article 71 de la Constitution, qui donne le droit à la Chambre de voter tout décret signé par l'émir, hors session parlementaire.

Cette demande fait suite au refus de la Chambre d'entériner un décret qui prévoyait que tout ministre reconnu coupable de délit doit être traduit devant le tribunal suprême par le seul chef de l'Etat. Le Parlement a estimé que ce décret faisait « obstruction » à la justice, car il protégeait des ministres - en particulier Cheikh Ali Khalifa, ancien ministre des finances et du pétrole - compris dans des scandales financiers révélés après la libération du pays en 1991, au terme de la guerre du Golfe.

« PROBLÈMES FUTILES »  
Ce n'est qu'un nouvel épisode de la lutte que se livrent le Parlement et le gouvernement depuis les élections d'octobre 1992, qui ont marqué le retour à la vie parlementaire dans l'émirat. « La crise est permanente, mais au dernier moment on trouve toujours une solution, commente un observateur étranger. Il ne faut pas sous-estimer le côté spectacle de la politique koweïtienne, ni le fait que l'essentiel se passe en coulisse, avec des marchandages de dernière minute ». En dépit de ces querelles, mieux vaut entendre, aux yeux de l'immense majorité des Koweïtiens, avoir un

Parlement sous surveillance que pas de Parlement du tout.

Celui-ci n'échappe pas à la critique. Ses détracteurs lui reprochent surtout de ne pas s'être attaqué aux vrais problèmes du pays. « Au lieu de se pencher sur les difficultés économiques, le déficit budgétaire, la dette, les députés ont passé leur temps à débattre de problèmes futiles comme la mixité à l'université, le port du voile, etc. », accuse un homme d'affaires. « Les gens, explique un éditeur, veulent que le Parlement sanctionne les responsables de la crise. Mais, au lieu de mettre en place une véritable commission d'enquête, dotée de pouvoirs, les députés se sont contentés d'une commission sans autorité, dont personne ne craint qu'elle ira jusqu'au bout de sa mission ». Les divisions au sein de l'opposition parlementaire ont grandement facilité la tâche du gouvernement, qui a su habilement en jouer.

« Le peuple se plaint de choses qui relèvent de la responsabilité du gouvernement », affirme toutefois le député islamiste Ahmad Bagher. C'est difficile de résoudre des problèmes si le gouvernement ne coopère pas. « Après la situation catastrophique consécutive à l'invasion irakienne, les gens ont pensé que le Parlement allait tout résoudre, dit Yacoub Hayati, élu de l'opposition libérale, mais c'est un malentendu. Nous ne sommes pas l'incubateur ».

« Le Parlement a quand même réussi certaines choses, plaide Jassem Al-Saadoun, directeur d'un

centre de consultants économiques. Il a dénoncé les responsables des mauvais investissements de la KIO (Kuwait Investment Office), il a réussi à faire inclure les dépenses de la défense dans le budget, obligeant ainsi à plus de transparence, il a enquêté sur ce qui s'est passé avant, pendant et après l'invasion irakienne ».

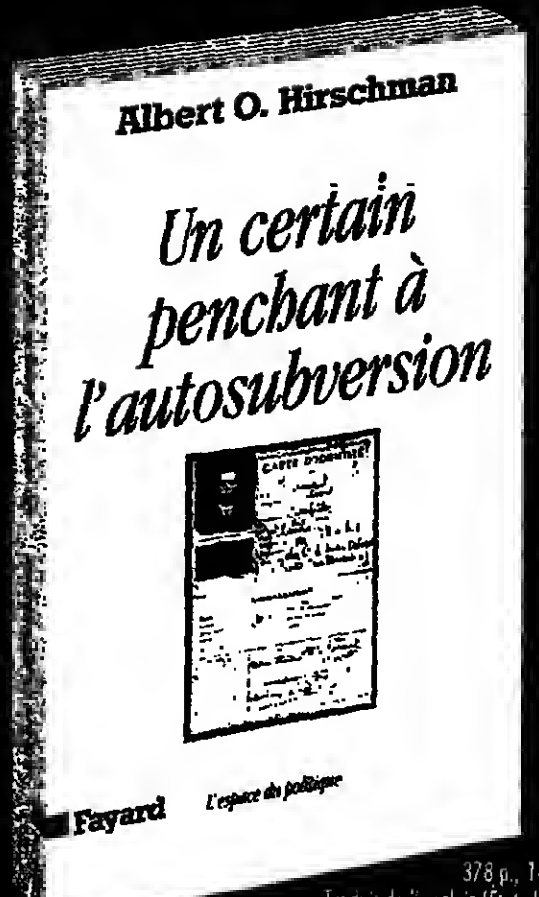
Quatre ans après la libération, le Koweït demeure profondément marqué par l'invasion irakienne et nombre de ses habitants dénoncent le fait que personne n'ait été sanctionné et que, même, certains responsables mis en cause aient été promus. « Comment accepter de gaieté de cœur que mon supérieur, qui a fui au premier jour de l'invasion, alors que j'ai fait sept mois de prison en Irak, soit de nouveau là avec un grade supérieur ? », interroge un officier.

Le gouvernement, qui brandit constamment la menace irakienne pour tenter de faire taire les opposants, souhaiterait sans doute être dispensé de la censure parlementaire. Exigence difficile à satisfaire. « Ce qui est arrivé, nous donne un minimum de garantie que la démocratie va continuer, affirme un défenseur des droits de l'homme, mais c'est une lutte quotidienne. Le sentiment d'insécurité politique et économique ne facilite pas les choses et, en l'absence d'un gouvernement défendant un vrai programme de réforme, chacun tente de tirer son épingle du jeu ».

Françoise Chipaux

« J'aimerais inviter à surmonter la résistance normale à l'auto-subversion, et même proclamer haut et fort que se livrer à cette activité est chose vertueuse et séduisante. »

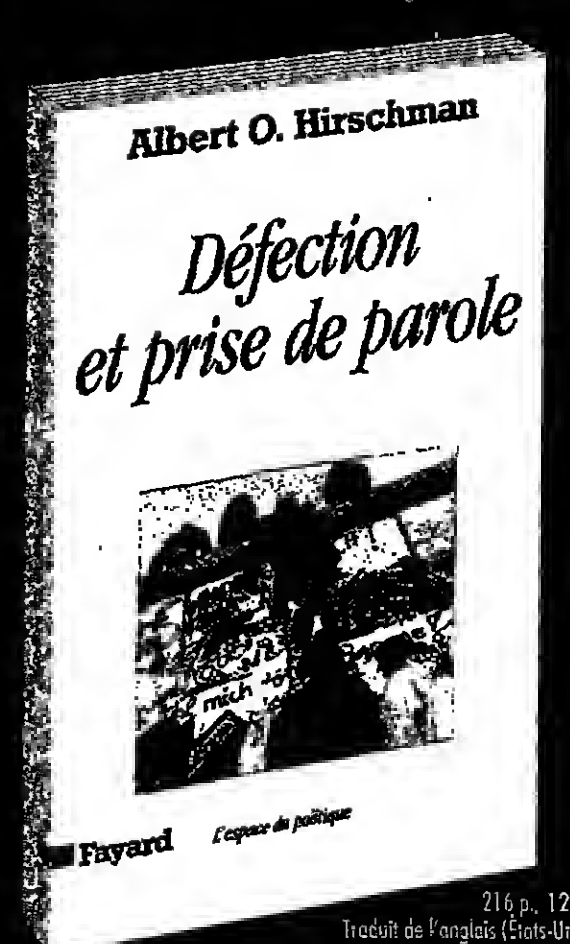
Albert O. Hirschman



378 p., 145 F  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Emmanuel Dauzat

Albert O. Hirschman, économiste, sociologue, philosophe, maintenant professeur émérite à l'Institut for Advanced Study de Princeton... Sa liberté d'esprit renforce son engagement au service des idées de progrès et de l'exercice de la démocratie, son ardeur constante à faire de l'événement le stimulateur des révisions théoriques. Son dernier ouvrage, au essai et fragments autobiographiques s'allient, le révèle. Cet alliage maintient à quel degré une œuvre faite se nourrit des multiples expériences d'une vie... Hirschman, intellectuel et militant, n'est pas un penseur confiné. L'Histoire qui se fait et le monde en mouvement sont les horizons de sa recherche. Les ruses de l'une et les paradoxes de l'autre le confirment dans ses choix.

Georges Belandier, *Le Monde*



216 p., 125 F  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Besseyrias

Du même auteur chez Fayard  
• Bonheur privé, action publique.  
• Deux siècles de rhétorique réactionnaire

Collection « L'espace de la politique » dirigée par Pierre Birbaumer

FAYARD



حکومت الامم المتحدة

6

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

**RASSEMBLEMENT** Le RPR et l'UDF s'emploient à ne pas entacher le succès de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de divisions subalternes. Mardi 9 mai, les deux for-

mations se sont réunies séparément pour évoquer la préparation des élections municipales des 11 et 18 juin. ● **PRIMAIRES.** Dans les villes de plus de trente mille habi-

tants, le RPR propose à ses alliés une dizaine de primaires. Un accord a déjà été trouvé dans plus de deux cents villes. ● **LYON.** Néanmoins, le RPR lyonnais a exprimé sa mauvaise

humeur à propos de la désignation de Raymond Barre comme tête de liste d'union. Michel Noir sera bien candidat sur une liste dirigée par l'un de ses adjoints. ● **UDF.** Parta-

gées entre balladuriers et chiraquiens, les composantes de l'UDF ont décidé de faire leurs différends dans l'attente de la composition du gouvernement.

# La droite s'emploie à exploiter sa victoire en vue des municipales

Devant le conseil national du RPR, mardi 9 mai, Alain Juppé a invité ses compagnons à « rassembler pour changer ». Les dernières investitures pour les élections municipales doivent être accordées avant la fin de la semaine

« **RASSEMBLER ET CHANGER,** rassembler pour changer. » Le président par intérim du RPR, Alain Juppé, a ainsi défini, mardi 9 mai, ses deux règles d'action pour les prochains mois. « La tâche qui nous attend est à la fois exaltante et épuisante », a-t-il ajouté devant les quelque sept cents membres du conseil national du mouvement néogaulliste, réunis à Paris, principalement pour tenter de boucler la liste des investitures aux prochaines élections municipales.

Avant de faire adopter, par acclamations, une « motion de reconnaissance » à l'adresse de Jacques Chirac « pour l'action qu'il a conduite pendant plus de dix-huit ans à la présidence du Rassemblement pour la République », M. Juppé a distingué trois étapes dans sa volonté de rassembler. « Au premier chef, il faut rassembler le Rassemblement. Je suis peut-être d'un optimisme exagéré, mais il me semble que c'est déjà fait », s'est-il félicité. Il faut ensuite rassembler la majorité : « Notre mouvement, qui est fort, doit aussi être respectueux de ses partenaires. Les uns sans les autres, nous serions conduits à l'échec », a expliqué M. Juppé.

Il faut enfin rassembler les Français. A ce propos, le ministre des affaires étrangères a souligné « l'esprit sportif et démocratique » qui avait animé les deux candidats du second tour, lors de leur débat télévisé puis après l'annonce des résul-

tats. Faisant référence aux élections législatives de 1978, M. Juppé a aussi lancé cet avertissement : « Il faut à tout prix que, tous ensemble, nous puissions réussir les trois années qui nous séparent de nouvelles échéances importantes (...) pour donner au président de la République les moyens de faire de son septennat celui de l'entrée réussie de la France dans le troisième millénaire ».

Le débat qui a suivi, à huis clos, sur la préparation des élections municipales a toutefois montré que « l'esprit sportif » n'est pas encore partagé par tous. Les députés du

Rhône Jean Besson, secrétaire départemental, et Jean-Michel Du Bernard ont vivement réagi à la façon dont Raymond Barre a été investi par la majorité UDF-RPR à Lyon, à la veille du second tour de l'élection présidentielle (lire ci-dessous). M. Besson a estimé que le RPR avait tout concédé, trop vite, à l'ancien premier ministre. « C'est scandaleux », a-t-il lancé, trouvant un ferme appui chez M. Du Bernard, qui était lui-même prétendant à la mairie de Lyon.

Pour clore cette épineuse discussion, M. Juppé a rappelé le déroulement des opérations : vendre-

di 5 mai, M. Barre apportait un soutien enflammé à M. Chirac au cours de la dernière réunion publique du maître de Paris ; le lendemain matin, le député du Rhône annonçait sa volonté de conduire, à Lyon, une liste de large union de la majorité. « Le calendrier est suffisamment explicite, il se suffit à lui-même », a ajouté, malicieusement, un dirigeant du RPR, tandis qu'un autre soulignait que « Barre représente tout ce que le RPR déteste à l'UDF ».

### LE DÉBAT

Deux autres villes ont retenu l'attention de plusieurs participants du conseil national : Meaux et Forbach. Dans la première, le député balladurien Pierre Quillet a laissé entendre que son collègue Guy Druet, chiraquien, lui faisait des misères en raison de son engagement au premier tour. Le cas de Meaux sera donc réexaminé, jeudi 11 mai, par la commission nationale d'investiture.

A Forbach, le maire sortant est octogénaire. Or la commission d'investiture a décidé de fixer une limite d'âge à quatre-vingts ans. « Pourquoi pas quatre-vingt-dix ans plutôt qu'on y est », s'interroge un jeune membre du conseil national.

S'agissant de Nice, le RPR hésite entre deux têtes de liste : le maire sortant RPR, Jean-Paul Baréty, ou le président (chiraquien) du CNI,

Jean-Antoine Giansily. Dans la première hypothèse, Patrick Stéfanni, directeur de campagne de M. Chirac et directeur des affaires politiques au RPR, serait susceptible de figurer en deuxième position sur la liste. En tout état de cause, la majorité aura fort à faire dans la cité niçoise face à Jacques Reynat, ancien chef de file local du Front national, qui a rompu avec Jean-Marie Le Pen.

Non loin de là, à Cannes, le mouvement néogaulliste a retiré son investiture à Michel Mouillot, maire (UDF-PR) sortant, en raison de sa récente condamnation dans l'affaire Botton, selon une jurisprudence établie par M. Juppé. Le RPR garde peut-être aussi en mémoire le fait que M. Mouillot avait ravi la ville, en 1989, à Anne-Marie Dupuy (RPR), ancien chef de cabinet du président Georges Pompidou.

Au total, sur 256 villes de plus de 30 000 habitants ou de chefs-lieux de départements plus petits, 121 devraient revenir à des têtes de listes RPR, 113 à l'UDF, 12 à des divers droites, et il y aurait 10 primaires. Enfin, d'ici à la fin de la semaine, la commission d'investiture devrait arbitrer dans 24 villes parmi lesquelles figure Paris. La capitale, cependant, ressort du domaine réservé du nouveau président de la République.

Olivier Biffaud et Jean-Louis Saux

## Au moins dix primaires en vue pour la majorité

M. Juppé a affirmé que, sur un total de 256 villes de plus de 30 000 habitants et de chefs-lieux dont la population est inférieure à ce seuil, la majorité s'achemine vers des « primaires » aux élections municipales dans dix cas : Grasse (Alpes-Maritimes), Narbonne (Aude), Lisieux (Calvados), Evreux (Eure), Béziers (Hérault), Forbach (Moselle), où le problème est interne au RPR, Sartrouville (Yvelines), Boulogne-Billancourt, Courbevoie et Meudon (Hauts-de-Seine).

Par ailleurs, les investitures n'ont pas encore été attribuées dans les vingt-quatre villes suivantes : Nice, Antibes et Cannes (Alpes-Maritimes), Tours (Indre-et-Loire), Grenoble (Isère), Romorantin (Loir-et-Cher), Valenciennes (Nord), Mulhouse (Haut-Rhin), Hyères (Var), Auzerres (Yonne), Paris, Palaiseau (Essonne), Le Blanc-Mesnil, Bondy, La Courneuve, Livry-Gargan, Noisy-le-Grand, Pantin et Stains (Seine-Saint-Denis), Cachan, Champigny-sur-Marne et Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), Basse-Terre (Guadeloupe) et Saint-Denis de la Réunion.

## Le sort de l'UDF est suspendu à la composition du gouvernement

LE PREMIER MINISTRE n'est pas nommé, mais déjà l'UDF attend avec impatience la composition du gouvernement. Pour de multiples raisons. Au-delà de l'attente fébrile des « ministériels », la liste qui sera communiquée en fin de semaine prochaine sera la première traduction du rapport de force avec le RPR. Elle témoignera également de l'influence des nouveaux hommes forts de l'UDF auprès de leurs alliés gaullistes.

Cette composition ministérielle risque d'être celle de tous les débols. Parti dominant, parti du président, le RPR n'est plus tenu à prodiguer ses faveurs à l'UDF, comme cela a pu être le cas lors des deux cohabitations. Le principe de la parité, rappelé par François Bayrou, président du CDS et ancien partisan d'Edouard Balladur, tout comme par Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, prochainement transformés en parti politique à part entière - et supporteur de Jacques Chirac, risque de s'en trouver légèrement écorché.

Les réunions qui se sont succédées, mardi 9 mai, ont donc souligné la fatalité du statu quo jusqu'à ce que la liste des heureux élus soit égrenée depuis le perron de l'Elysée. Un statu quo qui risque d'être prolongé au-delà des élections municipales des 11 et 18 juin.

Le bureau politique de l'UDF, réuni pour la première fois depuis des lustres, a été l'occasion d'ajouter quelques pages aux volumes déjà repleins du feuillet de la « rénovation de l'UDF ». Comme à l'accoutumée, le président de

l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, s'est imposé sans grand mal. Il a obtenu la reconduction du financement de la structure confédérale par ses composantes, lesquelles ont accès au financement public, mais il n'est pas parvenu à donner une direction très précise à la « rénovation de l'UDF », qui fera l'objet d'un nouveau bureau politique prévu dans quinze jours.

### RIVALITÉS

Il en a été de même au bureau exécutif du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui cherche déjà un successeur à son président, Charles Millon, promis au gouvernement. Cette instance a réaffirmé la nécessité du maintien du groupe UDF, face au groupe RPR. Ce maintien a été également approuvé par les députés centristes.

Le statu quo s'est enfin emporté au bureau politique du PR, qui est confronté à la rivalité entre François Léotard et Alain Madelin, candidats l'un et l'autre à la succession de Gérard Longuet, l'actuel président du PR. M. Léotard, qui avait fait le choix de M. Balladur, avait souhaité, dans un premier temps, presser le rythme, assuré de la victoire grâce à sa maîtrise de l'appareil. Proche de M. Chirac, M. Madelin voulait retarder l'échéance afin de disposer du temps nécessaire pour convaincre. Convenant que la précipitation pourrait lui nuire, M. Léotard a accepté de renvoyer la confrontation, si elle a lieu, après les municipales, à la fin juin ou en septembre.

Gilles Paris

Un entretien avec Edouard Balladur et le bilan de son gouvernement

Demain dans les pages « France »

Le Monde

### LYON

de notre bureau régional

Petit à petit, le puzzle municipal lyonnais commence à prendre forme, mais quelques pièces n'ont pas encore trouvé leur place. Ainsi, lors du conseil national du RPR, réuni mardi 9 mai à Paris, deux députés du Rhône, Jean Besson et Jean-Michel Du Bernard, et le secrétaire de la fédération, Michel Fortin, ont fait part à Alain Juppé de leurs vives inquiétudes sur l'équilibre politique de la liste que conduira Raymond Barre. Car l'accord, tel qu'il a été défini samedi 6 mai, prévoit 40 % de RPR, 40 % d'UDF et 20 % de socio-professionnels « baristes ».

Au lendemain de la victoire de Jacques Chirac, le RPR lyonnais n'a pas eu besoin d'un calcul pour se rendre compte que le rapport des forces penchait nettement pour l'UDF. De plus, M. Barre a exigé de choisir son premier adjoint, prenant exemple sur... le maire de Paris. Écartant le nom de M. Du Bernard, il a laissé entendre que ce serait Christian Philip, aujourd'hui directeur de cabinet de François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. L'ancien premier ministre a aussi revendiqué la présidence de la Communauté urbaine.

Le RPR, qui se rappelle avoir enlevé Lyon à

l'UDF en 1989, certes derrière son élu-comptable, Michel Noir, a le sentiment d'avoir été un peu pris de vitesse. Mais, coûtes par le calendrier présidentiel et le soutien sans réserves de M. Barre à M. Chirac, ses délégués ne disposaient pas, samedi, d'une réelle marge de manœuvre. L'ivresse du 7 mai passée, ses représentants vont tenter d'indéchir l'accord dans des proportions moins désavantageuses pour leur mouvement. Le RPR souhaite pouvoir adjoindre la moitié des 20 % de socio-professionnels, manière de rééquilibrer un peu la composition du futur conseil municipal.

### L'INCONNUE « NOIRISTE »

Reste une inconnue de taille : le score des « noiristes ». Entre le Front national, qui pèse 15 % des voix à Lyon, et l'alliance PS-PC-Réformateurs-Vers, la droite sera contrainte de fusionner, après le 11 juin, ses deux listes. La répartition risque d'être la encore fort délicate. Michel Noir, qui ne doute pas que le bilan de l'équipe sortante est apprécié des Lyonnais, a annoncé, mardi 9 mai, le nom de son chef de file : Henry Chabert, quarante-neuf ans. Adjoint (CDS) à l'urbanisme et vice-président de la Communauté urbaine, M. Chabert, député européen de 1989 à 1994, avait démissionné du RPR en 1991 et rejoint les centristes en 1993.

## La grogne du RPR lyonnais contre M. Barre

Jusqu'à ces dernières semaines, il était courant que si M. Noir était jugé inéligible, « ce qui poserait des problèmes à ceux qui le soutiennent ». Le maire de Lyon a été condamné, notamment, à cinq ans d'inéligibilité, mais a décidé de faire appel.

En attendant, il a renoncé à être tête de liste, et M. Chabert lui a gardé sa « confiance ». C'est donc lui qui est chargé de défendre « la légitimité, la cohésion et la loyauté » de l'équipe sortante. M. Noir entend participer activement à la campagne, même s'il n'a pas encore précisé à quelle place il sera candidat. L'actuel maire de Lyon s'est gaussé de « la nature de l'accord obtenu par les responsables de l'UDF et du RPR ». Il a fait part de sa « perplexité » sur la clause de transparence imposée par M. Barre. Celui-ci a, en effet, demandé à tous ses futurs colistiers une déclaration sur l'honneur stipulant qu'ils ne font pas l'objet de poursuites judiciaires ou fiscales : « Est-ce à dire que [M. Barre] serait prêt à décerner les rangs de ses interlocuteurs politiques en recensant une dizaine de candidats et non des milliers », a demandé le maire de Lyon ? M. Noir, qui sait manier la séduction comme la menace, n'est pas, à l'évidence, disposé à se laisser faire.

Bruno Caussé

## Le grand chelem de M. Chirac en Provence-Alpes-Côte d'Azur

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le second tour de l'élection présidentielle, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a confirmé le basculement à droite de la région. Déjà en 1988, Jacques Chirac était arrivé en tête, devant François Mitterrand, avec près de 135 000 voix d'avance et 53,06 % des suffrages exprimés. Mais la gauche, distancée, pour la première fois, dans l'une de ses plus anciennes zones d'influence, était restée majoritaire dans trois départements sur six. Cette fois, M. Chirac a réalisé un grand chelem historique, avec plus de 363 000 voix d'avance et 58,48 %, soit un gain de 5,42 points. Il obtient même, dans les Alpes-Maritimes, avec 65,46 % des suffrages exprimés (contre 59,02 % en 1988), son meilleur résultat en France métropolitaine.

Cette victoire consacre, en fait, un lent et constant recul de la gauche sur des terres où elle s'était enracinée depuis les débuts de la III<sup>e</sup> République. Minoritaire depuis les années 50 dans les Alpes-Maritimes, puis depuis 1981 dans les

Hautes-Alpes et le Var, elle avait toutefois résisté dans ses derniers bastions de l'est de la région. Ni le général de Gaulle, ni Valéry Giscard d'Estaing, ni Jacques Chirac n'avaient réussi. Jusqu'ici, à planter François Mitterrand dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse où, pourtant, de scrutin en scrutin, ses scores n'avaient cessé de s'effriter. Dans les Bouches-du-Rhône, la gauche a perdu plus de 11 points en trois décennies, en passant de 56,53 % en 1965 à 45,51 % en 1995. Ce déclin, dû en grande partie aux bouleversements sociologiques de la région, est encore plus spectaculaire dans le Var, avec un recul de 14,16 points au cours de la même période. Commentaire de Daniel Colin, député (UDF-PR) : « Dans le Var, la gauche (qui n'a obtenu que 38,40 % des suffrages exprimés) a définitivement perdu la partie ». Cette appréciation pourrait s'appliquer à l'ensemble de la région : ces changements politiques s'inscrivent dans une tendance lourde et, sans doute, durable.

S'il ne retrouve nulle part, en dé-

pit de l'augmentation de la participation, le potentiel des voix de droite et d'extrême droite du premier tour de scrutin, Jacques Chirac a cependant bénéficié d'assez bons reports de l'électorat lepeniste. Au premier tour de scrutin, le leader du FN était arrivé en tête dans l'ensemble de la région, avec 21,57 % des suffrages exprimés. Mais il apparaît que ses consignes de « non-choix » entre les deux candidats « résiduels » ont été inégalement suivies. Les plus forts taux d'abstention s'observent dans les départements où M. Le Pen a réalisé ses meilleurs scores : 23,32 % dans les Alpes-Maritimes et 22,95 % dans les Bouches-du-Rhône.

Une certaine symétrie s'observe pour les bulletins blancs ou nuls, qui ont été les plus élevés dans le Vaucluse (8,12 %) et les Bouches-du-Rhône (7,37 %). De là, même manière, la déperdition des voix de droite et d'extrême droite culmine à 7,03 % dans le Vaucluse et 5,89 % dans le Var (mais elle n'est cependant que de 2,98 % dans les Alpes-Maritimes), sans prendre pour autant de trop grandes proportions.

Investissement : Lionel Joseph améliore partout, en voix et en pourcentage, le score de la gauche, de l'extrême gauche et des écologistes au premier tour (jusqu'à 7,95 % dans le Vaucluse et 6,11 % dans le Var). Mais il perd, sur l'ensemble de la région, 5,52 points par rapport à François Mitterrand en 1988, tandis que l'écart entre la gauche et la droite passe de 6,12 à 7,16 points.

Ces résultats devraient influencer, dans certaines villes, le prochain scrutin des municipales. Dans le Vaucluse, en particulier, les maires d'Orange (div. g.) et d' Apt (PS) paraissent très menacés (dans ces deux communes, M. Chirac a obtenu, respectivement, 64,21 % et 61,88 % des voix). De même à Marseille, où M. Chirac a recueilli 55,26 % des voix sur l'ensemble de la ville, en l'emportant dans cinq secteurs municipaux sur huit et onze arrondissements sur seize, les chances de succès de la droite sont accrues face à une gauche de surcroît dé-

Guy Porte



هكذا عن الأصل

D'UN PRÉSIDENT À L'AUTRE

# Journal de réconciliation chez les compagnons

Alain Juppé, premier ministre « pressenti », a le verbe rassembleur

FRANÇOIS MITTERRAND fait une sortie - Edouard Balladur aussi - discrètement. Le premier ministre a choisi une drôle de date pour passer de la lumière à l'ombre, pour adresser au président la lettre de démission de son gouvernement, un 10 mai, quatorzième anniversaire de la première élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Jour de grasse pour le bœuf du premier tour, atteint au plus profond de lui-même, déboussolé, désabusé, arqué, dont ses visiteurs disent qu'il a du mal à se remettre de sa défaite.

François Mitterrand rentrait de Moscou, dernière étape des cérémonies de célébration de la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe. Il sort de son histoire, à petits pas, miné par la maladie, fatigué, « la voix prise » comme il dit. Il se dirige vers la grande porte, avec allure mais sans tapage, après avoir salué à Berlin, les complices de l'Allemagne et de l'Europe avec leur passé guerrier et rappelé à Moscou, combien ces drames obligent à chercher « la synthèse entre deux bords : unir et rassembler, comme ont su le faire les États-Unis d'Amérique chez eux et comme commence à le faire l'Europe occidentale chez elle ». C'est l'affaire, dit-il, du siècle prochain, premières lignes d'un ordre de mission pour Jacques Chirac qui s'apprête à entrer à l'Élysée en habits de lumière. François Mitterrand s'en va tout doucement, « il n'a été battu ni par la maladie, ni par le suffrage universel », dit-on à l'Élysée. La transition avec le suivant, ajoute-t-on, sera à l'image de la campagne électorale, courtoise et sereine.

En attendant, la France vague à



lundi matin, au moment où, à peine endormi au terme d'une nuit agitée, un collaborateur du Quai-d'Orsay l'a appelé au téléphone pour lui indiquer que Warren Christopher, secrétaire d'État américain, venait de transmettre un message de félicitations à Jacques Chirac. Le futur premier ministre en a réduit, dit-il, son téléphone en miettes.

Philippe Séguin, son ex-futur concurrent, se sent un peu seul, abandonné deux jours après une victoire à laquelle il a puissamment contribué. Il se cache derrière les vitres noires de sa voiture, s'isole dans son bureau à la présidence de l'Assemblée nationale. Mais il n'est pas muet. Il débordait d'activité et prépare son discours au « Parlement des enfants », 577 écoliers réunis pour la deuxième année consécutive, samedi 13 mai dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

Charles Pasqua, la silhouette alourdie, traîne une mine renfrognée. Jacques Chirac, disait la rumeur, voulait le garder au ministère de l'Intérieur, malgré tout, mais Alain Juppé s'y opposait. Méchante rumeur, parmi tant d'autres. On voit mal comment ces deux hommes pourraient cohabiter dans un même gouvernement. Il y a des limites au pardon des péchés mortels.

C'était pourtant jour de compagnonnage, version gaulliste et laïque de la réconciliation des offensives, mardi, au groupe RPR de l'Assemblée nationale. Pour la première fois depuis la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, balladuriers et chiraquiens se sont réunis dans la salle Cochet du Palais-Bourbon. Philippe Séguin est arrivé discrètement, parmi les premiers. Plus habile, Alain Juppé,

vé Gaymard, Jean-Louis Debré, Philippe Briand, promise à un avenir ministériel. Cette insistance avait le don d'irriter les vieux compagnons gaullistes, qui ne cachaient pas tous leur amertume. Discrettement, un jeune député RPR s'est approché des caméras : « Faites des plans larges, filmez tout le monde. »

Du coup, ce petit monde frétilant d'aise et d'espérances en oubliant qu'il faudrait travailler beaucoup, même pendant les vacances. Bernard Pons, le patron, les a assignés à résidence, à la mine, jusqu'au début du mois d'août.

Ils sont déjà fort occupés par les élections municipales de juin. Le RPR mène rondement son exercice

de la dynamique inespérée de la présidentielle pour élargir leur implantation locale, bien que Lionel Jospin et tout ce que le PS compte de « rénovateurs » débattent à plus long terme.

François Mitterrand a été heureusement surpris par l'excellente performance de Lionel Jospin. Le 10 mai 1993, peu après la déroute législative des socialistes, il avait prévu, devant ses amis, que la gauche se ressaisirait et qu'elle serait présente au second tour, mais ne voyait pas son candidat au-delà de 46 % des suffrages. Les Français, observe-t-il, ont voté pour ceux « qui ont mouillé leur chemise ». Lionel Jospin, lui, aurait été surpris d'être élu. Planté, hier, au centre de son équipe de campagne rassemblée autour de lui, il a dit qu'il n'avait « pensé à aucun moment que cette élection pouvait être gagnée, même dans les derniers jours ». Propos étrange pour ceux qui se sentent un peu bêtes d'avoir failli y croire.

François Mitterrand conseille d'utiliser une technique identique à la sienne lorsqu'il avait mis, en 1963, de Gaulle en ballottage et obtenu 45 % des suffrages au second tour : tenter de fédérer la gauche en une organisation pour la mener à la victoire. Il avait ainsi créé la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), compétitive pour les législatives de 1967. Mais, des intentions de Lionel Jospin, on ne connaît pas plus qu'une phrase sibylline : « Que personne ne m'attende là où tout le monde s'attend à me trouver ». Sept ans de réflexion.

Résumé de la séquence France

## Philippe Séguin se sent un peu seul, abandonné deux jours après une victoire à laquelle il a puissamment contribué. Il se cache derrière les vitres noires de sa voiture et s'isole dans son bureau de l'Assemblée

ses occupations domestiques. Alain Juppé, premier ministre « pressenti », comme on disait sous la IV<sup>e</sup> République, s'est fait la tête de l'empire. On l'a vu graver, souriant quand il convient, à l'Assemblée nationale, mardi 9 mai, puis le même jour, devant le conseil national du RPR. Il a le ton de l'autorité assurée, l'amabilité de qui ne veut plus fléchir, le verbe rassembleur « rassembler et changer, rassembler pour changer », le discours d'une espérance. La passion des pouvoirs entre François Mitterrand et Jacques Chirac pourrait avoir lieu entre le 16 et le 18 mai, le premier ministre serait nommé immédiatement, et le gouvernement formé au plus tard au cours du week-end suivant. Alain Juppé attend, tranquille. Il ne s'est départi de son calme que,

convaincu comme tous les membres du gouvernement, à ces retrouvailles, a fait son entrée alors que tout le monde était installé. Et ce qui était attendu est arrivé : une ovation a salué l'apparition du futur premier ministre. Philippe Séguin faisait la tête. Il n'y a plus de doute, au RPR, sur le destin de l'actuel ministre des affaires étrangères. Assis à la tribune, de part et d'autre de Bernard Pons, président du groupe, les deux hommes clés de la campagne de Jacques Chirac ont d'eux-mêmes publiquement entériné la nouvelle répartition de leurs rôles, sous les sourires mi-complices, mi-génés des députés. Il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Présentant le calendrier de la session parlementaire, le président de

## Les syndicats font pression sur le patronat

DERNIÈRE ORGANISATION syndicale à s'exprimer sur les résultats de l'élection présidentielle, la CGT a appelé, mardi 9 mai, les salariés à bâtir un rapport de forces pour « imposer au patronat et au gouvernement les réponses à leurs besoins » et a estimé que les électeurs avaient, au premier tour, exprimé leur « réjet des politiques d'austérité ». Pour le bureau confédéral de la CGT, « avec Jacques Chirac du président de la République et le gouvernement de droite qu'il entend constituer, tout laisse craindre que les orientations et choix politiques, économiques et sociaux qui vont prévaloir fassent l'encontre des intérêts, aspirations et revendications qu'expriment les salariés ».

La centrale de Louis Vianney rejoint ainsi les mises en garde adressées par Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui avait déclaré la veille que sa confédération comptait maintenir la pression sur M. Chirac, qu'il avait mis en garde contre tout attentisme pouvant provoquer une explosion sociale. Divers mouvements sociaux et grèves sont en effet prévus pour les semaines à venir, à la Sécurité sociale le 23 mai, La Poste, France Télécom et l'EDF le 30 mai, la SNCF le 31 mai, l'éducation nationale le 7 juin. Mais, s'ils soulignent à la fois l'impatience de certains salariés et l'urgence de problèmes sociaux à traiter, ils ne constituent pas l'annonce d'un « troisième tour social ». Les syndicats résistent même en bloc cette expression « au sens où il s'agit de contester un résultat d'élection », précise FO.

Les cinq confédérations représentatives observent une certaine neutralité à l'égard du président élu. La CFDT et la CFE-CGC ont déjà fait part de leur volonté d'être reçues par M. Chirac. Le tir syndical s'est donc concentré sur le CNRP. Alors qu'Alain Deleu, président de la CFDT, insiste pour que syndicats et patronat abou-

tissent à un accord lors de la réunion plénière du 14 juin pour éviter un troisième tour social, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a déjà prévu, le même jour, une journée nationale d'action sur la réduction du temps de travail. M. Blondel a prévenu qu'il n'attendait rien de cette rencontre. « C'est la bouteille à l'encre parce que les négociations avec les interlocuteurs sociaux, ça ne donne pas grand-chose », a-t-il affirmé.

A. B.-M.

**L'HABITAT SOCIAL, EVOLUTION DE LA MISSION DE SERVICE PUBLIC DANS LE SECTEUR HLM ET LES POLITIQUES NATIONALES ET LOCALES**

**LES INCIDENCES DE LA LOI D'ORIENTATION POUR LA VILLE (LOV) ET DE LA DÉCENTRALISATION SUR L'ACTIVITÉ DES OFFICES D'HLM**

Un travail de recherche, une étude de référence sur le logement social, les politiques de l'habitat et de la ville, réalisée sous la direction du Professeur Yves Jegouzo, Président de l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).

Avec le concours de la Caisse de Garantie du Logement Social (CGLS)

185 p. 35 F.

Édité et diffusé par la Fédération Nationale des Officiers d'HLM  
14, rue Lord Byron 75008 Paris - Tél (1) 40 75 78 29

bbor

Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitat à Loyer Modéré

**PREFECTURE DU NORD SERVICE DE LA COORDINATION ET DU CONTENTIEUX AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES**

**MISE AUX NORMES AUTOMOTRICES DE LA R.N. 455 ENTRE LA R.N. 421 ET L'AUTOROUTE A2**

COMMUNES DE AUBY - FLERS EN ESCREBIEUX - ROOST WARENDIN - DOUAI - WAZIERS - SIN-LE-NOBLE - DECIVY - LALLAING - MONTIGNY-EN-OSTREVANT - PECQUENCOURT - REULAY - SOMAIN - ERRE - FENAIN - ARSCON - ESCAUDAIN - DENAIN - LOURCHES - DOUCHY-LES-MINES ET RACHES

Monsieur le Préfet de la Région NORD - PAS-DE-CALAIS, Préfet du Nord, informe le public du projet de réalisation de la mise aux normes autoroutières de la Route Nationale 455 entre la Route Nationale 421 et l'Autoroute A2.

Un arrêté préfectoral en date du 20 Avril 1995 ordonne, du 29 Mai 1995 au 29 Juin 1995 inclus, les enquêtes publiques :

- à la déclaration d'intérêt public des travaux,
- au retrait du caractère de route express et au classement dans la catégorie des autoroutes de la RN 455 entre la RN 421 et l'Autoroute A2,
- à la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols des Communes de WAZIERS et de LALLAING.

Ces enquêtes sont conduites par une commission d'enquêtes composée de :

- Monsieur Constant GUET, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'ETAT en retraite - Chef d'Arrondissement Honoraire, désigné en qualité de président,
- Monsieur Daniel BESIÈUX, Ingénieur Divisionnaire Honoraire des Travaux Publics de l'ETAT,
- Monsieur Jean GRESNOT, Chef de Subdivision à la Direction Départementale de l'Équipement en retraite.

Désigné en qualité de membres titulaires :

- Monsieur Pierre ALTMAYER, Chef de mission à la Direction Départementale de l'Équipement en retraite, désigné en qualité de membre suppléant.

Pendant la durée des enquêtes, les dossiers d'enquêtes ainsi que les registres destinés à recueillir les observations de public sont disponibles au Mairie de DOUAI, siège principal des enquêtes, ou aux Sous-Prefectures de DOUAI et de VALENCIENNES, ainsi qu'aux Mairies de AUBY, FLERS EN ESCREBIEUX, ROOST WARENDIN, WAZIERS, SIN-LE-NOBLE, DECIVY, LALLAING, MONTIGNY-EN-OSTREVANT, PECQUENCOURT, REULAY, SOMAIN, ERRE, FENAIN, ARSCON, ESCAUDAIN, DENAIN, LOURCHES, DOUCHY-LES-MINES et RACHES, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Les observations peuvent également être adressées par écrit, en Mairie de DOUAI, siège principal des enquêtes, à Monsieur le Président de la commission d'enquêtes.

Une des membres de la commission d'enquêtes se tiendra à la disposition du public en :

- Mairie de DOUAI :
  - le lundi 29 mai 1995, de 10h00 à 12h00,
  - le jeudi 29 juin 1995, de 10h30 à 16h30.
- Mairie de FLERS EN ESCREBIEUX :
  - le jeudi 1<sup>er</sup> juin 1995, de 10h00 à 12h00,
  - le jeudi 15 juin 1995, de 10h00 à 12h00.
- Mairie de WAZIERS :
  - le vendredi 16 juin 1995, de 14h30 à 16h30,
  - le vendredi 23 juin 1995, de 10h00 à 12h00.
- Mairie de LALLAING :
  - le vendredi 9 juin 1995, de 10h00 à 12h00,
  - le mardi 27 juin 1995, de 10h00 à 12h00.
- Mairie de PECQUENCOURT :
  - le lundi 29 mai 1995, de 14h30 à 16h30,
  - le mardi 20 juin 1995, de 14h30 à 16h30.
- Mairie de SOMAIN :
  - le mercredi 14 juin 1995, de 15h00 à 17h00,
  - le jeudi 22 juin 1995, de 10h00 à 12h00.
- Mairie d'ESCAUDAIN :
  - le vendredi 16 juin 1995, de 14h30 à 16h30,
  - le lundi 26 juin 1995, de 14h30 à 16h30.
- Mairie de DENAIN :
  - le jeudi 1<sup>er</sup> juin 1995, de 14h30 à 16h30,
  - le mercredi 22 juin 1995, de 14h30 à 16h30.

A l'issue des enquêtes, le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquêtes en Préfecture du NORD, ou aux Sous-Prefectures de DOUAI et de VALENCIENNES, ainsi qu'aux Mairies des communes concernées par les enquêtes.



سكزا من الالجل

## Le premier ministre a adressé sa lettre de démission à M. Mitterrand

Fort de son score au premier tour, M. Balladur entend continuer à jouer un rôle politique

M. Balladur a fait porter, mercredi 10 mai au matin, sa lettre de démission au président de la République. Celui-ci devrait la charger d'expédier

les affaires courantes en attendant que M. Chirac ait nommé le nouveau premier ministre. L'actuel hôte de Matignon entend rester membre du RPR.

Dès l'automne, la démission de son suppléant, Philippe Goujon, devrait lui permettre de retrouver son mandat de député de Paris.

LE DÉPART est moins glorieux que l'arrivée. Deux ans et onze jours après avoir été nommé premier ministre par le président de la République, Édouard Balladur a fait porter sa lettre de démission à François Mitterrand. Le lundi 29 avril 1993, au lendemain même du raz de marée de la droite lors des élections législatives, le chef de l'Etat avait convoqué celui dont les électeurs avaient déjà fait un chef de gouvernement, pour lui confirmer qu'il respecterait les vœux de la nouvelle majorité. Le mercredi 10 mai 1995, l'hôte de Matignon s'est contenté de faire porter sa lettre de démission à l'Élysée.

Il aurait aimé le faire plutôt, dès la confirmation de la victoire de Jacques Chirac à la présidentielle. Mais il a jugé qu'il ne lui était pas possible de le faire le 8 mai, au milieu des cérémonies commémorant le cinquantième de la fin de la seconde guerre mondiale, ni, bien entendu, mardi 9, puisque M. Mitterrand était à Moscou. Il ne voulait pas attendre plus, car il tenait à remettre sa démission à l'homme qui l'avait nommé.

Entré à Matignon avec le prestige du co-vainqueur des législatives, Édouard Balladur le quitte avec le poids du vaincu de la présidentielle. Même s'il est persuadé que l'appui clair et résolu qu'il a apporté, pour le second tour, à Jacques Chirac a facilité le bon report de ses voix, et donc permis le succès de son rival, il ne peut nier qu'il a échoué dans un des deux objectifs qu'il s'était fixés en se

mettant en position d'être le premier ministre obligé de la seconde cohabitation. Il voulait, disait-il publiquement, laisser la France en meilleur état, au terme des deux ans de gouvernement qui lui étaient impartis, qu'il ne l'avait trouvée. Il est clair que, pour lui, cette mission a été remplie. Mais il voulait aussi, même s'il l'a longtemps camouflé, faire le nécessaire pour que les Français lui confient la présidence de la République.

**ACCORD AVEC LES CENTRISTES**  
Il a pu croire que ce second but serait aussi atteint. Un gouvernement solennellement équilibré entre RPR et UDF lui a permis de s'accorder, immédiatement, avec les centristes et les libéraux et d'assurer aux électeurs qu'il n'y aurait pas de malinisme d'un parti sur l'Etat. Quelques gestes symboliques ont convaincu les Français que la France serait gérée avec modestie et qu'il utiliserait avec parcimonie les deniers des contribuables.

Le respect qu'il a immédiatement témoigné à la fonction du président de la République a prouvé que la cohabitation serait douce et qu'il n'y aurait pas de conflits majeurs entre les deux hommes se partageant l'exécutif. Un contrôle soigneux de l'action de ses ministres a, dans un premier temps, évité des dysfonctionnements et des erreurs.

De tout cela, l'opinion publique lui fut tout de suite reconnaissante : dès la mi-mai 1993, les sondages en faisaient le favori pour

l'élection présidentielle. La droite exultait ; elle avait, enfin, trouvé l'homme capable de mettre fin à la traditionnelle guerre des chefs, entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, qui lui était néfaste depuis si longtemps.

Cet acquis, ajouté à son remarquable succès dans la négociation du GATT, lui a permis de surmonter sans trop de dégâts les premières difficultés : le changement de pied dans la politique économique, quand, après avoir donné la priorité à la réduction des déficits, y compris par une hausse des prélèvements obligatoires, il lance un grand emprunt et décide de soutenir la consommation en accentuant l'aide à la construction de logements, en accordant une prime à ceux qui changent leur vieille voiture pour une neuve ; la recrudescence mal préparée dans le conflit à l'Air France ; surtout, l'erreur de la tentative de révision de l'antique loi Falloux qui a permis le réveil de la gauche.

### RUDE CHOC

L'opinion lui est toujours favorable, au point que ses amis « chiraquistes » commencent à s'inquiéter. Leurs reproches d'« immobilisme », l'exaspèrent et ne font que le conforter dans son envie de démontrer à son ancien « ami » qu'il est plus apte que lui à accéder au sommet de l'Etat. Le début de la campagne lui permet de penser que les électeurs partagent cette analyse. Mais, rapidement, tout se dégrade et, malgré des efforts dont on ne se croyait

pas capable, il ne parvient pas à renverser la tendance. Le score du 23 avril est sans appel, même si Édouard Balladur trouve qu'il n'a été battu que de très peu.

Le choc, pour lui, a été rude. Pas question, pour autant, pour Édouard Balladur de s'enfermer dans une bouderie mélancolique. Il a bien l'intention de continuer à jouer un rôle politique. Certes, les trahisons de certains de ses partisans au soir même du 23 avril n'ont pu que le confirmer dans son analyse que, malgré la confiance que lui avaient accordée 18,58 % des électeurs, il n'était pas possible de mettre en place un mouvement balladurien. Membre du RPR, il restera fidèle à son parti.

Mais cela ne l'empêchera pas de faire entendre sa voix. Même s'il peut avoir quelques doutes sur la fidélité de certains de ceux qu'il a placés à la tête de grandes entreprises françaises, il sait pouvoir compter sur quelques proches. Avec eux, il entend bien rentrer à l'Assemblée nationale à l'automne.

Et là, fort de ses convictions sur la nécessité d'une Europe dotée d'une monnaie et d'une défense communes, sur l'obligation de préserver le retour de la croissance pour permettre les réformes indispensables à la modernisation de la société française et à la lutte contre le chômage, sur la souhaitable reconstruction d'un système monétaire international stable, il sera un des gardiens du temple.

Thierry Brédier

## Les « réseaux » de M. Balladur dans les grandes entreprises

CHARLES DE CROISSET, président du Crédit commercial de France, Michel Pébereau, à la tête de la Banque nationale de Paris (BNP), Philippe Jaffré, patron d'Elf, Jean-Marie Messier, numéro deux de la Générale des eaux, Jacques Friedmann, PDG de l'UAP, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France : les « hommes » d'Édouard Balladur sont peu nombreux, mais leur sphère d'influence est grande. Tous sont issus du même moule : ENA et haute administration, direction du Trésor ou cabinet de M. Balladur entre 1986 et 1988, avant d'essayer - exception faite de M. Trichet - vers l'entreprise.

Leur fidélité ne tient pas tant à l'amitié - Charles de Croisset est l'un des rares intimes du premier ministre - qu'aux liens tissés par M. Balladur tout au long de sa carrière. Dans l'administration du temps de Georges Pompidou, dans l'entreprise sous Valéry Giscard d'Estaing, rue de Rivoli lors de la première cohabitation de 1986 à 1988 et à Matignon depuis 1993.

**PLÉIADE DE SOCIÉTÉS AMIES**  
Autour de ce premier cercle de fidèles gravite une pléiade de sociétés amies (Société Générale, Saint-Gobain, Paribas, Bouygues...) et de patrons attirés par le pouvoir ou pressés de faire passer leurs idées (Ambroise Roux, ancien patron de la CGE, devenue Alcatel ; Jacques Raiman, successeur de M. Balladur à la tête de GSI,

une filiale de la CGE ; Claude Bébear, président d'Axa ; François Pinault, président de Pinault-Prigent-Redoute ; Bernard Arnault, président de LVMH...).

Plus qu'un « Etat-Balladur » - au sens où l'on parlait d'un « Etat-RPR » -, cet amalgame de personnalités, qui ne sont pas toutes balladuriennes, crée un « réseau » infiniment plus sophistiqué et par là même plus dangereux. Le premier ministre a vite compris qu'il ne servait à rien de faire tomber toutes les têtes comme les socialistes l'avaient fait en 1981 et M. Chirac en 1986. Mieux valait disposer de quelques affidés, au sommet d'un petit nombre d'entreprises qui contrôlaient l'ensemble du paysage industriel et financier.

La clé de ce verrouillage a résidé dans les privatisations, dont Jean-Marie Messier, au cabinet de M. Balladur à l'économie, et Philippe Jaffré, à la direction du Trésor, furent les artisans. Le dispositif s'est mis en place en deux étapes : avant la privatisation, la nomination d'un homme-lige à la tête de la future dénationalisée - Michel Pébereau à la BNP, Jacques Friedmann à l'UAP, Philippe Jaffré chez Elf -, puis lors de la privatisation, la création de groupes d'actionnaires stables, choisis par le gouvernement, ces fameux « nœuds durs » composés d'entreprises amies (privées, privatisées ou privatisables) dont les patrons constituent le conseil d'administration de la société enfin libérée du

joug public. Le président de la nouvelle privatisée devient ainsi inévitablement l'Etat d'où plus son mot à dire et le conseil d'administration lui est « solidement » acquis. L'heureux élu se retrouvant lui-même dans le tour de table de ses administrateurs. Ainsi, l'UAP décline 15 % de la BNP qui contrôle elle-même 19 % de l'UAP, que l'on retrouve dans les conseils de Suez, Alcatel, Elf, Paribas, Bouygues, Générale des eaux, LVMH, Saint-Gobain, Havas, Crédit foncier... Tout cela dans l'ambiance courtoise et feutrée qui seyait tant à M. Balladur. Pas de chasse aux sorcières expéditive et voyante, mais un jeu subtil de chaises musicales.

### QUEL AVENIR ?

Le réseau Balladur survivra-t-il à l'échec politique de son promoteur ? Celui-ci aura tout fait pour le rendre inamovible, comme l'a prouvé la longévité de Pierre Suard à la tête d'Alcatel malgré ses mises en examen. Seules les ambitions personnelles de certains dirigeants, comme Michel Pébereau lançant son offensive sur Suez, ou la volonté de revanche dans certaines maisons peuplées à la fois de chiraquistes et de « corsaires » furieux de s'être vu ravir la présidence, comme chez Elf, pourront tester la pérennité du système Balladur.

Claire Blandin

## La presse nipponne salue en Jacques Chirac « un ami du Japon »

**TOKYO**  
De notre correspondant  
De l'assez large couverture dont a été l'objet l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République dans les médias japonais, il ressort l'idée que les Français n'ont voté pour le changement, mais qu'il n'est pas certain que le nouveau chef de l'Etat apportera le « vent nouveau » attendu. « M. Chirac a généreusement distribué les rêves, mais pourra-t-il faire converger sa politique et les aspirations ou changements ? », s'interroge ainsi dans son éditorial le *Nihon Keizai*, le quotidien des milieux d'affaires.

Telle est aussi la teneur de celui de l'*Asahi Shimbun*, qui dresse dans son analyse du résultat du scrutin du 7 mai un portrait sans complaisance de l'état d'« une France qui doit recouvrer sa santé ». Pour le quotidien libéral, M. Chirac a bénéficié de deux facteurs dans la course à la présidence : l'atmosphère délétère des deux septennats de M. Mitterrand, qui ont été marqués par une corruption généralisée, laquelle a pri-

vé la gauche de son image d'intégrité ; et l'échec d'une gestin économique socialiste, qui s'est traduit par un retour à une politique sans grande différence avec celle prônée par le camp conservateur : « Dans ces conditions, pourquoi ne pas redonner le pouvoir à ces derniers ? », conclut l'*Asahi*.

Ce quotidien relève que la campagne a été caractérisée par l'absence de confrontation entre les idées de la gauche et ceux de la droite et, en revanche, par un appel au changement lancé à l'unisson par les deux candidats - si bien qu'« un Français sur trois ne sait plus s'il se situe à droite ou à gauche ». Le clivage au sein des Français « passe désormais entre ceux qui ont un revenu stable et ceux qui sont à la périphérie de la société », ajoute le quotidien.

Le *Yomiuri*, plus conservateur et populaire, procède à une critique identique du passage des socialistes au pouvoir. « Ironiquement, écrit-il, c'est sous le régime socialiste que les inégalités se sont aggravées ». Pour ce journal, qui consacre aussi un éditorial à l'évé-

nement français, l'élection de M. Chirac correspond également à un retour en force du conservatisme dans l'Hexagone, et prolonge des changements intervenus avec la fin de la guerre froide.

Les commentateurs japonais soulignent en général le sévère avertissement qu'a constitué pour M. Chirac le premier tour, qui a révélé un mécontentement et un malaise plus importants qu'on ne s'y attendait : la percée du Front national est un signe symptomatique, à leurs yeux, d'un « discrédit généralisé de la classe politique ».

Pour ce qui concerne les nouvelles orientations de la politique extérieure française, les journaux écrivent qu'avec M. Chirac Paris manifestera sans doute moins d'enthousiasme pour la construction européenne. Mais « tant que l'économie française dépendra de celle de l'Allemagne », dit l'*Asahi*, cette attitude restera modérée.

Les prises de position du nouveau chef de l'Etat sur la levée du moratoire sur les expériences nucléaires suscitent des appréhensions. « La reprise des expériences

## Lionel Jospin se félicite de son succès politique

LIONEL JOSPIN, au cours d'une réunion mardi 9 mai, a remercié son équipe de campagne pour le « succès politique » obtenu le 7 mai. « Il était extrêmement difficile de gagner, a-t-il expliqué, et nous avons créé un peu l'impossible. Il faut en être très fiers collectivement. » M. Jospin a confié « qu'il n'avait pensé à aucun moment que cette élection pouvait être gagnée, même dans les derniers jours », parce qu'il était difficile « d'imaginer que les Français allaient une nouvelle fois contredire le vote qu'ils avaient émis aux élections législatives ».

Évoquant l'avenir, M. Jospin a estimé que Jacques Chirac allait, compte tenu des « contradictions majeures » au sein de la majorité, « être amené à décevoir profondément », et il a confirmé la « nécessité de traduire (...) la force, le désir, l'espérance reconstituée » à gauche. « Il faut trouver des transpositions. Il faudra trouver des formes », a-t-il conclu, en ajoutant cette phrase sibylline : « Que personne ne m'attende là où tout le monde s'attend à me trouver. »

## André Damien (UDF-CDS) renonce à la mairie de Versailles

ANDRÉ DAMIEN (UDF-CDS) a indiqué, samedi 6 mai, qu'il ne briguerait pas un quatrième mandat de maire de Versailles (Yvelines). Cela « poserait un problème de renouvellement avec la pensée et l'adaptation avec la population », a souligné M. Damien, qui avait indiqué, lors de son élection en 1977, qu'il n'accomplirait pas plus de trois mandats. Il ne figurera pas sur la liste confiée à Edme Pinte (RPR), adjoint chargé depuis 1978 de l'éducation, qu'il présente comme « [son] successeur potentiel depuis longtemps ». Conseiller pour les cultes auprès de Charles Pasqua, M. Damien retrouvera son poste de conseiller d'Etat. Il devrait aussi abandonner son mandat de conseiller général lors des prochaines élections cantonales, critiquant au passage le fonctionnement de l'Assemblée départementale, présidée par Frank Borotra (RPR). La liste de M. Pinte, tout en respectant l'équilibre actuel entre les différentes tendances de la majorité, pourrait s'ouvrir à des responsables de quartier et des socioprofessionnels. L'actuel conseil municipal comprend 15 RPR, 15 UDF (dont 7 CDS), 15 non-inscrits, et, pour l'opposition, 4 PS, 2 FN et 2 CNL.

### DÉPÊCHES

■ **PRÉCISION** : résumant l'information publiée dans *Le Monde* du 10 mai - sur la foi de son propre entourage - Laurent Fabius a tenu à préciser, par un communiqué publié mardi 9 mai, qu'« il n'envisage nullement de prendre la présidence du groupe parlementaire socialiste, fort bien assuré par Martin Malvy ». « Je ne sais, nous a-t-il par ailleurs indiqué, qui a pu vous fournir cette indication dont j'ignore si elle est bienveillante ou malveillante. En tout cas, elle est sans fondement ».

■ **HAUTS-DE-SEINE** : Jean-Jacques Guillet, député RPR des Hauts-de-Seine et conseiller régional d'Ile-de-France, a annoncé, mardi 9 mai, sa candidature aux élections municipales à Meudon (Hauts-de-Seine), face au maire sortant UDF-PSD Henry Wolf. Aux législatives de 1993, M. Guillet, proche de Charles Pasqua, avait battu le maire de Meudon, M. Wolf, vice-président du conseil général, a dénoncé cette candidature en affirmant que « le pacte majoritaire RPR-UDF était rompu dans le département de Charles Pasqua ».

■ **ISLAMISTES** : le président de la délégation parlementaire de l'Ex-Front islamique du saïd (FIS) à l'étranger, Anouar Haddad, a souhaité, dans une lettre adressée, via l'ambassade de France, aux États-Unis, à Jacques Chirac, que « la volonté profonde de changement (exprimée lors de la campagne pour l'élection présidentielle) devienne une perspective nouvelle (...) à la politique algérienne de la France ». Le responsable de l'Ex-FIS invite le président élu à apporter un « soutien actif » à la plate-forme signée en janvier, à Rome, par les partis de l'opposition. (AFP)

■ **NON-INSCRITS** : le Groupe d'étude et de réflexion interrégionale (GERI) qui, sous la direction de Jacques Voisard et François Lavallard, propose une analyse du « Réflexe institutionnel des Français à l'épreuve des présidentielles » (*Le Monde* daté 23-24 avril), vient de chiffrer à 3 252 906 le nombre des électeurs potentiels qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorales au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, soit 7,55 % du corps électoral potentiel. Cette proportion n'avait été que de 3,8 % en 1981 et de 5,5 % en 1988.

■ **RECTIFICATION** : dans le cahier consacré à la présentation des résultats du second tour de l'élection présidentielle (nos éditions du mardi 9 mai), les scores des deux candidats ont été malencontreusement inversés dans le département des Alpes-Maritimes. C'est bien Jacques Chirac qui est arrivé en tête dans ce département, avec 321 442 voix (65,47 %), devant Lionel Jospin, 169 487 voix (34,52 %). L'ordre d'arrivée des deux candidats a également été inversé dans les villes de Castres (Tarn), où M. Chirac a recueilli 12 501 voix (53,92 %) et M. Jospin 10 680 voix (46,07 %), et Bergerac (Dordogne), qui a également placé M. Chirac en tête en lui accordant 3 161 voix (54,46 %), contre 6 823 suffrages (45,53 %) à M. Jospin.

■ **ASSURANCE-MALADIE** : plus de deux ans après la loi Teulaud sur la maîtrise des dépenses de santé, un décret paru au *Journal officiel* du dimanche 7 mai précise les modalités de mise en place du codage des actes et des pathologies, qui permettra de mieux suivre et de mieux évaluer l'activité des médecins. Ce codage sera, dans un premier temps, appliqué aux biologistes et aux pharmaciens, qui sont mieux équipés en informatique que les praticiens libéraux. Après les références médicales (normes de bonne pratique) et le dossier médical, c'est le troisième instrument de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

■ **HÔPITAL** : les quelque 7 500 médecins titulaires d'un diplôme étranger, contractuels dans les hôpitaux publics et privés à but non lucratif, vont devoir se soumettre à des examens nationaux à partir de 1996 et seront dotés d'un statut de « praticiens adjoints contractuels », précisent trois décrets publiés au *Journal officiel* du dimanche 7 mai. Avec ces textes, qui concernent aussi les pharmaciens, le ministre des affaires sociales, Simone Veil, boucle un dossier difficile avant le changement de gouvernement.

## La CES défend le modèle social européen

LE HUITIÈME CONGRÈS de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est ouvert, mardi 9 mai, à Bruxelles. Les politiques économiques menées en Europe ont été l'objet de vives critiques, plusieurs syndicats estimant que le « modèle social européen » est menacé sous prétexte de compétitivité et de lutte contre le chômage. Les syndicalistes ont reçu le soutien de Jacques Santer, président de la Commission européenne, pour qui « le chômage ronge le lien social et menace à terme nos institutions démocratiques. Mais croire que la lutte contre le chômage pourrait passer par une remise en cause de notre modèle social est une profonde erreur », a-t-il ajouté.

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, a rappelé que « l'Union européenne n'est pas uniquement une construction économique », c'est « également un modèle social ». « Le moment est venu de faire sortir le dialogue social des espaces confidentiels où il reste confiné depuis ses débuts », a lancé M. Santer, en se félicitant, comme M. Gabaglio, de l'ouverture d'une négociation européenne sur le congé parental, vraisemblablement en juin.

Philippe Pons



# Les Français attendent de M. Chirac qu'il mette en œuvre le changement

Selon un sondage de la Sofres, 55 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'Etat pour améliorer la situation de l'emploi. Elles sont 92 % à considérer ce dossier comme prioritaire

Selon un sondage de la Sofres pour Le Monde, « La Marche du siècle » et France-Inter, qui devait être commenté, mercredi soir 10 mai, au cours du magazine « La Marche du siècle »

sur France 3, les Français attendent de Jacques Chirac qu'il mette en œuvre le changement qu'il a promis au cours de la campagne électorale. Ils sont 55 % à lui faire confiance pour améliorer la

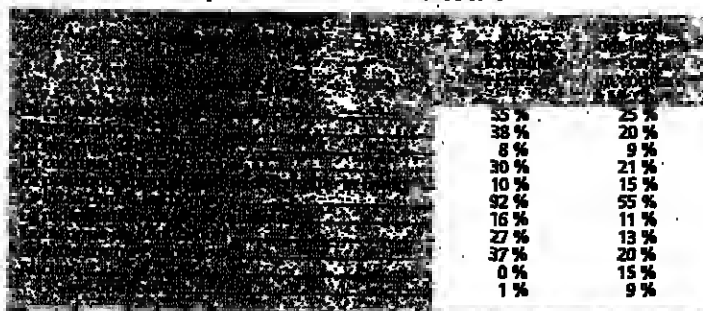
situation de l'emploi. Si les attentes des Français qui ont voté pour Lionel Jospin se distinguent sur plusieurs points de celles des électeurs de Jacques Chirac, le maire de Paris a

toutefois créé, au-delà des frontières strictes de son électorat, une espérance de changement. Celle-ci explique sans doute l'échec d'Edouard Balladur, perçu par de nombreux Fran-

çais comme l'homme de la continuité. Elle rend d'autant plus complexe la tâche du chef de l'Etat s'il ne veut pas décevoir les demandes du corps électoral.

## Les attentes des Français...

Parmi les dossiers suivants, quels sont ceux que vous jugez prioritaires en France pour les prochaines années ? Sur quels dossiers faites-vous confiance à M. Chirac pour améliorer les choses ?

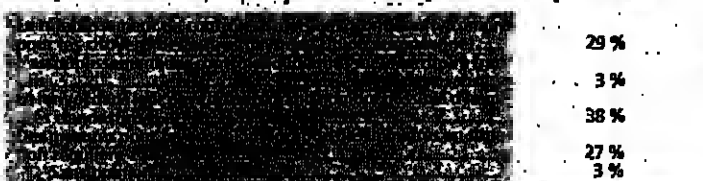


## ... par secteurs

Dans le domaine de la protection sociale, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



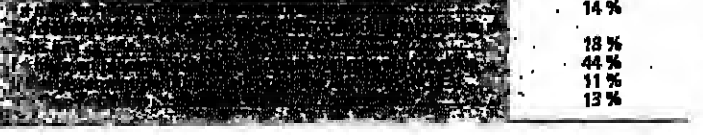
En ce qui concerne l'immigration, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



En ce qui concerne les institutions, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



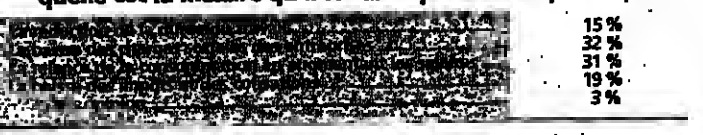
En ce qui concerne la construction de l'Europe, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



En ce qui concerne la politique étrangère et de défense de la France, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



En ce qui concerne la lutte contre le chômage, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



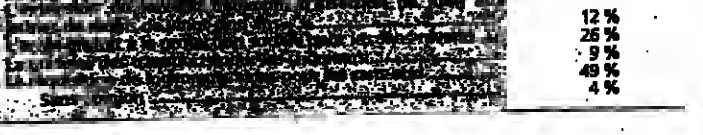
Sur la moralisation de la vie publique, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



Dans le domaine de l'éducation, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



Dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?



**FICHE TECHNIQUE**  
Sondage effectué pour Le Monde, « La Marche du siècle » (FR 3) et France-Inter, réalisé par la Sofres le 9 mai 1995 auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. Enquête réalisée par téléphone selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par régions et catégories d'agglomération.

LES FRANÇAIS qui ont voté le 7 mai pour M. Chirac ont pas seulement choisi le candidat de la droite pour empêcher un troisième septennat socialiste, les deux tiers d'entre eux ont aussi manifesté leur volonté de changement, prenant ainsi au sérieux les thèmes développés par le maire de Paris. Quant à ceux qui ont soutenu M. Jospin, même s'ils ont eux-mêmes exprimé par leur vote leur méfiance à l'égard du futur président de la République, ils n'ont pas pensé moins que celui-ci a reçu de ses électeurs mandat de mener une politique de réformes. Toutes tendances confondues, qu'ils aient, ou non, accordé leurs suffrages, les Français estiment que M. Chirac a été élu pour conduire le changement. Ils considèrent qu'il doit s'occuper aux engagements qu'il a pris en ce sens et ils attendent de lui qu'il tienne ses promesses.

C'est dire que la campagne présidentielle a donné du crédit aux idées maîtresses des deux candidats arrivés en tête au premier tour, marginalisant du même coup Edouard Balladur, perçu comme l'homme de la continuité, et elle a, de ce fait, suscité dans le pays un espoir que le nouvel élu devra satisfaire, s'il ne veut pas décevoir le corps électoral. Tel est le principal enseignement du sondage effectué mardi 9 mai, deux jours après le scrutin, par la Sofres pour Le Monde, « La Marche du siècle » (France 3) et France Inter.

Pour la quasi-totalité des personnes interrogées (92 %), quels que soient leur âge, leur profession et leur tendance politique, le dossier prioritaire est celui de la lutte contre le chômage, dont M. Chirac, au soir de son élection, a promis de faire sa « bataille principale ». Vient ensuite la protection sociale (55 %), suivie de l'immigration (38 %) et de la lutte contre l'exclusion (37 %). La priorité accordée par les Français à ces quatre dossiers, qui touchent sous différents aspects à leurs conditions de vie, souligne la place prise, dans la campagne présidentielle, par les questions économiques et sociales.

**DOSSIERS PRIORITAIRES**  
Sur ce point, les électeurs de M. Chirac et ceux de M. Jospin se rejoignent, même si les premiers sont nettement plus sensibles que les seconds à la question de l'immigration (44 % contre 31 %). Cette question est celle qui divise le plus les Français : si l'on considère les votes du premier tour, 63 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen la citent parmi les questions prioritaires, contre 29 % pour ceux de M. Jospin, 40 % pour ceux de M. Chirac et 41 % pour ceux d'Edouard Balladur. La tonalité générale en ce domaine est toutefois plus coercitive que libérale : 38 % des personnes interrogées (46 % des électeurs de M. Chirac, 29 % de ceux de M. Jospin) répondent que la première mesure à prendre serait de renvoyer dans leur pays le plus grand nombre possible d'immigrés clandestins et 27 % souhaitent le rétablissement de contrôles stricts aux frontières ; seuls 27 % (37 % chez les électeurs de M. Jospin, 20 % chez ceux de M. Chirac) se prononcent pour des mesures favorisant l'intégration des immigrés en situation régulière.

Les dossiers jugés prioritaires par les personnes interrogées sont aussi, pour l'essentiel, ceux sur lesquels elles font le plus confiance à M. Chirac pour améliorer la situation. Elles sont ainsi 55 % à attendre du nouveau président de la République qu'il obtienne des résultats dans la lutte contre le chômage, chiffre remarquablement élevé. Bien entendu, les sympathisants des partis de droite, et en particulier ceux du RPR (76 %) et de l'UDF (65 %), manifestent une confiance supérieure à celle qu'expriment les

sympathisants des partis de gauche, notamment ceux du PS (44 %) et du PC (33 %). Mais, dans l'ensemble, les Français semblent avoir pris M. Chirac au mot : ils attendent le chef de l'Etat qu'ils ne se contenteront pas de bonnes paroles et qu'ils le jugeront sur ses actes.

Ils s'empressent de rappeler que M. Chirac s'est prononcé pour une augmentation des salaires. Les personnes interrogées voient dans la relance de la consommation par l'augmentation des salaires une des deux mesures principales, avec la baisse des charges sociales des entreprises (32 %), qui permettront d'améliorer l'emploi. Les électeurs de M. Jospin sont les plus demandeurs (38 % contre 28 %), alors que ceux de M. Chirac croient plus à la baisse des charges sociales (44 % contre 18 %). En revanche, la réduction de la durée du travail, qui était l'un des thèmes majeurs du candidat socialiste, n'est citée que par 15 % des personnes interrogées, pour la plupart électeurs de M. Jospin (25 % contre 6 %).

## RÉQUISITIONS DE LOGEMENTS

La lutte contre l'exclusion est considérée par les électeurs de M. Jospin comme la troisième priorité, après la lutte contre le chômage et la protection sociale, alors que ceux de M. Chirac la placent en quatrième position, derrière la question de l'immigration. Toutefois, on relève une étonnante majorité pour considérer la réquisition de logements vides pour les sans-abri comme la mesure prioritaire en ce domaine. Parmi les personnes inter-

## La signification du succès de M. Chirac

Estimez-vous que l'élection de M. Chirac à la présidence de la République traduit avant tout :

Une victoire de la droite contre la gauche	26 %
Une volonté de changement et de réformes pour le pays	68 %
Sans opinion	6 %

Vous-même (question posée aux électeurs de M. Chirac au second tour de l'élection présidentielle) en votant pour M. Chirac avez-vous voulu avant tout :

Éclaircir la situation du pays	30 %
Apporter un coup de main aux personnes âgées et aux personnes handicapées	67 %
Sans opinion	3 %

rogées, 54 % des électeurs de M. Jospin et 45 % de ceux de M. Chirac donnent la priorité à cette mesure, loin devant l'accès gratuit à la protection sociale pour les sans-revenu et l'extension du RMI aux jeunes de moins de vingt-cinq ans. Les réquisitions ordonnées par le maire de Paris après l'occupation de l'immeuble de la rue du Dragon ont sans aucun doute été reçues par l'électorat comme un signe positif.

Sur la protection sociale, les électeurs accordent une importance particulière, toutes tendances politiques et toutes catégories sociales confondues, au maintien des remboursements de santé au niveau actuel (34 %), auquel il faut ajouter le maintien des hôpitaux dans les petites villes (22 %).

Les questions de politique étrangère ne sont pas de celles qui intéressent le plus les Français. La construction de l'Europe n'est jugée prioritaire que par 30 % des personnes interrogées, jospiniens et chiraciens confondus, mais, qu'elles aient voté

pour M. Jospin ou pour M. Chirac, elles sont 44 % à souhaiter la mise en place rapide de la monnaie unique européenne. Elles sont 44 % à se prononcer pour une intervention accrue de la France pour mettre fin aux conflits dans le monde, comme en Bosnie par exemple, alors que l'aide aux pays d'Afrique n'est mentionnée que par 10 % d'entre elles.

Enfin, les thèmes proprement politiques ne sont pas au premier plan des préoccupations des Français : la moralisation de la vie publique n'est citée que par 16 % d'entre eux et la réforme des institutions par 8 %. La campagne de M. Jospin, qui mettait en avant de telles propositions, n'a donc pas pas « pris » dans l'opinion, les électeurs du candidat socialiste ne se distinguant pas, de ce point de vue, de ceux de son adversaire, sinon sur le quinquennat, auquel ils sont nettement plus favorables, et sur la suppression du cumul des mandats.

Thomas Ferenzy

ALAIN PEYREFITTE

DU "MIRACLE" EN ÉCONOMIE

LEÇONS AU COLLÈGE DE FRANCE

ALAIN PEYREFITTE

DU "MIRACLE" EN ÉCONOMIE

LEÇONS AU COLLÈGE DE FRANCE

313 p.

130 F.

EDITIONS  
ODILE JACOB



سكننا من الاجل

**ÉTHIQUE** Mis au point par une équipe franco-néerlandaise, le test de dépistage prénatal du « syndrome de l'X fragile », responsable du plus fréquent des retards men-

taux d'origine héréditaire, illustre les interrogations nouvelles que soulèvent les progrès de la biologie moléculaire. Plus fréquente (un nouveau-né sur sept cents), la tri-

somie 21 est en général la conséquence d'un accident chromosomique ponctuel, alors que le risque de récurrence de l'X fragile (un nouveau-né sur mille cinq cents à

deux mille cinq cents) dans une famille déjà touchée est très élevé. ● SELON Jean-Louis Mandel, professeur de génétique à la faculté de médecine de Strasbourg et l'un

des principaux artisans de ce test, « la question de fond soulevée est de savoir ce que la société entend faire des connaissances qu'elle produit ».

## Un test prénatal peut détecter le principal retard mental héréditaire

L'identification rapide du « syndrome de l'X fragile » soulève de graves questions éthiques car elle étend le champ des affections repérables « in utero »

En publiant dans le dernier numéro du *Lancet* (daté du 6 mai) un court article sur la mise au point d'une nouvelle technique de diagnostic rapide du « syndrome de l'X fragile », une équipe franco-néerlandaise dirigée par Ben Oostra (Erasmus University, Rotterdam) et Jean-Louis Mandel (Inserm-CNRS, université de Strasbourg) soulève de manière concrète une série de graves problèmes éthiques inhérents à la possibilité d'un dépistage systématique du plus fréquent des retards mentaux d'origine héréditaire. La nouvelle situation créée par cette avancée technique est exemplaire des difficultés que peuvent induire les fantaisies technologiques de la biologie moléculaire dans le champ des maladies héréditaires.

« Syndrome de l'X fragile » ? Il s'agit là d'une maladie découverte récemment, qui touche un garçon sur mille cinq cents et une fille sur deux mille cinq cents. Ce syndrome associe un retard mental plus ou moins profond, allant de l'intelligence presque normale à la débilité profonde, une dysmorphie faciale,

avec un visage allongé, des mâchoires proéminentes à certaines caractéristiques génétiques, au premier rang desquelles une « fragilité anormale » d'une région particulière du chromosome X que diverses techniques de laboratoire permettent de mettre en évidence.

### Rostrand et Carrel

Le risque de transmission héréditaire d'anomalies touchant l'intellect a, au début du siècle, alimenté de nombreux débats. L'une des principales questions soulevées était la stérilisation des personnes portuses. « Ne sépare-t-on pas les contagieux et les déments ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les glandes génitales que les somas infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? », écrit Jean Rostrand en 1936. Dans *L'Homme, cet inconnu* (Éditions Plon), le docteur Alexis Carrel expliquait : « La valeur de chaque individu est déterminée dans une large mesure par ses prédispositions héréditaires. Mais comme les êtres humains ne sont pas de race pure, il est impossible de prévoir ce que seront les produits d'un mariage donné. »

Longtemps considérée comme une entité pathologique très mystérieuse, ce syndrome a rejoint, en 1991, le groupe des affections génétiques dont on connaît le substrat

moléculaire (Le Monde daté 17-18 février et du 25 mai 1991). L'équipe de généticiens et de biologistes français, dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel a réussi à élucider les mécanismes fort complexes de transmission de l'anomalie et permis de mettre au point des méthodes de

Cette mutation, sorte de bégaiement du code génétique jamais observée jusqu'alors, fut par la suite retrouvée dans une forme de myopathie et dans diverses affections neurodégénératives.

### RISQUE DE RÉCURRENCE

Le « syndrome de l'X fragile » concerne en France environ quinze mille hommes et dix mille femmes. Cette entité pathologique est certes moins fréquente que la trisomie 21 (qui atteint un nouveau-né sur sept cents) dont la cause est également génétique, mais qui est souvent la conséquence d'un accident chromosomique ponctuel. A l'inverse, le risque de récurrence de l'X fragile dans une famille déjà touchée est très élevé, chez les frères et sœurs mais aussi chez les neveux et nièces, cousins et cousines d'une famille atteinte. Cela explique le développement d'une pratique de « conseil gé-

néétique ». En fait, le diagnostic ne bénéficie pas directement à la personne concernée, dans la mesure où il n'existe pas de prise en charge ou de

traitement spécifique. Il est en revanche d'une grande importance pour les parents. Il peut notamment permettre de corriger le diagnostic d'autisme et de faire l'économie de thérapies inutiles et culpabilisantes, comme la prise en charge psychanalytique des parents. A l'échelle de la famille, il permet d'appréhender le risque de récurrence du syndrome et de mettre en place un dépistage à visée préventive. En théorie, le conseil génétique est « non directif », cherchant à donner une information objective sur la réalité du risque de transmission et laissant aux parents le choix et la responsabilité de leur décision.

Dans les faits, lorsque ce conseil génétique s'adresse à des personnes qui n'ont pas des capacités normales de jugement et de discernement, celles-ci ne demandent pas une interruption de grossesse, contrairement aux autres.

C'est dans ce contexte que l'équipe franco-néerlandaise annonce la mise au point d'une nouvelle méthode, beaucoup plus rapide, de diagnostic. Jusqu'à présent,

l'identification des bases génétiques de ce syndrome réclamait des procédés complexes et sophistiqués d'analyse d'ADN (Southern Blot ou PCR) sur des cellules qui, pour des raisons techniques, ne pouvaient pas être d'origine sanguine. La publication du *Lancet* annonce la découverte d'une méthode, non brevetée, qui permet le diagnostic de l'anomalie à partir d'une ou deux gouttes de sang. Ce test est peu onéreux et permet d'obtenir une réponse en quelques heures. Il autorise ainsi, selon ses auteurs, des dépistages beaucoup plus larges dans les groupes de personnes souffrant de retards mentaux. Plus généralement, après avoir été proposé à l'ensemble des familles concernées, il pourrait être institué comme dépistage, sinon obligatoire, du moins systématiquement recommandé chez le nouveau-né.

J.-Y.N.

★ « Rapid antibody test for fragile X syndrome », *Lancet*, 1995 ; 345 : 1147-48.

## Jean-Louis Mandel, professeur de génétique à la faculté de médecine de Strasbourg : « L'avantage serait de prévenir suffisamment tôt les parents »

« Vous avez été l'un de ceux qui ont le plus contribué à la mise au point d'un diagnostic génétique du syndrome de l'X fragile. Cette méthode est-elle aujourd'hui largement répandue ?

« Cette maladie très handicapante commence à produire ses effets pathologiques dès l'âge de deux à trois ans. Or, dans notre groupe, depuis 1992, l'âge moyen des patients chez qui nous portons le diagnostic est de seize ans, à un stade où le conseil génétique ne peut être d'aucun intérêt. C'est dire que cette affection est encore très méconnue. Pour notre part, quelle que soit la méthodologie diagnostique utilisée, le principal problème est que le corps médical français ne connaît pas encore suffisamment cette maladie et, de ce fait, n'a pas suffisamment recours à ce type de diagnostic de laboratoire. Ce qui est par ailleurs de plus en plus utilisé dans les pays occidentaux, et tout particulièrement en Grande-Bretagne.

« Êtes-vous ou non inquiet des dérives que pourrait induire une méthode permettant de diagnosti-

quer avant la naissance un retard mental d'origine héréditaire ?

« Actuellement, le diagnostic natal du syndrome de l'X fragile n'est mis en œuvre que dans les familles connues pour être à risque de transmission de cette maladie. Cette méthode soulève un délicat problème lorsque le fœtus est de sexe féminin puisque l'on sait que l'affection ne touchera, de manière plus ou moins marquée, que 60 % des filles. Mais rappelons-nous qu'il s'agit d'une maladie très sévère, plus handicapante généralement que la trisomie 21. Ce qui me pose problème, ce serait la découverte de gènes de prédisposition à des maladies psychiatriques comme la schizophrénie ou la psychose maniaco-dépressive, avec un risque de 5 % ou 10 % de souffrir de troubles d'une sévérité que l'on ne pourrait pas prévoir, et ce à un âge que l'on ne saurait pas préciser. Dans de telles situations, la place du conseil génétique et de l'éventuelle interruption de grossesse me paraît très discutable.

« Votre nouvelle technique de diagnostic autorise en pratique la généralisation de cette méthode.

Quelle est sur ce point votre position ? N'êtes-vous pas inquiet des perspectives ainsi ouvertes ?

« Il n'est pas question aujourd'hui, en France du moins, de mettre en place un dépistage systématique du syndrome de l'X fragile. Cela dit, la chose est techniquement possible. Il faudrait en discuter l'intérêt, étudier ce que cela pourrait apporter aux familles et aux personnes concernées. Mais sans se refuser à voir ce qui est, tout le monde, médecin ou non, peut faire le diagnostic de trisomie 21 quand il est en face d'un enfant atteint de cette anomalie chromosomique. Cela ne pose pas de problème éthique particulier. Pour moi, il n'y a pas de vraie différence entre voir avec les yeux ou voir les caractéristiques moléculaires d'une goutte de sang. L'important n'est pas dans l'établissement du diagnostic d'une maladie héréditaire, mais dans l'usage que l'on fait de cette information. On m'a récemment rapporté que, durant l'occupation allemande, on a tué, à Strasbourg, des personnes atteintes de chorée de Huntington. Il n'était pas nécessaire pour les nazis de disposer du test génétique

qui nous permet aujourd'hui de confirmer le diagnostic de cette maladie.

« Je ne sous-estime nullement les problèmes soulevés par l'apparition de la technique rapide de diagnostic du syndrome de l'X fragile. On peut notamment envisager des maîtres d'œuvre très spécifiques mis en œuvre chez tous les nouveau-nés jusqu'à leur prélèvement de sang pour le diagnostic de la phénylcétonurie. La différence est qu'il existe, dans ce cas, une thérapie, et donc un intérêt direct pour l'enfant. Dans le cas de l'X fragile, les expériences de ce type qui ont été faites avec la myopathie de Duchenne ont donné des résultats mitigés. Est-il utile de s'engager aujourd'hui dans cette voie ? La question de fond qui est ici soulevée est bien celle de savoir ce que la société entend faire des connaissances qu'elle produit ».

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

### COMMENTAIRE

#### EUGÉNISME DÉMOCRATIQUE

Jour après jour, la génétique moléculaire fait la preuve de sa puissance et dessine ses propres limites. En vingt ans, le syndrome de l'X fragile a été découvert, décrit, relié à une anomalie génétique spécifique. On a dans le même temps calculé la fréquence de l'affection, saisi ses différents visages, et compris le mode, complexe, de transmission héréditaire de ce retard mental au sein de l'espèce humaine. La mise au point d'un test diagnostique simple et rapide à partir d'un simple prélèvement de sang est une étape nouvelle et décisive dans la prise en compte par la science et la médecine de ce qui apparaît comme le plus fréquent des retards mentaux d'origine génétique.

Sans doute convient-il de ne pas nourrir de craintes irrationnelles, transformer l'ADN en mythe vivant et, au choix, faire des généticiens des magiciens ou des démons. On peut les rejoindre quand ils expliquent que le syndrome de l'X fra-

gile est une affection héréditaire comme le sont les myopathies ou la mucopolysaccharidose et que les recherches qu'il suscite ne sont pas d'une autre nature que celles menées par la génétique moderne. Pour sa part, le professeur Mandel a raison de rappeler que les batteries de tests de dépistage génétique présents et à venir ne sont que des outils que la société utilisera ou pas.

« Forte polémique » est le réconfort que dans ce domaine l'offre stimule une demande croissante et les plus érudits des biologistes s'inquiètent ouvertement aujourd'hui des « impasses » dans lesquelles pourrait s'engager leur discipline. Le dossier de l'X fragile illustre clairement les dangers inhérents au fossé grandissant qui sépare les possibilités diagnostiques et thérapeutiques. Médecins et généticiens ont-ils la volonté et le conseil génétique d'apporter des perspectives que celles d'une éradication des maladies héréditaires qu'ils savent dépister avant la naissance mais pas - encore - soigner ? Ne poursuit-on pas, par voie démocratique, une démarche eugéniste qu'autorise depuis le début de ce siècle la science du vivant ?

J.-Y.N.

## Les Français jugent nécessaire d'aider leurs « grands enfants »

Une enquête du Credoc confirme la vigueur de la solidarité entre générations

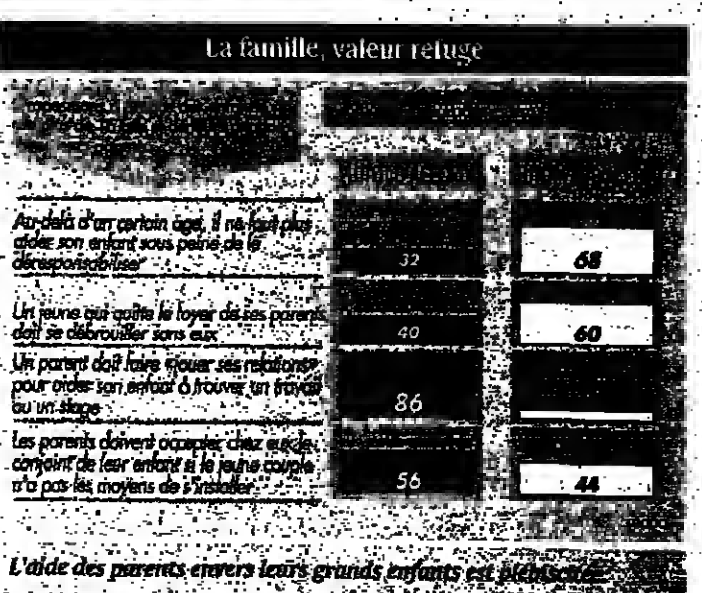
**LES ENFANTS RESTENT** de plus en plus longtemps au domicile parental et leur présence, jusqu'à un âge avancé, est considérée comme « normale » par une très large majorité de la population française. En 1990, date du dernier recensement, 65 % des jeunes gens et 47 % des jeunes filles de vingt à vingt-quatre ans vivaient chez leurs parents, contre respectivement 60 % et 38 % en 1982. Selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) menée en 1994 et en 1995 auprès de quatre mille personnes et rendue publique mardi 9 mai, plus de deux Français sur trois rejettent

l'idée d'une « limite d'âge » au-delà de laquelle il faudrait cesser d'aider les « grands enfants » âgés de plus de seize ans sous peine de les désresponsabiliser.

Plus encore, 60 % des personnes interrogées ne croient pas qu'un jeune qui quitte le domicile parental doive se débrouiller seul et 86 % sont favorables à ce que les parents usent de leurs relations pour aider un enfant à décrocher stage ou emploi. Cette « aide relationnelle » est surtout mise en avant par les personnes les plus âgées et les moins diplômées mais aussi par les milieux ouvriers et à faibles revenus. Bien que le Credoc observe que

« la solidarité parentale s'avère légèrement plus forte dans les milieux populaires et modestes (ouvriers, non diplômés) que dans les catégories favorisées », les résultats de cette enquête montrent combien le départ de plus en plus tardif des enfants du foyer est socialement admis. Le faible écart entre les opinions des chargés de famille et celles des personnes sans enfant illustre l'ampleur du consensus. Visiblement, l'allongement de la durée des études et les difficultés des jeunes à trouver un emploi stable sont autant de fait avec l'atténuation du conflit entre les générations. Ce sentiment est encore plus fort dans les milieux modestes et non-diplômés. « En tout état de cause, insiste le Credoc, pour nos concitoyens, la notion de solidarité passe le plus souvent avant celle de responsabilisation de l'enfant. » A moins que les difficultés économiques n'aient rendu irréaliste le désir légitime d'indépendance des jeunes.

Si le soutien des parents aux enfants de plus de seize ans est plébiscité, il apparaît également « normal » qu'une relation réciproque d'entraide se mette en place lorsqu'un enfant travaille et habite chez ses parents. Les trois quarts des personnes interrogées estiment natu-



rel que ces jeunes participent financièrement à la vie familiale en payant une partie du loyer ou en prenant en charge une partie des frais d'alimentation. Presque considéré comme une règle de vie, le partage des tâches ménagères est perçu comme une évidence par plus de 90 % de la population. Une majorité de personnes interrogées coosi-

dèrent également que la solidarité des parents envers leurs grands enfants englobe aussi la vie affective : plus de la moitié (56 %) trouvent normal que les parents acceptent sous leur toit le conjoint de leur enfant si le couple n'a pas les moyens de s'installer. En revanche, plus d'une personne sur trois désapprouve la vie à deux des jeunes sans

ressources régulières, preuve que cette opinion n'est pas encore totalement admise.

Cependant, cette solidarité familiale doit s'exercer parallèlement à une aide de la collectivité, notamment pour que les jeunes à la recherche d'un emploi puissent subvenir à leurs besoins. Il est intéressant de constater que, pour les quatre cinquièmes de la population, l'aide de l'Etat doit être fournie aux enfants et non à leurs parents. Le système actuel paraît d'ailleurs inadéquat jusqu'à présent, la demande d'aide concernant surtout les étudiants et non les jeunes à la recherche d'un emploi. Désormais, la demande est générale et les critiques visent les prestations familiales, jugées insuffisantes par 81 % des personnes interrogées. Nombreux sont ceux qui considèrent que les subsides de l'Etat devraient concerner tous les jeunes qui ne gagnent pas leur vie, quel que soit leur lieu de résidence et leur situation. Au total, sept Français sur dix souhaitent que les allocations familiales continuent à être versées aux parents d'un enfant qui ne vit pas sous le même toit qu'eux mais qui est encore à leur charge.

Michèle Aulagnon

### VII- FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ANCIEN

Maison de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor 75005 Paris

Jeudi 11 MAI : 18 h - 21 h  
Vendredi 12 et samedi 13 : 11 h - 19 h  
Dimanche 14 : 11 h - 16 h



## Dans l'affaire des commissions versées par GEC-Alsthom le mystérieux « Monsieur X » est identifié

Le juge Van Ruymbeke a entendu Richard Moatti, ancien dirigeant du PS

Une nouvelle fois les socialistes se trouvent face au conseiller Renaud Van Ruymbeke, dans une situation délicate. En dépit de leurs démen-

tis, l'enquête du magistrat rennais, qui a entendu, mardi 9 mai, l'énigmatique « Monsieur X », semble confirmer les déclarations des dirigeants

de GEC-Alsthom sur le versement en 1989 et en 1990 d'une commission occulte au PS par le biais de comptes ouverts à l'étranger.

LE MYSTÉRIEUX « Monsieur X », qui aurait servi d'intermédiaire, en 1989, dans une affaire de financement occulte de la société GEC-Alsthom au profit du Parti socialiste, a été identifié. Il s'agit de Richard Moatti, un homme d'affaires méridional qui a fait partie du comité directeur du PS, où il était membre de la commission nationale du contrôle financier, jusqu'en 1994.

Richard Moatti a été entendu, mardi 9 mai, à Rennes par le conseiller Renaud Van Ruymbeke. Début avril, deux anciens dirigeants de GEC-Alsthom avaient déclaré au magistrat rennais que les fausses factures imputées par leur société à un marché de locomotives passé avec les Pays-Bas ne correspondaient pas, en réalité, à cette vente. Selon MM. Jean-Pierre Desgeorges et Franck Valendro, respectivement ancien PDG et ancien directeur général des affaires ferroviaires de GEC-Alsthom, ces factures, d'un montant total de 7,5 millions de francs,

auraient eu « pour seul objet de financer le Parti socialiste français » (Le Monde du 5 avril).

Les deux hommes affirmaient avoir eu dans cette affaire deux interlocuteurs socialistes : Jacques Collard, conseiller de Michel Delebarre, alors ministre des transports, et un énigmatique « Monsieur X », mandaté par le PS pour négocier le montant et les modalités du versement. C'est ce dernier (la quarantaine, brun et de taille moyenne) qui avait, selon eux, désigné les deux comptes bancaires « panaméens », Urban et Henley, ouverts à Genève et à Londres, sur lesquels les 7,5 millions de francs allaient être versés, en 1989 et 1990. L'homme, précisait-il, était sans doute membre du comité directeur du PS.

Les socialistes, à commencer par Jacques Collard, avaient démenti ces informations. Le trésorier du parti, Alain Claeys, avait été catégorique : le PS n'avait jamais détenu de comptes à l'étranger, pas plus Urban (un nom qui rappelle

Urba) que Henley (Le Monde du 7 avril). M. Moatti, qui avait déjà été entendu par des policiers du SRPJ de Rennes entre les deux tours de l'élection présidentielle, a reconnu, mardi, qu'il était bien, à l'époque des faits, l'ayant droit économique des deux comptes panaméens en question. Il les aurait utilisés, dans l'affaire mise au jour par le magistrat rennais, pour le paiement à des intermédiaires chinois d'une commission liée à l'obtention par des entreprises françaises - GEC-Alsthom, Framatome, EDF et le groupe français du BTP Campenon-Bernard - du marché de la centrale nucléaire chinoise de Daya Bay, en 1986.

D'après Richard Moatti, le versement des 7,5 millions de francs s'inscrivait dans le contexte de ses activités commerciales au profit de grandes sociétés françaises intéressées par des marchés étrangers, indépendamment de son rôle et de ses fonctions au sein du Parti socialiste. Richard Moatti était-il, pour le PS, au cœur d'un réseau

de comptes étrangers similaire à celui mis en place par le PR et destiné à recevoir, en échange de services rendus dans la conquête de marchés, des commissions des grandes entreprises françaises ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Après avoir reconnu certains faits, devenus difficiles à contester compte tenu des récents développements de l'enquête, l'ancien responsable socialiste s'est refusé, mardi, à en dire plus au conseiller Van Ruymbeke.

M. Moatti, qui appartenait au courant Mauroy-Jospin, a quitté le comité directeur du PS en octobre 1994, quelques mois après la découverte par Renaud Van Ruymbeke de mouvements bancaires cooduisant, à terme, aux versements de GEC-Alsthom sur les comptes Urban et Henley. A la même époque, Richard Moatti, qui résidait à Tarascon (Bouches-du-Rhône), a élu domicile à Genève.

Roland-Pierre Paringaux

## A Istres, un lycéen blessé son professeur à coups de couteau

UN PROFESSEUR DE PHYSIQUE du lycée Arthur-Rimbaud d'Istres (Bouches-du-Rhône) a été poignardé, mardi 9 mai, par un élève « plongé dans un état second », selon les témoignages de ses camarades de seconde. A la fin du cours, Sébastien, âgé de seize ans, s'est précipité sur l'enseignant et l'a frappé dans le dos avec un couteau. « Je suis Dieu et personne ne peut m'arrêter », a-t-il proféré, ainsi que des vers d'Aragon, en bondissant sur l'estrade. Légèrement blessé, le professeur a regagné son domicile après avoir reçu des soins à l'hôpital de Miramas. « Tout s'était bien passé durant le cours, témoigne Gilles. Sébastien ne semblait pas éméché, ni contrarié. » Pour expliquer ce « geste de folie », certains avancent la passion de l'adolescent pour les jeux de rôle. « Il ne jouait pas uniquement des rôles violents, dit Ludovic, parfois même il lui arrivait d'être une femme ou un prêtre. Sébastien était vraiment pris par ces jeux et en parlait beaucoup, mais j'ai du mal à penser qu'ils aient sur lui une telle influence. » Le professeur et l'inspecteur d'académie ont annulé, mardi 9 mai, les cours de l'après-midi et réuni les 1 300 élèves du lycée pour leur faire part des circonstances du drame. Le jeune agresseur, qui suivait « une scolarité normale et n'entretenait aucun différend avec son professeur », a été placé en garde à vue et, une fois interrogé, soumis à une expertise médicale. (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **DROGUES** : le comédien Philippe Léotard a été condamné, mardi 9 mai, à dix-huit mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui jugeait une affaire de trafic de cocaïne dans laquelle il était poursuivi pour usage, cession et offre de stupéfiants. Gérard Lemaire, le responsable de la discothèque de La Baule au centre de ce trafic, a été condamné à deux ans de prison dont six mois avec sursis.

■ **ÉDUCATION** : l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale devra vérifier les accusations de « favoritisme » formulées par des étudiants de première année de la faculté de médecine de l'université Paul-Sabatier de Toulouse à l'encontre de certains de leurs enseignants. Cette enquête, demandée par le ministre de l'enseignement supérieur, avait été souhaitée par le conseil d'administration de l'université après que des médecins eurent reconnu avoir donné des cours « privés » dans l'enceinte de la faculté à quelques étudiants « privilégiés », pour mieux les préparer à un examen très sélectif (140 places pour 1 350 candidats).

■ **UNIVERSITÉS** : les cours ont repris à la faculté des lettres de l'université de Besançon, mardi 9 mai, après un mois d'interruption décidée, le 7 avril, par le conseil de gestion pour protester contre le déficit de financement des heures complémentaires d'enseignement.

■ **IMMIGRATION** : une filière de travailleurs clandestins tchèques employés à Val-Thorens, station de ski savoyarde, a été démantelée par les services de l'inspection du travail, épaulés par la gendarmerie. Un contrôle opéré mardi 2 mai avait permis de découvrir qu'une quinzaine de personnes dépourvues de titres de séjour et de travail étaient employées à des tâches de serveur, cuisinier et plongeur au chalet du Génepy, un restaurant appartenant à un citoyen allemand d'origine tchèque. (Corresp.)

■ **SANTÉ** : une charte réactualisée du patient hospitalisé vient d'être adressée aux préfets de région et de département, dans une circulaire signée par Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, ministres en charge de la santé. Le texte, qui détaille les droits et devoirs du patient à l'hôpital, devra être remis « à chaque patient accueilli le cas échéant en urgence ou en consultation externe ».

■ **PRISONS** : la mort d'un détenu a entraîné des incidents, dimanche 7 mai, à la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Environ 130 détenus ont manifesté dans les cours de promenade, armés de barres de fer, brisant des vitres, arrachant des grillages et détériorant des bornes de système d'alarme. Dans la nuit de lundi à mardi, des matelas enflammés ont été lancés par les fenêtres des cellules. Le calme est revenu après intervention des forces de l'ordre. Une autopsie du détenu retrouvé mort dans sa cellule, probablement à l'issue d'un suicide par absorption de médicaments, devait être pratiquée mercredi 10 mai.

■ **JUSTICE** : le procureur de la République de Perpignan, Louis Bartoloméi, qui a été nommé avocat général à la cour d'appel de Lyon (Le Monde du 9 mai), a déposé un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat contre cette décision, qu'un collectif de soutien à M. Bartoloméi considère comme un déplacement d'office (Le Monde du 20 janvier).

## La peur meurtrière de l'épicier des Morillons, à Montreuil

C'EST UN PETIT HOMME ROND, âgé de soixante-deux ans, aux rares cheveux blancs, voix faiblante et air renfrogné. A la demande de l'avocat général Voiron, Sylvain Boyer, l'épicier de la cité des Morillons à Montreuil, plonge sa main dans la poche droite de son pantalon, hésite à refaire le geste, fait mine de brandir un pistolet et tire. Le 17 février 1992, vers 19 heures, l'Idir Merhem, jeune père de famille âgé de vingt-quatre ans, tombait, devant lui, mortellement blessé.

Trois ans plus tard, les rares témoignages, exposés devant la cour d'assises de Seine-Saint-Denis, à partir de mardi 9 mai, demeurent encore confus. Selon une amie qui accompagnait l'Idir, l'épicier a tiré sans raison apparente. Une cliente affirme, au contraire, avoir été témoin d'un accrochage verbal entre les deux hommes. Selon l'accusé, l'Idir et son amie avaient pénétré dans le magasin sur les pas d'un groupe de trois autres jeunes de la cité, dont un qui l'avait déjà agressé. Ils étaient ressortis avec un pack de bouteilles de bière en expliquant que le jeune Français d'origine algérienne réglerait l'addition. Celui-ci aurait refusé de payer cette dette qui n'était pas la sienne. Le ton aurait monté, les insultes fusées. L'épicier affirme avoir vu la crosse d'un pistolet à la ceinture de l'Idir. Il aurait

saisi son propre pistolet, puis suivi le jeune homme à l'extérieur. Se sentant menacé à nouveau, il aurait tiré « par réflexe ». Aucune arme ne devait être retrouvée près du corps de la victime.

### « C'ÉTAIT UN OISEAU EN CAGE »

Sylvain Boyer, ardéchois, s'est retrouvé égaré au cœur d'un quartier sensible de Seine-Saint-Denis. L'homme au gilet boutonné n'a pas dépassé le certificat d'études, s'est formé sur le tas comme plombier, est devenu, avec sa première épouse, gardien de l'hôtel privé de la famille des banquiers Lazard, à Paris, jusqu'en 1981. Une avalanche de dépositions le décrit comme « un père tranquille, calme et serviable », « un bon vivant », « un brave gars travailleur ». Veuf, il refait sa vie avec une jeune femme yougoslave dont il a deux enfants. Sa fille se marie une première fois avec un Mauricien, puis avec un Marocain. Au chômage en 1988, il vend un petit pavillon à Puteaux pour reprendre, avec l'aide de son gendre, « Les trois Coréas », l'épicerie de la cité des Morillons à Montreuil : onze heures par jour, six jours sur sept. Les restes remboursés, 7 000 francs par mois, lui restait, dit-il, « moins que le SMIC ». En évoquant les quatre années vécues à la cité des Morillons,

deux ou trois mots reviennent dans la bouche de Sylvain Boyer : peur, insécurité, angoisse. Et une phrase : « Je me sentais menacé ». Il dit ainsi les pneus crevés, les petits vols « quadiens », les cinq dépôts de plainte « pour les plus gros », l'agression dont ils ont été victimes en 1989, lui et sa fille (elle a été frappée par un coup de poing américain, il a eu une main cassée). Il raconte comment lui, le chasseur ardéchois qui aimait aller à la chasse avec un ami algérien, a transformé un pistolet à grenailles pour pouvoir y loger, en toute illégalité, des balles de 9 mm.

« C'était un oiseau en cage, a dit un parent au cours de l'enquête, il n'aurait jamais dû acheter ce commerce. » L'épicier affirme avoir voulu vendre, mais n'avoir pas trouvé de preneur. « Il vivait dans un climat d'insécurité, de méfiance, qu'il entretenait lui-même », expliquera un expert psychiatre, qui le définit comme un être « rigide, se remettant difficilement en cause ». « N'importe quel incident aurait pu l'amener à ce geste », l'épicier aurait donc atteint, ce jour-là, « les limites de sa tolérance ». Et déchargé 9 mm de plomb meurtriers sur un jeune homme, point d'orgue à quatre années de peur et d'angoisse.

Jean-Michel Dumay

## Mort de Jacques Isorni, « brillant et posthume avocat du maréchal Pétain »

IL EXISTE de Jacques Isorni, mort lundi 8 mai à son domicile parisien, une photographie qui semble avoir été prise pour illustrer ce qui fut l'essentiel de sa vie. Elle le montre debout, les bras étendus sous les manches noires de la robe d'avocat, allées tendues comme pour couvrir et protéger le vieillard en uniforme de maréchal de France assis devant lui, en ces jours d'août 1945, où la Haute Cour de justice juge Philippe Pétain. Cette cause, sa « grande affaire », il en aura été habité jusqu'à son dernier souffle. Elle l'aura conduit à tous les excès, à toutes les injustices en même temps qu'elle lui aura infligé les plus vaines souffrances. Elle aura nourri un antighaillisme spécifique qui, pour s'exprimer, aura pris prétexte de tout. On se demandera longtemps comment put naître ce coup de foudre qui allait perdurer quasiment un demi-siècle.

Telle est bien la singularité. Jacques Isorni est né au pétainisme alors que celui-ci venait de sombrer corps et biens. Il est né du même coup à l'antighaillisme, ce cette période où l'homme du 18 juin 1940 touchait à l'apogée de sa gloire et de sa popularité. Rien, pourtant, n'assurait d'un pareil destin à un avocat de bonne facture abondant, à trente-quatre ans, un procès assuré de rester historique.

Il était né à Paris le 3 juillet 1911. Dès 1931, à vingt ans, il s'inscrit au barreau de Paris. Il y montre des aptitudes que couronne le titre toujours envié de premier secrétaire de la conférence du stage. En ces temps-là, contrairement à d'autres, Jacques Isorni ne se manifeste pas politiquement. Il demeure à l'écart des grandes secousses que connaît la III<sup>e</sup> République. Lorsque, en sep-

tembre 1939, viendra la « drôle de guerre », suivie d'une débâcle sans droiture, c'est le caporal Isorni qui répondra à l'ordre de mobilisation. Il se verra affecté, en qualité de secrétaire, à l'inspection générale du service de santé. L'armistice de juin 1940 le rendit à la vie civile, c'est-à-dire au barreau. S'il y était considéré, il ne s'y était pas encore distingué. L'occupation s'apaisait sur le pays, singulièrement sur Paris. Le silence des otages n'était plus loin, celui de la clandestinité non plus. Jacques Isorni entendait seulement tenir dans cette tragédie sa place d'avocat. Jacques Isorni plaide. Il défendit fièrement des résistants, communistes ou pas. Il commut pour eux l'angoisse.

Vint août 1944, ce radieux été de la Libération, suivi de son hiver cruel. L'histoire se jouait de façon vertigineuse. D'autres procès, d'autres juridictions sont là. Jacques Isorni ne connaissait pas Robert Brasillach, romancier et poète, rédacteur en chef de *Je suis partout*, intellectuel fourvoyé, signataire de phrases assassines, chanteur d'une collaboration pure et dure, d'un antisémitisme long-temps sans retenue. Mais qui pour le défendre? Sa sœur a entendu parler de Jacques Isorni. Robert Brasillach aurait dit : « Vi pour Isorni. »

### MASQUE DE CIRE

Tout se déroula en un après-midi. Brasillach, condamné à mort, pouvait-il être gracié, sauvé? Beaucoup, dans le monde des lettres, ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. Son avocat aussi, devant un Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire, qui le reçut comme le voulait l'usage, mais en vain. De cette entrevue, Jacques



JACQUES ISORNI

Isorni garda un souvenir tenace. Voici à présent le débat majeur sur la collaboration, le « procès » de Philippe Pétain. C'est lui qu'il faut juger et c'est lui qu'il faut défendre. Jacques Isorni plaidera aux côtés du bâtonnier Payen et du futur bâtonnier Jean Lemaire. Des trois, il est le cadet. Mais au fil des jours, il s'affiche et bientôt s'impose. L'Europe découvre cet avocat remuant, son roide maintien, son masque de cire, sa vaillance de combattant.

Qu'il entendait soutenir devant cette Haute Cour de justice, c'est que Philippe Pétain, de 1940 à 1944, avait été, face à l'Allemagne, le bouclier. S'ils furent attentifs, les juges de Philippe Pétain ne furent pas convaincus. Ils votèrent la mort du vieux maréchal à une voix de majorité, en souhaitant publiquement que cette peine ne soit pas exécutée.

Elle ne le fut pas. Mais la détention perpétuelle qui lui fut substituée fut effectivement perpétuelle. Philippe Pétain, « le plus vieux prisonnier du monde », mourra à l'île d'Yeu le 23 juillet 1951. Une double action est engagée, dont Jacques Isorni fut le meneur infatigable. Il s'agissait d'obtenir la translation

des cendres du vainqueur de Verdun à l'ossuaire de Douaumont et une révision du procès de 1945. Dès lors, chaque anniversaire de la mort du prisonnier ramenait Jacques Isorni et les autres fidèles devant la tombe blanche. Chaque célébration du 11 novembre 1918 donnait aux mêmes l'occasion de redire leur volonté d'un retour des cendres.

Il y aura une dizaine de demandes en révision. Il y aura, signés de Jacques Isorni, succession de livres, de pamphlets et de requêtes. Tous sont porteurs de la même obsession : opposer à un Pétain tout de droiture un Pétain tout hypocrite, à un maréchal tout abnégation un général tout arrivisme. Quoi de plus ordinaire, dans cette vision manichéenne, qu'au plus fort de la crise de mai 1968 Jacques Isorni se soit dit convaincu que « le processus emporté par François Mitterrand est le seul qui conviendrait à la situation actuelle » et qu'il « permettrait à la nation de sortir du chaos où l'homme néfaste l'a plongé avant de partir pour toujours ». De la même façon, dès décembre 1965, il avait fait savoir qu'il donnerait, au second tour de l'élection présidentielle, sa voix à M. Mitterrand après « le merveilleux ballottage » du 5 décembre dû à M. Lecanuet.

Ainsi, sans que jamais puisse s'éteindre en lui l'amour quasi mystique qu'il voue à Pétain et la haine implacable portée à de Gaulle, la carrière de Jacques Isorni va son chemin. Il la mène au gré des événements. En 1951, il avait été élu député indépendant de Paris. En 1956, il avait été réélu. Cette fonction parlementaire lui valut d'être rapporteur de la commission de la justice sur le projet de ré-

forme du code d'instruction criminelle, futur code de procédure pénale. Ce fut, pour lui, l'occasion de faire adopter le fameux article 11 instaurant le secret de l'instruction. Son expérience professionnelle lui révélait bientôt la vanité, en tout cas l'insuffisance, des mesures qu'il avait proposées. Dès le début des années 70, il battait sa coulpe et proposait une publicité de l'instruction à partir des débats devant la chambre d'accusation.

### « L'HONNEUR D'ÊTRE UNE CIBLE »

La vraie nature n'en est pas moins toujours là qui sommeille. Il suffisait, pour la réveiller, des dernières années de la guerre d'Algérie. Jacques Isorni choisissait tout naturellement son camp : pour l'Algérie française, ce qui, dès l'affaire des barricades « d'Alger en janvier 1960, signifiait : contre de Gaulle. La violence de son engagement devait lui attirer bien des déboires. Il revendiqua hautement « l'honneur d'être une cible ». Ce qu'il avançait, sur la foi d'une lettre reçue, à propos d'un juge de la cour militaire de justice lors du procès des accusés de l'attentat du Petit-Clamart, motive contre lui une suspension de trois ans qui sera effective.

Pourtant, il récidive. Il pense avoir la preuve que « l'actuel ministre des finances » (Valéry Giscard d'Estaing) sympathise avec l'OAS. Sans hésiter, il lance l'accusation. Les journaux de l'antighaillisme « historique » et d'autres, de *Riviera à Minute*, en font leurs choux gras. Lui y gagnera une inculpation de diffamation sur plainte de l'intéressé, que plus tard la justice dira irrecevable. Entre-temps, un autre brûlot avait été lancé : jusqu'au bout de notre peine. Ce qui y est

écrit de Charles de Gaulle entraîne contre l'auteur une succession de condamnations pour offenses au chef de l'Etat. Il reste que, hors politique, cet homme fut un bel avocat, estimé de ses pairs qui, toujours, le protégeaient. Il reste que, seul contre tous, en octobre 1968, il emporta l'acquiescement d'un ouvrier maçon polonais, Joseph Kaczmarczyk. Les apparences semblaient désigner cet immigré comme assassin d'une fillette. Jacques Isorni, en ces jours, fut la défense à l'état pur, dans la grandeur qui naît de la solitude. Il meurt sans avoir pu mener à bien la grande affaire de sa vie : ce retour des cendres d'un maréchal réhabilité.

Quelle était sa vraie nature? S'exprimait-elle seulement dans la violence des passions d'un polémiste aveuglé? Faut-il la rechercher dans la modération, la tendresse, l'humour, la finesse que révèlent des livres comme ce *Quand j'avais l'âge de raison* ou maints passages des *Mémoires*?

D'un côté, s'exhalait l'aigreur, l'antipathie, la lubellité du trait blessant, la jouissance du tourment. De l'autre, se laissait aller le cœur et, débordant sans retenue, toutes les indulgences pour ceux qu'il aime.

Tout compte fait, c'est son confrère Georges Izard qui, dès 1971, avait eu le mot de fin. Membre de l'Académie française où Jacques Isorni était venu briser un fauteuil qu'il savait inaccessible, Izard avait murmuré au candidat : « Je me demande quel aurait été votre destin si vous n'aviez pas été le brillant et posthume avocat du maréchal Pétain. »

Jean-Marc Théolleyre



# Peter Blake, gentleman aventurier de l'America

**Le géant néo-zélandais a écumé les mers les plus dures du globe, où il a collectionné les records. Aujourd'hui, il est en passe de devenir le deuxième marin, en cent quarante-quatre ans, à arracher l'Aiguille d'argent aux Etats-Unis**

**L**a première fois qu'il avait aperçu la Coupe de l'America, c'était à la télévision, le 26 septembre 1983. Ce jour-là, John Bertrand, skipper d'Australia-II, brandissait l'aiguille d'argent offerte en 1851 par la reine Victoria. Vainqueur de Dennis Connor, le navigateur australien venait de mettre fin à la plus longue série de l'histoire du sport : cent trente-deux ans d'invincibilité américaine dans cette compétition. Devant son écran, Peter Blake, aventurier néo-zélandais en escalade entre deux courses autour du monde dans son cottage d'Emsworth (Hampshire), avait suivi cet exploit sans imaginer, alors, qu'il tenterait un jour de conquérir le plus vieux trophée du monde. « Cette épreuve ne m'intéressait pas, se souvient-il. Ce n'était pas le style de voile que j'appréciais. »

Douze ans plus tard, le 7 avril 1995 à San Diego, les deux marins les plus célèbres des antipodes se sont rencontrés pour la première fois dans l'intimité. A la veille des régates de la finale de la Coupe Louis-Vuitton, qui devaient désigner le vingt-neuvième challenger de la Coupe de l'America, Peter et Pippa Blake avaient répondu à l'invitation à dîner de John et Rasa Bertrand. Avant de s'affronter, les deux responsables des Défis néo-zélandais et australiens avaient trouvé cette occasion de s'avouer leur respect mutuel, mais aussi de mieux mesurer tout ce qui les différencie, au-delà de leur passion commune pour la voile.

Bercé dès l'enfance par l'histoire de Tom Pearce, son arrière-grand-père, ingénieur naval au service de Sir Thomas Lipton, qui avait par cinq fois défait les Américains au début du siècle, John Bertrand a rêvé très jeune à la Coupe de l'America. Son océan a toujours été délimité par les bouées à vivre en dériveur, puis sur les 12-mètres. Pour Peter Blake, d'un an son cadet, les seules marques de parcours dignes d'intérêt portaient des noms de caps de légende : Bonne-Espérance, Leeuwin et, surtout, le Horn.

Intéressé par l'architecture navale et, plus encore, fasciné par l'aventure, Peter Blake a quitté son île à vingt-deux ans pour chercher un embarquement en Angleterre. Sa première lettre sera pour Robin Knox-Johnston. A bord de *Suhaili*, un cotre de 9,90 mètres construit de ses mains, ce pionnier avait été le seul des neuf participants à boucler en 312 jours, à la moyenne de 3,6 nœuds, le Golden Globe, le premier tour du monde en solitaire sans escale organisé en 1968. Cette course était entrée dans la légende avec la « fuite » de Bernard Moitresier, qui, après avoir doublé le Horn, avait poursuivi sa « longue route » jusqu'à Tahiti, et par le suicide de Donald Crowhurst, qui a inspiré un film, *Les Quarantièmes rugissants*.

Robin Knox-Johnston avait retenu la candidature de Peter Blake pour un convoi jusqu'au Cap (Afrique du Sud). Séduit par la force tranquille et la convivialité de ce géant blond de près de 2 mètres, il l'avait gardé à bord pour la course Le Cap - Rio-de-Janeiro, en janvier 1971. *Ocean-Spirit* s'était imposé, mais Robin préparait déjà une autre grande aventure avec la

construction de *Burton-Outer* pour la première course autour du monde en équipage, la Whitbread Round the World Race, en 1973-1974. Peter Blake sera du voyage comme équipier. Livré six semaines avant le départ, le voilier manque de préparation. Il embarque tellement d'eau que, malgré la victoire dans la première étape, au Cap, le skipper renonce dans le Grand Sud. « Plus jamais ! », déclare Peter Blake en posant son sac à terre.

Dix-sept ans plus tard, le Néo-Zélandais était le seul navigateur à avoir disputé les cinq premières Whitbread. « C'était alors la plus belle des aventures pour un marin, estime-t-il. Elle passe par les mers les plus dures du globe. Les rapports humains, à bord ou aux escales, étaient d'une rare intensité. Ceux qui ont fait la Whitbread ont souvent une vision différente des choses, une autonomie, une maîtrise et une qualité humaine qu'on ne trouve pas ailleurs. Mais, là aussi, les choses changent. L'aventure s'efface devant la course. »

Les rendez-vous quadriennaux de la Whitbread ont rythmé la vie de Peter Blake. Surtout à partir de 1981, où il a choisi d'être maître à bord en sensibilisant ses compatriotes, en démarchant des sponsors locaux et en embarquant de jeunes équipiers kiwis sur ses propres bateaux. Troisième cette année-là, malgré le démantèlement de *Ceramco-New-Zealand* dans la première étape, il entame une progression méthodique qui le mène à la deuxième place en 1986 avec *Lion-New-Zealand*, puis au « grand chelem » de 1990 où il s'impose dans toutes les étapes avec son ketch *Steinlager-2*.

**D**e cette époque date la réputation de marin d'eaux dures de ce « Ta-bady des mers du Sud ». En guise de voyage de noces, en 1978, il ne propose pas à Pippa, son épouse anglaise, un tour de gondole à Venise, mais il l'embarque sur *Condor* pour un convoi de 14 000 milles (20 000 kilomètres) jusqu'en Nouvelle-Zélande. L'année suivante, il s'impose dans la course du Pastnet (rocher à la pointe sud de l'Irlande), marquée par une tempête qui causera plusieurs dizaines de naufrages et la disparition de quinze concurrents. Il écume surtout toutes les grandes courses de l'hémisphère Sud et notamment Sydney-Hobart. A ce jour, il compte plus de 500 000 milles (près de 1 million de kilomètres) parcourus sur tous les océans du globe.

Comme John Bertrand, qui estimait avoir atteint son Graal en 1983, Peter Blake aurait pu s'arrêter après son triomphe dans la Whitbread de 1990. Une proposition de Michael Fay, le banquier qui avait lancé en 1986-1987 le premier Défi néo-zélandais dans la Coupe de l'America, le place, un peu tardivement, à la direction sportive du Défi de 1992 à San Diego. Comme la première fois, les Néo-Zélandais échouent en finale des challengers, mais Peter Blake préfère oublier cette expérience. « Je ne considère pas que j'ai participé à cette Coupe, dit-il. Toutes les décisions étaient prises sans consultation ni explication par Michael Fay ou par l'architecte Bruce Farr. »

A San Diego, Peter Blake rencontre le directeur de la coopérative fruitière ENZA (East New Zealand Apples), qui cherche un support pour faire connaître ses



fruits à l'exportation. Le navigateur se passionne pour les préparatifs du Trophée Jules-Verne en France. L'accord est vite conclu. Depuis le Tour du Bicentenaire de l'Australie, gagné en 1988 sur son grand trimaran *Steinlager*, le géant blond rêve d'un tour du monde en multicoque. « Je n'ai pas l'âme d'un pionnier et j'ai horreur de la solitude, explique-t-il. Je préfère tout mettre en œuvre pour faire mieux et plus vite que les autres. Ce défi d'un tour du monde en moins de 80 jours venait à point pour régénérer mon adrénaline et mon envie de naviguer. C'est une épreuve qui renvoie la voile à ses origines, sans règles de jauge ni contraintes. Une affaire d'honneur et de vitesse. »

Fidèle en amitié et soucieux de satisfaire son sponsor, qui voulait un équipage composé de Britanniques et de Néo-Zélandais, Peter Blake choisit Robin Knox-Johnston comme coskipper. Les deux hommes et leurs cinq équipiers s'élancent d'Ouessant le 31 janvier 1993, en même temps que Bruno Peyron. Leur aventure sera interrompue vingt-six jours plus tard, après un choc qui a endommagé un flotteur du catamaran de vingt-six mètres. Pragmatique et obstiné, le Néo-Zélandais n'est pas découragé par la réussite du Français. De retour à quai, les coques sont allongées de deux mètres et renforcées sous la ligne de flottaison, les étraves affaiblies par améliorer la pénétration dans l'eau. Le mât est incliné vers l'arrière pour soulager l'avant du voilier dans le gros temps. « Nous avons, disait-il, un travail à terminer. »

Un an plus tard, Peter Blake et Robin Knox-Johnston repartent pour un autre duel avec Olivier de Ransanson. Robin, qui tient le livre de bord, ne cesse de s'extasier sur les moyennes quotidiennes, voisines de 450 milles dans l'Atlantique, mais l'aventure commence au-delà des « quarantièmes rugissants » de l'océan Indien. A l'endroit même où le catamaran avait été endommagé un an plus tôt, Peter est brutalement éjecté de sa

couchette. Il souffre de contusions aux côtes et doit rester allongé huit jours. Mais la menace la plus sérieuse vient des icebergs. Pour contourner un anticyclone, au sud de la Nouvelle-Zélande, Enza doit « plonger » au-delà du 60° parallèle. Jamais un multicoque n'a navigué à pareille latitude. Pendant onze jours, la progression s'effectue avec un oeil rivé sur le radar pour détecter les icebergs. Gâtés par des

embruns glacés, les équipiers se relaient toutes les vingt minutes sur les étraves pour tenter de différencier la crête blanche des vagues des éventuels growlers, ces véritables « mines » flottantes détachées des icebergs.

La plus grosse dépression survient à l'approche du Horn. A sec de toile, Enza échappe à tout contrôle. Malgré les avaries flottantes, les chaînes de mouillage et les cordages mis par dessus bord pour tenter de freiner le catamaran, ce dernier, poussé par des rafales à

**« Ce n'est pas l'Everest de la voile. Nous continuerons, quoi qu'il arrive, à faire ce que nous savons faire, comme nous savons le faire »**

plus de 50 nœuds et des vagues de quinze mètres, dérive dangereusement vers la terre de Graham (Antarctique). Dans ces conditions de survie, le Horn est bien le cap de la délivrance. Mais, avant de libérer ses nouveaux héros, l'Atlantique leur impose une ultime épreuve au large de la Bretagne : une de ces tempêtes de printemps qui impose à tous les bateaux de rester au port. Comme à l'approche du Horn, tous les traillards sont mis par dessus bord pour éviter le chavirage d'Enza. « Les pires vingt-quatre heures de ma vie », avouera Peter Blake. Au large du phare de Créac'h (le

d'Ouessant), seul un bâtiment de la marine nationale a pu prendre la mer pour accueillir les nouveaux détenteurs du record autour du monde (74 jours 22 heures 17 minutes 22 secondes). « Cette expérience nous empêchera à jamais de naviguer sur un bateau normal, affirme le Néo-Zélandais. C'est une navigation pour ceux qui veulent une nouvelle drogue, un flot continu d'adrénaline. »

Un an plus tard, Peter Blake est pourtant à la tête du Défi néo-zélandais et navigue sur un class America au large de San Diego. Après le renoncement de Michael Fay, l'aventurier a accepté de relever ce nouveau challenge pour son pays. « La Whitbread a mobilisé

la polyvalence et l'esprit d'équipe, Peter Blake a composé un équipage cumulant dix-huit participations à la Whitbread, vingt-quatre campagnes de l'America, trente-deux médailles aux championnats du monde et deux aux Jeux olympiques. Mais le géant blond n'avait pas prévu que cet équipage exigerait sa présence à bord. Malgré sa carrure, il a dû se plier au supplice des winches pour régler la grand-voile de *Team-New-Zealand*. Avec son imposante présence d'Obélix des antipodes et ses chaussettes rouges, qu'il ne quitte plus par superstition depuis la première victoire dans les régates éliminatoires, Peter Blake est aussi devenu la mascotte des Kiwis. Curieusement, le grand bateau noir a subi sa première défaite la première fois où, souffrant d'un coude, il n'avait pas embarqué.

Ce dont Peter Blake est déjà fier, c'est d'avoir imposé un autre état d'esprit, empreint de décontraction et de sérénité. Malgré la fièvre qui s'est emparée de la Nouvelle-Zélande, où 100 000 paires de chaussettes rouges ont été vendues et 300 000 personnes ont signé une voile de soutien, l'aventurier garde la tête froide. « Ce n'est que la Coupe de l'America, dit-il. Ce n'est pas l'Everest de la voile. Nous ne cédon pas à la pression de l'événement. Nous continuerons, quoi qu'il arrive, à faire ce que nous savons faire, comme nous savons le faire. »

Après John Bertrand en 1983, Peter Blake sera peut-être le deuxième non-Américain à brandir



Whitbread ne différencient pas sensiblement. Il s'agissait de définir le meilleur concept et de réunir les bonnes personnes pour le mettre en œuvre.

**P**ETER BLAKE a opté pour une démarche résolument collective, et la coordination a été confiée à Tom Schmaczenberg, physicien marseillais de formation, maître-voilier et touche-à-tout de génie, impliqué pour la septième fois dans la Coupe, après avoir joué un rôle majeur en 1983 auprès de John Bertrand. Dans son souci de privilégier

le célèbre trophée, mais l'événement ne devrait pas bouleverser sa vie. « J'ai une famille formidable qui a tout sacrifié à mes envies, dit-il. Il est temps pour moi d'arrêter de naviguer en compétition et de me consacrer à ce qu'elle veut faire. Je souhaite emmener James (huit ans) à la pêche, faire du dériveur avec Sarah-Jane (cinq ans) et accompagner Pippa à sa première exposition de peinture en octobre. » Mais, si ces loisirs lui laissent un peu de temps, le gentleman aventurier a encore un projet. Avec la complicité du météorologue américain Bob Rice, qui avait rouscés Enza et préparé les régates de *Team-New-Zealand*, le détenteur du Trophée Jules-Verne rêve d'un dernier Tour du monde en ballon.

Gérard Albouy



# Le grand européen qui s'en va

par Helmut Kohl

UN grand européen quitte les fonctions de président de la République française. François Mitterrand et moi-même faisons le bilan d'un partenariat dont mon élection en tant que chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le 1<sup>er</sup> octobre 1982, a marqué le début et qui suscite en moi un sentiment de reconnaissance. Douze ans et demi - jamais auparavant dans l'histoire contemporaine les responsabilités politiques à la tête de nos pays n'avaient exercé ensemble leurs fonctions pendant une période aussi longue. Cette période a été empreinte d'une coopération intense au service de l'ambition franco-allemande et de l'intégration européenne - une coopération qui s'est révélée excellente avec tous les premiers ministres et tous les gouvernements.

L'un de mes premiers actes officiels sur la scène internationale a consisté à rendre visite à François Mitterrand en octobre 1982 à Paris, et, peu de temps après, c'était à mon tour de l'accueillir à Bonn, à l'occasion des traditionnelles consultations franco-allemandes. A cette époque, nous avions également évoqué Verdun, ce lieu frappé par le destin et dont le nom est entré dans l'histoire commune de la France et de l'Allemagne comme l'incarnation même d'une tragédie partagée. En 1940, François Mitterrand y avait été blessé alors qu'il était soldat et mon père y avait vécu pendant la première guerre mondiale les horreurs d'une lutte fustieuse. Ce souvenir émouvant unissait et a été l'un des mobiles de notre rencontre quelques temps plus tard au fort de Douaumont, où nous nous sommes tendu la main devant un cercueil re-

couvert des drapeaux français et allemand. Les paroles de Charles Féguy « Mère, voici vos fils qui se sont tant battus » ne paraissent-elles pas, ce jour-là, un sens nouveau ?

A Verdun, François Mitterrand et moi-même avons déclaré : « L'unification de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous œuvrons dans l'esprit de la fraternité. » Dès la première heure, nous avons considéré que la coopération étroite entre nos deux pays constituait un moteur à la fois indispensable et irremplaçable pour construire l'Europe unie. Les 20<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> anniversaires du traité sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963 virent s'insérer dans ce contexte et sont devenus aussi des dates importantes pour l'Europe. Peu de personnes se souviennent encore aujourd'hui que c'est à l'occasion de l'un de ces anniversaires que le président Mitterrand a prononcé son grand discours du 20 janvier 1983 devant le Bundestag.

A mes yeux, il ne fait aucun doute que les développements qui sont intervenus en Europe dans les années 1989 et 1990 - notamment la réunification de l'Allemagne - n'auraient pas été possibles si l'Alliance atlantique n'avait pas fait preuve de fermeté en 1983 dans la question du déploiement de nouveaux missiles nucléaires à moyenne portée. Sur ce plan, la solidarité de la France a joué un rôle essentiel, solidarité que François Mitterrand exposa devant les députés allemands et qu'il justifia avec une clarté cartésienne en attribuant toute la responsabilité à l'Union soviétique, contrainte ainsi à fournir des explications.

En raison des nouveaux systèmes d'armes soviétiques et dans la perspective de l'équilibre des forces à ga-

rantir, il s'agissait pour lui en vérité de « la condition nécessaire à la non-installation des armes prévues par la double décision de décembre 1979 ». Mais qu'en était-il de cet équilibre des forces ? Il le caractérisait par cette formule succincte qu'il prononça en une autre occasion : « Le pacifisme, il est à l'Ouest, et les armes, ils sont à l'Est. » Dans les débats politiques difficiles qui ont marqué l'année 1983, l'attitude de François Mitterrand s'est révélée un appui des plus précieux tant pour l'Alliance que pour le gouvernement fédéral.

La solidarité qui nous liait dans les questions de défense et sa dimension européenne ont caractérisé également les accords franco-allemands signés lors du 25<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Elysée. En janvier

compose désormais de soldats de cinq nations, à participer au défilé du 14 juillet à Paris, en tout premier lieu comme une profession de foi impressionnante du président de la République française en faveur de l'idée d'une défense européenne. En effet, sans politique de défense commune et, finalement, sans défense commune, l'Union européenne restera incomplète.

« Préparons enfin le moment où l'Europe, dotée d'un pouvoir politique central, décidera elle-même des moyens de sa sécurité » : voilà l'appel que François Mitterrand lança le 25 mars 1987, trente ans exactement après la signature des traités de Rome. Pour la première fois, le drapeau européen flottait sur les Champs-Élysées et pour la première fois l'hymne européen retentissait sous l'Arc de triomphe. Une nou-

berté dans la révolution qui s'est emparée de l'Europe dans les années 1989-1990. Ni François Mitterrand ni moi-même n'avions prévu ce tournant qui devait faire époque, encore moins la force et la vitesse de ces événements. Néanmoins, lorsqu'ils se produisirent, nous avons donné la seule bonne réponse possible : l'impératif de l'heure ne consistait pas à renationaliser la Communauté européenne - comme certains le pensent encore aujourd'hui - mais plutôt à la développer pour en faire une Union européenne.

Quiconque - à l'instar des détracteurs de la philosophie d'intégration d'un Jean Monnet ou d'un Robert Schuman - avait fondé la légitimité de la CE en premier lieu sur le stéréotype hostile de l'impérialisme soviétique pouvait penser que la Communauté en tant qu'institution supranationale avait fait son temps. Mais combien cette façon de voir les choses était-elle erronée ! « Le nationalisme, c'est la guerre ! », s'écria le président Mitterrand le 17 janvier dernier à Strasbourg en s'adressant aux peuples d'Europe, et ce ne sont pas les sources de danger qui manquent aujourd'hui en Europe, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, ni les attaques à l'égard de nos idéaux fondés sur le christianisme et la philosophie des Lumières, et pas seulement à la périphérie de notre continent.

C'est dans cet esprit que François Mitterrand et moi-même avons dès le printemps 1990 - à une époque d'euphorie où les gens croyaient plutôt à la paix éternelle qu'à une discorde continue et encore moins à une nouvelle guerre - commencé la préparation du traité sur l'Union européenne. Lorsque les chefs d'Etat et

de gouvernement de la CE reprirent ce projet à Dublin, ils déclarèrent explicitement qu'il était « d'une importance cruciale dans la réalisation des progrès en cours visant à établir un cadre fiable pour la paix et la sécurité en Europe ». Il y a longtemps que nous avons compris combien ces paroles étaient sages et combien les chants des sirènes eurosceptiques étaient trompeurs.

L'exercice du pouvoir par des Etats nationaux souverains n'est pas un système qui a réussi à l'Europe, et les tentatives visant à assoier la paix uniquement sur une coopération intergouvernementale et des alliances changeantes ont échoué. La sécurité ne s'obtient pas en menant des actions isolées qui constituent toujours un risque, tout comme une politique d'équilibre obligatoirement instable. Pour rester stable et capable d'agir sur la scène politique internationale, l'Europe a besoin non seulement de l'Union monétaire mais aussi de l'Union politique, seul cadre qui permette aux pays membres de sauvegarder efficacement leurs intérêts nationaux.

François Mitterrand et moi-même, nous nous accordions sur tous ces points. Cette concordance de vues a nourri pendant douze ans et demi le partenariat franco-allemand qui reste sans égal et qui est voué à l'idée européenne. François Mitterrand a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'Union politique créée par le traité de Maastricht. Cette œuvre de paix, il nous l'a léguée ; à nous maintenant de la parachever.

Helmut Kohl est chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

**Douze ans et demi d'accord profond au cours desquels François Mitterrand a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'union politique européenne**

1988, François Mitterrand et moi-même n'avons pas seulement conclu le protocole additionnel à ce traité par lequel la France et l'Allemagne créaient un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, mais nous avons également décidé la mise en place d'une brigade franco-allemande.

A cela vient s'ajouter en 1991 la décision relative à l'Eurocorps. J'ai ressenti le fait que François Mitterrand ait invité l'armée allemande des unités de ce nouveau corps, qui se

veille à se lever pour la Communauté européenne. Le Portugal et l'Espagne y avaient adhéré et au début de l'année 1987 l'Acte unique européen était entré en vigueur, qui renforçait les institutions communautaires et prévoyait l'achèvement du grand marché unique avant la fin de l'année 1992. Quel changement par rapport à l'« eurosclérose » des années 1961-1982 !

La revitalisation de la Communauté européenne a contribué de manière décisive à la victoire de la li-

## Changer l'Etat

par Robert Lion

QUE le nouveau président français évoque des ses premières paroles le fonctionnement de l'Etat est digne d'interêt. M. Jacques Chirac nous annonce un Etat impartial et vigoureux, exigeant vis-à-vis de lui-même, sobre usager des deniers publics.

Serait-ce enfin pour l'Etat l'heure du « changement » ? Traiter vraiment le sujet, et non l'effleurant ou le renvoyer en commission, ouvrirait pour la France une page nouvelle, comparable par l'importance à la décentralisation des années 80. Il nous faut en effet un Etat plus fort, qui accomplisse avec vigueur les missions qui sont les siennes ; l'Etat modeste, rasant les murs de peur d'ombrager le marché ou l'individu, c'est une mauvaise idée. Pour être fort, l'Etat doit être d'abord plus léger, ce qui signifie un périmètre resserré et une capacité à déléguer, contracter, jouer en partenariat. Pour être fort, il faut aussi qu'il soit moderne - sans quoi il n'a pas prise sur la société -, et efficace - sans quoi il n'est pas respecté. Il doit être et agir différemment.

On n'a guère parlé de cet aspect quotidien de nos institutions au cours de la campagne récente. Mais les Français qui ont « protesté », par leurs votes et ceux, innombrables, qui découragent la manière lourde selon laquelle le pays fonctionne, expriment des rejets et des attentes qui visent l'Etat. Ils n'acceptent plus son appareil rigide et mou ni ses envahissements. Ils lui en veulent d'être sourd aux volontés d'autonomie qui animent les citoyens, les entreprises, les corps intermédiaires. Les élus sont exaspérés par son acharnement mesquin à contraindre la décentralisation. Le pays refuse cette machine lointaine, hors du temps et du réel. Il lui reproche sa faible performance, suivant les normes de l'économie contemporaine.

A l'occasion de l'élection présidentielle, le sujet a été abordé, par un autre bout : l'Europe commande le sabrage rapide des déficits publics. Mais l'Etat efficace et déficits maîtrisés ne se reconstruit pas facilement. Admettons qu'on parvienne à tailler dans la dépense, on n'aura pas pour autant modernisé l'Etat. Le patinage sur place des républicains à Washington en donne une illustration. A serrer les boulons sans vue plus ample, à demander aux mêmes ser-

vices d'en faire autant, selon des pratiques inchangées et avec moins de moyens, on risque au contraire de gripper la machine pour de bon. La réforme de l'Etat ne viendra ni de coups de hache ni de retouches d'organisation. Elle ne se satisfera pas de symboles, encore que celui-ci, qui ont été évoqués ces dernières semaines, peuvent donner le ton : un gouvernement vraiment resserré, divers trains de vie effectivement contenus, la pratique française des cabinets ministériels radicalement corrigée (que de coups de menton en ce sens par le passé, toujours suivis de l'effet inverse !).

**Il nous faut un Etat plus fort. L'« Etat modeste », rasant les murs de peur d'ombrager le marché ou l'individu, c'est une mauvaise idée**

On peut aller plus loin : stabiliser les coûts des ministères, comme aux Etats-Unis ; modérer la bouillie législative, etc. Très bien. Mais ces signes n'auront de sens que s'ils constituent la préface pédagogique d'un projet de haute ambition. Deux lignes de force pourraient inspirer ce projet.

- La décentralisation. Que l'Etat cesse de reprendre au jour le jour aux collectivités locales ce que la loi leur a donné. Qu'il leur transfère davantage encore la responsabilité de l'intervention publique, avec des armes suffisantes et en direction d'échelons bien choisis. La crainte de la corruption ne peut justifier que l'Etat lui recule ou renonce ; d'autres moyens peuvent prévenir les drapages et doivent les sanctionner.

Il faut parallèlement réviser la décentralisation oubliée, qui s'adresse à la société civile. « Encourager toutes les initiatives », cela concerne la réforme de l'Etat. Il est temps de donner de grands rôles à la vie associative, comme à de vastes catégories d'acteurs non institutionnels. C'est ainsi, on le voit chez beaucoup de nos voisins,

qu'on fabrique un tissu économique et social plus vivant et plus riche. Ce faisant, on rompt aussi avec l'écueil d'étatisme tulinien et desséchait. Si le politique donne le ton, le pays suivra, et la France changera.

- Un Etat manager. Insuffler à l'ensemble des administrations, même en charge de tâches régaliennes, le goût de la gestion performante, du service bien rendu et du moindre coût, c'est possible. Faire de l'Etat un patron qui sache mobiliser ses troupes, un tuteur et un actionnaire qui oriente et contrôle, c'est à portée de la main. Il faut suivre pour cela quelques lignes de marche qui ont ailleurs fait leurs preuves : fixer à chaque service des objectifs et des moyens, évaluer la réalisation des objectifs, en tenir compte pour la carrière des cadres et la rémunération des agents ; oui, l'intérêt, la responsabilité, le fait d'être responsable, permettent une gestion décentralisée par objectifs, et qui est un grand facteur de motivation, doit envahir le secteur public, comme cela s'est amorcé ici ou là.

L'impulsion nécessaire à ces réformes ne peut venir que des échelons politiques. Un ministre par exemple ne doit pas être mis en charge seulement de dossiers et de projets. Il serait bon de lui donner aussi, explicitement, la responsabilité de diriger son administration, de l'écouter, de la mobiliser, de la moderniser. Il faudrait l'inviter à consacrer du temps à ces questions si traditionnellement négligées, et le juger aussi à sa capacité à rendre ses services plus performants.

Il ne s'agit pas de gérer la République comme on gère une entreprise : l'Etat, par essence et par mission, est d'une autre nature. Il a ses propres critères. Mais rien ne le dispense d'être efficace. Il ne suffit pas de critiquer la bureaucratie : elle n'existe et ne mérite le reproche que parce que ceux qui devraient gouverner l'administration ont tenté de le faire, de même qu'ils ont mal défini le contenu et les bornes de leur propre pouvoir.

Changer l'Etat est dans la main du politique. Le jour où il tracera la bonne route et conduira la bonne réforme, il fera œuvre historique.

Robert Lion est inspecteur général des finances et ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

## L'arme des lâches

par Pierre Weill

La France produit des mines. Des mines antipersonnel qui tuent, qui blessent, arrachent des membres, rendent aveugle. Des mines dont les victimes sont d'abord des civils, femmes, enfants surtout : en vingt ans, un million de personnes dans le monde ont ainsi été tuées ou handicapées à vie. Parmi elles, pour les deux tiers ou pour les trois quarts, des enfants. Un million de personnes qui n'ont commis qu'une seule faute : être nées et tenter de vivre dans des pays qui ont connu la guerre (mais certaines mines restent actives pendant des dizaines d'années) ou dans des pays où sévissent ces guerres sans merci, sans loi, dans lesquelles la terreur infligée aux civils joue un rôle encore plus important que les engagements militaires proprement dits.

Au total, cent millions de ces engins de mort sont dispersés dans les champs, les rizières, les arbres, dans plus de soixante pays dont certains comptent parmi les plus pauvres au monde. Cent quatre millions attendent dans des silos, prêts à être posés.

Pour quelques milliers de francs, on peut rendre une région inhabi-

table, inaccessible pendant des années : des zones entières du Cambodge ou du Mozambique sont ainsi devenues incultivables par la seule présence des mines. Comme si pour les habitants de ces pays déjà exsangues devait s'ajouter aux malheurs de la guerre la souffrance de la famine.

**La France doit être au premier rang pour réclamer une interdiction absolue des mines antipersonnel**

Sait-on que l'Afrique jouit du douteux privilège d'être à la fois le continent le plus pauvre et le plus miné de la planète ? En revanche, c'est par millions de francs que se chiffre le coût d'un déminage efficace, opération qui comporte elle-même son lot de victimes. Pourtant il existe en principe une convention, élaborée par la communauté inter-

nationale en 1980, qui, entre autres, interdit l'usage des mines contre les populations civiles. Louable intention, mais qui reste bien théorique. Car ce texte, moins de quarante pays l'ont ratifié et il est allégrement violé tous les jours.

La France, pour sa part, applique depuis 1986 un moratoire sur la vente des mines antipersonnel, et donc, au moins théoriquement, elle n'en exporte pas pour l'instant. Les Etats-Unis ont, eux aussi, choisi la solution du moratoire, un moratoire qui, pour eux, expire l'année prochaine. Mais peut-on vraiment se contenter de moratoires ? Tout le monde sait bien qu'une marchandise est produite pour être vendue.

La convention de 1980 doit donc impérativement être modifiée. Et si l'on ne veut se payer ni de mots ni de vœux pieux, la seule démarche pensable est, purement et simplement, l'interdiction totale, non seulement de l'utilisation, mais de la fabrication des mines antipersonnel et de leurs composants ainsi que la destruction progressive des stocks existants.

Une conférence internationale sur la convention de 1980 est prévue à Vienne, en Autriche, en septembre. Quelle sera, sur une question aussi grave, la position de notre pays ? Au nom du droit à la vie, au nom du droit des enfants à une protection minimale, la France doit être au premier rang des pays qui mettront les mines antipersonnel hors la loi. Au même titre que les gaz ou les armes bactériologiques, elles doivent être mises au ban de l'humanité, et ceux qui s'en serviraient immédiatement exclus de la communauté internationale et soumis à sanctions.

Cette exigence d'une éthique minimale correspond aux valeurs universalistes qui s'incarnent dans la République française. C'est pourquoi nous nous adressons aujourd'hui au nouveau chef de l'Etat : s'engage-t-il à répondre à la vocation de la France, à prendre la tête du combat contre les mines antipersonnel, cette arme tournée contre des êtres humains qui meurent ou voient leur avenir assassiné par une technologie d'une impardonnable perversité ? Sur cette question de fond, nous attendons sa réponse, une réponse à la mesure de l'image que nous nous faisons de la France.

Pierre Weill est président du groupe Sofres et responsable de « Si tous les enfants du monde ».

### AU COURRIER DU MONDE

#### LA FISCALITÉ DU CAPITAL

Dans ses déclarations au Monde du 8 avril, Dominique Strauss-Kahn aurait dû savoir que la CSG s'applique aussi aux revenus du capital, à l'exception de certains contrats « populaires » (PER, PEL, PEA...). Il ignore ou feint d'ignorer qu'elle a même été appliquée rétroactivement à ces revenus, tant lors de sa création que de son augmentation, avec une avance de six mois par rapport aux autres revenus. Quant à affirmer que la fiscalité du capital est beaucoup moins lourde que celle qui pèse sur le travail, ce n'est qu'une opinion fautive et soigneusement entretenue par certains démagogues ou certains organismes qui font, par exemple, croire que les avoirs fiscaux et autres sont des cadeaux de l'Etat aux actionnaires et non la compensation d'avances d'impôt faites au Trésor lors du versement des dividendes (...). S'il fallait réformer, ne serait-ce pas plutôt dans le sens d'une réduction de la fiscalité des revenus du capital ?

Jacques Engerrand  
Paris

### ENSEIGNANTS ET EDUCATEURS

Le problème des banlieues pour les enseignants est, en fait, celui de la définition de leur mission. L'école n'est pas égalitaire et la fonction enseignante non plus. L'enseignement dans les établissements de banlieue et du centre-ville répond à deux fonctions : l'une concerne des élèves et des enseignants, l'autre des « éducateurs » et des enfants plus ou moins en difficulté. Ni les primes ni les avantages de carrière ne pourront résoudre ce problème. Un enseignant transmet un savoir. Un éducateur enseigne un comportement. En raison du système éducatif, de leurs études, de leur sociologie, les enseignants n'ont plus de place en banlieue. Certains transfèrent leur mission de service public en sacerdoce, mais cela ne règlera pas le problème de la violence envers le savoir, envers le système éducatif, envers l'enseignant (...). Le problème va s'accroître sans que la cause, et non les effets, ait été traitée comme problème prioritaire de la société.

Igor Deperraz,  
Le Havre (Seine-Maritime)



هكذا من الاجل

# Le Monde

## Le nucléaire au risque du privé

**L**a privatisation des chemins de fer britanniques est pas à quelle hauteur les investisseurs devront alimenter le fonds qui servira ensuite au développement des centrales nucléaires. A moins que les pouvoirs publics y contribuent eux-mêmes. Auquel cas le contribuable paierait pour que les investisseurs privés soient déchargés d'une partie de leur responsabilité.

Quant aux opérateurs potentiels, ils ne sont pas si nombreux sur la planète. EDF a été contacté. Pourtant, on n'imagine guère l'établissement public français devenir l'opérateur industriel du nucléaire britannique. La situation ne manquerait pas de se sel. Après les assauts de Londres contre les monopoles et secteurs nationalisés, la Grande-Bretagne peut-elle vraiment accepter cette solution ? Lorsqu'il vendit son constructeur d'hélicoptères, Westland, le gouvernement de Margaret Thatcher argua du caractère public de la société française Aérospatiale pour préférer la proposition américaine de Sikorsky à une solution européenne. S'il s'agissait de sortir Westland du secteur public britannique, ce n'était pas pour le faire tomber dans le giron d'une nationalisée étrangère, rétorquaient-ils. La Grande-Bretagne, depuis qu'elle a privatisé son électricité, en achète massivement à EDF. Si, en plus, l'établissement public français était retenu pour gérer le nucléaire britannique, le camouflet serait grand pour le libéralisme dont le Royaume-Uni se veut le défenseur devant Bruxelles.

Toutefois, ces questions de sécurité ne sont pas insolubles. Aux États-Unis, en Allemagne et au Japon, le secteur privé en fait la démonstration. Mais il appartient au législateur de ne laisser aucune brèche dans l'édifice. Or ce ne fut pas le cas en Grande-Bretagne au cours des premières étapes de la privatisation de l'électricité. Dans un autre registre, et contrairement aux promesses de M<sup>me</sup> Thatcher, le prix de l'électricité a augmenté pour le consommateur final à cause d'une nouvelle logique de rentabilité à court terme.

Cette fois, le ministre du commerce et de l'industrie, Michael Heseltine, assure que les tarifs baisseront. Certitude prématurée, dans la mesure où, à ce jour,

le gouvernement britannique ne précise pas à quelle hauteur les investisseurs devront alimenter le fonds qui servira ensuite au développement des centrales nucléaires. A moins que les pouvoirs publics y contribuent eux-mêmes. Auquel cas le contribuable paierait pour que les investisseurs privés soient déchargés d'une partie de leur responsabilité.

Quant aux opérateurs potentiels, ils ne sont pas si nombreux sur la planète. EDF a été contacté. Pourtant, on n'imagine guère l'établissement public français devenir l'opérateur industriel du nucléaire britannique. La situation ne manquerait pas de se sel. Après les assauts de Londres contre les monopoles et secteurs nationalisés, la Grande-Bretagne peut-elle vraiment accepter cette solution ? Lorsqu'il vendit son constructeur d'hélicoptères, Westland, le gouvernement de Margaret Thatcher argua du caractère public de la société française Aérospatiale pour préférer la proposition américaine de Sikorsky à une solution européenne. S'il s'agissait de sortir Westland du secteur public britannique, ce n'était pas pour le faire tomber dans le giron d'une nationalisée étrangère, rétorquaient-ils. La Grande-Bretagne, depuis qu'elle a privatisé son électricité, en achète massivement à EDF. Si, en plus, l'établissement public français était retenu pour gérer le nucléaire britannique, le camouflet serait grand pour le libéralisme dont le Royaume-Uni se veut le défenseur devant Bruxelles.

Toutefois, ces questions de sécurité ne sont pas insolubles. Aux États-Unis, en Allemagne et au Japon, le secteur privé en fait la démonstration. Mais il appartient au législateur de ne laisser aucune brèche dans l'édifice. Or ce ne fut pas le cas en Grande-Bretagne au cours des premières étapes de la privatisation de l'électricité. Dans un autre registre, et contrairement aux promesses de M<sup>me</sup> Thatcher, le prix de l'électricité a augmenté pour le consommateur final à cause d'une nouvelle logique de rentabilité à court terme.

Cette fois, le ministre du commerce et de l'industrie, Michael Heseltine, assure que les tarifs baisseront. Certitude prématurée, dans la mesure où, à ce jour,

### A qui la ficelle ?

par Ronald Searle



### Regain social-démocrate en Europe

**IL Y A** des défaites qui ont un goût de renouveau. Avec plus de 47 % de suffrages, Lionel Jospin a redonné confiance à une gauche française, déboussolée par les luttes intestines du Parti socialiste et l'écrasement au dernier élections législatives. Il lui reste à transformer cet essai, en organisant sur les thèmes porteurs de sa campagne le mouvement social-démocrate que le mitterrandisme n'a su donner à la France. Dans cette entreprise de reconstruction, M. Jospin ne sera pas seul. Il peut s'appuyer sur quelques exemples étrangers ; sur le Parti travailliste britannique qui, après une longue traversée du désert et une douloureuse rupture avec les dogmes du socialisme, a le vent en poupe face à un premier ministre conservateur à la dérive ; ou sur le Parti démocratique de la gauche en Italie qui, après s'être emparé de l'héritage ambigu du PCI, semble en mesure de ramener les ambitions de Silvio Berlusconi à de plus modestes dimensions.

Toutes les formations de la gauche démocratique en Europe ne connaissent pas ce regain. En Espagne, le PSOE souffre, à l'instar du PS français dans les dernières années du deuxième septennat Mitterrand, de l'usure du pouvoir et de la multiplication des scandales financiers, à peine atténués par la popularité de Felipe Gonzalez. En Grèce, le patriarcat d'Andréas Papandréou renvoie aux calendes toute perspective de renouveau. Le cas le plus paradoxal est peut-être celui de la social-démocratie allemande, écartée du pouvoir depuis treize ans par l'imposante stature d'Helmut Kohl. Le SPD a été un des premiers, sinon le premier parti socialiste européen à rompre officiellement avec le marxisme. La propriété publique des moyens de production. C'était en 1959 au congrès de Bad Godesberg qui est devenu partout le symbole de la modernisation de la gauche. Cette révision déshonorante de dogmes presque centenaires lui a permis d'accéder au pouvoir dix ans plus tard et d'y rester jusqu'en 1982.

taine et qui n'hésitent pas à bousculer les habitudes, et ils n'ont guère de préjugés idéologiques.

Les croient en la modernisation de la gauche, pas nécessairement dans le sens du modernisme tel que l'entendait la « deuxième gauche » française, dite encore « gauche américaine » par ses détracteurs, quand Michel Rocard avait le vent en poupe. Le défi consiste à « trouver le point d'équilibre entre l'exigence d'un nouveau développement et les lois de la compétitivité, sans sacrifier la solidarité et des libertés individuelles », déclarait-il y a quelques mois au Monde le dirigeant du PDS. Il prônait un rapport « correct » entre le gouvernement et l'opposition, une large alliance des forces démocratiques vers le centre, le respect des valeurs communes à la société italienne, y compris la tradition catholique, et l'appartenance à « la grande famille de la gauche européenne ».

Tony Blair, de son côté, a réussi à faire accepter par son parti la réforme de la fameuse « clause 4 », pierre angulaire du Labour britannique. La « propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échanges » a été remplacée par une formule plus générale sur une « économie dynamique » avec « un secteur privé florissant et des services publics compétents » (*Le Monde* du 3 et du 6 mai). Plus de quoi effrayer les classes moyennes qui sont appelées à former les gros bataillons électoraux des travaillistes pour le prochain scrutin national prévu en 1997.

Ces révisions doctrinales, la découverte des bienfaits d'une certaine souplesse idéologique, se produisent en Italie comme en Grande-Bretagne, après une série impressionnante de défaites. Lionel Jospin ne devrait donc pas perdre espoir de pouvoir refonder la gauche française, au-delà du Parti socialiste. L'effondrement du communisme a laissé à gauche un vide que la social-démocratie a, dans un premier temps, été incapable de combler, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe. Au totalitarisme a succédé non pas un socialisme démocratique, mais un ultralibéralisme qui a vite montré ses limites. A l'Est, les communistes réformateurs rebaptisés sociaux-démocrates regagnent du terrain en freinant le démantèlement des vieilles structures et en misant sur le besoin de sécurité d'une population traumatisée par les changements.

A l'Ouest, les sociaux-démocrates sont à la recherche de réponses, qui n'empruntent ni à l'étatisme bureaucratique ni au libéralisme débridé, pour lutter contre la montée du chômage, la société à deux vitesses et, dans certains pays dont la France, contre les sirènes de l'extrême droite. Ils n'ont pas encore proposé de programmes cohérents et convaincants, même s'ils ont trouvé des formules - Massimo d'Aléme parle de « Welfare society » plutôt que de « Welfare state » - ou avancé des idées originales, comme Lionel Jospin pendant la campagne présidentielle.

Le chemin qui reste à parcourir aux uns pour retrouver le pouvoir, à d'autres pour avoir une plate-forme, est long. Libérés de l'ombre envahissante d'un mentor ou de structures surannées, ils auraient sans doute intérêt à coordonner leurs efforts, malgré des histoires et des situations différentes.

Daniel Vernet

### AU FIL DES PAGES / Société

### Tout en haut de l'échelle

**ALTERNANCE** politique en France : des énarques de gauche sont remplacés par des énarques de droite... La classe politique n'a jamais autant mérité son nom. Classe ou caste ? Club ou clan ? Sortis du même moule, les dirigeants de gauche et de droite ont de plus en plus de mal à s'affronter sans que cela ne sonne un peu faux. Mais ce qui est vrai de la politique l'est presque autant de la grande industrie. En haut de l'échelle, les polytechniciens-ingénieurs des mines sont aussi solidement installés que les énarques-inspecteurs des finances.

Comment font les autres démocraties occidentales ? Deux sociologues de renom, Ezra Suleiman (Centre d'études européennes à l'université de Princeton) et Henri Mendras (Observatoire politique du changement à Paris), apportent de premières réponses dans un ouvrage solide auquel ont collaboré douze autres spécialistes de diverses nationalités.

Le mot « élites » a une résonance désagréable en période de fracture sociale. Mais il dit bien ce qu'il veut dire : ce sont les personnes qui, par leur formation, leur culture ou leur milieu, occupent les positions de pouvoir, de décision ou d'influence, à la tête de l'Etat, des entreprises ou des médias. Dans chaque pays, les élites sont le produit du système d'enseignement, mais aussi de l'histoire et du tempérament national. Les États-Unis, par exemple, ont instauré leur démocratie avant qu'elle ne génère un système bureaucratique, alors que la France et l'Allemagne étaient dotées d'une administration forte et cohérente dès le dix-huitième siècle. Aujourd'hui, les élites publiques américaines sont différenciées et démocratiques. Nul ne redoute leur cohésion excessive. On s'inquiéterait plutôt de leur absence d'unité.

Le système fédéral contribue d'ailleurs à disperser géographiquement les élites. Aux États-Unis comme en Allemagne, la capitale politique n'est ni une capitale économique ni une capitale culturelle. Les États-nations, en revanche, concentrent toutes ces activités en un même lieu : Paris ressemble, de ce point de vue, à Londres et à Tokyo.

Mais la France est la seule à recruter ses élites par le biais de grandes écoles, très sélectives, ayant un fort esprit de corps. En Grande-Bretagne, ce sont deux universités prestigieuses, Oxford et Cambridge, qui dispensent à de futurs *gentlemen* une formation générale, fondée sur les humanités. En Allemagne, comme en Autriche, aux Pays-Bas ou en Italie, la formation juridique est dominante : elle correspond à une vision limitée de la fonction administrative, conçue comme l'application de règlements. Dans ces pays, les bureaux sont peuplés de *technocrates* en droit.

Les grandes écoles françaises servent moins à former qu'à sélectionner. Nos énarques-polytechniciens, recrutés sur un mode égalitaire - même si leur origine sociale ne trompe pas - constituent une élite très restreinte, très homogène, mais exerçant le pouvoir dans tous les domaines d'activité. Les membres de la haute administration peuvent entrer dans un cabinet ministériel ou exercer un mandat électif sans craindre pour leur emploi. C'est l'Etat qui finance leur carrière politique. D'autres, de plus en plus nombreux, quittent l'administration pour « pantoufler » dans le privé. L'ENA ressemble ainsi de plus en plus à une *business school*, et c'est l'Etat qui est le principal vivier des dirigeants de grandes entreprises. En Allemagne, une société sur trois forme elle-même son PDG. En France, une sur seize seulement.

La classe politico-administrative française pouvait craindre le pire au début des années 80 : la gauche arrivait au pouvoir, l'Étatisme était mis en cause, les institutions de l'Europe communautaire se développaient et l'Etat voulait se décentraliser. Deux septennats plus tard, on s'aperçoit qu'elle a conservé et même étendu son influence dans l'appareil d'Etat comme dans tous les secteurs de l'économie.

Ce système pervers n'a pas seulement pour inconvénient de supprimer les frontières entre administration, politique et vie économique. Il est sans doute moins efficace qu'un système fondé sur des élites diversifiées, d'origines sociales différentes, de formations variées et aux intérêts contradictoires.

Robert Solé

★ Le Recrutement des élites en Europe, ouvrage collectif sous la direction d'Ezra Suleiman et d'Henri Mendras, La Découverte, 264 p., 169 F.

### RECTIFICATIF

#### BERNADETTE CHIRAC

Dans son édition du 10 mai, *Le Monde* a publié, à la « une », un article consacré à Bernadette Chirac construit à partir de déclarations, anciennes ou récentes, de l'épouse du président de la République élu. Sur la foi d'une dépêche de l'AFP du 8 mai, nous avons reproduit des propos de M<sup>me</sup> Chirac concernant sa vie privée, qui sont erronés et qui constituent un contresens. Interrogée par RTL, lundi 8 mai, sur le risque qu'elle courrait de « perdre un peu » son mari « parce qu'il va être très occupé », M<sup>me</sup> Chirac a répondu : « Il y a longtemps que je l'ai perdu. Avec les responsabilités multiples qu'il assume, vous savez parfaitement, que sa vie privée est restée relativement restreinte », et non pas « notre vie privée est restée relativement restreinte », comme l'indiquait l'Agence France-Presse. A la question suivante, « Qu'est-ce que vous voulez absolument préserver avant tout ? », M<sup>me</sup> Chirac a répondu : « Un dialogue très franc, très authentique entre nous, comme il en existe dans un couple normal, et comme il a toujours existé ».

### M. Mitterrand et la Wehrmacht

**L**e dernier discours européen prononcé à Berlin par François Mitterrand suscite une controverse en France. Son éloge de la bravoure des soldats de la Wehrmacht est de nature à heurter les sentiments de ceux qui ont en directement ou indirectement souffert des atrocités commises par des hommes portant l'uniforme vert-de-gris. Si la grande majorité des Français ont admis, dans un premier temps non sans réticences, le rapprochement franco-allemand rendu nécessaire par l'affrontement est-ouest et l'obligation de construire l'Europe d'après-guerre, ils n'ont pas, pour autant, passé l'éponge sur les crimes sans précédent commis par le III<sup>e</sup> Reich. Il y a une singularité historique de l'entreprise de mort nazie, que les propos de François Mitterrand peuvent contribuer à estomper.

Venant après la polémique déclenchée par les révélations sur son passé à Vichy jusqu'à son entrée dans la Résistance, ce sont là des déclarations qui ne peuvent qu'ajouter au malaise ressenti par nombre de citoyens, y compris ceux pour qui il représentait les valeurs de la gauche et de l'humanisme. Que François Mitterrand soit issu d'une famille spirituelle fortement marquée du sceau d'une droite fascinée avant guerre par les régimes forts et les valeurs d'un héros guerrier incarné par le vainqueur de Verdun, Philippe Pétain, n'était pas un mystère. Que son adieu à la scène politique mondiale porte encore une forte empreinte de cette origine a de quoi dérouter ceux qui n'ont de lui qu'une

image trop simple. L'attitude du président est-elle, comme il l'affirme, de nature à conforter cette réconciliation franco-allemande à laquelle il a apporté une contribution importante ? Rien n'est moins sûr, car dans le travail en profondeur réalisé depuis des décennies par les Allemands sur leur passé, elle peut encourager les tendances intellectuelles les plus rétrogrades outre-Rhin, celles qui s'efforcent de relativiser la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre. Qu'un dirigeant allemand s'avise aujourd'hui de glorifier sans nuance l'héroïsme militaire, quel que soit l'uniforme, le tollé serait général. Helmut Kohl lui-même, qui partage au fond la même analyse que François Mitterrand, a su l'exposer avec davantage de précautions rhétoriques. La conscience allemande d'aujourd'hui est encore fragile. L'écrivain Heinrich Heine savait ce qu'il disait lorsqu'il évoquait sa « difficile patrie ». C'est un mauvais service à rendre à l'Allemagne nouvelle que de donner de son passé une lecture « facile » et réconfortante.

Il reste que la fascination de François Mitterrand pour les vertus du peuple allemand était partagée par l'homme qui fut le grand absent du discours de Berlin : Charles de Gaulle.

Vissant le champ de bataille de Stalingrad en 1942, le fondateur de la V<sup>e</sup> République lança : « Quel grand peuple ! ». A l'un de ses accompagnateurs qui croyait renchérir en lui décrivant l'héroïsme de l'Armée rouge, de Gaulle répliqua : « Je parle des Allemands, bien sûr ».

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
Directrice : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication ;  
Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction ;  
Erie Plabaux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ;  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Frenet ;  
Rédacteurs en chef :  
Thomas Renoult, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ;  
Jean-Paul Besse, Bruno de Campos, Laurent Gosselin, Daniel Heymann, Bertrand Le Gendre, Martial Luchet, Luc Rosenzweig ;  
Alain Rollat, conseiller de la direction ;  
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournet, secrétaire général de la rédaction ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde, Directeur de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 ;  
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde » ;  
Association Hubert-René-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ;  
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directeur ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
TEL : (1) 40 46 25 25 Télécopieur : (1) 40 46 25 01 Tél : 306 60 67  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-RENE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
TEL : (1) 40 43 23 23 Télécopieur : (1) 40 40 30 10 Tél : 261 31 17



عكذا من الأصل

CARNET

LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995 / 15

CARNET DU MONDE

Naissances

- Le docteur Pierre WOLKENSTEIN  
Dr Madame,  
née Julie POIROT-DELPECH,  
leur fils Paul,  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Louis.  
Paris, le 6 mai 1995.

Mariages

- M. et M<sup>me</sup> Louis SOLER,  
M<sup>me</sup> Martine WERTHEIMULLER,  
Et M. Marc JOLIVET,  
ont le plaisir d'annoncer le mariage de  
leurs enfants.  
Tristan SOLER  
et  
Sarah JOLIVET,  
célébrés le 6 mai 1995, à la mairie du  
7<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Décès

- Le conseil d'administration  
Et les membres de la Fédération nationale  
des orthophonistes (FNO),  
Le conseil d'administration  
Et les membres de l'Association pour  
la rééducation de la parole, du langage  
oral et écrit, et de la voix (ARPELV),  
Le comité de rédaction de la revue  
« Rééducation orthophonique »,  
Le conseil d'administration  
Et les orthophonistes de la Fondation  
Borel-Maisonny, 5, rue Notre-Dame-des-  
Champs,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président-fondateur  
M<sup>me</sup> Suzanne BOREL-  
MAISONNY,  
créatrice de l'orthophonie,  
officier de l'Ordre de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'Ordre national  
du Mérite,  
survenue à Paris, 10, rue de l'Académie, le  
7 mai 1995.  
La cérémonie religieuse sera célébrée,  
le vendredi 12 mai, à 9 heures, en  
l'église Notre-Dame-des-Champs, et suivie  
de l'inhumation au cimetière communal  
de Montrouge.

- M<sup>me</sup> Simone Bequelin,  
sa mère,  
M<sup>me</sup> Geneviève Bequelin,  
son épouse,  
Catherine et Axel,  
Philippe et Elisabeth,  
François et Catherine,  
Gilles et Catherine,  
Guillaume,  
ses enfants et beaux-enfants,  
M<sup>me</sup> Marie et M<sup>me</sup> Marie,  
Félix et André,  
Romain,  
Pierre et Marion,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Roland Porquet  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Daniel Porquet  
et leurs enfants,  
ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux  
et nièces,  
Et toute la famille,  
ont l'immenso chagrin de faire part du décès de  
M. Michel BECQUELIN,  
inspecteur général  
de l'éducation nationale,  
doyen du groupe physique-chimie,  
assesseur du doyen  
de l'inspection générale,  
officier des Palmes académiques,  
officier dans l'Ordre national du Mérite,  
capitaine de réserve,  
auditeur de la 34<sup>e</sup> session de l'IEHON,  
survenue subitement à Paris, le 7 mai 1995,  
à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée,  
le mercredi 10 mai, à 15 heures, en  
l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle,  
9, rue du Docteur-Roux, à Paris-15.  
L'inhumation aura lieu dans l'intimité  
familiale.  
26, rue de Saint,  
75015 Paris.

- Ses collègues inspecteurs généraux  
de l'éducation nationale  
ont la grande tristesse de faire part du décès de  
M. Michel BECQUELIN,  
doyen du groupe physique-chimie.

- Le président  
Et les membres de l'Association amicale  
des inspecteurs généraux de l'instruction  
publique et de l'éducation nationale  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Michel BECQUELIN,  
doyen du groupe physique-chimie,  
survenue le 7 mai 1995, à Paris.

- Nantes.  
La faculté de pharmacie de Nantes  
a la douleur de faire part du décès de  
M. le professeur Alain COMBRE,  
doyen de la faculté de pharmacie,  
officier dans l'Ordre  
des Palmes académiques.

Les enseignants, les chercheurs, les  
personnels et les étudiants vous prient de  
bien vouloir assister, ou vous unir d'intention,  
à la cérémonie religieuse, qui sera  
célébrée aujourd'hui, mercredi 10 mai, à  
16 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Bon-  
Port, place du Sanitat, à Nantes.

- L'université de Nantes  
Et l'ensemble de la communauté universi-  
taire nantaise,  
ont la grande tristesse et le regret de faire  
part du décès de

M. Alain COMBRE,  
professeur des universités 1<sup>re</sup> classe,  
doyen de la faculté de pharmacie,  
officier dans l'Ordre  
des Palmes académiques,  
survenue dans sa cinquante-deuxième an-  
née.  
La cérémonie religieuse aura lieu, en  
l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, le mer-  
credi 10 mai, à 16 h 15.

Remerciements à toutes les personnes  
qui voudront bien s'unir d'intention.

- Henri et Véronique Condi,  
Marie-Pierre Basseville-Condi,  
Jacques et Virginie Condi,  
François et Rocky Condi,  
Yves et Marie-Josée Condi,  
Marie-Noëlle et Gérard Luccone,  
Claire Condi,  
Leurs vingt-deux enfants et leurs  
conjointes, leurs dix petits-enfants,

M<sup>me</sup> Yvette Condi,  
M<sup>me</sup> Marie-Suzanne  
née Madeline Condi,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Foulès,  
M. et M<sup>me</sup> Eric Condi,  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Bernard Ferrand,  
née Jacqueline de Rocca-Serra,  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Henri de Rocca-Serra,  
leurs enfants et petits-enfants.

Les familles parentes et alliées,  
M<sup>me</sup> Geneviève-Dupont, d'Orléans, de Pa-  
ris-della Rocca, Henri de Rocca-Serra,  
de Corbi, Pina-Ferrandi, Pousier, Bio-  
very,

M<sup>me</sup> Jacqueline Petit,  
ses enfants et petits-enfants,  
vous font part du décès de M. Paul  
CONDÉ, chef de bataillon,  
né à Vannes, le 5 septembre 1916,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaille coloniale 50,  
Etoile d'Anjouan.

La cérémonie religieuse a lieu, le mer-  
credi 10 mai, à 15 h 30, en l'église Notre-  
Dame de Bonlogne, avenue Jean-Bap-  
tiste-Clement, Boulogne-Billancourt.

A l'issue de la cérémonie, la famille re-  
cevra parents et amis à la résidence du  
Rocquay, 15, rue des Abondances, Bou-  
logne-Billancourt.

Les obèques seront célébrées, vendro-  
di 12 mai, à 16 h 30, en l'église Saint-  
Martin, à Suresne, où il reposera dans la  
chapelle familiale.

« Dans votre vie, mettez l'Amour  
au-dessus de Tout »,  
Saint Paul aux Colossiens.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
15, rue des Abondances,  
92771 Boulogne-Billancourt.

- Lyon (9).  
Ses amis  
annoncent le décès de  
M<sup>me</sup> Suzanne DEJARDIN,  
veuve de  
professeur Georges DEJARDIN,  
à Lyon, le 2 mai 1995.

- M<sup>me</sup> Joëlle Duizac,  
son épouse,  
son fils,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Gilbert DURIEUX,  
survenue le 28 avril 1995, à Cannes, à l'âge  
de quarante-sept ans.

Ses obèques ont été célébrées, le 3 mai  
dernier, dans la stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée à sa mémoire,  
le vendredi 12 mai, à 14 heures, en l'église  
Saint-Eustache, Paris-1<sup>er</sup>.

- Les membres du conseil d'adminis-  
tration de Matif SA,  
Les membres du conseil de marché à  
terme,  
L'ensemble des collaborateurs du  
groupe Matif,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Gilbert DURIEUX,  
directeur général de Matif SA,  
survenue le 28 avril 1995.

Une messe sera célébrée à sa mémoire,  
le vendredi 12 mai, à 14 heures, en l'église  
Saint-Eustache, 75001 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Guier  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur père et leur beau-père.

M. Jean GAUTIER,  
survenue le dimanche 30 avril 1995, à  
l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée,  
le vendredi 5 mai, en l'église Saint-Chris-  
tophe de Javel, dans la plus stricte inti-  
mité.

- Reims (51), Yverres (91), Munchen  
(RFA).  
M. et M<sup>me</sup> Marc Lucas,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Lucas,  
ses enfants,  
Catherine et Jean-Baptiste Lucas,  
Claire et Frédéric Demarcq,  
Marie, Emmanuelle et Sophie Lucas,  
ses petits-enfants,  
Danielle Defay,  
sa fille,  
et son mari Jackie,  
Les familles Lucas, Bruno, Costant,  
Criste et Legrand,  
ses neveux et nièces,  
Et toute sa famille  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marcel LUCAS,  
née Cécile BRUNO,  
survenue le 6 mai 1995, dans sa quatre-  
vingt-cinqième année.

Les obèques seront célébrées, le ven-  
dredi 12 mai, à 10 h 15, en l'église Saint-  
André de Reims, où l'on se réunira.

Condoléances et remerciements à  
l'église où sera ouvert un recueil.  
Ni fleurs ni couronnes.

Vous honorerez la mémoire et le sou-  
venir de M<sup>me</sup> Lucas en adressant au don à :  
Les Orphelins-Apprentis d'Aumôl,  
BP 21216,  
75789 Paris cedex 16.

Partagé avec les enfants du tiers-  
monde,  
BP 311,  
60003 Compiègne Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
5, rue Pierre-Lot,  
91330 Yverres.  
4, rue Stasne,  
80000 Mouchon 21.

- M<sup>me</sup> Jacqueline Monod,  
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-  
enfants,  
ont l'immenso tristesse de faire part du  
décès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans,  
le 6 mai 1995, du

docteur Marc MONOD,  
médecin chef honoraire  
du centre de géralité  
de Serres-Chevalier, à Nîmes.

18, rue des Gazons,  
30000 Nîmes.

- M<sup>me</sup> Robert-André Vivien,  
son épouse,  
Dominique et Danielle,  
ses filles,  
Gaelle, Amélie, Soizic,  
ses petites-filles,  
Les familles Quéinnec, Raymond, Na-  
groun,  
sa cousine,  
ont la douleur de faire part du décès de

Robert-André VIVIEN,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
ancien ministre,  
député du Val-de-Marne,  
rois de Saint-Mandé,  
croix de guerre 1939-1945 et des TOB,  
médaille de la Résistance,  
croix du combattant volontaire  
de la Résistance,  
médaille des évadés,  
médaille des FTP,  
brevet Star Médal,  
Silver Star,  
ancien conseiller régional  
d'Ile-de-France,  
conseiller général honoraire  
du Val-de-Marne,  
vice-président du groupe RPR  
de l'Assemblée nationale,  
rapporteur spécial du budget  
de la commission de la radio,  
de la télévision,  
à l'Assemblée nationale,  
ancien président et rapporteur général  
de la commission des finances  
à l'Assemblée nationale,  
ancien des Forces françaises libres,  
ancien du bataillon français en Corée,  
président d'honneur  
de l'Association nationale des anciens  
des Forces françaises de l'ONU  
et du bataillon de Corée,

survenue le 8 mai 1995, dans sa soixante-  
treizième année, muni des sacrements de  
l'Eglise.

L'office religieux aura lieu en l'église  
Saint-Louis des Invalides, le vendredi  
12 mai, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau  
de famille, dans l'intimité familiale.

- Mesdames et messieurs les adjoints  
au maire,  
le conseil municipal,  
Les anciens adjoints et conseillers mu-  
nicipaux,  
Monsieur le secrétaire général,  
Le personnel municipal,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur maire,

Robert-André VIVIEN,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
ancien ministre,  
député du Val-de-Marne,

survenue le 8 mai 1995, dans sa soixante-  
treizième année, muni des sacrements de  
l'Eglise.

L'office religieux aura lieu en l'église  
Saint-Louis des Invalides, le vendredi  
12 mai, à 11 heures.

CARNET DU MONDE  
Télécopieur :  
45-66-77-13  
Téléphone :  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Remerciements

- M<sup>me</sup> Raymonde Roukine,  
M<sup>me</sup> Kathy Roukine-Estegassy,  
profondément touchées par les témoi-  
gnages d'amitié et d'affection reçus lors  
du décès du

docteur Léon ROUKINE,  
vous remercier de tout cœur, et adressent  
à tous leurs plus vifs remerciements.  
Le Moulin de la Galette,  
1, avenue Junot,  
75018 Paris.

Anniversaires

- Il y a six ans, le 9 mai 1989, dispa-  
rait le

docteur Charles BRISSET,  
président de l'Association française  
de psychiatrie.

Sa famille,  
Ses amis,  
Ses malades,  
conservent sa mémoire.

- Le 11 mai 1993,  
Thibault COLLOT,  
médecin psychiatre,  
est mort prématurément à l'âge de treize-  
cinq ans.

Une intention particulière sera dite  
pour lui le 14 mai 1995, jour du baptême  
et de la première communion de son fils  
Simon.

Sa famille.  
- Il y a onze ans, le 11 mai 1984,  
Pierre DUMONCEAUX  
nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé,  
gardent vivant son souvenir.

24, rue Harcourt,  
44000 Nantes.

- Il y a un an disparaissait  
Françoise JENN-MATTEL.

Elle repose au cimetière de Montagne-  
sur-Sevre (Vendée), près de cette Sevre  
nantaïse qu'elle a tant aimée.

Son mari,  
Ses filles,  
Sa famille,  
demandent à ceux qui l'ont connue, es-  
timée, aimée, de se souvenir d'elle.

Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
insertions de « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous com-  
muniquer leur numéro de référence.

Pascal ORTEGA

nous quitte.

Sa femme,  
Ses enfants,  
Sa famille,  
Ses proches,  
remercient tous ceux qui l'ont connu et ai-  
mé d'avoir une pensée pour lui.

- Il y a quinze ans, le 12 mai 1980,  
Jean PECHDIMALDJIAN  
nous quitte.

Son souvenir est toujours aussi vivant  
dans le cœur des siens et celui de ses  
nombreux amis.

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude,  
75003 Paris, ce jeudi 11 mai 1995, à  
20 h 30 : « Musique juive et musique  
arabe, mille ans de communisme », par  
A. Shiloh, professeur à l'université de Je-  
rusalem, et un orchestre palestinien.

Conférences

- Le professeur Jean Guillemin, thi-  
naire de la chaire « Civilisations de l'Eu-  
rope au néolithique et à l'âge du bronze »,  
donnera sa leçon inaugurale vendredi  
12 mai, à 18 heures, au Collège de France,  
11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris.

- SOS Suicide Préfète organise un co-  
loque publique le samedi 12 mai 1995, de  
9 h 30 à 17 h 30, auditorium Chailot-Gal-  
liet, 28, avenue George-V, 75008 Paris.  
« Pour une prévention du suicide : ac-  
corder la parole », sous la présidence de  
M. Olivier Philip, président de la Fonda-  
tion de France.

Thèses

- M. Andreas Su-Min Ri présentera, le  
samedi 3 juin 1995, à 9 h 30, dans la salle  
Henri-Corbin (bibliothèque) de la section  
des sciences religieuses de l'EPHE, esca-  
lier E, 1<sup>er</sup> étage, Sorbonne, une thèse de  
doctorat intitulée : « Commentaire de la  
caverne des Trésors, étude sur l'histo-  
ire du texte et ses sources ». Cette sou-  
tenance est publique.

- M. Jamil Chaker soutient sa thèse de  
doctorat d'Etat (université Paris-Sor-  
bonne, Paris-IV), intitulée : « Origines et  
formes de la nouvelle de Marguerite de  
Navarre ». La soutenance aura lieu le  
jeudi 18 mai 1995, à 14 heures, amphi-  
théâtre Malesherbes A, Centre Malesher-  
bes, 108, boulevard Malesherbes,  
75017 Paris. Le jury se compose des pro-  
fesseurs Nicole Cazauran, Mireille Uch-  
chon, Gisèle-Mathieu Castellani, Robert  
Aulotte (directeur de thèse), Guy Demer-  
son, Marcel Tétel.

NOMINATIONS

ASSEMBLÉE NATIONALE

Antoine Pouffier, suppléant du  
député RPR du Val-de-Marne Ro-  
bert-André Vivien, décédé lundi 8  
mai (Le Monde du 9 mai), lui succède  
à l'Assemblée nationale.

[Né le 20 décembre 1951 à Abbeville (Somme),  
Antoine Pouffier entre au Conseil d'Etat, à sa  
sortie de l'Ecole nationale d'administration, en  
1981, et devient maître des requêtes en 1985. Pen-  
dant la première cohabitation, il occupe la fonc-  
tion de directeur-adjoint du cabinet d'Edouard  
Balladur, alors ministre de l'économie, des fi-  
nances et de la privatisation. En 1993, il devient  
directeur-adjoint du cabinet de M. Balladur, pre-  
mier ministre, puis directeur de cabinet du mi-  
nistre de la coopération (Michel Rocard). Il est  
nommé directeur général de la Caisse française  
de développement en avril 1995. En 1989, il avait  
été élu conseiller (RPR) de Paris. Il était, depuis  
1993, le suppléant de Robert-André Vivien, dé-  
puté (RPR) du Val-de-Marne.]

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DE LA DANSE

Brigitte Lefèvre a été nommée  
présidente du Conseil supérieur de la  
danse. Le décès d'Igor Eisner, premier  
président du Conseil national de la  
danse, créé par décret le 29 avril 1988,  
a rendu nécessaire la composition de  
cette instance de réflexion et de  
concertation. C'est Brigitte Lefèvre,  
directeur adjoint de l'Opéra de Paris,  
chargée de la danse, qui a été nom-  
mée à la succession d'Igor Eisner.

Pierre Lacotte, directeur du Ballet de  
Nancy, Angéline Préfocaj, directeur  
du ballet national de Toulon/Cha-  
teauvallon, Régine Chopinot, direc-  
trice du Ballet atlantique sont les trois  
nouveaux membres désignés. Ils sié-  
geront aux côtés des personnalités  
que sont Claude Bessy, Maguy Du-  
pouin, Guy Darmet, Patrick Dupond,  
Jean Maheu, Nicolas Baverre, par al-  
leurs, secrétaire général du Conseil.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DE VERSAILLES

Par décret du président de la Répu-  
blique, publié au Journal officiel du 6  
mai 1995, Jean-Pierre Babelon est  
nommé directeur général de l'Établis-  
sement public du musée et du do-  
maine national de Versailles, nouvel-  
lement créé (Le Monde du 1<sup>er</sup> février  
1995) par le ministère de la culture.

Cette structure administrative donne  
une plus grande souplesse adminis-  
trative et financière et une plus large  
autonomie du complexe de Ver-  
sailles.

Jean-Pierre Babelon, âgé de soixante-trois  
ans, historien, membre de l'Institut de France, a  
une formation d'archiviste-paléographe. Il est  
conservateur général du patrimoine et, depuis  
1989, avait la charge de la direction du musée et  
du domaine national de Versailles et de Trianon.]

BIENVENUE EN ITALIE

SERVICE POLYGLOTTE SUR TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL  
24 HEURES SUR 24 PENDANT TOUTE L'ANNEE

SECOURS ROUTIER  
INFORMATIONS ET  
ASSISTANCE TOURISTIQUES

ASSISTANCE EN CAS D'URGENCE

116

NOUS PRENONS SOIN DE VOUS

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI - DIPARTIMENTO DEL TURISMO



صكنا من الاحول

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

**ÉNERGIE** Londres a annoncé la privatisation de la production d'électricité d'origine nucléaire en 1996. Seules les centrales les plus modernes sont concernées. Les autres,

de type Magnox et dont le démantèlement interviendra plus tôt, resteront dans le giron de l'Etat. Les conditions de la privatisation restent à établir, et notamment la prise en

charge du coût du démantèlement des centrales privatisées. C'EST LE DERNIER VOLET de la vente au privé du secteur britannique de l'électricité, engagée en 1990 par Margaret

Thatcher, qui n'avait pas osé s'en prendre au nucléaire. Le gouvernement de John Major franchit le pas, estimant que le doublement en cinq ans de la productivité du nucléaire

permettra une baisse des tarifs. LES TROIS MILLIARDS DE LIVRES tirés de l'opération serviraient à baisser de 1,5 % la pression fiscale avant les élections législatives.

# La Grande-Bretagne va privatiser une partie de son industrie nucléaire

L'opération devrait être menée en 1996. Le gouvernement de John Major, qui ne parvient pas à dénationaliser les chemins de fer, compte sur cette opération pour baisser les impôts et se maintenir au pouvoir

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Le ministre du commerce et de l'industrie a annoncé, mardi 9 mai, devant la Chambre des communes, la prochaine privatisation partielle de l'industrie nucléaire britannique. Rendant public un Livre blanc, Michael Heseltine a indiqué que les « centrales les plus modernes » seraient vendues en 1996 et que la sécurité resterait la « préoccupation majeure ».

Cette mesure permettra, selon lui, de faire baisser d'environ 20 livres (environ 160 francs) par foyer la facture d'électricité annuelle, soit une réduction moyenne de 8 %, grâce en particulier à l'abandon avec dix-huit mois d'avance de la taxe sur les carburants fossiles. Elle « rendra plus compétitive la production d'énergie nucléaire » et « renforcera la capacité des compagnies brit-

anniques à vendre leurs services nucléaires à l'étranger ». Au terme de ce projet, qui a été violemment dénoncé par l'opposition travailliste, les deux compagnies actuelles - Scottish Nuclear en Ecosse et Nuclear Electric en Angleterre et au pays de Galles - seront privatisées sous la forme de deux entités séparées dirigées par une holding dont le siège sera en Ecosse. Cette concession n'a pas apaisé la colère des nationalistes écossais ni des responsables et du personnel de Scottish Nuclear, fiers de leur indépendance et de leurs performances.

Seules les centrales modernes, c'est-à-dire les sept réacteurs à refroidissement à gaz et celui à eau pressurisée de Sizewell B, récemment ouvert, seront mises en vente. Les vingt autres, du modèle Magnox plus ancien, resteront dans le domaine public, car elles

doivent être démantelées plus tôt. Cette opération devrait rapporter environ 3 milliards de livres au Trésor britannique. Ce qui permettrait aux acheteurs éventuels d'acquiescer huit centrales pour le prix d'une.

Apparemment une bien bonne affaire. Mais le gouvernement, au plus bas dans les sondages et qui vient de subir une cuisante défaite la semaine dernière lors d'élections locales à deux ans des législatives, souhaiterait réduire les impôts. Or, la vente de l'industrie nucléaire permettrait une réduction de la pression fiscale d'environ 1,5 %.

D'importantes questions restent pour le moment à préciser. Le ministre de l'environnement, John Gummer, a assuré que « les investisseurs devront prendre leurs responsabilités en échange des avantages reçus », en particulier en ce qui concerne le coût du démantè-

lement des centrales (estimé à près de 9 milliards de livres) quand elles deviendront hors d'usage. Devront-ils être contraints d'alimenter un fonds bloqué à cet effet, et à quelle hauteur ? Le gouvernement acceptera-t-il de plafonner les responsabilités des repreneurs, comme le souhaite la City ? Qui paiera pour le traitement et l'enfouissement des déchets (des études, des cours autour d'une centrale pour enfouir les déchets, pourraient encore durer des années et le coût de l'opération pourrait atteindre le milliard de livres) ? La sécurité des centrales sera-t-elle du ressort de l'Etat ou de l'acheteur ? On ne sait pas non plus quel investisseur aura la surface et le droit de financer de nouvelles centrales. Ni à combien pourrait être vendu le kilowatt-heure (kWh) d'énergie nucléaire à un moment où le public manifeste son mé-

contentement devant les bénéfices considérables empochés par les sociétés privatisées, en particulier dans le secteur énergétique (gaz, électricité).

Considéré comme l'un des ministres les plus « à gauche » du gouvernement, M. Heseltine fait encore une fois, plus fort que M. Thatcher, il y a quelques mois, il avait été contraint de faire marche arrière sur la privatisation de la Poste, que la Dame de fer n'avait jamais voulu entreprendre. Celle-ci avait également décidé en 1990 d'exclure le nucléaire de la privatisation de l'électricité, pour des raisons économiques mais surtout de sécurité.

**AU LIEU DE BRITISH RAILWAYS**

Pourquoi donc cette obstination de la part de celui que l'on surnomme Tarzan ? D'abord parce que le processus de privatisation des chemins de fer, dont les tories attendaient plusieurs milliards, pourrait être abandonné en raison de son impopularité. Ensuite parce que, selon M. Heseltine, la productivité du nucléaire a été multipliée par deux en cinq ans, et le prix du kWh est passé de 5,2 à 2,1 pence.

En 1990-1991, le gouvernement Thatcher avait décidé de privatiser l'électricité, dans le cadre de sa politique globale de sortie de l'Etat du secteur économique. Le pétrole, les télécommunications, les transports aériens, l'eau, le gaz ont été privatisés, et tout récemment le charbon a suivi ; le secteur public, géré désormais comme une entreprise privée, n'est plus que l'ombre de lui-même seize années auparavant. Les raisons en étaient à la fois idéologiques - au nom de la libre entreprise et d'un capitalisme populaire - et politiques - pour casser les syndicats tout-puissants - et économiques, pour dynamiser le pays et remplir les coffres de l'Etat.

Les douze compagnies régio-

La production électrique



Source : E7

La France est le pays où la production de nucléaire est la plus importante.

nales de distribution d'électricité ont été mises en vente fin 1990. La production est assurée par deux sociétés et le transport du courant par une troisième.

Jusqu'à présent, les résultats ont été mitigés. Le régulateur, le professeur Stephen Littlechild, directeur général de l'Office of Electricity Regulation, a en du mal à maintenir le nécessaire équilibre entre les intérêts des investisseurs et ceux des consommateurs. La facture de ces derniers a peu baissé alors que les dividendes ont gonflé et que les salaires des nouveaux dirigeants ont tellement augmenté que le scandale a éclaté. L'opposition, mais aussi des élus conservateurs, ont protesté. Une leçon doit être tirée sans doute tenir compte lors de la privatisation de l'énergie nucléaire.

Patrice de Beer

## Tous les groupes internationaux, dont EDF, ont été approchés

**L'HISTOIRE A PORTÉ** ses fruits. En avril 1990, après avoir envisagé un plan de privatisation global de l'électricité, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avait fait machine arrière sous la pression de la City. Les boursiers lui avaient fait savoir que la rentabilité du nucléaire était pour le moins aléatoire, compte tenu de la vétusté de certaines centrales et du coût énorme prévu pour le démantèlement de ses installations d'ici à la fin du siècle. Le secteur, qui assure moins du cinquième de l'électricité britannique, avait été écarté de la privatisation. Seules les douze compagnies régionales étaient cédées.

Cinq ans plus tard, le gouvernement de John Major, en décidant de terminer la déréglementation du système électrique britannique, a retiré de la cession les vieilles installations pour ne mettre en vente que les plus récentes. Réuni dans une seule société dont le siège sera à Edimbourg, en Ecosse, les huit centrales nucléaires attendent aujourd'hui leurs nouveaux propriétaires. Si la proposition se vent plus attractive pour les boursiers, il reste à attirer les investisseurs et surtout à trouver l'actionnaire principal.

Car à la différence de la première étape, ce nouveau programme de privatisation d'entreprises électriques s'annonce plus délicat. Le repreneur ne peut être qu'un connaisseur des techniques nucléaires, tant pour des raisons de sécurité que de rentabilité, ce qui limite le nombre d'investisseurs. « Les grands opérateurs sont principalement des groupes internationaux allemands, français, japonais ou américains », explique un spécialiste. Des émissaires britanniques ont récemment approché différents investisseurs : « C'étaient des sortes de ballons d'essai, pour connaître leurs réactions ».

**ÉTUDES TECHNIQUES**

« EDF a été consulté comme tous les autres », indique-t-on au siège de l'entreprise nationale. Les démarches ne sont pas allées plus loin. L'entrée d'une compagnie publique - qui plus est, française - dans le capital d'une firme privée britannique ne serait pas sans provoquer quelques remous, tant les conceptions des deux pays en matière de production et de distribution d'électricité sont opposées.

Mais aucun des groupes contactés ne se pro-

noncera avant d'avoir visité l'ensemble des installations pour connaître les besoins d'investissement, la rentabilité attendue des installations et déterminé le coût de production de l'électricité, compte tenu d'éventuelles futures contraintes imposées par le gouvernement britannique pour la sûreté et la sécurité des sites. Ces études techniques devraient prendre plusieurs mois, tout comme l'élaboration des montages financiers. Une des idées serait de constituer un consortium comprenant un opérateur industriel amenant son savoir-faire, aux côtés de fonds de pension et d'investisseurs. Le transfert dans le privé du nucléaire pose aussi la question de son développement futur en raison du coût de construction des centrales. Londres, aujourd'hui, préfère produire son électricité à partir du charbon, mais compte aussi sur l'abondance de ses ressources gazières et pétrolières de la mer du Nord. Ce choix est aujourd'hui très contesté par l'opposition travailliste, car il ne repose que sur le court terme.

Dominique Gallois

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Groupe ISM : ses sociétés totalisent F 992 millions de résultats en 1994

Sûr de l'avenir de son métier, le Groupe ISM a poursuivi au cours de l'exercice 1994 sa politique d'engagements nouveaux : il a ainsi engagé pour F 1.425,2 millions d'opérations nouvelles dont F 869,6 millions en crédit-bail et F 470 millions en pleine propriété.

Concernant ISM SA elle-même en 1994, son résultat consolidé hors part des minoritaires atteint F 241,9 millions avant impôt, F 167,6 millions après impôt en progression de 18 %.

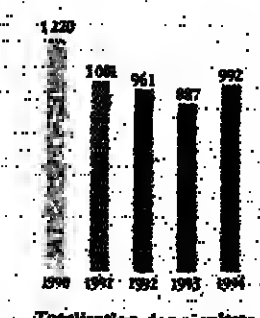
En cette période de crise, l'activité de développement a été réduite : la commercialisation des programmes co cours s'est poursuivie de façon satisfaisante, en particulier au Portugal. Les filiales financières ont bien résisté à l'environnement dépressif. BAIL INVESTISSEMENT, SELECTBANQUE et ICC mettent en distribution le même dividende, avoir fiscal compris, que l'an dernier à savoir F 74 pour la première, F 13,42 pour la deuxième et F 17,50 pour la troisième. CODETOUR met en distribution F 27,5, soit le double de celui de l'an dernier et le même qu'en 1992. SELECTBANQUE complète sa production interne par la prise de contrôle d'autres Sicom telles que PRIMABAIL, SICORAIL et bientôt SICOMAX.

Les SCPI SELECTINVEST souffrent de l'absence de location de certains immeubles et la collecte de l'épargne s'est fortement ralentie. ISM SA souhaite faire évoluer ce type de structure pour le rendre plus attractif pour l'épargnant.

Les filiales d'exploitation enfin obtiennent une légère progression de leur chiffre d'affaires. La chaîne ORION prépare l'ouverture de deux nouvelles résidences à Paris, une à Londres, une autre à Lisbonne. CODEPARC a pris en charge deux nouveaux parkings à Paris.

En 1995, ISM SA saisira les opportunités d'investissement qui, compte tenu de l'évolution du marché, devraient apparaître à des conditions attractives.

**Au service de l'immobilier d'entreprise, le Groupe ISM - ISM SA et ses filiales de développement, de financement, de gestion et d'exploitation, souvent dénommées par un large public - obtient en 1994 des résultats avant impôt totalisant F 991,5 millions en progression de 12 % par rapport à l'an dernier ; ils sont la conséquence de la stratégie suivie : priorité au professionnalisme et à la rentabilité, et refus de toute approche spéculative.**



Totalisation des résultats avant impôt des sociétés du Groupe ISM (en millions)

### Les trois filiales britanniques

● **MAGNOX.** Vingt réacteurs de type « uranium naturel-graphite gaz » sont encore exploités en Grande-Bretagne. Développée principalement au Royaume-Uni en France, la filière Magnox est dérivée des premiers réacteurs construits aux États-Unis pour produire du plutonium de qualité militaire. Ces centrales brûlent de l'uranium naturel sous forme métallique et sont refroidies par du gaz carbonique sous pression. Ces réacteurs ont été construits entre 1957 et 1970. Ils pourraient être arrêtés au tournant du siècle.

● **AGR.** Les quatorze réacteurs britanniques « avancés refroidis au gaz » (Advanced Gas cooled Reactor) se situent dans le prolongement de la filière « Magnox », mais brûlent de l'uranium enrichi à 2,5 % sous forme d'oxyde. Ils sont également refroidis par du gaz carbonique. Les premières unités de type AGR ont été commandées au milieu des années 60 et les dernières ont été raccordées au réseau en 1989. Leur durée d'exploitation est évaluée à une quarantaine d'années.

● **PWR.** Le premier réacteur à eau pressurisée (Pressurized Water Reactor) britannique est entré en service cette année à Sizewell, alors que la France s'est dotée, entre 1971 et 1991, de 54 réacteurs PWR. Cette filière fait appel à de l'uranium 235 enrichi à 3 % et utilise de l'eau légère pour le refroidissement. Avant que les Britanniques ne décident de la privatisation partielle, trois autres réacteurs PWR étaient en projet. C'est sur un réacteur de ce type qu'a eu lieu à Three Mile Island aux États-Unis, le 28 mars 1979, le premier accident nucléaire grave. Il n'y avait pas eu de victime.

### Centrales privées, sûreté d'Etat

EN MATIÈRE de sûreté nucléaire, le système français a l'avantage de la simplicité. Contrairement à ses homologues allemand, américain et japonais, l'autorité de sûreté française ne dialogue qu'avec un seul constructeur (Framatome) et un exploitant unique (EDF) qui gère un parc totalement standardisé. Le rôle réglementaire est dévolu par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui dépend des ministères de l'Industrie et de l'Environnement, et à laquelle l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) fournit un appui technique. La surveillance des installations nucléaires est déléguée par la DSIN aux directions régionales de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIE).

En Allemagne, une dizaine de producteurs d'électricité privés exploitent vingt et un réacteurs à uranium enrichi et à eau bouillante (BWR) ou pressurisée (PWR), tous construits par la firme Siemens. Les règles de sûreté sont édictées, au niveau fédéral, par le ministre allemand de l'Environnement (BMU) qui délègue sa responsabilité au DRS, lequel s'appuie en particulier sur le GRS, un organe technique d'expertise privé, homologue de l'IPSN français. Mais ce sont les Länder qui, au niveau régional, jugent de la bonne application de ces règles, en s'appuyant sur des bureaux d'expertise indépendants, les TÜV.

Au Japon, la production d'électricité est également entre les mains d'une dizaine de compagnies privées exploitant plus d'une quarantaine de réacteurs BWR ou PWR, construits sous licence américaine par Mitsubishi, Toshiba et Hitachi. Comme en Allemagne, ce sont ces derniers plutôt que les électriciens qui disposent de la compétence technique. La Commission de sûreté nucléaire (NSC), équivalent de la

DSIN française, dépend de l'Agence de la science et de la technologie, autorité de tutelle des grands centres de recherche et développement. L'Institut japonais pour la recherche en énergie atomique (JAERI) est chargé des études sur la sûreté, mais la NSC s'appuie aussi sur d'autres experts, qui sont souvent des universitaires.

**MANQUE D'HOMOGÉNÉITÉ**

Aux États-Unis, la situation est beaucoup plus complexe. L'autorité fédérale de sûreté, la NRC, aujourd'hui en crise, doit faire face à une multiplicité de petits exploitants privés qui ne gèrent parfois qu'une seule centrale. Ces réacteurs, fournis par quatre industriels (Westinghouse, General Electric, Babcock Wilcox et Combustion Engineering), sont très différents les uns des autres du fait des spécifications demandées par les architectes industriels. La centrale de réacteurs actuellement exploités outre-Atlantique n'est donc pas homogène, ce qui n'a guère facilité dans le passé le travail de la NRC, et explique sans doute l'accident survenu à Three Mile Island en 1979.

Pour pallier ces carences, les Américains ont réagi. Ainsi, les compagnies d'électricité ont créé un Institut, dirigé par d'anciens amiraux ayant servi sur les sous-marins nucléaires, qui conseille, analyse et inspecte chaque centrale en vue d'améliorer sa sûreté. De leur côté, les constructeurs ont rassemblé leurs clients dans des groupes pour que chacun bénéficie du retour d'expérience des autres exploitants. La NRC accorde aujourd'hui toute sa confiance à ces initiatives. Mais elle continue, évidemment, de mener ses propres enquêtes.

Jean-François Augereau et Jean-Paul Diffour



# Wall Street continue à battre des records

La place new-yorkaise parie sur un ralentissement en douceur de la croissance américaine et bénéficie de la baisse rapide des taux obligataires

Alors que le ralentissement de la croissance américaine se confirme de jour en jour, Wall Street continue quotidiennement à battre des records. Cette euphorie tient à la fois à la persistance d'une inflation faible, à la bonne

santé des entreprises, à la dérive des taux d'intérêt et à la faiblesse du dollar, qui stimule les exportations et gonfle les bénéfices rapatriés de l'étranger. La Bourse de New York profite directement de la forte hausse

du marché obligataire. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, la principale référence, est tombé mardi 9 mai à 6,93 %. C'est la première fois depuis mars 1994 qu'il se retrouve en dessous du seuil des

7 %. Compte tenu de niveaux de cours considérés aujourd'hui comme élevés, Wall Street est maintenant vulnérable à toute mauvaise surprise concernant l'inflation ou les bénéfices des entreprises.

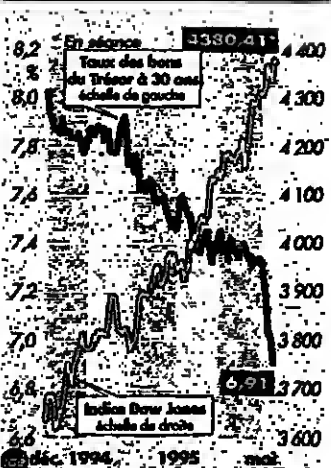
**NEW YORK**  
Correspondance  
« Le Dow Jones à cinq mille points. Ne riez pas. » Tel est le conseil donné par le magazine *Business Week* à ses lecteurs cette semaine, après une folle équipée de quatre mois qui a porté le baromètre des actions américaines à des niveaux sans précédent. Le principal indice de Wall Street a encore établi un record mardi 9 mai, à 4 390,78 points, en réussissant à grignoter 7 points de plus. Depuis le début de l'année, il progresse de 14,5 %.

La hausse a été si rapide que beaucoup d'analystes prévoient une pause, voire une légère correction. Pour eux, l'essentiel des gains de l'année a déjà été engrangé et le marché est vulnérable à une mauvaise surprise sur le front de l'inflation ou du dollar. La responsable des prévisions boursières de Goldman Sachs, M<sup>me</sup> Abby Joseph Cohen, qui se range parmi les plus optimistes, pense que les gains potentiels d'ici décembre sont limités entre 5 et 10 %.

L'euphorie actuelle reflète la conjonction exceptionnelle d'une multitude de facteurs positifs : la poursuite de l'expansion économique, la persistance d'une inflation faible, la bonne santé des entreprises, un niveau élevé de fusions et acquisitions, une dérive des taux d'intérêts et aussi le dollar dévalué, qui encourage les exportations et

gonfle les bénéfices rapatriés de l'étranger. L'optimisme de Wall Street tient en trois mots : « attérissement en douceur ». La formule décrit la manœuvre délicate tentée et apparemment réussie par la Réserve fédérale pour ramener la croissance sur terre, c'est-à-dire à un rythme plus conforme aux capacités productives du pays et du même coup empêcher le retour de l'inflation. Après avoir atteint 4,1 % l'an dernier, la croissance a ra-

L'indice Dow Jones poussé par la baisse des taux



Les taux obligataires américains à 30 ans ont baissé de 7,5 % à 6,93 % pour la première fois depuis mars 1994, sauf les 7 %

lenti à 2,8 % en rythme annuel au premier trimestre et semble destinée à continuer sur cette voie. Ce succès a fait tomber les taux d'intérêt à long terme en dessous de 7 % sur le marché obligataire et encouragé la progression de la Bourse.

Pour Wall Street, le ralentissement de l'économie ne deviendrait inquiétant que si les bénéfices des entreprises flanchaient à leur tour. Mais, jusqu'à présent, les sociétés démentent les pronostics pessimistes et, après des années de restructurations, continuent à gagner toujours plus d'argent. Au premier trimestre, les profits des grandes entreprises ont augmenté de 30 % en moyenne par rapport à la même période de l'an dernier, un rythme inespéré à ce stade de l'expansion.

Dans ce contexte, la hausse de Wall Street apparaît beaucoup plus raisonnable. En fait, le marché a plutôt sous-réagi. Il était beaucoup plus surévalué il y a un an, quand il capitalisait vingt et une fois les bénéfices des cinq cents premières entreprises. Aujourd'hui, ce ratio est tombé à 16. La machine à produire des profits ne semble, en outre, pas près de s'arrêter.

**UNE RENTABILITÉ TRÈS ÉLEVÉE**  
Les restructurations, qui étaient autrefois un aveu d'échec, sont devenues un mode de gestion quotidien. Les gains de productivité et les réductions de coûts sont recherchés à tout prix. Des sociétés qui amassent des bénéfices record continuent à réduire leurs effectifs autant que le progrès technologique le

leur permet. Comme le président de Caterpillar, dont la société ne s'est pourtant jamais aussi bien portée, l'industrie américaine semble convaincue que « ce qui était suffisant l'an dernier ne passera même pas la barre cette année ». Conséquence de cette révolution permanente, la rentabilité des entreprises est plus élevée que jamais.

Pourtant, la Bourse amplifie toujours dans un sens ou dans l'autre les mouvements de l'économie réelle. Pour l'instant, elle n'a anticipé qu'un scénario relativement bénin de ralentissement ordonné de la croissance et de désinflation. Au cours actuel, la moindre mauvaise surprise pourrait coûter très cher.

Charles Delanew

## La Bourse de Paris salue l'élection de M. Chirac

L'indice CAC 40 est au plus haut depuis septembre 1994

LES PÉRIODES post-électorales se suivent et ne se ressemblent pas à la Bourse de Paris. En 1981, au lendemain de l'élection de M. Mitterrand, le marché était pratiquement incotable et les boursiers de l'époque avouaient que « depuis plus de trente ans, on n'avait jamais vu une chute libre des cours de cette ampleur » (*Le Monde* du 12 mai 1981). En 1988, alors que François Mitterrand était reconduit dans ses fonctions, la cote était restée stable. Mais, l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, dimanche 7 mai, a donné l'occasion au marché de saluer cette « victoire » par une hausse sensible.

Les valeurs françaises ont terminé la séance sur une hausse de 3,18 % à 1 988,67, à quelques fractions des 2 000 points, niveau que l'indice CAC 40 avait délaissé depuis le mois de septembre 1994. Cette progression quotidienne est également la plus importante depuis le 14 septembre 1992, date à laquelle les Allemands diminuaient, pour la première fois depuis quatre ans, leurs taux d'intérêt. Cette vive progression, qui s'est effectuée dans un volume très étoffé de plus de 7 milliards de francs n'a pas surpris les boursiers. Celle-ci était, en effet, conforme à la hausse qu'avaient connue les valeurs françaises sur le système électronique Globex exceptionnellement ouvert dimanche et lundi.

L'optimisme affiché par la Bourse de Paris ne date pourtant pas d'hier : à la surprise générale, en un mois et demi, les valeurs françaises avaient déjà progressé de près de 13 % après un début d'année où ne peut plus médiocre. Cette reprise est, si l'on en croit les analystes, essentiellement le fait des investisseurs étrangers qui parlent depuis plusieurs semaines sur une relance de l'économie et une reprise de la croissance en France. Reste que cet

optimisme pourrait s'amoindrir au cours des prochaines séances et faire place à un certain immobilisme.

Dans l'attente de la désignation du nouveau premier ministre ainsi que celle du ministre de l'économie, les marchés devraient connaître une relative période d'incertitude et vraisemblablement quelques prises de bénéfices après la progression de ces derniers jours.

Les boursiers verraient d'un bon œil la nomination d'Alain Juppé à Matignon, estimant que ce dernier prouverait une politique budgétaire plus déterminée que Philippe Seguin ainsi qu'une défense du franc plus « vigoureuse ». Forts de ces derniers éléments, ils estiment que le marché pourrait rapidement atteindre les 2 000 voire 2 050 points mais ne veulent surtout pas s'engager pour la suite.

François Bostnavaron

## Après un bref passage au Crédit lyonnais

Dominique Bazy retourne à l'UAP

ARRIVÉ boulevard des Italiens en novembre 1993 dans les bagages de Jean-Pierre Leveillé, avec qui il avait travaillé à l'UAP depuis 1989, Dominique Bazy quittera la banque le 1<sup>er</sup> juillet pour rejoindre... l'UAP, en tant que directeur général délégué chargées finances. Pour attirer cet homme de 43 ans à l'embouchure naissante et à la voix légèrement perchée, Jacques Friedmann, le patron de l'UAP, a un peu bousculé son organigramme. Didier Pfeiffer, vice-président-directeur général de la compagnie d'assurances, reste évidemment l'indispensable numéro deux de la maison. En revanche, Michel Berthezène doit laisser sa place au nouvel arrivant.

Ce Dominique Bazy, qui était chargé jusqu'à son départ de l'UAP de la direction des finances et des participations, revient avec un galeon supplémentaire. L'aller-retour qu'il opère entre le boulevard des Italiens et la place Vendôme lui fait excéder de la place de numéro trois de la compagnie. « Une proposition qui ne se refuse pas », dit-il, quitte à passer pour un déserteur. Son départ laisse en effet le Crédit lyonnais désemparé. Membre du comité exécutif de la banque, Dominique Bazy a été un rouage essentiel de la mise en œuvre de deux plans de sauvetage successifs. A ce titre, il a décorqué l'ensemble des dossiers, dénoué - souvent coûteusement - les contrats léonins qui liaient Altus à certains partenaires,

supervisé la cession de près de 10 milliards d'actifs en 1994, titré à tour de bras, pris en charge le dossier MGM.

Il apparaît aujourd'hui comme le meilleur connaisseur des méandres financiers de la banque. Certes, il assure que le plan de restructuration est pour l'essentiel terminé, puisque la « défaillance » de 135 milliards de francs a reçu l'approbation du ministre des finances français. Il affirme également qu'il suivra « jusqu'à son terme l'examen de ce plan par la Commission de Bruxelles ». Au-delà du 1<sup>er</sup> juillet, si nécessaire. Il n'en reste pas moins que son départ laisse le président du Crédit lyonnais un peu démuné. Au point que les petites phrases assassines commencent à fuser à l'été feutré de la direction générale du boulevard des Italiens, où l'on semble mettre sur le compte d'un appétit de pouvoir démesuré le départ de Dominique Bazy. C'est oublier que, depuis l'arrivée de Pascal Lamy au Crédit lyonnais, la guerre était déclenchée entre les deux hommes, qui revendiquaient le titre de numéro deux de la banque. L'ancien directeur de cabinet de Jacques Delors semble donc avoir gagné. L'homme qui remplacera Dominique Bazy, un directeur financier issu de la banque ou de l'industrie, arrivera dans un comité exécutif où les pouvoirs seront bien installés.

Babette Stern

**"Décapant enthousiasmant brillant..."**

Réactions de grands patrons de l'industrie

Éditions DIDRO  
Tél. (1) 69 12 85 26

### AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 5 MAI 1995**

**Résultat net d'exploitation consolidé en hausse de 4 %**

**Progression du dividende de 10,5 %**

L'Assemblée Générale, réunie le 5 mai 1995 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, Président du Conseil de Surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1994 présentés par le Directoire et décidé la mise en distribution d'un dividende en progression de 10,5 %.

- 1. Résultat consolidé**  
La maîtrise du risque a eu, au cours des derniers exercices, un prix en termes de volumes de production, d'ancrages et donc de produit d'exploitation. Elle a permis, au fur et à mesure que se confirmait l'assainissement de la production, une réduction des charges de provisionnement ; celle-ci a plus que compensé la baisse du produit global d'exploitation, assurant ainsi la progression régulière du résultat.  
Le résultat net d'exploitation consolidé de l'exercice s'élève :  
- part des tiers exclus, à 495 millions de francs (+ 4 % par rapport à 1993),  
- part des tiers incluse, à 511 millions de francs (+ 5 % par rapport à 1993).  
Le résultat net consolidé s'élève :  
- part des tiers exclus, à 498 millions de francs (+ 4 % par rapport à 1993),  
- part des tiers incluse, à 509 millions de francs (+ 3 % par rapport à 1993).
- 2. Résultat social de SOVAC**  
Le résultat net d'exploitation ressort à 437 millions de francs, contre 388 millions de francs en 1993 ; le résultat de l'exercice s'élève à 443 millions de francs contre 392 millions de francs en 1993.
- 3. Dividende**  
L'Assemblée Générale a décidé la distribution d'un dividende de 14 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 7 francs. Il est mis en paiement à partir du 10 mai 1995.  
La distribution nette globale est ainsi de 176,4 millions de francs contre 159,6 millions de francs pour l'exercice précédent, en progression de 10,5 % ; elle correspond à 35,6 % du bénéfice net d'exploitation consolidé, part des tiers exclue.  
Le solde du bénéfice de l'exercice a été affecté aux réserves et au report à nouveau.

**4. Capitaux propres consolidés**  
En raison des modifications intervenues dans le régime de retraite du personnel, une provision pour engagements résiduels du régime de retraite de la profession bancaire (CRPB) a été constituée par prélèvement sur la réserve générale pour un montant, net d'impôt différé, de 107 millions de francs.  
Après répartition, les capitaux propres consolidés (part des tiers exclue) s'élèvent, à fin décembre 1994, à 5 778 millions de francs contre 5 562 millions de francs à fin 1993.  
La part d'actif net revenant à chaque action est de 459 francs contre 441 francs en décembre 1993, la valeur étant ajustée pour tenir compte de l'augmentation du capital, porté le 1<sup>er</sup> juin 1994 de 420 millions de francs à 1 280 millions de francs par incorporation de réserves et attribution de 2 actions gratuites pour 1 action ancienne.  
Au 31 décembre 1994, le ratio Cooke était de 18,21 (ratio de solvabilité : 18,28) composé, pour plus de 90 %, par des fonds propres de base.

En ce qui concerne les perspectives d'activité de l'exercice 1995, il a été indiqué à l'Assemblée que celles-ci seraient marquées par un tassement du taux d'évolution du marché automobile, mais sans doute aussi par une certaine reprise de la consommation générale et de l'investissement au cours du second semestre. Par ailleurs, la pression sur les marges liée au caractère particulièrement agressif de la concurrence devrait être compensée par un nouvel allègement du coût du risque dans tous les secteurs d'activité du Groupe.

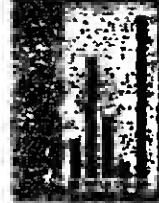
Le rapport 1994 est à la disposition de toutes les personnes qui en feront la demande à la Direction de la Communication 19/21, rue de la Bienfaisance, Paris 8<sup>e</sup>.



■ LA BOURSE DE TOKYO a fini en baisse de 0,78 % mercredi 10 mai. Le Nikkeï a perdu 131,73 points dans l'attente de l'annonce des sanctions commerciales des Etats-Unis.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↗ FT 100	MILAN ↗ MIB 30	FRANCFORT ↗ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

## CAC 40,5 jours



cette baisse des taux en France, le franc était très bien orienté, cotant 3,5175 francs contre le deutsche-mark, soit un gain de 6 centimes par rapport à vendredi dernier.

**Lyonnaise des Eaux sur 1 mois**

**Lyonnaise des Eaux sur 1 mois**

avaient été freinés dans la matinée par les incertitudes sur l'évolution

NEW YORK		
Les valeurs du Dow-Jones		
	09/05	05/05
Alcoa	43	43,50
American Express	35,50	35
Allied Signal	41,25	41,37
AT & T	51,87	51,75
Bethlehem	14,25	14
Boeing Co	55,75	54,62
Caterpillar Inc.	57,87	56,75
Chevron Corp.	48,50	48,87
Coca-Cola Co	61,12	60,75
Deere Corp.	54,37	54,37

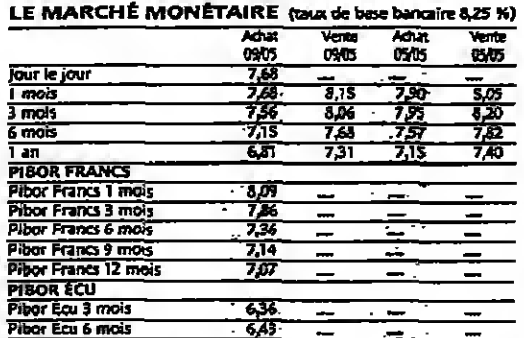
## NEW YORK

### Les valeurs du Dow-Jones

Alcoa	49 1/8	45 5/8
American Express	35 5/8	39
Amel Signal	41 1/2	41 3/4
AT & T	51 1/8	51 7/8
Bethlehem	14 2 1/2	14
Boeing Co.	55 1/4	54 1/2
Caterpillar Inc.	56 1/2	56 7/8
Chevron Corp.	48 3/4	48 1/2
Coca-Cola	61 1/2	60 7/8
Consolidated	24 1/2	24 1/4
Du Pont Nemours & Co.	61 1/2	60 7/8
Eastman Kodak Co.	61 1/2	60 7/8
Exxon Corp.	69 1/2	71 1/2
Gen. Motors Corp./H	41 1/2	41 1/2
Gen. Electric Co.	58 1/2	58 1/2
Goodrich T & Rubber	41 1/2	41 1/2
IBM	93 1/2	93 1/2
Intl Paper	78	78 1/2
J.P. Morgan Co.	66 1/2	66 1/2
M&C Dow Jones	64 1/2	64 1/2
Goodyear	44 1/2	44 1/2
Minnesota Mngs & Mfrs	55 1/2	55 1/2
Philip Morris	71 1/2	71 1/2
Peters & Gumble C	71 1/2	71 1/2
Sealed Air Corp.	53 1/2	53 1/2
Treasury	67 1/2	68 1/2
Union Carbide	51 1/2	51 1/2
Util. Tech.	74 1/2	74 1/2
Westingh. Electric	15	14 1/2
Woolworth	15 1/2	15 1/2

PARIS → Jouer le jour	PARIS ↗ CAT 10 ans	NEW YORK → Jouer le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↗ Jouer le jour	FRANCFORT → Bonds 10 ans
-----------------------------	--------------------------	--------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	--------------------------------

terme, le contrat Pibor juin progressait de 0,38 point à 93,14. Aux Etats-Unis, le taux des emprunts d'Etat à trente ans a continué à se détendre à 6,95 %. Il est tombé sous le seuil des 7 % pour la première fois depuis fin mars 1994. Le marché allemand était également bien orienté mardi, le contrat Bund échéance juin s'inscrivait à 94,04 en fin de journée, en hausse de 0,48 %.



MATIF					
échéances 09/05	septembre	dernier	plus	plus	premier

MATIF					
Échéances 09/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 10 %</b>					
Jun 95	165/98	114,94	115,16	114,48	115,16
Sept. 95	3593	114,52	114,52	113,38	114,62
Déc. 95	2	114,26	114,26	114,26	114,36
Mars 96	—	—	—	—	—
MATIF 2 MOIS					

Sept 95	8747	94,24	94,24	93,78	93,77
Déc. 95	8391	94,05	94,05	93,79	93,85
Mars 96	2276	93,86	93,86	93,77	93,78

Déc. 95	6391	94,05	94,05	93,79	93,65
Mars 96	2276	93,86	93,86	93,62	93,78
<b>ECU LONG TERME</b>					
Jan 96	1397	84,50	85,14	85,08	85,12
Sept. 95					85,06

<b>CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40</b>					
Échéances 09/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 95	28456	1978	1996	1966	1980
Juin 95	57	1960	1978	1949	1978
Juillet 95	1	1962,90	1962,50	1962,50	1972,50
Sept. 95	4	1966,50	1966,50	1973	1993,50

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours du	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	10h05	09h05	3h02
Caroll SA 1	629	+0,36%	+11,75
Thovly SA (Lyx)	132,30	+0,36%	+10,71
Deville	86,60	+0,36%	+16,65
SIACI	999	+0,36%	+6,19
CAdu Nord (L)	433,60	+0,36%	+5,73
<b>BAISSES, 12h30</b>			
Meb. Thiove (N)	21,35	-0,22%	-19,22
Bqpe Tarnaud (B)	204,90	-0,22%	-0,72
Alain Manod (Lyz)	84,50	-0,22%	-17,68
Sodere (N)	40,20	-0,22%	-14,46
Guerbet 2	313	-0,22%	+4,33

## INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	05/05	05/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1353,52	1355,50	+2,88
Ind. gén. SBF 250	1302,19	1303,99	+2,54
Valeurs absolues	1491,51	1491,51	+0,00
1 - France	1512,29	1512,29	+0,00
2 - Allemagne	1393,21	1393,21	+0,00
3 - Grande-Bretagne	1613,11	1613,11	+0,00

4	1000	1000	1000
5	1000	1000	1000

4 - Finance Corp.	206.73	100%	+1.1
5 - Nat. Sav. & Loan	206.73	100%	+3.22
6 - Biers Corp.	189.93	100%	+2.34
7 - Ind. Ag. & M.	138.94	100%	+0.94
8 - Finance	126.54	100%	+2.57
9 - Finance	110.30	100%	+0.83
10 - Autos services	97.91	100%	+0.88
11 - Finance	103.32	100%	+1.41
12 - Insurance	722.19	100%	+0.91
13 - Services	107.23	100%	+5.15
14 - Sav. & Invest.	112.69	100%	+0.67
<b>Total Second March</b>	<b>243.98</b>	<b>100%</b>	<b>+0.71</b>

## FRANCFORT

### Les valeurs du Dax 30

FRANCFORT		
Les valeurs du Dax 30		
	2509	2542
Alliarte Holding N	2509	2542
Bafg AG	311,90	308,70
Bayer AG	347,40	338,40
Bip Hys&Wochelste	380	375
Bayer Vereinsbank	412,50	407
BMW	734	736,50
Commerzbank	338,20	337,50
Commerzbank AG	207	203
Daimler-Benz AG	651,70	643
Deutsche Bank AG	411	419
Deutsche Babcock A	144	144,50
Deutsche Bank AG	685,20	685,90
Dresdner BK AG FR	588	587
Haniel VZ	352	347,50
Hoechst AG	255	254,20
Merck AG	597	587
Karlsruher Holding	489	483
Linde AG	595	582
Luf. Lufthansa AG	181,80	180,90
Man AG	339	332,50
Mannesmann AG	314,50	311
Mittelteiles AG	27	27,20
Preussag AG	406,50	399,50
Rowe	465	460,50
Scherer AG	940,90	934
Siemens AG	671,50	669,50
Varta AG	263,40	261
Veba AG	329	325,70
Wielag	521,50	517,70
Wing AG	375	368

US/F ↘ 4,850	US/DM ↗ 7,300	US/£ ↗ 83,350	DM/F ↘ 3,595	£/F ↘ 7,750
--------------------	---------------------	---------------------	--------------------	-------------------

Jusqu'à 3,52 francs face au mark, avait ensuite perdu des fractions durant la journée, clôturant à Paris à 3,5380 francs en hausse tout de même de près de 4 centimes sur vendredi (3,5790 francs).

Mercredi matin, le dollar remontait à 4,8530 francs, 1,3800 marks et 83,41 yens contre 4,8510 francs, 1,3705 mark, et 83,01 yens dans les échanges interbancaires de lundi.

PARTIES DU DOLLAR	10/15	09/15	Var. %
FRANCFORT: USD/DM	1.3800	1.3750	+0.37

PARITES DU DOLLAR	100	99,9	Vari. 5
FRANCOF. : US\$DM	1.380	1.379,5	+0,32
TOKYO : US\$/Yen	83,350	83,32	+0,12

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES			
DEVISES	sur demande	offre	demande à 1 mois
US\$ sur Paris-Lyon	4,165	4,165	4,165
Yen (100)	5,830	5,830	5,830
DM sur New York	3,171	3,170	3,166
Franc Sfr.	4,355	4,355	4,275
Mark West. (1000)	2,865	2,865	2,825
DM sur Franc	2,560	2,560	2,560
France (100)	3,950	3,950	3,941
Paris-Lyon	12,135	12,135	12,135

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES			
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,84	7,84	7,18
Eurodollar	6,12	6,12	5,63
Euroyenne	6,58	6,58	7,50
Eurodeutschmark	4,50	4,50	4,50

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

DOLLARS		CENTS	
Dioxines complètes	0945		
Dioxine 3 à 5 mole	19714		
Dioxine 3 à 5 mole	2425		
<b>MÉTALLS (Londres)</b>			
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		
<b>MÉTALLS (Chicago)</b>			
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Chicago)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (Londres)		CENTS	
Aluminium	2749		
Cuivre 3 à 5 mole	2226		
Aluminium	114		

MÉTALLS (New York)		CENTS	
Aluminium	2749		

SOFTS.	1335
Esso New York	1335

Company	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406
---------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------



## RÈGLEMENT MENSUEL

**MERCREDI 10 MAI**  
Liquidation : 23 mai  
Taux de report : 8,88  
Cours relevés à 17h30

**CAC 40**  
  
**PARIS**  
**+0,29%**  
CAC 40 :

1994, 41		Département 1	
VALEURS FRANÇAISES		Département 1	
Cours.	Derniers	%	Palement
proced.	champs	+	dernier
EDF-GDF 3P	7440	-0,51	0,00000
BELF. (T.P.)	366	+0,94	0,00000
CG Lyonnais (T.P.)	897	+0,47	0,00000
Renault (T.P.)	1836	-0,23	0,00000
Rhone-Poulenc (T.P.)	2510	-0,23	0,00000
Société Générale (T.P.)	1165	-0,23	0,00000
Thomson SA (T.P.)	1080	-0,23	0,00000
Alpe 1	100	-0,23	0,00000
Al Liquidie 1	778	-0,23	0,00000
Alcatel Alsthom 1	472,80	-0,23	0,00000
Alcatel Cable 1	388,60	-0,23	0,00000
Alstom 1	501	-0,23	0,00000
AGF-Aseur France	191	-0,23	0,00000
Assi 1	101	-0,23	0,00000
Bell Intertel 1	867	-0,23	0,00000
Banque (CG) 1	548	-0,23	0,00000
Banque Collet C2	62,25	-0,23	0,00000
Bazar Hov. C2	35,21	-0,23	0,00000
BIC 1	190	-0,23	0,00000
BIC 1	190	-0,23	0,00000
B.N.P. 1	353,70	-0,23	0,00000
Bouygues Technic 1	2025	-0,23	0,00000
Bouygues 1	635	-0,23	0,00000
Casat 1	696	-0,23	0,00000
Casat (Sogefi)	177	-0,23	0,00000
Credimadonnat 1	135	-0,23	0,00000
Credimadonnat 1	2484	-0,23	0,00000
Credito Globale 1	147,10	-0,23	0,00000
Credito Globale 2	719,90	-0,23	0,00000
Credito Globale 3	135	-0,23	0,00000
CCF 1	226,40	-0,23	0,00000
CCF 2	53	-0,23	0,00000
CCF 3	493	-0,23	0,00000
CCF 4	25	-0,23	0,00000
CCF 5	84,80	-0,23	0,00000
CCF 6	1132	-0,23	0,00000
CCF 7	1125	-0,23	0,00000
CCF 8	1004	-0,23	0,00000
CCF 9	452,30	-0,23	0,00000
CCF 10	229	-0,23	0,00000
CCF 11	467	-0,23	0,00000
CCF 12	25	-0,23	0,00000
CCF 13	930	-0,23	0,00000
CCF 14	219	-0,23	0,00000
CCF 15	1132	-0,23	0,00000
CCF 16	452,30	-0,23	0,00000
CCF 17	229	-0,23	0,00000
CCF 18	467	-0,23	0,00000
CCF 19	25	-0,23	0,00000
CCF 20	930	-0,23	0,00000
CCF 21	219	-0,23	0,00000
CCF 22	1132	-0,23	0,00000
CCF 23	452,30	-0,23	0,00000
CCF 24	229	-0,23	0,00000
CCF 25	467	-0,23	0,00000
CCF 26	25	-0,23	0,00000
CCF 27	930	-0,23	0,00000
CCF 28	219	-0,23	0,00000
CCF 29	1132	-0,23	0,00000
CCF 30	452,30	-0,23	0,00000
CCF 31	229	-0,23	0,00000
CCF 32	467	-0,23	0,00000
CCF 33	25	-0,23	0,00000
CCF 34	930	-0,23	0,00000
CCF 35	219	-0,23	0,00000
CCF 36	1132	-0,23	0,00000
CCF 37	452,30	-0,23	0,00000
CCF 38	229	-0,23	0,00000
CCF 39	467	-0,23	0,00000
CCF 40	25	-0,23	0,00000
CCF 41	930	-0,23	0,00000
CCF 42	219	-0,23	0,00000
CCF 43	1132	-0,23	0,00000
CCF 44	452,30	-0,23	0,00000
CCF 45	229	-0,23	0,00000
CCF 46	467	-0,23	0,00000
CCF 47	25	-0,23	0,00000
CCF 48	930	-0,23	0,00000
CCF 49	219	-0,23	0,00000
CCF 50	1132	-0,23	0,00000
CCF 51	452,30	-0,23	0,00000
CCF 52	229	-0,23	0,00000
CCF 53	467	-0,23	0,00000
CCF 54	25	-0,23	0,00000
CCF 55	930	-0,23	0,00000
CCF 56	219	-0,23	0,00000
CCF 57	1132	-0,23	0,00000
CCF 58	452,30	-0,23	0,00000
CCF 59	229	-0,23	0,00000
CCF 60	467	-0,23	0,00000
CCF 61	25	-0,23	0,00000
CCF 62	930	-0,23	0,00000
CCF 63	219	-0,23	0,00000
CCF 64	1132	-0,23	0,00000
CCF 65	452,30	-0,23	0,00000
CCF 66	229	-0,23	0,00000
CCF 67	467	-0,23	0,00000
CCF 68	25	-0,23	0,00000
CCF 69	930	-0,23	0,00000
CCF 70	219	-0,23	0,00000
CCF 71	1132	-0,23	0,00000
CCF 72	452,30	-0,23	0,00000
CCF 73	229	-0,23	0,00000
CCF 74	467	-0,23	0,00000
CCF 75	25	-0,23	0,00000
CCF 76	930	-0,23	0,00000
CCF 77	219	-0,23	0,00000
CCF 78	1132	-0,23	0,00000
CCF 79	452,30	-0,23	0,00000
CCF 80	229	-0,23	0,00000
CCF 81	467	-0,23	0,00000
CCF 82	25	-0,23	0,00000
CCF 83	930	-0,23	0,00000
CCF 84	219	-0,23	0,00000
CCF 85	1132	-0,23	0,00000
CCF 86	452,30	-0,23	0,00000
CCF 87	229	-0,23	0,00000
CCF 88	467	-0,23	0,00000
CCF 89	25	-0,23	0,00000
CCF 90	930	-0,23	0,00000
CCF 91	219	-0,23	0,00000
CCF 92	1132	-0,23	0,00000
CCF 93	452,30	-0,23	0,00000
CCF 94	229	-0,23	0,00000
CCF 95	467	-0,23	0,00000
CCF 96	25	-0,23	0,00000
CCF 97	930	-0,23	0,00000
CCF 98	219	-0,23	0,00000
CCF 99	1132	-0,23	0,00000
CCF 100	452,30	-0,23	0,00000

674.50	385.50	+1.85	010394	Marine Wendell I	231	385	+0.65	30
687	710	20.00	010395	Marine-Hachette I	111	111.70	0.70	6
443.90	492.	-0.34	130904	Metallurgie I	60.40	65.50	+0.15	0.4
233	268	5.14	010396	Métallurgie Inter I	32.00	32.75	+0.75	0.1
400	400	0.00	010397	Métallurgie Inter II	220.00	220.00	0.00	0
336.20	334	-2.20	010398	Moulinet I	117.70	117.10	-0.60	0.1
402	438.00	1.13	297394	Navigation Météo I	975	974	-0.10	0.6
135	135	0.00	010399	Nord I	133.00	135.00	+2.00	0.1
454	461	2.86	010400	Nord (N) 2	54.00	55.00	+1.00	0.1
330	330	0.00	260390	NIN 1 A	450	450	-	18
2634	2635	0.01	130394	Opéra I	11.35	12.44	+1.09	0.4
412	412	0.00	010401	Opéra 1	1315	1317	+0.15	25
68.60	68.60	+7.04	010402	Opéra 2	305	305	-	1
244	245	+4.51	260394	Pachygnathus I	330	316	-13.11	0.1
346	346	-	010403	Pachygnathus 2	129.10	131.10	+1.53	0.1
443	443	0.00	260395	Pachygnathus 3	131.30	136.56	+5.26	0.1
455	457	+2.20	040398	Picault I	740	749	+7.22	0.5
694	785	+1.29	010404	Plouffe-Prin-Rad I	1098	1127	+29.20	20
988	1023	+4.08	010405	Plouffe-Prin-Rad 2	565	565	-0.18	0.7
729	729	0.00	010406	Plouffe-Prin-Rad 3	466	466	-1.76	0.6
729	725	-0.55	120794	Prin-Rad I	876	864	-12.16	20
870	870	-	040399	Prin-Rad 2	1121	1178	+0.60	10
870	870	-	010407	Prin-Rad 3	434	430.20	-3.74	20
407	407	-	010408	Prin-Rad 4	407	407	-	0
1009	1009	-0.49	140394	Remi Contreau I	176.00	176.00	-0.46	0.1
1534	1530	-0.32	240394	Remi Contreau 2	163.30	163.30	-0.86	0.1
1350	1350	0.00	010409	Remi Contreau 3	174.70	174.70	-0.11	0.1
1360	1360	0.00	010410	Remi Contreau 4	812	812	-	0
1340	1341	+0.08	040405	Rhône-Paulsen A I	121	129	+7.82	0.1
1640	1635	-0.49	010411	Rhône-Paulsen A 2	51.50	57.50	+6.00	0.1
735	735	0.00	260396	Rhône-Paulsen B I	701	710	+0.91	14
735	735	0.00	010412	Rhône-Paulsen B 2	182.00	182.00	-	0
475.50	470	-0.54	040406	Rhône-Paulsen C I	136.30	139.1	+0.98	22
490	490	0.00	010413	Saguené I	215	225	+0.15	28
797	797	0.00	260397	Saguené 2	549	570	+0.15	28
1136.90	1136.90	+1.15	010414	Saguené 3	1995	1995	-	0
505	510	+0.59	130494	Salomon (Y) I	2025	2050	+1.73	30
1972	1979	+7.00	010415	Salomon (Y) 2	638.95	645	+0.49	38
211	211	0.00	010416	Salomon (Y) 3	395	395	-	0
481	481	0.00	010417	Salomon (Y) 4	2110	2110	-0.46	0.6
882	882	0.00	140395	Sauzet (N) I	1156	1160	+0.35	19
882	880	-0.25	010418	Sauzet (N) 2	389.30	390.35	+0.35	19
882	882	0.00	010419	Sauzet (N) 3	124.50	124.50	-	0
483	480	-0.30	010420	S.E.B. I	543	540	-0.95	0.9
1375	1380	+0.54	010421	S.E.B. 2	305	318	+4.26	11
237	237	0.00	010422	S.E.B. 3	142.30	147	+4.74	11
135	135	0.00	010423	S.E.B. 4	156	155.50	-0.10	1
521	538	+1.73	290394	S.F.M. 2	895	900	+0.56	17
373	377	+0.10	140498	SGI I	1176	1147.40	-2.67	0.9
400	400	0.00	010424	SGI 2	1195	1156	-0.39	0.9
87.60	85	-2.60	010425	SILCA I	242	232.80	-9.20	0.4
534	563	+2.93	260394	SIMTA I	739	725	-0.54	0.4
575	540	-0.21	260392	Siak Rossignol I	1224	1245	+1.72	30
575	540	-0.21	010426	Siak Rossignol 2	641	641	-	0
595	595	0.00	010427	Soudeuse Cals A 1	541	542	+0.17	0.6
784	786	+0.51	010428	Soudeuse Cals 2	931	939	+0.91	0.9
338	393.50	+1.37	120994	Sommer-Wilbert I	1950	1929	-0.25	0.9
441	413.50	-27.00	010429	Sommer-Wilbert 2	461	461	-	0
240	246	+6.00	010430	Sovak I	293	404	+2.80	19
342	347	+0.47	060394	Spat Basignoles I	223	231	+0.43	31
748	750	+1.40	010431	Spat Basignoles 2	477	488	+0.68	7.9
798	798	0.00	010432	Spat Basignoles 3	465	465	-	0
385	385	0.00	297395	Spat Focum I	260.70	261.10	+0.15	29
413	413	0.00	010433	Spat Focum 2	240.40	240.80	+0.27	29
884	884	0.00	305394	Synhalobite I	300	300	-	0
884	884	0.00	010434	Techno S.A. I	300	300	-	0

Total 1	317,20	317,10	-0,09	2820994	HEM 1	105,01	1055	+0,38	260295
DAP 1	145,50	147,60	+1,14	0576794	HEM 1	453,40	453,03	-0,07	100795
USFC Localair 1	384	385	+0,26	3069992	LC 1	59,50	57,40	-3,52	264995
LOC DA (DA) 1	173	171	-1,16	2069994	LY 1	59,34	58	-0,95	074995
USFC SA 1	368,5	370	+0,52	0576794	HEM 1	255,40	259,60	+1,64	
DIC 1	96,60	97	+0,41	0250993	MA 1	75,50	75,10	-0,45	-
US 1	456	456	-	2999994	MC 1	177	177,50	+0,48	120995
US 2	305,00	308	+0,25	1509994	Merck and Co 1	214	215,00	+0,28	009995
US 3	590	590	-	0576794	Merck and Co 2	206	206,50	+0,25	120995
United Artist Fdnl 1	547	569	+0,42	1509994	Mitsubishi Corp 1	79,30	60,25	-1,60	-
Value 1	291,50	292	+0,11	1009994	Mobil Corporat 1	480,00	480,20	+0,02	100995
Valuers 1	273	268	-1,13	1009994	Motorol J.P. 1	331,50			104995
Valuers 2	390	394	+0,10	1009994	Nestle 1	466	461	-1	500995
W Morris & Cie 1	255,30	260,50	+2,42	1309994	Nippon NetPack 1	60,50			
W Ziemer L 1	110	117,20	+1,92	0999994	Noro Hydro 1	20,60	204	+1,19	220995
W Ziemer L 2	597	606	+0,15	2009994	Orion 1	169	165	-0,43	100995
W Ziemer L 3	126	126	-	2009994	Orion 2	345,60	346,30	+0,07	100995
W Ziemer L 4	126	126	-	2009994	Philips NV 1	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 5	126	126	-	2009994	Philips NV 2	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 6	126	126	-	2009994	Philips NV 3	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 7	126	126	-	2009994	Philips NV 4	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 8	126	126	-	2009994	Philips NV 5	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 9	126	126	-	2009994	Philips NV 6	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 10	126	126	-	2009994	Philips NV 7	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 11	126	126	-	2009994	Philips NV 8	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 12	126	126	-	2009994	Philips NV 9	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 13	126	126	-	2009994	Philips NV 10	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 14	126	126	-	2009994	Philips NV 11	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 15	126	126	-	2009994	Philips NV 12	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 16	126	126	-	2009994	Philips NV 13	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 17	126	126	-	2009994	Philips NV 14	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 18	126	126	-	2009994	Philips NV 15	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 19	126	126	-	2009994	Philips NV 16	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 20	126	126	-	2009994	Philips NV 17	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 21	126	126	-	2009994	Philips NV 18	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 22	126	126	-	2009994	Philips NV 19	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 23	126	126	-	2009994	Philips NV 20	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 24	126	126	-	2009994	Philips NV 21	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 25	126	126	-	2009994	Philips NV 22	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 26	126	126	-	2009994	Philips NV 23	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 27	126	126	-	2009994	Philips NV 24	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 28	126	126	-	2009994	Philips NV 25	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 29	126	126	-	2009994	Philips NV 26	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 30	126	126	-	2009994	Philips NV 27	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 31	126	126	-	2009994	Philips NV 28	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 32	126	126	-	2009994	Philips NV 29	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 33	126	126	-	2009994	Philips NV 30	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 34	126	126	-	2009994	Philips NV 31	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 35	126	126	-	2009994	Philips NV 32	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 36	126	126	-	2009994	Philips NV 33	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 37	126	126	-	2009994	Philips NV 34	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 38	126	126	-	2009994	Philips NV 35	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 39	126	126	-	2009994	Philips NV 36	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 40	126	126	-	2009994	Philips NV 37	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 41	126	126	-	2009994	Philips NV 38	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 42	126	126	-	2009994	Philips NV 39	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 43	126	126	-	2009994	Philips NV 40	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 44	126	126	-	2009994	Philips NV 41	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 45	126	126	-	2009994	Philips NV 42	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 46	126	126	-	2009994	Philips NV 43	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 47	126	126	-	2009994	Philips NV 44	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 48	126	126	-	2009994	Philips NV 45	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 49	126	126	-	2009994	Philips NV 46	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 50	126	126	-	2009994	Philips NV 47	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 51	126	126	-	2009994	Philips NV 48	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 52	126	126	-	2009994	Philips NV 49	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 53	126	126	-	2009994	Philips NV 50	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 54	126	126	-	2009994	Philips NV 51	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 55	126	126	-	2009994	Philips NV 52	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 56	126	126	-	2009994	Philips NV 53	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 57	126	126	-	2009994	Philips NV 54	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 58	126	126	-	2009994	Philips NV 55	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 59	126	126	-	2009994	Philips NV 56	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 60	126	126	-	2009994	Philips NV 57	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 61	126	126	-	2009994	Philips NV 58	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 62	126	126	-	2009994	Philips NV 59	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 63	126	126	-	2009994	Philips NV 60	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 64	126	126	-	2009994	Philips NV 61	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 65	126	126	-	2009994	Philips NV 62	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 66	126	126	-	2009994	Philips NV 63	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 67	126	126	-	2009994	Philips NV 64	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 68	126	126	-	2009994	Philips NV 65	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 69	126	126	-	2009994	Philips NV 66	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 70	126	126	-	2009994	Philips NV 67	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 71	126	126	-	2009994	Philips NV 68	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 72	126	126	-	2009994	Philips NV 69	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 73	126	126	-	2009994	Philips NV 70	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 74	126	126	-	2009994	Philips NV 71	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 75	126	126	-	2009994	Philips NV 72	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 76	126	126	-	2009994	Philips NV 73	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 77	126	126	-	2009994	Philips NV 74	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 78	126	126	-	2009994	Philips NV 75	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 79	126	126	-	2009994	Philips NV 76	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 80	126	126	-	2009994	Philips NV 77	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 81	126	126	-	2009994	Philips NV 78	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 82	126	126	-	2009994	Philips NV 79	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 83	126	126	-	2009994	Philips NV 80	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 84	126	126	-	2009994	Philips NV 81	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 85	126	126	-	2009994	Philips NV 82	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 86	126	126	-	2009994	Philips NV 83	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 87	126	126	-	2009994	Philips NV 84	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 88	126	126	-	2009994	Philips NV 85	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 89	126	126	-	2009994	Philips NV 86	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 90	126	126	-	2009994	Philips NV 87	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 91	126	126	-	2009994	Philips NV 88	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 92	126	126	-	2009994	Philips NV 89	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 93	126	126	-	2009994	Philips NV 90	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 94	126	126	-	2009994	Philips NV 91	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 95	126	126	-	2009994	Philips NV 92	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 96	126	126	-	2009994	Philips NV 93	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 97	126	126	-	2009994	Philips NV 94	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 98	126	126	-	2009994	Philips NV 95	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 99	126	126	-	2009994	Philips NV 96	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 100	126	126	-	2009994	Philips NV 97	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 101	126	126	-	2009994	Philips NV 98	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 102	126	126	-	2009994	Philips NV 99	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 103	126	126	-	2009994	Philips NV 100	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 104	126	126	-	2009994	Philips NV 101	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 105	126	126	-	2009994	Philips NV 102	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 106	126	126	-	2009994	Philips NV 103	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 107	126	126	-	2009994	Philips NV 104	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 108	126	126	-	2009994	Philips NV 105	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 109	126	126	-	2009994	Philips NV 106	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 110	126	126	-	2009994	Philips NV 107	194,60	194	-0,31	220995
W Ziemer L 111</									

# COMPTANT.

Une sélection Cours relevés  
MERCREDI 10 MAI

[illegible][illegible]

102,50	PSB Industries 2 1/2 y	199	375		
642	Rochefortaise Com.	179	171		
638	Rosario 2	260,40	260		
745	Rouff.	770	762		
750	S.A.F.I.C. Alcan	285	285		
285	Saga	276	269		
146,10	Safin du Midi 2	378,50	374,50		
102,50	Société m. m.	1.490,00	1.490,00		
455,50	Stic 2	700	701		
260	S.A.P.H.	175,30	175,60		
556	Souff.	350	350		
510	Sofin	391	383,10		
5130	Sofitro	70,30	70,30		
1385	Sorinact act. rep.	361,3	361,3		
609	Sotring	902,3	901,3		
40,10	Soyden 4	407	407		
218	Soyden Automobile	2403	2403		
75	Tactinger 1	312	312		
22,10	Tor. Gif	277,30	277,30		
70	Elyo 2	128	128		
460,90	Vicat 2	531	531		
15,70	Vicor	128	128		
81					
93					
475,10					
47					
347					
15					
91					
80					
34					
256					
60					
195,60					
100					
158					

ACTIONS ÉTRANGÈRES		Cours précéd.	Derniers cours
Bayer/Werke AG	1332	1332	
Commerzbank AG	1146	1146	
Flint Ind.	21,20	21,25	
Glaxo	23,20	23,20	
Cold Fields South	141,10	141,10	
Johns-Manville Corp.	121	115,10	
Kubota Corp.	35	35	
Novartis/Chem. Ind.	4,80	5,202	
Olympus Optical	45,70	45,70	
Ottomatronic Fin.	183	183	
Robeco	321	321	
Rochem NV	140,20	140,20	
Rochem	331	331	
Sagey SA	2692	2692	
Wakay Ind.	1620	1620	

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; U = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
H = Nancy; N = Nantes.

**SYMBOLISME**  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
catégorie 3; ● coupon détaché; ♦ droit détaché;  
o = offert; d = demandé; † offre réduite;  
† demande réduite; † contrat d'animation.

## SECOND,

## MARCHE

[illegible]

926	CJFE/ENCA part 2	91,90	19	20	Gravet (Ly)
928	Chaire et Traine	91,50	21	20	GLI S.A.
929	C.A. M&I C&L (Ly)	91,00	21	20	Geographic Pro 2
930	Credit de l'Est	426	06	06	Gex Collins Ly
931	Credis	115	19	19	Kindy
932	Croix-Martin 2	142	04	04	Les 2
933	Dartel Expansion 2	63	10	09	Hermès Internat. 1
934	Dauphin (Ly)	260	26	26	Hurt Dubois
935	Delta Pro 2 (Ly)	305	30	30	ICF Group 2
936	Desperding Cital	120	12	12	ILC 2
937	Devex (Ly)	400	40	41	Jeffery
938	Devex (Ly)	396	39	39	Immob-Hot 2
939	Devex (Ly)	490	49	50	Institut Ly 2
940	Dacor Serv. Supply	80,40	08	08	Inter-Comp
941	Eco Trax Tempo 1	350	35	35	Irwin-Paris 1
942	Elyse Inn 1	34,05	36	36	IPRM 2
943	Emil-Leydier (Ly)	420	42	43	J. Chabert (Ly)
944	Emil-Leydier (Ly)	364,20	36	36	Lambert-Hy 2
945	Emp. Temp. (Ly)	275,50	27	27	M6-Metropole Tv 2
946	Europ. Propulsion 2	315	30	30	Mandru 2
947	Expan 2	470	47	48	Martinez
948	Falconer	398	39	39	Maurice Bizard 3
949	Falcon 2	227	22	22	Mad-Lives/Prof.
950	Finbild 2	124,30	12	12	McIntyre
951	Flacey 2	178	17	17	Mesures 2
952	Fluor	444	44	44	MGI Couster 2
953	Franchise 1	585	58	59	MICHEL Thierry 2
954	Gardier France 2	338	33	33	Hermès Internat. 2
955	Gal N&D 2	115	11	11	Nat-Nat 1
956	Gal. Industries 1	378	38	38	Nord-Devent 2

67	67,25	H.S.C Schkum Li	927	930	Unifrog 2	346	345,50
68	67,50	Uniton G&S Gen.Pln.	733	738	Uniton Fin.France	470	470
69	68	"	927	936	Via Crocier(Banque)	227	227
70	68,25	"	180	181	Viel et Cie *	162	163
71	68,50	P.C.W.2	78	78	Mimotini et Cie2	355	355
72	68,75	Pross Roy	101	102,40	Vir... ..	550	554
73	69	Fip Import	* 95	95			
74	69,25	Pochet 2	1140	1140			
75	69,50	Rajouze(Cas Ing.)	* 210	210			
76	69,75	Radiant 2	* 377	377			
77	70	Rayfax/Cathin Ltd	150,50	150,50			
78	70,25	Beydel Indust.Li 2	1060	1070			
79	70,50	Roberts 2	1155	1161			
80	70,75	Anglo-Deutch 2	553	551			
81	71	SearcKey 2 a	237	234,90			
82	71,25	Sediver 2	136	137			
83	71,50	Serbu 2	344	344,00			
84	71,75	Sinapes (Ly) 2	86	85			
85	72	Smoby (Lyt) 2	541	541			
86	72,25	Sofco Lys	130	131,10			
87	72,50	Softex	402	402			
88	72,75	Songap 2 a	579	590			
89	73	Sopran(Fin) 1	307,10	301,20			
90	73,25	Sopra 2	91	91			
91	73,50	Sprafington 2	506	508			
92	73,75	Tesiera-France	250	250			
93	74	Thermador Holst(Ly)	471	471			
94	74,25	Trouvay Cavin 28	138	138			

## SICAV

ne sélection  
ours de clôture le 9 mai

[illegible]

1425.00	Intenry D.	105.43	33.77	Natio Placements
1425.40	Intorbilg	560.86	336.01	Natio Revenus
1426.00	Intersection Fce	179.09	133.49	Natio Securité
1426.10	Japanc	376.61	370.45	Natio Valeurs
1426.20	Jeanpang	344.48	265.39	Natio Vite
1426.30	Lacorde C.	2748.26	2745.41	Onic-Mondial
1426.40	Lion 2000.	1591.42	1426.42	Onic-Rajions
1426.45	Lion Association	10951.82	10957.82	Onitaur
1426.50	Lion Institution	3762.93	3762.93	Onitaur cat
1426.60	Lionprie	1235.15	1235.15	Onitaur
1426.70	Lion Trisor	2141.27	2141.27	Onitauré Star
1426.80	Liver Bourse Inv.	39.02	39.02	Onitaur D.
1426.90	Liver Nordfied	714.29	714.29	Onitaur D.
1427.00	Mediterranean	214.22	207.95	Pavlor
1427.10	Mendul CIC	10062.41	10062.41	Plénitude D.
1427.20	Mondien	84540.76	84540.76	Prati Crisatiane C.
1427.30	Mondy-Des	1078.56	1078.56	Prati Crisatiane C.
1427.40	Morrel	11017.07	11017.07	Prati Crisatiane C.
1427.50	Morvior	5073.85	5073.85	Prati Crisatiane C.
1427.60	Mutualité déplus	16852.06	16852.06	Prati Crisatiane C.
1427.70	Natio Court Terme	1266.94	1266.94	Prati Crisatiane C.
1427.80	Natio Court Terme	3329.56	3329.56	Prati Crisatiane C.
1427.90	Natio Espagne	20681.77	20681.77	Prati Crisatiane C.
1428.00	Natio Esp. Capital	13660.71	13660.71	Prati Crisatiane C.
1428.10	Natio Esp. Crisatiane	1390.07	1390.07	Prati Crisatiane C.
1428.20	Natio Esp. Crisatiane	189.75	189.75	Prati Crisatiane C.
1428.30	Natio Espagne Raturale	133	133	Prati Crisatiane C.
1428.40	Natio Espagne Trisor	9634.68	9634.68	Prati Crisatiane C.
1428.50	Natio Espagne Valeur	477.86	477.86	Prati Crisatiane C.
1428.60	Natio Espagne Valeur	1887.49	1887.49	Prati Crisatiane C.
1428.70	Natio Immobilier	1171.61	1171.61	Prati Crisatiane C.
1428.80	Natio Inter	1693.87	1693.87	Prati Crisatiane C.
1428.90	Natio Monétaire	5096.77	5096.77	Prati Crisatiane C.
1429.00	Natio Opportunités	1431.69	1431.69	Prati Crisatiane C.
1429.10	Natio Opportunités	137.65	137.65	Prati Crisatiane C.
1429.20	Natio Perspectives	112.81	112.81	Prati Crisatiane C.

4262,4	72622,6	S.J. Est.	1148,33	1110,85	Uni-Grande D.	1293,11	1269
1030,49	510,49	Silvafrance	795,73	700,73	Unions	1409,10	1374,73
11033,41	517,41	Silvaco	420,04	417,08	Univar	285,02	285,02
9172,72	517,72	Silvaco	23,51	23,51	Univex	1565,69	1537,47
1805,04	504,77	Silvaco	508,13	498,17	Univex Obligations	1998,30	1962,00
459,67	509,67	Sogefrance C	1355,37	1325,79	Valorg	2328,27	2322,94
1088,24	509,24	Sogefrance D	126,92	126,92	Valeol	3377,93	3372,96
3405,84	509,84	Sogefrance	263,57	263,57	Wintertour St-Honoré	246,76	250,57
267,77	511,09	Sogefrance	1110,04	1088,23			
1655,22	511,22	Sogifiter	1591,51	1590,30			
3337,60	511,60	Solnicor D	2294,48	2294,48			
513,77	513,77	State Street Act. Eur.	1228,63	1228,63			
1401,36	513,36	State Street Act. France	1155,13	1155,13			
59,13	513,13	State Street Act. Japan	1466,37	1461,34			
146,71	513,71	State Street Act. Monde	965,43	941,88			
335,87	513,87	State Street Act. Asia	1273,42	1259,94			
4622,85	513,85	State Street Amer. Latin	1042,10	1042,10			
1266,85	513,85	State Street Amer. Latin	673,63	673,63			
1848,09	513,09	State Street Emer. Mkts.	1419,27	1390,00			
950,78	513,78	State Street Emer. Mkts.	1251,47	1226,75			
135,00	513,00	State Street Opt. Plus	1295,33	1272,33			
3205,85	513,85	State Str. Oblig. Monde	996,49	985,03			
7116,95	513,95	State Street Spinaker 2	1204,92	1175,95			
696,93	513,93	State Street Trésorerie	1227,13	1225,13			
1635,61	513,61	Stratège Actions	962,76	962,76			
2114,92	514,92	Stratège Rendement	1637,66	1637,66			
1700,74	514,74	Synthesis	1372,95	1362,89			
3209,16	514,16	Theoria D	774,85	765,18			
105,20	514,20	Tribor Plus	1665,75	1589,89			
1033,59	514,59	Tribor Trimestriel	1003,59	992,45			
1450,49	514,49	Trisoric	1697,97	1697,97			
1400,85	514,85	Trilon	5140,35	5071,34			
391,47	514,47	Uni-Associations	121,14	121,14			
100,10	514,10	Uni-Foncier	1222,18	1218,68			
274,59	514,59	Unifrance	274,59	274,59			
393,57	514,57	Uni-Grande L	166,46	166,46			

**SYMBOLS**  
 ◊ cours du jour ; ◊ cours précédent.

**TOUS LES COURS DE LA BOURSE**  
**3615 CODE LEMONDE**

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

## SYMBOLES

**TOUS LES COURS DE LA BOURSE**  
3615 code LEMONDE

\_\_\_\_\_



هكذا من الراحل

## AUJOURD'HUI

SPORTS

**FINALE** En allant battre Antibes (91-87), Pau-Orthez s'est adjugé, mardi 9 mai, la première manche de la finale du championnat de France de basket-ball, qui se joue

au meilleur des cinq matches. Jeudi, l'Elan béarnais devait rencontrer une nouvelle fois les Azuréens chez eux avant de retrouver son parquet, samedi 13 mai, à Pau.

● **LES PALOIS** se disent galvanisés par leur victoire-surprise sur le Limoges CSP, dimanche, en demi-finale. Le club limougeaud, champion de France en titre, avait alors

été privé de sa première finale depuis 1982 et privé d'une qualification pour le championnat d'Europe des clubs. ● **LES FINALISTES**, comme l'ensemble des clubs fran-

çais, se sont engagés à limiter le nombre de joueurs étrangers naturalisés dès la saison prochaine, conformément au règlement international.

# Le basket-ball français veut limiter le nombre de joueurs naturalisés

Le Syndicat national des basketteurs prône une meilleure politique de recrutement par les clubs et un retour à la formation, pour favoriser l'éclosion de jeunes talents

**DIDIER PRIMAULT** sait l'affaire délicate : « Surtout, je ne veux pas que l'on me dise que j'ai fait ça », dit-il. Administrateur du Syndicat national des basketteurs (SNB), il a rédigé, en mars, un rapport s'alarmant du trop grand nombre de joueurs naturalisés dans le basket-ball français. Depuis de nombreuses années, les clubs européens ont en effet trouvé une parade à la limitation à deux étrangers par formation et par saison en engageant des joueurs naturalisés.

Depuis avril 1988, selon le règlement de la FIBA, les clubs ne peuvent faire jouer que deux joueurs naturalisés depuis plus de trois ans aux côtés de deux étrangers dans toutes les compétitions internationales. Cette réglementation est adoptée

ralisés par mariage pour la plupart ou jouissant de la double nationalité - à enrichir les rangs de la première division (pro A). Leur moyenne d'âge atteint trente et un ans.

### Pau-Orthez sur son élan

En deux matches, Pau-Orthez a créé la surprise. Deux jours après avoir éliminé le Limoges CSP en demi-finale, l'Elan béarnais est allé battre Antibes (91-87), mercredi 9 mai, pour le premier match de la finale du championnat de France, qui se joue au meilleur des cinq rencontres. Pourtant, les Azuréens, premiers au terme de la saison régulière, étaient dotés largement favoris. Ils n'avaient été battus à domicile qu'une fois, par Limoges.

Plus rigoureux dans leurs combinaisons de jeu, les Palois, emmenés par leurs deux Américains Conrad McRae et Richie Winslow, ont gardé le rythme qui leur avait permis d'éliminer les Limougeauds. Et ils ont fait le spectacle, collectant les contre-attaques et les « dunks ». « On ne mérite rien ce soir. On a été lamentables », a pesté Jacques Mondjar, l'entraîneur d'Antibes, qui a deux jours pour mettre au point une nouvelle stratégie avant la deuxième manche, disputée jeudi, à nouveau à Antibes.

Le règlement de la Fédération internationale (FIBA) prévoit que ces derniers ne peuvent être considérés comme Français que trois ans après le décret de leur naturalisation. Le SNB dénonce la politique des clubs qui font le choix de joueurs naturalisés très expérimentés au détriment d'une formation de jeunes recrues venues du territoire. Pour la saison 1994-1995, ils étaient dix-sept - natu-

ralisés par les dirigeants de clubs européens, selon des philosophies différentes. « En Europe, les choses sont difficiles à harmoniser », note Didier Primault. L'Italie est très stricte. Il n'y a quasiment plus de joueurs naturalisés dans les équipes quand la demande des pays de l'ex-Yougoslavie est très importante. Les Grecs, en revanche, naturalisent avec beaucoup de complaisance, des ex-Yougoslaves, surtout. »

Selon le rapport de la SNB, en France, l'augmentation du temps de jeu des joueurs naturalisés en pro A a augmenté de 22,5 % entre les saisons 1992-1993 et 1994-1995. La saison 1994-1995 aura vu arriver cinq nouveaux joueurs naturalisés au sein de la Ligue nationale de basket-ball (LNB). Selon le rapport du SNB, « trois fois plus se présentent potentiellement pour les deux saisons à venir ».

« Aujourd'hui, les dirigeants des clubs cherchent des joueurs qui ont la double nationalité, qui peuvent se déplacer plus facilement et chercher de bons contrats », note Didier Primault. Ce n'est pas une politique d'avenir. Elle ne permet pas aux jeunes joueurs nationaux de donner leur pleine mesure. Cette année, par exemple, Dijon n'avait qu'un seul Français de souche dans son cinq majeur. La France, devenue championne d'Europe des

moins de vingt-trois ans en 1994, a pourtant un fort potentiel de gains issus de la fédération, ou du basket de rue.

### RÈGLEMENT MOUPE

Principaux « accusés », les Américains. Les États-Unis sont le premier vivier du basket mondial, pays de co-cage de la grosse balle. Le joueur retraité de la NBA est devenu l'atout indispensable d'un club s'il veut gagner un championnat de France, voire l'Europe. « En France, souligne Didier Primault, il existe une véritable politique pour les joueurs naturalisés. On les met au frigo pendant la fin de la saison de trois ans avant de les faire jouer. Les dirigeants sont en train de casser un beau jeu. »

Loin des polémiques à rebonds métaphoriques, le SNB préfère insister sur les écoles de formation, devenues

obligatoires pour les clubs de l'élite, mais ignorées par certains clubs plus gourmands de victoires à court terme que de travail de longue haleine : « Antibes a un peu laissé tomber son école », note Didier Primault. L'Elan Béarnais a une politique un peu plus ambiguë. Il a formé les frères Gadou et possède, comme tout club de tête, deux étrangers et deux naturalisés. »

Les clubs français ont d'ores et déjà promis qu'ils changeraient leur comportement, assurant que leur règlement interne serait modifié dès la saison 1995-1996. Un joueur jouant de la double nationalité sera considéré comme un naturalisé et devra donc patienter trois ans avant de pouvoir jouer sous l'équipe nationale. Le SNB aura trop dénoncé les abus, « les mercenaires qui vont et viennent entre les États-Unis et la

France pour un contrat d'une saison ». Les clubs ont donc décidé de s'aligner sur la règle de la FIBA. La ligue nationale ne peut, en effet, réglementer le statut des joueurs étrangers en France. Les clubs ont adopté leur politique nouvelle en collégialité, car il est très délicat pour la ligue d'interpréter à sa façon le code de la nationalité. En 1989, elle avait ainsi été rappelée à l'ordre par le Conseil d'État.

Dans cette décision, certains voient une confusion entre la nationalité sportive et la nationalité légale. Aujourd'hui, le Syndicat national des basketteurs demande aux présidents de clubs d'aller plus loin dans leurs bonnes dispositions et de limiter à un par équipe les joueurs « ayant acquis la nationalité basket ».

Bénédict Mathieu

## Limoges, abonné absent de la finale

EN DEUX MOIS, le Limoges CSP aura tout perdu : sa stature européenne, sa renommée nationale, son style de jeu et son assise financière. Battu lors de la finale à quatre des clubs champions, en avril, le champion d'Europe 1993, tombe de haut. Un peu plus de trois ans après son arrivée à Limoges, l'entraîneur croate Bozidar Maljkovic n'apparaît plus comme le sorcier, auteur de la métamorphose gagnante du club.

La défaite, dimanche 7 mai, en match d'appui de la demi-finale du championnat de France devant Pau-Orthez, a véritablement marqué la fin d'une époque. Toujours finaliste depuis 1982, le Limoges CSP a vu s'échapper une place pour le championnat d'Europe des clubs qui aurait apporté trois millions de francs dans les caisses, plutôt vides, du club. Cette absence de la compétition européenne ne fait que fragiliser une situa-

tion économique précaire. Comme souvent dans le sport, les problèmes que connaît aujourd'hui Limoges proviennent de sa réussite et de ce titre de champion d'Europe coquis en 1993 à Athènes. A cause de salaires mirobolants et d'un train de vie luxueux, le club a aggravé ses comptes d'un déficit évalué aujourd'hui à huit millions de francs pour un budget de 45 millions de francs. « Nous vivons dans une région économiquement faible. Avec cette non-participation au championnat d'Europe, le club devra subir un régime financier drastique », a estimé Xavier Popelier, président par intérim de la société d'économie mixte qui gère le club.

S'il est presque certain que Frédéric Forte, Abbas Sy, Richard Dacoury, Jim Bilba et Marc M'Balla resteront, rien n'est sûr pour Jimmy Verroze, Tim Kempton et Georgy Adams. Ce dernier

est en discussion avec le Racing-PSG, dont le joueur-vedette, Yann Bonato, pourrait rejoindre le club limougeaud. L'Américain Michael Young, qui est en négociations avancées avec Lyon, a déjà quitté le club. On imagine que Bozidar Maljkovic pourrait partir entraînant une formation espagnole. S'il veut rester, il devra accepter de diviser son salaire par deux.

Pour sa survie, le club devra peut-être compter sur l'aide d'un industriel lyonnais, Gaston Charvieux, qui apporterait quatre millions de francs. Cet ancien responsable de l'ASVEL, arrêté début des années 90, devrait prendre, dès la fin du mois de juin, la présidence de la SEM, et envisager de profondes réformes de structures, dans le but d'éviter le dépôt de bilan.

B. M.

## « Team-New-Zealand » remporte sa 3<sup>e</sup> régates dans la Coupe de l'America

C'est le fruit d'un concept technique original et d'un fonctionnement démocratique

**SAN DIEGO**  
de notre envoyé spécial  
« Aujourd'hui, nous sommes un peu comme une jeune mariée avant sa nuit de nocces. Ce sera une dure journée pour nos architectes qui vont devoir vous dévoiler leurs secrets, mais vous risquez d'être déçus... »



**VOILE**  
La scène se passait le 9 avril sur la base de Team-New-Zealand. Peter Blake, le directeur-manager, s'apprêtait à lever la voile sur la quille et les appendices du seul class America qui n'avait pas encore connu la défaite sur le plan d'eau de San Diego. Ceux qui s'attendaient à découvrir un système d'appendices original sont repartis déçus. Comme sur tous les autres class America de la cuvée 95,

la voile de quille de Team-New-Zealand était munie d'un petit volet mobile et soutenait un bulbe de section ovale doté d'ailettes d'envergure maximale.

« Tout le monde faisait attention sur la quille, remarquait ironiquement Jim Milgram, professeur au Massachusetts Institute of Technology et coordinateur technique d'America '95, puis de Moby-Mary. Moi, j'ai surtout regardé ce qu'il y avait au-dessus des appendices et, plus haut encore, dans le grément. Les différences sont moins visibles, mais elles sont au moins aussi importantes, si ce n'est plus. »

Cet intérêt pour le « moteur » de Team-New-Zealand se justifiait d'autant plus que le coordinateur technique du Défi des Kivis n'est pas un architecte naval, mais Tom Schnackenberg, physicien nucléaire de formation et maître voilier par passion. Le Défi de Peter Blake est, peut-

être, celui qui a le mieux exploité les nouvelles voiles mouleuses produites par North Sails, dont le directeur est Tom Whidden, tacticien de Dennis Conner (Le Monde du 18 janvier). Ces voiles baptisées 3 DL (three dimensional laminate) en Kevlar 49, plus légères (33 %) et plus résistantes (30 % à 50 %) que les voiles classiques en Kevlar 29 ont, en particulier, contribué à réduire le tangage du bateau dans le clapot en allégeant le poids dans le mât. Mais plus que dans une phase particulière des appendices ou du grément, le secret de l'écroulement supérieur des Kivis réside dans la qualité des hommes et le concept technique général du Défi.

### LA FÉRICITÉ DE CONNER

Pour les critères de choix des hommes clés, Peter Blake a retenu la compétence, mais aussi la faculté à s'intégrer à une équipe. Jugés trop individualistes pour se fondre dans un groupe, l'architecte Bruce Farr et le skipper Chris Dickson ont ainsi été écartés d'emblée malgré leurs références. Pour mieux tirer les leçons de la victoire d'America '95, en 1992, les Néozélandais ont recruté l'architecte Doug Peterson qui a vite été séduit par la « méthode Blake ».

« C'est un management nouveau dans la Coupe de l'America, basé sur la démocratie, explique-t-il. Les gens n'ont pas seulement été choisis pour leurs compétences et leur complémentarité, mais aussi pour leur compatibilité de caractère et les navigants ont été étroitement associés aux choix techniques. »

L'un de ces choix originaux a consisté à construire deux bateaux assez semblables mis à l'eau à six semaines d'intervalle, à l'automne 1994, afin de les faire évoluer en parallèle en modifiant successivement des éléments immergés ou le grément. « Construire deux bateaux différents à huit mois ou un an d'intervalle ne sert à rien, car on n'a pas le temps de tirer tous les enseignements du premier », estime Peter Blake. Après chaque régates, les deux bateaux néo-zélandais se livraient ainsi à des tests de vitesse pour valider

des modifications tandis que les intervalles entre les Round Robin étaient consacrés aux répétitions des manœuvres et des procédures de départ.

Le fruit de ce travail de conception et de mise au point très soigné a donné un bateau remarquablement adapté aux spécificités du plan d'eau de San Diego. Avec sa carène longue et fine, son mât plus reculé et mieux centré que sur les autres class America pour diminuer son influence sur le tangage, Team-New-Zealand s'est joué du clapot, de la houle et de ses adversaires avec une facilité qui a permis à l'équipage de mener le bateau et ses propres forces.

Peter Blake ne cachait pas sa satisfaction à la veille de rencontrer Dennis Conner. « Je ne pense pas que nous pourrions faire avancer notre bateau plus vite, disait-il. Nous sommes au summum de ses performances. Je ne vois pas ce que nous aurions pu faire de plus pendant ces deux ans et demi de préparation. Au même stade, les Italiens étaient épuisés en 1992. Nous, nous avons juste investi ce qu'il fallait pour gagner des régates et nous qualifier. Nous abordons la Coupe avec une immense énergie et un grand appétit. »

Cette assurance contrastait avec la fébrilité de Dennis Conner qualifié dans des conditions plus romanesques que sportives. Stars-and-Stripes n'était assurément pas le meilleur bateau, mais le remplaçant par Young-America à cinq jours de la première régates de la Coupe de l'America n'était sans doute pas la meilleure décision que pouvait prendre le quadruple vainqueur de l'épreuve. « Vous avez besoin d'un mois pour bien régler et maîtriser un tel bateau. Les problèmes rencontrés dans les premières régates ne sont pas surprenants », dit Doug Peterson. « Young-America est un bon bateau, assez semblable à Team-New-Zealand, estime Paul Cayard, le barreur. Mais c'est comme si vous demandiez à un cycliste de gagner le Tour de France en changeant de vélo une semaine avant le départ. »

Gérard Albary

## Christophe Deylaud renonce à la Coupe du monde de rugby

**CHRISTOPHE DEYLAUD**, le demi d'ouverture du Stade toulousain, a annoncé, mardi 9 mai, son intention de renoncer à la Coupe du monde de rugby qui débute le 25 mai en Afrique du Sud, en raison d'une fracture du pouce de la main gauche avec entorse métacarpienne. Cette blessure, contractée contre Bourgoin, s'est ravivée lors de la finale du championnat de France, samedi 6 mai au Parc des Princes où il a été l'homme clé de la victoire de son club en inscrivant vingt-six points. L'ouverture doit être opérée jeudi 11 mai. Il avait déjà souffert de plusieurs autres blessures au cours d'une saison en dents de scie qui l'avait vu perdre sa place de titulaire dans le XV de France après une mauvaise prestation face à l'Ecosse, dans le Tournoi des cinq nations. Pierre Berbizier, l'entraîneur de l'équipe de France, a fait savoir qu'une décision officielle devait être prise après l'opération de Deylaud sur sa participation éventuelle à la fin de la Coupe du monde. Le forfait probable du Toulousain est un problème délicat pour Berbizier qui pourrait envisager le passage du Dacquois Thierry Lacroix à l'ouverture en appelant Philippe Carbonneau (Stade toulousain) au centre, mais aussi l'intégration dans la liste des vingt-cinq sélectionnés du jeune Toulousain Thomas Castaignède, ou encore le retour du Briviste Alain Penard au poste d'ouverture.

■ Un joueur écossais de rugby a été suspendu pour une durée de cinq ans, mardi 9 mai, par la Fédération écossaise de rugby (SRU), après des incidents violents lors d'un match amical entre Murrayfield et Leith Academicals, le 16 mars. Lors de cette rencontre, le talonneur Ian Jeffrey, de Leith Academicals avait en la mâchoire brisée. La SRU a refusé de communiquer l'identité du joueur sanctionné. (AFP)

■ **FOOTBALL** : plus de 1 400 policiers et gendarmes ont été mobilisés, mercredi 9 mai, pour la finale de la Coupe des coupes de football opposant, au Parc des Princes, les clubs anglais et espagnol d'Arsenal et de Saragosse. Des contrôles d'identité devaient être effectués à l'extérieur et à l'intérieur du Parc des Princes où 40 000 supporters étaient attendus.

■ **TENNIS** : Thomas Muster a subi un contrôle antidopage négatif. Le joueur autrichien s'était soumis de son propre gré à la suite d'accusations implicites de dopage de Boris Becker (Le Monde du 2 mai). Celui-ci s'était étonné du spectaculaire retour en forme de l'Autrichien qui avait gagné la finale du tournoi de Monte-Carlo vingt-quatre heures après avoir été victime d'une déshydratation. (AFP)

## RÉSULTATS

**BASKET-BALL**  
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
Finale (1<sup>re</sup> manche)  
Antibes-Pau-Orthez  
87-91

3<sup>e</sup> Journée  
GROUPE A  
Elan-Union-Hongrie  
Turkic-Islande  
21-25  
GROUPE B  
Club-Napoli-technique  
26-29  
GROUPE C  
Maroc-Croatie  
21-33  
GROUPE D  
Belorusse-Espagne  
27-30  
Koweït-Egypte  
21-28

**VOILE**  
COUPE DE L'AMERICA  
3<sup>e</sup> régates  
Team-New-Zealand b. Young-America de 1 min. 51 s.  
Team-New-Zealand obtient par conséquent la victoire.

**HANDBALL**  
CHAMPIONNAT DU MONDE

**Le Monde**  
**DE L'ÉDUCATION**  
**VIOLENCE À L'ÉCOLE : QUELS REMÈDES ?**  
Une grande enquête sur les réponses apportées par les différents acteurs du système éducatif.  
Aussi au sommaire :  
● BAC : conseils pratiques aux lycéens.  
● L'orientation en lycée professionnel.  
MAI 1995 - 25 F  
UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## En Guyane française, des archéologues sauvent des eaux deux mille ans d'histoire

Les fouilles organisées sur les rives du fleuve Sinnamary, aujourd'hui submergées, ont permis d'exhumer des trésors

Avant la mise en eau, en janvier 1994, du barrage de Petit-Saut, destiné à alimenter la Guyane et le centre spatial de Kourou en

électricité, EDF a encouragé et financé la réalisation de fouilles archéologiques. Une aubaine pour les chercheurs, qui ne disposaient

d'aucune donnée sur les premiers habitants. Les indices recueillis laissent penser que les peuplements les plus anciens du Sinnamary

remontent à environ deux mille ans et que les ancêtres des Amérindiens de cette région étaient probablement anthropophages.

**PETIT-SAUT (Guyane)**  
de notre envoyé spécial

L'image date du mois de novembre 1993, le long du fleuve Sinnamary, en Guyane française : une trouée ocre jaune a lacé le manteau émeraude de la jungle. Pour tout relief se dressent des banquettes de terre incrustées de céramiques et de longues tranchées disposées en croix qui se perdent au loin. Les berges du fleuve sont devenues un immense chantier - 31 000 hectares au total - de « fouilles de sauvetage ». Comme, en métropole, pour l'autoroute A 5 ou la ligne du TGV Nord. Sauf qu'ici, en Guyane, ce ne sont ni les voitures ni les trains qui menacent d'envahir des habitats anciens, mais l'eau du barrage EDF de Petit-Saut.

« C'est au fil de ce que nous avons trouvé ce site de la Crique Saut, raconte Stéphane Vacher, qui dirige les opérations. Vu l'étendue de la surface à fouiller, il n'était pas question de tout sonder. Nous avons donc effectué de rapides prospections le long des berges, tous les 150 mètres environ. » Du fouillis végétal, rien n'émerge. Alors, les archéologues inspectent les arbres tombés à terre. En se renversant, les arbres font, naturellement, le même travail de retournement du sol que les pelles des archéologues.

Émergent alors une quantité d'indices : quelques éclats d'os et de céramique, une vague tache de terre noire associée à d'anciennes occupations, trois fois rien. Suffisamment pour passer le site au peigne fin, puis éventuellement décaper les alentours à la pelle mécanique, comme à la Crique Saut. « C'est terrible, se lamente Stéphane Vacher, nous n'avons pas le temps d'inspecter tout en détail. »

Une vraie course contre les vagues ! D'autant plus que le début des fouilles a été « un peu cahoteux ». Un retard dû, en partie, à la forêt elle-même. Car, dans ce paysage, les archéologues avancent en terrain vierge. Le chantier a en effet peu de choses en commun avec les fouilles menées en métropole. La prospection et les méthodes diffèrent ; les structures archéologiques, le contexte historique et géographique aussi.

La première difficulté, pour l'archéologue, est de se rendre sur son lieu de travail. Mieux vaut, pour cela, savoir piloter une pirogue. Et, une fois sur le terrain, il faut compter avec la pluie incessante et les insectes piqueurs. « Nous pensions rester un mois en moyenne par site décapé, raconte Stéphane Vacher, mais les imprévus ont été nombreux : une panne d'essence sur le fleuve, la nourriture qu'on épuise trop vite, un fouilleur qui se blesse, un autre qui craque après plusieurs semaines passées en forêt... » Les intéressés le reconnaissent : pour être archéologue en Guyane, il faut aimer la nature mais aussi l'aventure ! La moyenne d'âge des dix professionnels de l'équipe est d'ailleurs assez jeune, puisqu'elle est de trente-deux ans.

### DES SITES AMÉRINDIENS

Quelques mois plus tard, en mars 1995, le fleuve Sinnamary paraît plongé dans l'hiver permanent. Un spectacle inattendu en forêt équatoriale ! Les flots lèchent la cime des arbres gris et déprimés. Seuls quelques houppiers émeraude émergent du lac de retenue, preuve de l'adaptation de certaines essences à ce bain obligatoire. L'histoire ancienne de la forêt dort à jamais sous l'eau.

sombre, mais plusieurs centaines de milliers de pièces de « matériel archéologique » ont été sauvées : des pierres taillées et débitées, notamment sur quartzite, des os brûlés et des débris de céramiques. Le tout pèse plus de 3 tonnes !

Classés et mis en boîtes, ces vestiges font l'objet d'études dans le petit laboratoire installé sur le barrage même d'EDF. « Nous avons inventorié 288 sites archéologiques, dont 60 % sont des polissoirs amérindiens », souligne Stéphane Vacher.

En fait, plus que le butin amassé, c'est l'expérience scientifique qui est ici unique. Et l'histoire qu'elle va permettre de raconter. Surtout depuis qu'EDF a accepté de prolonger

trouve plusieurs céramiques aux frises peintes, d'autres portant des profils de grenouille, à tête d'oiseau ou au corps de singe... Tout le bestiaire quotidien des ancêtres de Guyane !

### DATER LA COLONISATION

Malgré bien des difficultés, la datation au carbone 14 de plus de 130 charbons de bois a percé le mystère. Certains charbons remontent à 7 000 ans avant Jésus-Christ. « Nous avons cru, un instant, avoir découvert l'un des plus vieux sites amérindiens », raconte Stéphane Vacher.

Mais ce rêve était trop beau, d'autres dates ne coïncident plus et la texture même des charbons diffère de celle des charbons habituellement trouvés dans les vieilles cuisines humaines... Si ce n'est l'homme, qui donc avait pu gratter l'allumette, ou plutôt le quartz ? « Peut-être bien la foudre ! pense Marc Fournier, qui, à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) de Bondy, a été chargé de la plupart des datations. « Une partie de ces charbons, vieux de huit mille, six mille et quatre mille ans, proviennent sans doute d'immenses incendies, comme il y en a eu à ces époques en Amazonie. »

Ainsi, plus vraisemblablement, les premiers Guyanais ont habité le Sinnamary du début de notre ère jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Et Stéphane Vacher conclut : « Pris de deux mille ans passés dans une forêt prétendument hostile, c'est vraiment pas si mal ! »

Des lors, les a-priori scientifiques étaient aussi vastes que le terrain à analyser, publication et exposition. L'entreprise publique a déjà payé près de 5 millions de francs pour ces fouilles, l'Etat et les collectivités locales 2,6 millions. L'aventure archéologique a été d'autant plus intense qu'aucune tradition de recherche n'existait dans ce département d'outre-mer, qui, jusqu'en 1992, ne possédait pas de service régional de l'archéologie.

Parmi les trésors exhumés on trouve des grandes roches plates sur lesquelles les premiers Guyanais faisaient leurs outils en pierre », résume l'archéologue Sylvie Jérémie. Qu'il s'agisse d'abris sous roche, de campements forestiers ou bien de polissoirs, les sites amérindiens constituent 88 % de leurs découvertes. Quelques dragues d'orpaillage, des vestiges d'explorateurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, une voie ferrée et un campement de l'ancien bague complètent le tableau.

Des lors, les a-priori scientifiques étaient aussi vastes que le terrain à analyser, publication et exposition. L'entreprise publique a déjà payé près de 5 millions de francs pour ces fouilles, l'Etat et les collectivités locales 2,6 millions. L'aventure archéologique a été d'autant plus intense qu'aucune tradition de recherche n'existait dans ce département d'outre-mer, qui, jusqu'en 1992, ne possédait pas de service régional de l'archéologie.

Vincent Tardieu

## Un logiciel conçoit des lunettes sur mesure

LE LIEU n'a pas été choisi au hasard. Lors de sa première visite du Louvre, à trente ans, Hiroshi Tané a été impressionné par l'extrême diversité du public se pressant pour admirer les œuvres. Trente-quatre ans plus tard, il n'a pas oublié ce choc culturel. Aujourd'hui, Hiroshi Tané est propriétaire de l'entreprise d'optique Miki qui emploie 3 000 personnes au Japon et réalise 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le 11 janvier 1994 ouvrait Mikissimes, la boutique du Carrousel du Louvre. Un lieu prestigieux, choisi comme site pilote pour expérimenter un nouveau service de conception et de fabrication de lunettes sur mesure grâce à un système informatique sophistiqué faisant appel à l'intelligence artificielle. Le système ne traite que les modèles sans monture dans une gamme allant de 1 000 à 7 000 francs la paire.

« D'habitude, le client cherche les lunettes qui correspondent le mieux à son visage en multipliant l'essayage de modèles existants », explique Hidetaka Minegishi, le directeur général de Mikissimes Optique. « Notre système informatique part au contraire du visage et de la personnalité pour concevoir les lunettes correspondant au goût du client », précise-t-il.

### POINTS CARDINAUX DU VISAGE

Le client est d'abord invité à se rendre dans le studio de photo attendant. Un appareil Kodak DCS 200 prend alors une image numérique de son visage qui est instantanément transmise aux ordinateurs. De retour dans le magasin, la séance se poursuit devant un écran qui affiche la photo. Et compagnie du vendeur, celui-ci assiste au travail du système expert installé dans l'ordinateur. Une première phase extrait les contours fondamentaux du visage.

Ensuite, l'image est légèrement maquillée pour améliorer sa netteté tout en atténuant le grain de la peau. Vient alors la partie psychologique de la séance. Le client doit choisir 3 mots parmi les 58 qui lui sont proposés. Il s'agit surtout d'adjectifs tels que « simple, sophistiqué, pur, léger... » chargés de définir les goûts de l'acheteur.

Cette opération n'était pas pré-

### L'essayage par l'image



A partir d'une photo numérique du client, l'ordinateur analyse la géométrie du visage et réalise un test de personnalité afin de proposer une forme de verre originale. Le client peut également choisir dans une liste de verres existants.

vue au départ. « Ce sont les remarques des clients qui nous ont poussés à introduire ce test », explique M. Minegishi. « Ils ne comprennent pas comment l'ordinateur pouvait concevoir leurs lunettes sans les connaître... » L'intelligence artificielle répond à cette attente. Avec une efficacité contestable, dans ce cas. M. Minegishi le reconnaît sans s'en inquiéter outre mesure. Pour lui, l'essentiel réside dans la relation avec le client. Et il constate que l'informatique améliore ce rapport.

### RÉALISME DE L'IMAGE

Après quelques instants de « réflexion », l'ordinateur propose un dessin original de verres qui vient se superposer au visage sur l'écran. Le réalisme de l'image doit beaucoup à l'ombre des verres, calculée pour chaque visage et chaque modèle. Le résultat est parfois surprenant. Mais le vendeur reprend la main et corrige les éventuelles dérives de l'intelligence artificielle.

Le client peut également avoir recours au stock des modèles standards qui sont en mémoire dans l'ordinateur. A l'écran, quatre

images de son visage s'affichent avec des modèles différents. M. Minegishi précise que les dessins calculés par l'ordinateur « sont des modèles qui n'existent pas... ». Au moment du choix, « la moitié environ des clients », déclare-t-il, optent pour ce que l'ordinateur propose ».

Les verres originaux sont réalisés sur place par une machine à commande numérique. Il faut compter trois à quatre heures pour des verres simples qu'il suffit de tailler et quatre jours à une semaine pour obtenir des verres progressifs. L'investissement correspondant atteint le million de francs, selon M. Minegishi, et comprend le studio de photo numérique, trois ordinateurs NEC fonctionnant avec le système Unix, le logiciel développé par Miki avec l'aide de l'allemand Siemens Nixdorf pour l'intelligence artificielle et une imprimante couleur Fujitsu. Celle-ci fournit une image au client hésitant. « Une femme peut ainsi prendre l'avis de son mari », note M. Minegishi.

Michel Alberganti

## APPEL D'OFFRES 1995

Le Centre Volvic pour la Recherche sur les Oligo-Éléments lance un appel d'offres destiné à soutenir des projets et bourses de recherche sur le thème :

« Oligo-Éléments, prévention et santé »

### BOURSES D'ÉTUDES

Trois bourses de 100 000 Francs. Les bourses sont destinées à des chercheurs français ou étrangers pré-doctorants de moins de 40 ans (titulaire ou moins d'un DEA ou diplôme équivalent) et travaillant en France dans tout domaine de recherche sur les oligo-éléments.

Les projets ayant pour thème « Oligo-Éléments, prévention et santé » peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée. Les demandes doivent être présentées par l'intermédiaire du laboratoire ou organisme d'accueil où s'effectuera la recherche.

Une seule demande par étudiant pourra être prise en compte. Les bourses sont mises en place le 1<sup>er</sup> novembre 1995.

### SUBVENTIONS DE PROJETS DE RECHERCHE

Deux subventions de 100 000 Francs sur un an. Cet appel d'offres est ouvert à tout laboratoire ou organisme de recherche public ou privé.

Les projets ayant pour thème « Oligo-Éléments, prévention et santé » peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée, notamment l'immunologie, la biologie moléculaire ou cellulaire, la recherche clinique et physiopathologique et l'épidémiologie.

Chaque organisme ou laboratoire ne pourra bénéficier que d'une subvention.

Les dossiers de candidatures pour les projets et les bourses de recherche seront disponibles à partir du lundi 15 mai 1995, ils seront adressés sur demande écrite à :

M<sup>me</sup> Aline CARLIER - Centre Volvic pour la Recherche sur les Oligo-Éléments 60, boulevard du Maréchal Joffre - 92340 Bourg-la-Reine

### IMPORTANT

L'appel d'offres 1995 du Centre Volvic pour la Recherche sur les Oligo-Éléments sera clos le vendredi 28 juillet 1995. Les dossiers doivent être expédiés par la poste avant minuit, le cachet de la poste faisant foi. Les dossiers arrivés après la date de clôture ne seront pas pris en compte, aucune dérogation ne sera acceptée.

**volvic**  
CENTRE VOLVIC POUR LA RECHERCHE SUR LES OLIGO-ÉLÉMENTS



سكننا من الاول

22 / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

AUJOURD'HUI - LOISIRS

## VOYAGES

# Syros, une Cyclade pour les Grecs

Les Athéniens fréquentent volontiers cette île-carrefour de la mer Egée, tournée vers Rome et l'Occident, où le tourisme n'a jamais été la seule industrie

**SYROS**  
de notre envoyé spécial  
A la fin de 1842, après deux séjours dans la maison de santé du docteur Blanche, Gérard de Nerval part pour l'Orient. Sur la route d'Alexandrie, il fait escale à Syros (que l'on nomme alors plus volontiers Syra), dans les Cyclades. C'est là que le poète assiste au premier lever du « soleil d'Orient » en accostant une « ville bizarre, bâtie en escalier, et divisée en deux cités, l'une bordant la mer (la neuve), et l'autre (la cité vieille), couronnant la pointe d'une montagne en pain de sucre ». Sous les sommets qui enserment la baie dans un croissant, il discerne « les os puissants de cette vieille mère (la mère à tous) » : la Grèce.

Une île, une ville, mais deux cités. Ano-Syros, l'ancienne (1 700 habitants aujourd'hui), et Ermoupolis, la nouvelle (13 800 habitants). Deux histoires qui dévalent vers l'unique quai en des murs quasi inchangés un siècle et demi après la visite de l'auteur d'*Aurelia*. Simplement, une seconde « montagne » a été investie à son tour, moins élevée que l'ancienne, et comme elle rebâtie d'une église. A main gauche, la haute ville porte une cathédrale catholique. A main droite, l'irrésistible ascension de la ville basse s'achève sur une cou-

pole orthodoxe. Deux cimes prétendant au même ciel, surgies des mêmes eaux.

Lorsqu'il se promène dans les ruelles blanches de la cité médiévale d'Ano-Syros (treizième siècle), Nerval, qui ne se veut rien d'autre qu'étranger, s'interroge, s'amuse et s'accommode de devoir répondre soudain au nom familier pour ses habitants de « catholique ». En lui, les Syriotes ne peuvent que rechercher et reconnaître ce qu'il y a d'occidental en eux. C'est vers Rome en effet que l'île s'est tournée lors du schisme, nouant au cours des siècles des liens étroits avec les capucins, les ursulines, puis avec les jésuites formés en France ou en Italie. Syros conserve encore la



plus forte proportion de catholiques de mer Egée (le reste des 50 000 catholiques grecs demeure en mer Ionienne, à Corfou notamment), et c'est son « papisme », paradoxalement, qui va être à l'origine de la seconde cité.

En 1826, ceux qui ont fui les combats de la révolution grecque

## A l'emplacement d'une cité antique

Après avoir été longtemps contrôlés par Venise, les Syriotes ont pu espérer (souvent en vain) échapper aux Turcs avec la signature en 1534, par François I<sup>er</sup> et Soliman le Magnifique, des « capitulations » qui attribuaient à la France la protection des catholiques au Levant. C'est la raison pour laquelle l'île devient, dès le début de la révolution grecque (1821), le refuge de ceux qui fuient les combats. Elle se peuple de rescapés des massacres de Chios, de réfugiés d'Épire, de Thessalie et de Péloponnèse. Sa place stratégique, au centre de la mer Egée, son port bien abrité, en eaux profondes, exigent d'emblée mieux. Sur l'étroit littoral rocheux, à l'emplacement d'une cité antique, s'élève en un temps record une ville nouvelle, ambitieuse, représentative des aspirations bélléni-

pour trouver refuge sur l'île à l'emplacement d'une cité antique décidée de nommer la nouvelle ville Ermoupolis, en hommage à Hermès, dieu des marchands (et des voleurs), guide des voyageurs et messager des dieux. Un véritable programme pour le port franc. Dans les années 1830, Ermoupolis peut déjà rivaliser avec Marseille. Chaque jour, un navire part pour Londres, Alexandrie ou Istanbul. 90 % des matières premières y transitent. Les industries de transformation suivent : filatures, tissages, teintureries, tanneries, huileries, et surtout, chantiers navals, qui emploieront jusqu'à deux mille personnes.

## LA PREMIÈRE GRÈVE DU PAYS

Les activités industrielles, seules de cette nature dans l'archipel, font entrer la Grèce dans le siècle. Un ouvrier venu supplante le paysan et le pêcheur. Fournit. La première grève du pays éclate ici en 1870, « avant Chicago ! » s'exclament, dans leur enthousiasme, les Syriotes. Ils veulent Ermoupolis au tout premier rang de la Grèce retrouvée : première ville électrifiée, première route goudronnée, premiers entrepôts, premiers nouveaux lycées, hôpital, théâtre. La cité peut se permettre d'être grecque de fond et occidentale de forme. Jouer les cosmopolites n'aboutit qu'à stimuler son panhellénisme.

Le boom économique est aussi intellectuel, s'appuyant sur les écoles, l'édition (les imprimeries sont nombreuses), les salons littéraires, les concerts, la venue de troupes théâtrales étrangères. Ancrée dans les idées libérales, la petite île va donner à l'antique nation des scientifiques et des cadres, comme Vénizelos (futur premier

ministre), des juristes et des écrivains, comme Roidis (1831-1904), auteur de cette *Papessa Jeanne* traduite par Jarry (on peut lire aussi en français *Un mari de Syros*, ou encore *La Complainte du fossoyeur* [Actes Sud]), et qui, devant l'inflation des professions libérales, pourra noter méchamment : « Le poisson s'est fait rare quand les pêcheurs sont devenus aussi nombreux que les avocats ».

Cet élan trouve une traduction architecturale d'une homogénéité sans précédent en Grèce. Les églises ont fait appel aux meilleurs crayons d'Italie et d'Autriche. En moins d'un demi-siècle, Ermoupolis est devenue une ville exclusive du néoclassicisme. Non sans souligner à l'excès l'idée qu'elle a de sa propre grandeur : mairie, gradins, colonnade, sont aux dimensions de la capitale, du royaume. L'immense place dallée de marbre blanc, où se déroule l'immuable promenade vespérale (*plata*), pourrait rassembler la totalité des habitants de l'île. Seules les proportions du théâtre pa-

raissent respectées, mais ce sera une Scala (en réduction) ou rien. Et les particuliers ne sont pas co restes. Les armateurs font construire de somptueux hôtels particuliers les pieds dans l'eau, sur les hauteurs du quartier de Vaporia.

## CANAL DE CORINTHE

En 1893, l'ouverture du canal de Corinthe signe l'arrêt de la croisance. Le Pirée sera le grand port de la Grèce du vingtième siècle. Syros a alors 32 000 habitants. Elle va en perdre 40 %. Du dix-neuvième siècle, Ermoupolis conserve son autorité sur les Cyclades. Elle est le siège de la préfecture, du tribunal, de l'hôpital, de l'archevêché orthodoxe et de l'évêché catholique. Ces deux communautés, à l'origine séparées (à l'ancienne, le foncier ; à la nouvelle, le commerce), se sont largement mêlées dans les entreprises et dans les emplois, y compris publics. Mais dans la période d'hypertensionnisme que traverse la Grèce (*Le Monde* du 16 mars 1995) il est significatif de voir combien les catholiques se trouvent contraints à la surenchère.

Longtemps la présence d'une industrie d'aviation a conduit l'île à s'intéresser au tourisme, et les touristes ne manifestent nul goût pour l'industrie. Seuls, les Grecs, Athéniens essentiellement, pour qui elle est un lieu de week-end et de villégiature, avaient su découvrir Syros. Les chantiers navals n'emploient plus que trois cents personnes, on ne compte plus que deux filatures sur quinze. Ermoupolis n'a trouvé d'autre perspective que le tourisme. Un projet de développement, élaboré par des architectes et urbanistes viennois, prévoit un musée de l'industrie dans une ancienne usine, des marins, un centre de congrès, un hôtel de luxe (encore inconnu dans l'île) et un casino. Seul ce dernier est donné gagnant, mais pas avant quelques années. Le premier charter étranger (venu de Suisse) devrait néanmoins atterrir cet été sur la comète piste de l'île.

Jean-Louis Perrier

# Evasion

## VALLEE DE LA DORDOGNE

**MINOTEL** Relais\*\*\* de Castelnaud  
Route de Padirac-Rocamadour  
46130 Loubressac  
Réservation : 05.10.80.90 - Fax : 05.38.22.02  
Panorama exceptionnel  
Silence d'un hôtel à la campagne  
40 Chambres - Piscine - Tennis  
Séminaires - Mariages

**DIRECTOURS**  
LONDRES : vol direct + hôtel + gr. déj. 870 F  
CETTE : vol direct + hôtel + gr. déj. 1 040 F  
GRACE : vol direct + hôtel + gr. déj. 1 530 F  
AGADIR : vol direct + hôtel + gr. déj. 2 000 F  
CALIPURNE : vol direct + hôtel + gr. déj. 4 400 F  
NEW YORK : vol direct + hôtel + gr. déj. 2 470 F  
ELK MAURICE : vol direct + hôtel + gr. déj. 7 940 F  
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct  
102, av. des Champs-Élysées - PARIS 8<sup>e</sup>  
01.47.33.11.11 (10 lignes) - 01.47.33.11.11

**DÉGRITOUR**  
ILE MAURICE  
Avion + Hôtel + gr. déj. 6 nuits en demi-pension  
Départ Paris : 6 900 F  
BALI  
Avion + Hôtel + gr. déj. 7 nuits en demi-pension  
Départ Paris : 5 250 F  
MILAN  
Vol régulier A/R  
Départ Paris : 1 200 F  
SÉJOURS D'ÉTÉ

**L'ISLANDE**  
EN BONNE COMPAGNIE  
Un Boeing pour rejoindre l'Islande, en hélicoptère pour la survoler.  
Découvrez l'Islande et la nature au plus près, sans jamais quitter le sol.  
ICELANDAIR est la compagnie qui vous emmène au meilleur prix, dans les meilleurs vols directs de l'Islande.  
Par exemple : vol aller-retour + location de voiture : 3 590 FRF par personne, base quadruple (16.345).  
Que se soit pour vos vacances d'été, un court séjour ou même le temps d'un week-end, l'Islande vaut le voyage !  
Envoyez-nous, nous vous conseillerons et vous proposerons les meilleurs produits disponibles sur cette destination.  
ou consultez notre service clientèle  
3615 ICEAIR  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 44 51 60 51

**SÉJOUR EN SICILE**  
Hôtel Club 3 \*\*\* 3 160 F\*  
(Vol charter A/R, transf., legs 7 ans demi-pension)  
Hôtel 3 \*\*\* 3 780 F\*  
(Vol charter A/R, transf., legs 7 ans demi-pension)  
**VOLS SECS**  
Palerme 1 350 F  
Catane 1 450 F  
samedi/samedi en juin  
Tél. : 44-51-39-27  
MINITEL 3615 : Cit Evasion (Licence 18)

**pacha tours**  
LE GRAND SPÉCIALISTE DE LA TURQUIE  
Circuit 8 jours pension complète  
2 990 F  
Du 02/04 au 25/06/95  
Tél. : 42-61-56-56

**ICELANDAIR** est la compagnie qui vous emmène au meilleur prix, dans les meilleurs vols directs de l'Islande.  
Par exemple : vol aller-retour + location de voiture : 3 590 FRF par personne, base quadruple (16.345).  
Que se soit pour vos vacances d'été, un court séjour ou même le temps d'un week-end, l'Islande vaut le voyage !  
Envoyez-nous, nous vous conseillerons et vous proposerons les meilleurs produits disponibles sur cette destination.  
ou consultez notre service clientèle  
3615 ICEAIR  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 44 51 60 51

**TOUR**  
Du 24/04 au 25/06/95  
62 500 F  
L'Islande est la destination de l'été.  
(1) 45 53 27 50  
MORQUELE DE PAQUES-TAHITI  
AUSTRALIE-BARRIÈRE DE CORAIL  
VIETNAM-SUMATRA-INDONÉSIE  
SAFARI EST AFRICAINE  
Lc. 945 A

**LE COMPTOIR BLEU**  
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris  
New York 1850 F  
Antilles 2450 F  
Sydney 6250 F  
SÉJOURS & WEEK-ENDS  
Ibiza 2190 F  
vol A/R + hôtel 2 à 7 nuits + demi-pension  
Marrakech 2990 F  
vol A/R + hôtel 1 à 7 nuits + demi-pension  
Ceylan 6750 F  
vol A/R + hôtel 4 à 7 nuits + demi-pension  
Crosière Egypte 3800 F  
vol A/R + hôtel 1 à 7 nuits + demi-pension  
Tél. : 42-61-56-56

**BRETAGNE**  
VILLA - Vue sur mer et les îles  
Accès direct à la plage  
A louer de juin à octobre  
MOIS ou quinzaine  
Séjour - 3 chambres - cuisine  
S. de bains - JARDIN  
Tél. : 45-55-86-95 ou 16-44-49-17-34

**SABLES D'OLONNE**  
votre location de vacances estivales à réserver dès maintenant.  
**POOL IMMOBILIER SABLES**  
(16) 51 95 10 28  
2, Place de Strasbourg - B.P. 77  
85102 LES SABLES D'OLONNE

**AUBERGE**  
LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*NN LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24150 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
Tél. : 53-28-96-94 - Fax : 53-28-42-96

**RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"**  
Tél : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

## Carnet de route

● **Olympic Airways** (tél. 42-65-92-42) propose un Paris-Syros-Paris à partir de 2 550 F. A l'aller, nuit à passer à Athènes. Réservation indispensable longuejournée à l'avance. Paris-Athènes-Paris à partir de 2 150 F. Parcours simple Syros-Athènes : 260 F.  
● Le mieux est évidemment d'arriver à Syros par bateau. Traversée de 4 h 30 par transbordeur (billet - 3 000 drachmes - à prendre sur le port) ou de deux heures par hydroptère (réservation conseillée). Cent drachmes valent environ 2,50 F.

● **Croisières nationales belges** du tourisme : 3, avenue de l'Opéra, 75008 Paris. Tél. : 42-60-69-73. Sur place, l'office de tourisme répond au 19-30-281-22-575. L'île dispose d'un nombre limité d'hôtels. L'agence Teamwork Holidays se charge (en français) des réservations de chambres, d'appartements ou de maisons. 10, rue de Belfort à Ermoupolis, Syros. Tél. : 19-30-281-22-400.  
● La libellule héraldique Desmos, 14, rue Vandamme, 75014 Paris, tél. : 43-20-84-04, dispose de guides et d'ouvrages sur la Grèce.

## PARTIR

● **Bologne et Marconi**. Bologne célèbre le centenaire de l'invention de la radio par l'un de ses fils prodiges, Guglielmo Marconi. Prétexte à visiter les lieux qui gardent sa mémoire : sa maison natale, via IV-Novembre ; l'université (fondée au XI<sup>e</sup> siècle) où il suivit les leçons d'Augusto Righi, un autre grand physicien ; l'archigynasio, ancien siège de l'université, la Villa Grifone où, jeune homme, il conduisit ses premières expériences et le conservatoire où Annie Jameson, sa mère, héritière d'une grande famille de distillateurs irlandais, étudia le bel canto. Pour découvrir la capitale de l'Émilie-Romagne, un des centres historiques les mieux conservés d'Europe, ses palais, ses « gratte-ciel » et sa gastronomie, profiter d'un forfait intitulé « Pas seulement le week-end » (2 nuits en chambre double, de 240 F à 480 F environ par personne). Renseignements auprès des offices de tourisme de Bologne (8, piazza Maggiore, tél. : (19) 39-51-239-660) et Paris (23, rue de la Paix, tél. : (1) 42-66-03-96).

● **Le centenaire de la BD**. Pour les spécialistes, la naissance de la BD moderne date du 18 octobre 1896 à New York avec la publication de « Yellow Kid » (Richard F. Outcault) dans le *New York Journal* de William Randolph Hearst. En Belgique, elle devait attendre son apogée avec la naissance de Tintin, la parution du *Journal de Spirou* et du *Journal de Tintin* et une floraison de talents qui allaient faire de ce pays le royaume de la BD et de Bruxelles sa capitale. Un centenaire que le Centre belge de la BD, situé dans cette ville, célébrera par plusieurs expositions importantes : « Cent ans de BD aux

Etats-Unis » (printemps 1996), « Lucky Luke » a cinquante ans » (été 1996) et « La naissance de Blake et Mortimer » (automne 1996). Avec, en préface, dès cette année, à l'esplanade du Cinquantenaire, le premier Festival de BD de Bruxelles, du 12 au 14 mai. Au programme, trois expositions consacrées à Jojo, le personnage d'André Ceerts, les calendriers scouts et BD et automobile. Renseignements au 2-219-19-80 et, à Paris, à l'office du tourisme belge, tél. : (1) 47-42-41-18.  
● **Musée de La Poste**. Pendant la rénovation de ses espaces d'exposition, le Musée de La Poste de Pa-

ris part en tournée. Son camion-galerie d'art multimédia, « Inox 01 », créé par Jean Nouvel, présentera quelques-uns de ses trésors dans quatre domaines de collection : l'histoire de la poste, la philatélie, l'écriture et la correspondance, les commandes d'œuvres d'art contemporain sur le thème de l'envoi et de la communication écrite. Les villes-relais seront : Le Mans, du 15 au 19 mai ; Rennes, du 24 au 31 mai ; Lyon, du 6 au 12 juin ; Bordeaux, du 18 au 25 juin ; Strasbourg, du 1<sup>er</sup> au 7 juillet ; Le Touquet, du 12 au 19 juillet ; Avignon, du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août.

**Islande**  
L'ÎLE NATURE  
ICELANDAIR  
Vols directs de Paris  
Circuits, auberges, séjours à la ferme, location de 4 x 4, découvrez l'Islande dont SCANDITOURS a la sélection. Les volcans, les paysages, la nature à l'état sauvage. Brochures dans votre Agence de Voyage ou à la Maison de la Scandinavie, 140, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris - (1) 45 61 74 50.

**SCANDITOURS**  
SANS DETOUR

Le retour de la pluie

taxe de pollution

S CROISÉS

INNEMENTS



# Le retour de la pluie

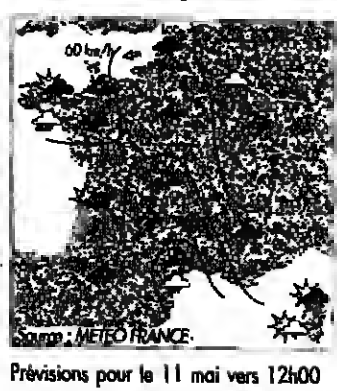
JEUDI, en début de matinée, des nuages seront encore accrochés sur la chaîne pyrénéenne, et des averse résiduelles se produiront, alors que des entrées maritimes obscurciront le ciel des régions allant des Landes au Pays basque. En Bretagne, la couverture nuageuse sera très importante, avec également de la pluie. Au fil des heures, ces pluies progresseront vers l'est pour atteindre la Normandie et les Pays-de-Loire à la

mi-journée. Du Nord à la Picardie et à la région parisienne, les passages nuageux et les éclaircies alterneront avant que le ciel ne devienne plus chargé; quelques gouttes tomberont çà et là à partir de la mi-journée. Des Charentes au Limousin, aux Cévennes, à Midi-Pyrénées, à l'est de l'Aquitaine et au Languedoc-Roussillon, la matinée se passera sous un ciel menaçant avec des ondées parfois orageuses. Enfin, plus à l'est, c'est-à-dire des régions allant des Ardennes, au nord-est, à l'Auvergne, aux Alpes, aux Bouches-du-Rhône, à la Côte d'Azur et à la Corse, les apparitions du soleil seront nombreuses, simplement le ciel se voilera au fil des heures.

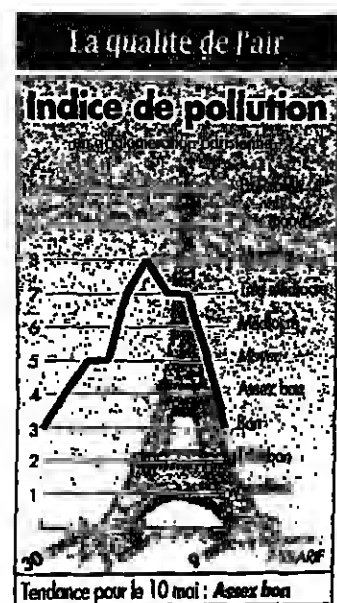
L'après-midi, le ciel restera couvert de la Bretagne à la Normandie et aux Pays-de-Loire, avec de la pluie qui s'atténuera progressivement, des précipitations moins importantes encore concerneront les régions allant de l'Artois au Nord. Du Centre aux Ardennes et au Nord-Est, les nuages, tout en laissant la place à quelques éclaircies, seront très nombreux et pourront donner localement une petite ondée. De la Vendée à l'Aquitaine, ce sera un ciel très contrasté avec quelques rayons de soleil perdus au milieu des nuages. Des Pyrénées, au Massif central et au Languedoc-Roussillon, les pluies seront abondantes, principalement sur le relief, et localement orageuses. En fin d'après-midi, les ondées, parfois orageuses, gagneront les Alpes et le reste du Sud-Est. Toutefois, le ciel de Corse ne sera que voilé par des nuages élevés.

Les températures seront globalement conformes aux normales saisonnières, avec 5 à 10 degrés le matin sur la moitié nord, 7 à 12 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 15 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera de 13 à 23 degrés du nord au sud.

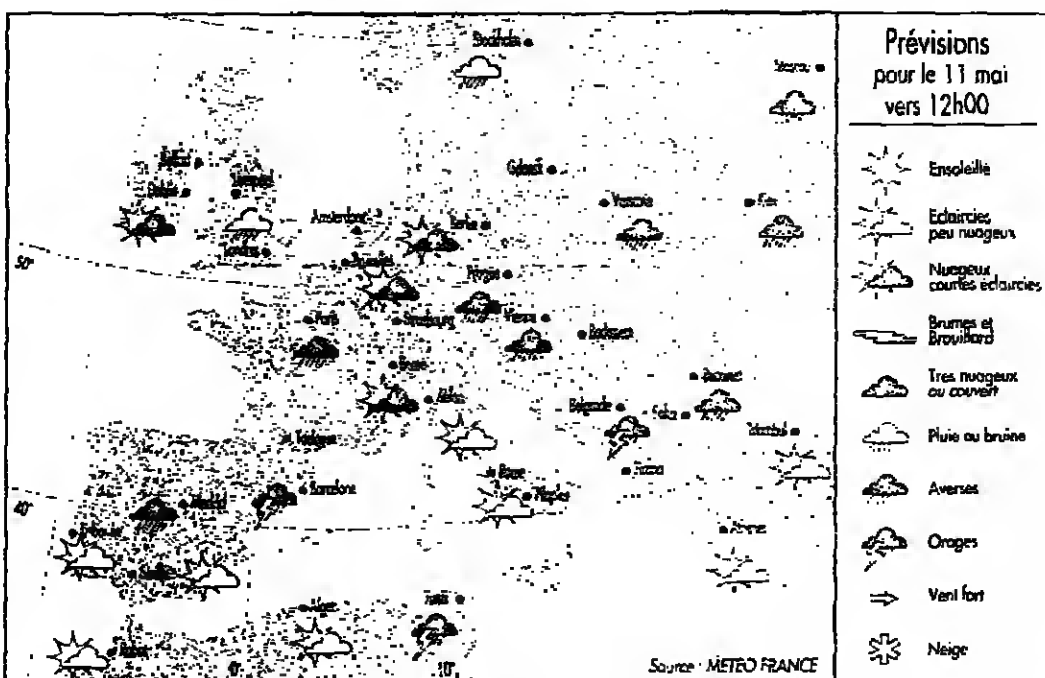
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



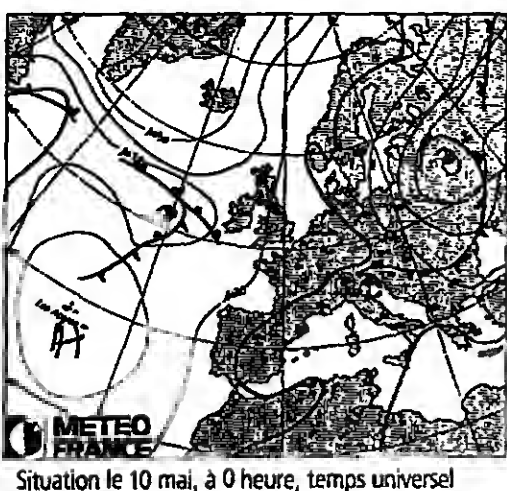
Prévisions pour le 11 mai vers 12h00



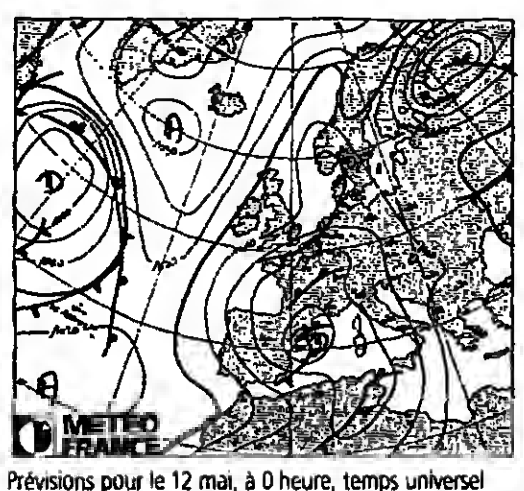
Tendance pour le 10 mai: Assez bon



TEMPÉRATURES	du 10 mai 1995	max/min
FRANCE		
ALGER	21/10	
BIARRITZ	19/4	
BOURDEAUX	24/10	
COURMAYEUR	19/9	
BREST	15/7	
CAEN	14/6	
CHERBOURG	15/6	
CLERMONT-F.	21/8	
DON	19/8	
FOURMICHAMPEL	31/21	
GRENOBLE	26/10	
LILLE	14/7	
LIMOGES	19/10	
LYON	22/10	
MARSEILLE	26/15	
NANCY	17/5	
NANTES	19/10	
NICE	20/13	
PARIS	18/10	
POitiers	24/10	
REIMS	17/5	
ROUEN	19/10	
STRASBOURG	18/6	
TOULOUSE	30/14	
TOURNAI	18/8	
VIENNE	20/13	
WATFORD	14/7	
YVERDON	19/10	



Situation le 10 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 12 mai, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Impressions de retour

LES DÉPORTÉS politiques, à leur retour d'Allemagne, ne sont nullement enclins au pessimisme. Certes, (...) ils ressentent encore trop de douleurs pour manifester un très vif enthousiasme. Mais enfin, alors que les journaux allemands (...) leur dépeignent une France livrée à la famine, à l'anarchie et à la guerre civile, ils trouvent un pays non encore remis des terribles secousses de l'occupation et de la guerre, mais cependant relativement ordonné. Il y reste beaucoup à faire dans tous les domaines. Les déportés le savent et ils comptent bien participer au relèvement matériel et moral qui s'impose.

Ils ne reviennent pas avec un esprit de vengeance. Mais leur parole, comme à M. Paul Reynaud, que le vaste complot ourdi contre la patrie et la République, sur lequel ils ont eu le loisir de méditer, ne doit pas être oublié, que les traîtres et les criminels doivent recevoir leur châtiment. Leur impression est que trop souvent on n'a pas assez frappé à la tête, et que le « lampiste » a payé parfois pour les grands coupables. L'œuvre de justice, qui doit être sereine mais implacable, accomplie, une autre œuvre, de conciliation nationale, s'imposera, à laquelle il faut dès à présent songer. Ils estiment que le souci de l'intérêt général, que le prestige et la grandeur de la patrie doivent tout dominer, que tous les problèmes seront plus aisément résolus s'ils sont considérés sur le plan national. Ils savent que trop de Français furent poussés par la peur et par le manque de foi en eux-mêmes vers une politique antinationale. A leur sens, aucune réforme sociale ne sera trop hardie, à condition qu'elle ne lèse ni la liberté personnelle et la faculté d'initiative ni, cela va de soi, les intérêts généraux du pays.

(11 mai 1945.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6558

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALEMENT**  
I. Une partie du corps. - II. Pas sur les côtes. - III. Fit un travail d'agriculteur. Conjonction. - IV. Symbole. Pour boucher un trou. - V. S'abreuve à la source. Où il y a trop de gras. - VI. Qui sont devenus comme de l'uranium. - VII. Ne dure

qu'un temps. Distraire en ravissant. - VIII. Coule en Bretagne. Devient vraiment bête. - IX. Descendit peut-être. Pour trouver sa trace, il faut remonter au déluge. - X. Après la pluie mais avant le beau temps. - XI. Hygiène, pour ceux qui étaient dans le besoin. Ancienne mesure.

**VERTICALEMENT**  
1. Sont vraiment de jolis paternels. - 2. Un homme souvent sur le sable. Dans l'Eure-et-Loire. - 3. Actionnés. Est grand avec la haute. - 4. Substance toxique. Article. - 5. Une grande salle, en Suisse. Dans une série d'interdictions. - 6. Son bout est une matière à discussion. Traité avec respect. - 7. Symbole. Couverture. Portait les armes. - 8. Coule à l'Est. Dans le vent. - 9. En Sicile. Evoque tout ce qu'il y a de plus tendre.

**SOLUTION DU N° 6557**  
**HORIZONTALEMENT**  
I. Fusillade. - II. Nourrice. - III. Mi. La. Da. - IV. Ovide. Nô. - V. Messe. Nla. - VI. Ere. SDN. - VII. NS. Ote. lo. - VIII. Tentation. - IX. L'ailent. - X. Eloi. Tees. - XI. Ve. Tresse.  
**VERTICALEMENT**  
1. Moment. EV. - 2. Universelle. - 3. SO. ESE. Nio. - 4. lules. Otaic. - 5. LRA. Entai. - 6. LRL. Eête. - 7. Aïdons. Inés. - 8. DCA. Idiotes. - 9. Ee. Canon. Se.

Pour répondre à la demande de nombreux lecteurs, nous publions en fin de semaine, depuis la parution du Monde daté dimanche 7-hundi 8 mai, une grille de mots croisés d'un format plus grand.

## ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél.: 33 (1) 49-60-32-90.			
Je décide de souscrire	France	Autres pays de l'Union européenne	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
Pays: \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement de: \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bleue n° \_\_\_\_\_  
Signature et date obligatoires: \_\_\_\_\_  
Changement d'adresse: \_\_\_\_\_  
• par écrit 10 jours avant votre départ.  
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
Remarque: Portage à domicile. Suspension vacances.  
Taux autres pays étrangers: Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
35 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25  
Télématique 3615 code LE MONDE  
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56  
CD-ROM: (1) 43-37-66-11  
Index et microfiches: (1) 40-65-29-33  
Abonnements Minitel: 3615 LE MONDE  
Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE  
Firms à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (219 7min)  
Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications: n° 57 437.  
Imprimerie du Monde: 12, rue M. Guesbroux, 94052 Ivry-sur-Seine.  
PRINTED IN FRANCE. 1993  
Président-directeur général: Jean-Marie Colombani  
Directeur général: Gérard Morax  
Membres du comité de direction: Dominique Audo, Claude Peyrou  
133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08  
Tél.: (1) 44-43-75-00; fax: (1) 44-43-77-30

## LE MONDE diplomatique

Mai 1995

- GUERRE COMMERCIALE: Graves secousses dans le système financier mondial, par François Chesnais. - Economisme: en pleurer ou en rire, par Bernard Cassen. - « Sonné » comme un boxeur, par Frédéric F. Clairmont.
- ÉTATS-UNIS: Les « boîtes à idées » de la droite américaine, par Serge Halimi. - Un pays et ses sources partitaines, par Marie-France Toinet.
- AFRIQUE: Dieu n'est plus français, par Philippe Leymarie. - Au cinéma, le temps de la reconquête, par Carlos Pardo.
- TURQUIE: Fuite en avant au Kurdistan, par Kenzal Nozan.
- YÉMEN: Grignotage islamiste, par Eric Rouleau.
- BIRMANIE: La dictature sur la voie capitaliste, par André et Louis Boucaud.
- ARGENTINE: Le spectre du Mexique, par Carlos Gabetta.
- HISTOIRE: J'ai assisté à la montée du nazisme, par Gunter Holzmann.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## PARIS EN VISITE

- **Vendredi 12 mai**  
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée): chefs-d'œuvre des antiquités orientales, 11 h 30; Les Esclaves, de Michel-Ange, 12 h 30 (Musées nationaux).
- **MUSÉE D'ART MODERNE**: exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- **MUSÉE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'Océanie**: architectures mélanésiennes (34 F + prix d'entrée), 13 h 30 (Musées nationaux).
- **L'HÔTEL DE LASSAY** (50 F), 14 h 20, angle de la rue de Lille et de la rue de Courty (Christine Merle).
- **LE CHÂTEAU DE VINCENNES** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Château-de-Vincennes, côté château (Monuments historiques).
- **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).
- **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).
- **LA TOUR MONTMARNASSE** (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, angle de la rue du Départ et de la rue d'Odessa (Europ expo).
- **LE MUSÉE PICASSO** (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, rue de Thorigny (Monuments historiques).
- **HÔTELS ET JARDINS OU MARAIS**, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- **LA SALPÊTRIÈRE** (40 F), 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (Approche de l'art).

**ÉCOLE EUROPÉENNE DES TRANSPORTS**  
Formations supérieures  
Transport et Logistique:  
DIPLOME BAC + 4 homologué  
MASTER en formation continue  
3 av. P. Doumer-92500 Rueil  
(1) 47 49 49 99  
(autre site à LYON en Sept. 95)



**BANLIEUES** Devant la montée des problèmes dans les quartiers et les cités sensibles, l'art et la culture sont mobilisés pour la lutte contre l'exclusion. Des municipalités in-

vitent des artistes à animer des ateliers au pied des HLM, ouvrent des cinémas de quartier ou aménagent des studios pour des rappeurs. De telles expériences, qui s'appuient

souvent sur le mouvement hip-hop, restent minoritaires, mais elles sont en plein développement. **● SUR LES TRACES** d'Armand Gatti et de Christiane Véricel, des artistes se

tourment vers les périphéries des villes, à la recherche des énergies paradoxales de ces quartiers jeunes. **● APRES DIX ANNÉES** de politiques culturelles dans les banlieues,

émergent des personnalités artistiques fortes, qui croisent leurs sensibilités avec des influences culturelles multiples.

## Une « culture des cités » se développe contre l'exclusion

Depuis les premiers plans « anti-été chaud » de 1982 jusqu'aux contrats signés aujourd'hui dans près de 200 villes, les expériences se multiplient dans les banlieues difficiles. Les politiques sociales comportent désormais un volet culturel dont l'importance grandit.

LA BANLIEUE est-elle en passe de devenir le dernier lieu à la mode ou une nouvelle source d'inspiration pour les créateurs ? Spectacles montés avec les habitants de cités en souffrance, artistes invités en résidence dans les quartiers périphériques : les allers et retours entre béton et velours rouge, entre carcasses de voitures brûlées et musées semblent se multiplier.

Récemment, Guy Bedos s'est frotté aux jeunes de Vaucluse-Velin pour leur faire interpréter un *Quartier libre* à succès. Les témoignages des femmes de la cité HLM du Clos-Saint-Lazare de Stains (Seine-Saint-Denis) ont nourri un spectacle, *Féminin Plurielles*, joué à guichets fermés pendant un mois et demi. Alain Maratrat, compagnon de route de Peter Brook, monte sa pièce *Remontres* en la confrontant ici avec des élèves de la banlieue sud parisienne, en la jouant bientôt avec des garçons et des filles des rues d'Abidjan, en collaboration avec l'écrivain Souleymane Koly, puis en allant, en 1996, au Brésil, « puiser ses sources dans les favelas ».

Quelques précurseurs de talent, reconnus par leurs pairs, ont déjà cherché le contact depuis plusieurs années avec les publics en lisère de la culture. En témoignent notamment Armand Gatti (*Le Monde du 4 mai*) et Christiane Véricel dans les cités ouvrières de Saint-Etienne pour le théâtre, le compositeur Nicolas Frize et ses « musiques de la boulangère » à Saint-Denis, la chorégraphe Josette Balz dans les quartiers nord de Marseille ou le romancier François Bon animant une boutique d'écriture dans les grands ensembles de la Plaine de Montpelier. « Je ne suis ni animateur, ni pédagogue, ni sociologue. Je suis une artiste et ma source d'inspiration est là, sur ce terrain de rencontres. Le jour où cela ne m'inspirera plus, j'irai ailleurs », explique Christiane Véricel, directrice de la compagnie Image aiguë, à Lyon, « je ne travaille pas sur le ghetto, mais sur un espace de vie, où l'on retrouve toutes les langues et toutes les nationalités. Les banlieues ont un caractère un peu fascinant pour moi ».

Un nouvel élément vient relancer aujourd'hui ces fiançailles de l'art et du social. Le nombre croissant d'exclus, la radicalisation des problèmes en banlieue, le point de non-retour atteint par des familles et des quartiers entiers inquiètent les respon-

sables publics. La lutte contre l'exclusion est devenue une priorité, aux dires des politiques. Pour « retisser le lien social », selon la formule magique ressassée à l'envi, l'art et la culture sont convoqués au secours de la cité. Les premiers plans « anti-été chaud » de 1982 comportaient déjà un volet culturel. Un nouveau pas a été franchi au début des années 90, quand le ministère de la culture a créé et financé des résidences d'artistes au pied des grands ensembles.

Chorégraphe de danse contemporaine, Mic Guillaumes a ainsi débarqué au Val-d'Argenteuil, le quartier le plus difficile d'Argenteuil (Val-d'Oise), en 1991 pour une résidence financée à part égale par l'Etat et la mairie. « A l'arrivée, il n'y avait aucun local, aucun équipement. Sur la dalle d'Argenteuil, où traînent les jeunes, on les abordait en leur proposant de faire du rap », se souvient-il.

### « CONTRAT DE VILLE »

Peu à peu, dans une salle de classe prêtée par l'éducation nationale, s'organisent une douzaine d'ateliers accueillant 300 jeunes chaque semaine. Puis un grand studio est aménagé. Très vite, dans ce quartier qui manque cruellement d'endroits agréables pour les jeunes, le local est si bien adopté que, en plus des rappeurs, les copains, les grandes sœurs avec des bébés sur les bras viennent y passer leurs après-midi. « Il y en avait cinq qui dansaient, et tous les autres autour qui regardaient, bavardaient. Pour nous qui avions l'habitude des échouements et du travail dans le silence, voire le recueillement, c'était assez déstabilisant au début. C'était difficile, mais si beau que notre deuxième spectacle est parti de là », ajoute Mic Guillaumes. Les rapports faits de violence, la difficulté pour ces jeunes à respecter un calendrier de répétition, les problèmes spécifiques des filles (des musulmanes portant le foulard ne pouvaient venir que si le chorégraphe les faisait danser en groupe séparé), tous ces obstacles n'empêcheront pas la création de deux spectacles.

En tout, 185 villes font aujourd'hui l'objet d'un contrat de ville, c'est-à-dire d'un acte d'engagement signé par l'Etat et une collectivité locale pour traiter en priorité les quartiers les plus difficiles. Chaque contrat de ville comporte



une dimension culturelle, plus ou moins développée. Tous ces différents coups de pouce institutionnels permettent par exemple la relance d'un cinéma de quartier à Montreuil, des ateliers de musique avec l'association Culture commune dans l'Artois minier, du théâtre pour des femmes dans les quartiers durs de Roubaix, des ateliers vidéo à Bordeaux...

A travers le réseau des centres culturels de proximité (MJC, maisons du peuple), un premier niveau d'offres permet ainsi à certains de trouver du plaisir à pratiquer un art. Quelques jeunes vont plus loin. Kader, Mourad, David, Eric et Zaid, du quartier Bel-Air de Saint-Priest (à l'est de Lyon), ont commencé par le rap, puis ils ont suivi l'école de cirque proposée par la ville et, en

1992, les ateliers de la chorégraphe Maryse Delente, invités en résidence à Saint-Priest. Ils ont pris pour directeur artistique Gilles Rondot, plasticien travaillant dans les quartiers sensibles. Aujourd'hui, leur compagnie, Accrochap, est en plein essor : leur spectacle a été présenté à la dernière Biennale de la danse de Lyon ; ils ont organisé un défilé pour le Carnaval de Nice avec

des jeunes des cités cet hiver ; ils vont travailler à Zagreb avec Gilles Rondot l'été prochain.

Depuis leur rencontre aux ateliers musicaux de la MJC de Romans (Drôme), six très jeunes filles des HLM du quartier de la Monnaie, venues d'Algérie, d'Italie, du Portugal et de Bretagne, ont créé le groupe vocal Evasion. Elles chantent la révolte à travers des textes du Bassin méditerranéen, ont enregistré un CD et travaillent à élargir leur répertoire vers des chants babiloniens, bulgares ou même japonais. Pour dénoncer le racisme anti-arabe, les trois jeunes filles du groupe Imogood à Aubenas (Ardèche) ont choisi le café-théâtre, et leur humour rencontre un succès croissant.

Ces groupes, dont le talent est reconnu par les milieux professionnels régionaux, ne sont pas des exceptions. Ainsi, pour l'ensemble de la région Rhône-Alpes, le guide *Images spectacles musiques du monde 1995* recense 170 orchestres de musique actuelle ou traditionnelle, compagnies de danse ou de théâtre, expositions de peinture, de sculpture et de photo.

### NOUVELLES IMPRESSIONS

L'impact social de ces expériences, qui, malgré leur développement, demeurent marginales, est difficile à mesurer. Pour Hélène Mathieu, qui a piloté cette politique auprès de Jack Lang, la réussite est possible quand plusieurs conditions sont réunies : « Les artistes savent bien ce qu'ils viennent faire dans ces quartiers, non de les éduquer mais de les surprendre, d'apporter des pratiques culturelles ou de travailler sociaux des missions locales pour les jeunes ; la municipalité n'a pas peur ; sans cette collaboration, c'est le coup de bluff ou, au mieux, un beau métrage », ajoute-t-elle.

Sur le plan artistique, de nouvelles expressions apparaissent, grâce à ces croisements entre pratiques d'amateurs et parcours professionnels. Elles mêlent souvent les genres : musique et vidéo, danse et chant, théâtre et images... Fin connaisseur de danses et de musiques urbaines, Benoît Guilleminot, conseiller à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) en Rhône-Alpes, voit dans cette création contemporaine « un apport de personnalités et de groupes nés dans des grands ensembles urbains, avec au fond d'eux-mêmes, des racines qui s'éloignent et, devant eux, des lieux de vie qui concentrent l'uniformité des habitats et la diversité des cultures ». Trait commun de ces différents groupes : une grande urgence à dire. « Dans ce dire, on trouve tout à la fois la dureté d'un environnement, la richesse des différences et l'espoir d'une autre vie ».

Catherine Bédarida

## La compagnie Traction avant fait le tour des Minguettes

### VÉNISSEUX

de notre envoyée spéciale

A trente ans, ils ont toujours vécu dans les grands ensembles de Venissieux, cette périphérie lyonnaise dont les tours des Minguettes symbolisent le malaise des banlieues. S'ils sont aujourd'hui devenus des créateurs - écrivains, chorégraphes, metteurs en scène ou en images -, c'est en partie grâce à leur rencontre avec une compagnie pionnière. Dirigée par Marcel Notargiacomo, la compagnie Traction avant roule depuis 1983 au pied des tours de Venissieux, se gare près des épaules sur les parkings de la ZUP pour « réconcilier l'art et le social ». Elle est née sous le double signe de la marche des beurs pour l'égalité, partie des Minguettes, et de l'émergence de la culture hip-hop, qui s'exprime sur le plan musical (rap), chorégraphique (break dance) et visuel (graph, tag). Point commun entre les deux événements, la conviction que « les mots doivent remplacer les couteaux », analyse Marcel Notargiacomo.

S'il admire alors l'énergie des virtuoses de la break dance, l'animateur refuse d'emblée d'enfermer ces jeunes dans une culture de ghetto. Pour commencer l'aventure par un « électrochoc », il organise la rencontre entre les breakers et un chorégraphe de danse contemporaine formé à l'école de Merce Cunningham. Après ce départ « terrible », la compagnie se forme et présente un

premier spectacle. Elle compte aujourd'hui dix-sept créations : spectacles de danse, de théâtre, vidéo, livre, performances.

### MULTIPLIER LES APPROCHES

Obsédé par l'idée d'élargir le vocabulaire et la culture artistiques des jeunes, Marcel Notargiacomo multiplie les approches. En 1990, la compagnie découvre le buto, cette danse japonaise de l'après-Hiroshima, née pour dénoncer la barbarie nucléaire. Le spectacle *Un break à Tokyo*, monté avec une chorégraphe japonaise, est présenté à New York et Montréal. En octobre 1994, quand sont dynamisées les tours du quartier Démocratie des Minguettes, Traction avant recueille sept cents témoignages des habitants, à partir desquels la compagnie monte un spectacle joué dix-sept fois sur la seule commune de Venissieux.

Au fil des ans, les membres de la compagnie se sont renouvelés. Les danseurs Samir Hachichi et Fred Bendongué, jeunes breakers des premières années, ont parcouru du chemin. Après *Un break à Tokyo*, le premier a été admis à l'école de Merce Cunningham à New York. Fred Bendongué, vingt-huit ans, est à présent un chorégraphe prometteur de la danse urbaine lyonnaise. Il est passé par le Ballet national de Marseille de Roland Petit, avant de créer sa compagnie, Azanie, en 1992, avec le musicien Areski Hami-

touché. La Maison de la danse de Lyon lui commande une création pour sa Biennale en 1994 : *A la vie d'un seul œil* évoque ces esclaves noirs qui, en Amérique, choisirent la fuite pour sauver leur liberté ; le spectacle fait appel au hip-hop, au jazz et à des rythmes d'Afrique, de la Jamaïque et du Brésil. « Je choisis des danseurs qui ont leur personnalité, qui sont des personnes réelles, im-

plantant enfant unique, j'avais des livres à la maison », raconte Thierry Renard, fondateur d'une petite maison d'édition installée dans un pavillon délaissé de Venissieux, dont le catalogue s'enorgueillit de grandes signatures : Christian Bobin, André Comte-Sponville, Charles Juliet, André Chénid, Claude Roy et, bientôt, Hubert Reeves.

C'est la rencontre du poète

### Lettres à Oradour-sur-Glane

Enfants et adolescents de la banlieue lyonnaise, ils ont correspondu avec ceux d'Oradour-sur-Glane, avant de se rencontrer et de créer ensemble des peintures et des sculptures sur le thème de la violence. « Je t'écris parce que c'est la guerre, parce que c'est tout détruit, parce que c'est la fin. Je t'écris parce que la vie continue » (Gidgen). « Je t'écris parce que j'aime les gens qui se serrent dans les bras » (Aïcha). « Je t'écris parce que toucher ton blouson noir avec mes mains me fait rêver » (Virginie). « Je t'écris pour m'éloigner de ce désert » (Alexandra). « Je t'écris parce que les ruines me font peur » (Stéphanie).

\* Je t'écris pour la vie, Compagnie Traction avant, 1994.

prégnées de la vie et pas seulement d'une technique », explique le chorégraphe.

A son tour, Fred Bendongué, qui vit toujours à Venissieux, « sensibilise » des adolescents passionnés de hip-hop à la diversité artistique de la danse et de la musique, à la demande d'un centre social de Valence. « Je venais du même milieu populaire que mes copains mais,

Charles Juliet, à l'adolescence, qui lui révèle le goût de la lecture et l'amène à créer une revue avec un copain. S'il abandonne les études en terminale, Thierry Renard fait du théâtre pendant dix ans, notamment avec Traction avant, et continue à publier sa revue, *Aube*. « Face aux autres jeunes du quartier, on se prenait un peu pour des artistes. On était à la fois des proches et des extra-

terrestres. Mais, venant de ce milieu, on était assez mal à l'aise dans les univers littéraires », se souvient le jeune écrivain. Le théâtre et les très nombreuses tournées en France avec Traction avant lui ouvrent l'esprit.

### « UN RÔLE SOCIAL »

Lorsqu'il arrête le théâtre en 1988, il crée, avec ses complices d'adolescence, l'Espace Pandora dans le pavillon de Venissieux pour organiser des lectures publiques et des ateliers d'écriture. Aujourd'hui, les conférences attirent un public non négligeable - trois cents personnes se seraient dans le cinéma des Minguettes en vus pour écouter André Comte-Sponville parler de l'amour. La revue a accouché d'une maison d'édition, Paroles d'Aube, qui publie surtout des entretiens avec des écrivains, sous forme de jolis petits livres.

« On a un rôle social à jouer, même modeste », estime Thierry Renard. Les ateliers d'écriture de Pandora se déroulent en priorité dans des collèges sensibles ou auprès de femmes chômeuses. Le prix des livres excède rarement 90 F. Presque timidement, le jeune éditeur ajoute : « Je suis gêné que ce soient toujours les mêmes gens qui lisent des livres, toujours les mêmes qui les écrivent, et toujours les mêmes qui en parlent ».

C. B.

### A lire

- *Femme dans la cité* : publié par l'association Femme dans la cité, à Stains (Seine-Saint-Denis), ce livre de photos et de témoignages a donné naissance au spectacle *Féminin plurielles*, au Studio-Théâtre de Stains, en mars. Il sera repris à l'automne.
- *Paroles urbaines, paroles urgentes* : accompagné d'un CD, le livre recense et analyse rap, comédie musicale, conte, théâtre, poésie. Edition Paroles d'Aube, novembre 1994.
- *Danse ville danse, expressions chorégraphiques et grands ensembles urbains* : la vitalité des rencontres entre la danse des cités (break dance, rap, afro-rock, capoeira) et la chorégraphie contemporaine en région Rhône-Alpes. Edition Paroles d'Aube, 1992.
- *L'Art dans la lutte contre l'exclusion*, Banlieues d'Europe, actes du colloque de février 1994. Maison des cultures frontalières, 21, rue de la Croix, 57800 Reyming-Merlebach.

le devo  
mémoire  
tentatio  
l'oubli.  
lundi 20 mai  
Maison des cultures frontalières, 21, rue de la Croix, 57800 Reyming-Merlebach.







هكذا من الامل

## Festival Exit 95, carrefour mondial de la création scénique

La Maison des Arts de Créteil présente les œuvres qui façonnent le théâtre de demain

Installé à la Maison des Arts de Créteil, Didier Fusillier présente la deuxième édition d'Exit, panorama de la création théâtrale à travers le

monde. L'un des spectacles-phares de ce festival est « S/N », la création d'une jeune compagnie japonaise de Kyoto, Dumb Type, performance

de sept acteurs-danseurs qui a pour thème, dans un cadre hautement technologique, l'épidémie du sida.

**FESTIVAL EXIT.** « De Pékin à Hawaï, en passant par l'Onest ». Avec Le Lyon Opéra Ballet (France), les compagnies Dumb Type (Japon), Hotel Pro Forma (Danemark), Dead Chickens (Berlin), Mou Sen (Chine), l'Académie d'art théâtral de la Russie...  
**MAISON DES ARTS DE CRÉTEIL.** place Salvador-Allende, 94000 Créteil. M<sup>o</sup> : Créteil-Préfecture (retours en navette jusqu'à la place de la Bastille). Tél. : 45-13-19-19. De 40 F à 110 F. Jusqu'au 14 mai.

Prendre en main le programme d'une manifestation organisée par Didier Fusillier est toujours la promesse d'un voyage à la mesure des aventures du remuant animateur de la Maison des Arts de Créteil. Directeur de ce temple culturel de béton du Sud-Est parisien, il est aussi le producteur d'un festival annuel, Exit, dont c'est aujourd'hui la deuxième édition, et d'un autre, Visas, qui a eu lieu il y a quelques semaines au Manège de Maubouge (Le Monde du 8 avril), dont il a conservé la direction depuis son arrivée en Ile-de-France. Là-bas comme ici, Didier Fusillier multiplie les propositions les plus à même de modifier le regard que l'on peut porter sur les arts de la scène.

Exit 95 propose une sorte d'inventaire transcontinentale des formes théâtrales les plus diverses mais qui ont en commun de ne ressembler à rien de déjà fait ni de déjà vu. Quatre spectacles dominent le festival par l'excellence de leur réalisation et la portée de leur propos : Dossier Zéro, écrit et

mis en scène par le Chinois Mou Sen (12 au 14 mai) ; Les Aventures de Casanova, de Marina Tseteva, mis en scène par Iva Popovski avec les élèves de l'Académie d'art théâtral de la Russie (10 au 12 mai) ; S/N, conçu et mis en scène par Teiji Furuhashi, l'un des fondateurs de la compagnie japonaise Dumb Type, qui n'avait jamais été invitée en France (dernière le 10 mai).

Dumb Type, en français « abruti », c'est le rassemblement de jeunes artistes japonais qui se sont rencontrés en 1984 sur le campus de l'université de Kyoto. Ils ont commencé à faire parler d'eux à la faveur de performances de rue dans une ville qui passait alors pour « la Mecque de l'underground nippon », comme le dit aujourd'hui Teiji Furuhashi. Né il y a trente-trois ans dans une famille traditionnelle de l'ancienne capitale impériale, fils d'un dessinateur de kimonos et petit-fils d'une « madame » (en français dans le texte) d'une maison de geishas, Teiji Furuhashi a grandi « dans l'ombre des filles » avant de se découvrir une passion pour la philosophie. Il décide alors de faire passer ce goût dans son travail de plasticien, de vidéaste et bientôt de metteur en scène, en compagnie d'un petit groupe d'amis qui ne cesse de s'agrandir depuis dix ans.

Il sont seize, sur ou derrière le plateau de S/N, tous engagés dans l'aventure de Dumb Type, qui, malgré une reconnaissance internationale, ne leur permet pas de

vivre de leur art. Ils sont venus de l'université, des night-clubs, où plusieurs d'entre eux trouvent les moyens de vivre par des performances ou des sex-shows lucratifs. Tous ont conçu un spectacle hautement technologique et pourtant d'une émotion extraordinaire. S/N, pour Signal/Noise (Signal/ Bruit), pour Some/None (Personne/ Quelqu'un), pour Sense/Nonsense, etc., mêle sept acteurs-danseurs et quatre projecteurs high-tech qui diffusent indifféremment images fixes et animées. Le sol est nu, un écran large barre toute la largeur du théâtre et une scène, fermée par un velum blanc, est installée à l'aplomb de l'écran, à plusieurs mètres du sol. Là, on découvre un jeune homme en costume de serge grise, à la voix calme, posée. Sur sa veste, trois autocollants : « Japonais », « Homosexuel », « Séropositif ». L'exact autoportrait de Teiji Furuhashi, qui a choisi d'en découper avec les barrières de la représentation et celles, mentales, qui pourraient faire de lui un patrie. S/N est un miroir tendu vers le spectateur, à qui il s'agit de « donner du courage », en l'occurrence celui d'affronter, au-delà de son reflet, la souffrance et la disparition des corps.

### TRAVAIL SUR ORDINATEUR

A ceux qui pourraient s'étonner de l'alliance improbable des sujets les plus graves et de la haute technologie, Teiji Furuhashi rétorque qu'il est tout sauf un « techno-freak » : « L'ordinateur nous permet de résoudre le problème capital du Japon, celui du manque d'espace. Nous avons à Kyoto un minuscule bureau où on ne peut pas répéter. L'ordinateur

nous permet de travailler dans un espace virtuel à la mesure de nos envies, d'inventer et de modifier aussitôt des décors, des mouvements. Par ailleurs, il simplifie l'écriture même des spectacles en permettant d'assembler à l'infini une multitude de diagrammes, textes et citations. Il nous permet enfin de réduire considérablement les coûts de fabrication. Bref, c'est un moyen de travail très naturel, non seulement pour des japonais, mais pour des artistes qui veulent explorer des questions nouvelles, questions qui n'ont que des réponses évolutives. S/N, c'est deux ans de travail ; j'ai changé des choses, des choses ont changé, des choses m'ont changé ; le système évolutif de nos spectacles nous semble bien correspondre aux évolutions constantes de l'esprit humain. »

« Evolutif », l'adjectif pourrait aussi qualifier les travaux de Hotel Pro Forma ou ceux des Berlinois de Dead Chickens, qui ont entamé il y a plus d'une semaine une installation spectaculaire dans le hall de la Maison des Arts, décor trashy qui sera bientôt le cadre d'un cabaret bien dans le goût de cette bande de voyous plutôt crades et mutants. Bien dans l'esprit d'un festival que Didier Fusillier a voulu ouvrir à tous ceux qui inventent : « Le théâtre, parce qu'il ne requiert aucun moyen particulier, parce qu'il n'a besoin de la valenté des hommes, de leur envie de jouer, est partout dans le monde la première possibilité d'expression des jeunes artistes. » C'est la philosophie toute simple d'Exit 95, rendez-vous atypique et passionnant de l'actualité du spectacle vivant.

Olivier Schmitt

## Les « Dialogues des carmelites » à l'Opéra de Rennes

**DIALOGUES DES CARMÉLITES** de Francis Poulenc. Avec Catherine Dubosc (Blanche), Margot Pares-Reyna (Constance), Jacqueline Mayeur (la Première Prieure), Denise Pelletier (Seconde Prieure). Orchestre de Bretagne, Claude Schnitzler (direction), Charles Roubaud (mise en scène).

**OPÉRA DE RENNES**, vendredi 5 mai. Prochaine représentation : jeudi 11 mai, à 20 h 30. Tél. : 99-28-55-87. De 50 F à 190 F. Le Grand Théâtre de Bordeaux présentera les 31 mai, 2 et 6 juin, à 20 heures et le 4 juin, à 14 h 30, une nouvelle production de l'œuvre de Poulenc. Tél. : 56-48-58-54. De 35 F à 300 F.

### RENNES

de notre envoyé spécial  
Les Dialogues des carmelites semblent, depuis un an, faire le tour des scènes nationales : après la production de Guy Coutance, que l'on aura pu voir en région parisienne (Le Monde du 15 novembre 1994), et qui sera redonnée à Nantes en mars 1995, l'Opéra de Rennes puis le Grand Théâtre de Bordeaux proposent leur lecture de l'Opéra de Poulenc d'après Georges Bernanos.

Ces succès s'expliquent partiellement par le fait que cet opéra est moins exigeant que d'autres scéniques :

queument : les meilleures productions de l'œuvre, telle celle d'Alain Garichot à l'Opéra de Paris (Le Monde du 24 juin 1994), sont d'ailleurs celles qui laissent « parler » la crudité du texte de Bernanos et la mélancolie souvent morbide de la musique de Poulenc, sans surcharge visuelle et dramatique.

Le spectacle donné à l'Opéra de Rennes, signé Charles Roubaud, vient de Marseille. La direction d'acteurs est minimale mais correcte. La proposition scénographique, « cistercienne » et vert-de-gris, exclut l'anecdote et produit même quelques belles images (les ombres chinoises des scènes jouées devant le rideau, l'hôtel dévasté du Marquis de la Force où se réfugie sa fille Blanche, échappée du carmel). Hélas, cette austérité de bon aloi est gâchée in extremis : lors de la décapitation des carmelites, le fond de scène est soudainement inondé d'un rouge laid et indécrottable.

### FLÔTES DISSIPÉES

Au chef d'orchestre est dévolue la redoutable tâche de faire bien sonner l'orchestre de Poulenc. Claude Schnitzler ne pouvait imposer plus de cordes que la fosse ne peut en contenir, d'où une surcharge de bols et de cuivres. Le chef apporte le soin maximal aux équilibres et veille autant qu'il le

peut à ce pas couvrir les chanteurs. Qui aura le courage de revoir, comme le compositeur souhaitait le faire - selon certains - l'orchestre constamment difficilement de la partition ?

L'Orchestre de Bretagne possède d'excellents éléments : deux bons hautbois, un cor anglais expressif - auquel revient un interlude au souvenir « tristanesque » - Les flûtes sont un peu dissipées (il est gênant de les voir gesticuler et s'amuser, surtout dans les scènes graves de l'opéra), l'un des cors n'est assurément pas bon. Les altos auraient intérêt à revoir la justesse de l'accompagnement de la première intervention de la Première Prieure. Mais, comparé à ce que l'on entendait à Nancy voilà peu (Le Monde du 11 avril), la sonorité de cet ensemble mérite d'être considérée à sa juste valeur.

Autre casse-tête pour le directeur de salle - Daniel Bizeray, en l'occurrence : réunir une distribution capable d'incarner les difficiles tessitures des Dialogues. Catherine Dubosc a enregistré le rôle de Blanche dans la version de Kent Nagano (Virgin Classics). On retrouve à la scène la fine émotion du personnage au disque : hormis quelques duretés de son et quelques notes un peu basses, la jeune Française incarne un personnage psychologiquement riche et, surtout, parfaitement intelligible. La

diction de Dubosc est un plaisir en soi (sa Shéhérazade de Ravel, avec Charles Dutoit, parue récemment chez Decca, est la plus exemplaire à cet égard depuis la version de Suzanne Danco et Ansermet, également chez Decca).

Autour d'elle, une équipe de jeunes chanteuses constitue une équipe homogène. On regrettera que la Seconde Prieure de Denise Pelletier soit, malgré un joli timbre, un peu courte de souffle et de notes : son « air de la prison » était raté. La Mère Marie de Marie-Thérèse Keller est convaincante, même si, comme à l'habitude dans ce rôle difficile, elle n'est intelligible que dans le centre de sa tessiture.

Constance est un soprano léger. Margot Pares-Reyna, si elle a les notes du rôle, n'en a pas ou plus la couleur. Son soprano est trop charnu et elle crie trop ses aigus. Le Marquis et le Chevalier de la Force, étaient bien chantés par Hubert Humeau et Benoît Boutet. Bonne Première Prieure de Jacqueline Mayeur, un peu courte de graves pour « passer » l'orchestre dans la scène de l'agonie, mais stupéfiante lors de sa confrontation avec Mère Marie et Blanche, le moment dramatiquement le plus fort de cette représentation.

Renaud Machart

## DANS LES THÉÂTRES

### LA MORT D'AUGUSTE

Mise en scène : Romain Weingarten. Avec Dominique Pinon, Jacques Le Carpentier et Luce Mouchel. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, Paris XXV. Le Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 1 h 30. De 100 F à 150 F. Jusqu'au 18 juin.  
Sur une piste ronde qui n'a du cirque que la forme, vaste monde de couloirs, de miroirs, de diffraction des lumières et des sens (décor d'Edouard Laug et Gilles Bourdieu), entre par effraction « l'homme le plus bête du monde », Yaourt, le Grand Yaourt ou encore Châpette Auguste, nom d'emprunt, nom d'emprunt, nom de dieu fait clown (Dominique Pinon). Il s'en vient troubler la relation peu amoureuse de Loyal d'Arsonval della Piza (Jacques Le Carpentier), chef bodybuidé d'une troupe réduite aux acrobates, en l'occurrence Zita, femme, princesse et panthère quand les hommes la servent de trop près (Luce Mouchel).  
Ce trio imaginé et conçu par le fantasque Romain Weingarten, l'un des philosophes les plus polis parce que les plus drôles du théâtre français, vole au boulevard des entrées et sorties fracassantes, des placards imaginaires qui sont autant de postes d'observation des uns par les autres, lieux intimes des grandes rancœurs et des petites espérances ; il vole au cirque cette façon de tourner en rond qui prend vite une dimension platonicienne, métaphysique aussi ; il vole au théâtre la mise en jeu de la parole, à un haut degré d'engagement et de cocasserie, et quelques références où l'on reconnaît, entre un chou et un cil géants, à bord d'une brouette ou juchée sur la nacelle d'une montgolfière, Dame, Shakespeare, Molière, Beckett... Cette sarabande iconoclaste est menée sans temps mort, au maximum de la résistance des acteurs (tous trois excellents), par le metteur en scène Gilles Bourdieu, complice de l'auteur jusqu'à faire de cette œuvre à trois voix un vaste chant de la terre et de l'illusion. Voilà du pur théâtre qui mêle astucieusement le divertissement et une jolie méditation sur la condition humaine que les temps font aux hommes.

O. S.

### CIMENT

Mise en scène : Stanislas Nordey. Avec Massimiliano Belfini, Valérie Blanchon, Marc Bodnar, Emmanuel Costes, Michel Demierre, Olivier Dupuy, Hélène Fabre, Frédéric Fischbach, Magali Fouchaut, Pierre Maréchal, Stanislas Nordey, Sylvie Planteau, Myrto Procopiou, Christophe Raymond, Richard Sammut et Laurent Sauvage. Théâtre Nanterre/Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du lundi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 45. 90 F et 130 F. Jusqu'au 13 juin.

Ciment, c'est d'abord un texte de première importance, celui de Fiodor Gladkov, fils de paysans russes, né en 1883, entré très tôt en lutte révolutionnaire et écrivain inventif qui a introduit le premier dans la littérature de son pays la langue populaire, « l'argot des bolcheviks ». Ce roman, Heiner Müller, le poète et dramaturge allemand qui dirige aujourd'hui le Berliner Ensemble, l'a lu et relu au début des années 70 à l'invitation d'Hélène Weigel, puis il l'a adapté pour la scène où il fut créé, en 1973, au Berliner, dans une mise en scène de Ruth Berghaus. Müller a concentré le récit autour de ses préoccupations politiques et dramatiques, voulant hisser l'histoire de l'ouvrier Gleb Tchoumalov (Richard Sammut), retour de guerre dans une ville du sud de la Russie en 1921, à la hauteur des plus grands mythes du théâtre.  
Stanislas Nordey et sa compagnie, désormais pensionnaires du Nanterre/Amandiers dirigé par Jean-Pierre Vincent, ont pris cette œuvre à bras-le-corps, bien dans la manière de ce jeune collectif qui se défie de rien. Sur un immense plateau rond et presque nu, qui se démultiplie à peu pour devenir simple tréteau (décor splendide d'Emmanuel Clolus), seize acteurs continuent de « faire leurs classes » en grandeur réelle. On l'on retrouve une sorte d'urgence respect et un goût de la recherche, des beaux mouvements d'ensemble et quelques grandes maladroites individuelles, un style rigoureux qui se moque des écoles et passe du réalisme au futurisme, de l'expressionnisme à la pantomime avec une virtuosité certaine. Il y a pourtant, sur le plateau comme dans l'écriture du texte, plusieurs tunnels dont on sort à l'aventure. Mais, là ou ailleurs, surgissent des éclats de jeu, des fulgurances de théâtre, des orages lumineux qui sont la marque Nordey et emportent l'adhésion. Cette méditation à hautes et basses tensions éclaire le chemin du théâtre d'aujourd'hui, lyrique et ci-toyen, quelquefois mal foutu mais toujours bien-voulant.

O. S.

### LA VOIX HUMAINE

de Jean Cocteau. Mise en scène : Michaël Lonsdale. Avec Sonia Petrova. Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris IV<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-71-46-50. Du mardi au samedi, 21 heures. Durée : 1 h 40. 120 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

Un amour fou, une séparation dramatique, une solitude insupportable. La tragédie en un acte de Cocteau a fait le tour du monde dans la voix des plus grandes interprètes, dramatiques et lyriques. Elle est aujourd'hui portée en scène, une nouvelle fois, par Michaël Lonsdale qui dirige une femme très belle, Sonia Petrova, seule en scène sur un lit défait à même le sol et seulement armée d'un téléphone. Dans le très beau petit Théâtre du Renard, un chant s'élève, la plainte éternelle de l'amour trahi. Il n'y a ici aucune audace particulière, simplement un fragment de théâtre, certes un peu suranné, mais toujours aussi efficace pour peu qu'il soit servi, comme c'est le cas, par une interprétation de premier ordre.

O. S.

**LA CAPITALE SECRÈTE**  
de Gérard Watkins  
9 mai - 24 mai  
Théâtre de Gennevilliers  
Centre Dramatique National  
41 32 26 26 - Métro Gabriel Péri  
ÉCOUTEZ VOIR

**NANTERRE AMANDIERS**  
MÜLLER / NORDEY  
**CIMENT**  
du 3 mai au 13 juin 1995  
46 14 70 00  
ÉCOUTEZ VOIR

**SHAKESPEARE ODEON**  
16 MAI - 24 JUIN 95  
**peines perdues**  
ÉCOUTEZ VOIR

Les choix  
audacieux  
des étoiles  
de l'Opéra

NE SOIRÉE À PARIS

MA

LES FILMS

CELANO

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS

LES FILMS







## Le quotidien lillois vient de lancer une nouvelle formule et s'oriente vers la télévision et le multimédia

mation. Le mélange de la photo, de la vidéo, des textes et du son, permet une complémentarité et une continuité entre les supports, avec, à chaque fois, une vraie valeur ajoutée, en créant des produits spécifiques se renvoyant les uns aux autres. On peut imaginer une poupée russe où les notions de services et de communication s'ajoutent à l'information. Notre métier, c'est la collecte de l'information, sa transformation et sa distribution sous toutes ses formes. Il ne s'agit pas de s'embarquer dans des histoires aventureuses sur le plan financier, mais il y a tout de même des niches « étroites, sur lesquelles on va pouvoir travailler. »

## TV Carton jaune demande au CSA de se prononcer sur le traitement de l'information à TF 1

**COMPOSÉE** d'avocats, de magistrats et de professionnels des médias décidés à « *cœurer en faveur de l'innocent de l'information télévisée* », la Fédération TV Carton jaune veut inciter Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à s'exprimer publiquement sur les conditions dans lesquelles le présentateur vedette du *Journal télévisé* de TF 1, Patrick Poivre d'Arvor, exerce son métier, après avoir été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 200 000 F d'amende pour recel de biens sociaux dans le cadre de l'affaire Pierre Botrou-Michel Noir.

par son objet lucratif ne doit-il pas, selon vous, être réexaminé au regard de ces obligations ? », demande TV Carton jaune à M. Bourges. En mai 1993, la plainte engagée par TV Carton jaune contre TF 1, après que la chaîne eût diffusé un flux entrecroisé avec Fidal Castro, avait été déclarée irrecevable. De même que la plainte contre la chaîne privée et un autre de ses journalistes, Bernard Volker, après diffusion d'une information « exclusive » selon laquelle l'obus qui avait explosé le 5 février sur un marché de Sarajevo aurait été tiré des lignes bosniaques (la Forpnum avait démenti avoir délivré cette information).

Ces déclarations judiciaires illustrent le manque de recours juridiques des télespectateurs face aux médias. Pour TV Carton jaune, le CSA reste donc seul compétent en ce domaine et seul à même d'envisager des procédures de sanctions. D'où la volonté d'obtenir une position claire de la part d'Hervé Bourges, et de souhaiter en outre que cette requête fasse l'objet d'un débat public dans la presse.

■ **TF1 remanie ses programmes.** « Concouc », émission quotidienne de TF1, animée par Christophe Dechavanne, devait débiter à 19 h 20 et durer donc une demi-heure de moins à compter du 10 mai, afin d'éviter la baisse d'audience qui l'affecte depuis que, sur France 2, « Studio Gabriel » a subi le même traitement (*Le Monde* du 18 janvier). En outre, TF1 a décidé de remanier ses programmes d'après-midi en proposant à partir du 11 mai les séries « K 2000 » et « Dallas ».

L'association se fonde sur la décision du 17 janvier 1989 du Conseil constitutionnel, qui avait considéré que « l'exigence tendant au respect de l'homogénéité et du pluralisme de l'information » présentait « un caractère impératif ». « Le maintien de la confiance que TF1 a cru utile de renouveler pour des motivations certainement dictées

**Alain Salles**

Le 11 avril, *La Voix du Nord* a proposé une nouvelle formule, avec une nouvelle mise en page. « On a décidé de revenir aux sources : proximité, fraîcheur de l'information, concision, explique André Soleau, le directeur de la rédaction. On a pensé que la proximité, ce serait la décentralisation, qu'il fallait responsabiliser les équipes sur le terrain. » Ces principes ont abouti à une refonte totale du mode de fabrication, en cours depuis un an.

La chaîne de fabrication est désormais entièrement automatisée et dé-

place qu'occupera leur article et la configuration des pages pour lesquelles ils travaillent. Cette révolution technologique et sociale est suivie avec grand intérêt par de nombreux journaux qui viennent régulièrement visiter le quotidien du Nord.

Ces changements ont quelque peu perturbé les lecteurs traditionnels. Le

fabrication devrait également faciliter les développements multimédias, en permettant un meilleur classement des données fournies par le journal ou par ses « satellites » (hebdomadaires ou autres quotidiens du groupe). « On ne va pas resservir le journal sur écran, fait remarquer Jean-Louis Prévost. La télématique a montré les limites de ce besoin d'informa-

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p><b>13.40</b> Série : 21, Jump Street.</p> <p><b>14.30</b> Club Dorothé.</p> <p><b>17.25</b> Série : Les Nouvelles Filles à côté.</p> <p><b>17.55</b> Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p><b>18.25</b> Série : K 2000.</p> <p><b>19.20</b> Magazine : Coucou ! (et 0.05).</p> <p><b>19.50</b> Le Babette Show (et 0.10).</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p> <p>La Minute hippique, Météo.</p>	<p><b>13.45</b> Série : Stryker.</p> <p><b>15.20</b> Chahu Maureen.</p> <p><b>17.10</b> Série : Seconde R.</p> <p><b>17.40</b> Série : Les Années collège.</p> <p><b>18.10</b> Série : Sauvées par le gong.</p> <p><b>18.40</b> America's Cup.</p> <p><b>18.45</b> Jeu : Qui le meilleur gagne.</p> <p><b>19.10</b> Flash d'informations.</p> <p><b>19.15</b> Studio Gabriel.</p> <p><b>19.50</b> Bonne Nuit les petits.</p> <p><b>19.55</b> Tirage du Loto (et 0.45).</p> <p><b>19.59</b> Journal et Météo.</p>	<p><b>13.40</b> Série : La croisière s'amuse.</p> <p><b>14.30</b> Série : Magnum.</p> <p><b>16.15</b> Félix le chat.</p> <p><b>16.30</b> Les Minutemen.</p> <p><b>17.40</b> Une pêche d'enfer.</p> <p><b>18.20</b> Jeu : Questions pour un champion.</p> <p><b>18.50</b> Un livre, un jour.</p> <p>Les Faves, de Bernard Zuercher.</p> <p><b>18.55</b> Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.03, Journal régional.</p> <p><b>20.05</b> Jeu : Fa si la chanter.</p> <p><b>20.35</b> Tout le sport.</p> <p><b>20.40</b> INC.</p>	<p><b>13.30</b> M 6 KID.</p> <p>Présenté par Caroline Avon et Paul Grandjean. Le requin, les tortues de mer, Kidnot, Kristine, Mighty Max, 14.05 Conan l'aventurier, 14.35 Moi, Renart, 15.05, 20.00 Jeux dans l'espace, 15.35 Highlander.</p> <p><b>16.05</b> Magazine : Méga 6.</p> <p>Présenté par Guillaume Stanzik.</p> <p><b>16.25</b> Variétés : Hix Mag.</p> <p>Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Wirtz.</p> <p><b>17.00</b> Magazine : Farnéze (et 0.35).</p> <p>Présenté par Christophe Crenel. Le Printemps de Bourges.</p> <p>L'occasion de découvrir l'envers du décor de ces festivals qui sont devenus de grosses machines souvent tournées à crédit, techniquement et financièrement.</p> <p><b>17.30</b> Série : Guillaume Tell.</p> <p><b>18.00</b> Série : O'Hara.</p> <p><b>18.54</b> Six minutes première édition.</p> <p><b>19.00</b> Série : Agence Aqualoop.</p> <p><b>19.54</b> Six minutes d'informations, Météo.</p> <p><b>20.00</b> Série : Madam est servie.</p> <p><b>20.35</b> Magazine : Eco 6.</p> <p>Présenté par Michel Cellier. Le Dictionnaire des insectes.</p>	<p><b>13.35</b> Décade pub Bunny.</p> <p><b>14.30</b> Documentaire : Le Lac des insectes.</p> <p>De Richard Whibben.</p> <p><b>15.00</b> Le Journal du cinéma.</p> <p><b>15.05</b> 100 films : Abus de confiance.</p> <p>De Carl Schatz.</p> <p><b>16.30</b> Surprises.</p> <p><b>16.45</b> Sport : Basket-ball américain.</p> <p>Match de la NBA.</p> <p><b>18.00</b> Canaille peluche.</p> <p>Rocko and Co.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00.</p> <p><b>18.30</b> Jeu : Pizzarollo.</p> <p><b>18.40</b> Magazine : Neuf part ailleurs.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p><b>19.20</b> Magazine : Zébrama.</p> <p><b>19.55</b> Les Guignols.</p> <p><b>20.30</b> Le Journal du cinéma du mercredi.</p> <p>Présenté par Isabelle Giordano.</p>	<p><b>14.00</b> L'Esprit du sport.</p> <p>Haroun Taziefi (rediff.).</p> <p><b>15.00</b> Mag 5.</p> <p><b>15.30</b> Qui vive. Le sein (rediff.).</p> <p><b>15.45</b> ASIO : La Terre [3/5].</p> <p><b>16.00</b> Le Journal du cinéma.</p> <p><b>16.35</b> Inventer du domaine.</p> <p>Danils Constant Marin, solognois [3/5].</p> <p><b>16.45</b> Les Grandes Inventions.</p> <p>La technologie laser (rediff.).</p> <p><b>17.00</b> Jeunesse.</p> <p>Les Explorateurs de la connaissance : Relat.</p> <p><b>17.30</b> Les Enfants de John.</p> <p><b>18.00</b> Eco et compagnie.</p> <p>A quoi servent nos impôts ?</p> <p><b>18.15</b> L'Amour en questions.</p> <p>Le développement du fœtus.</p> <p><b>18.30</b> Le Monde des animaux.</p> <p>Maître renard.</p> <p><b>18.55</b> Le Journal de l'après (rediff.).</p>
DIVERS	DIVERS	DIVERS	DIVERS	DIVERS	DIVERS
<p><b>20.45</b> Divertissement : Le monde est fou.</p> <p>Présenté par Jean-Pierre Foucault. Avec Yves Jacot, Jean-Edem Hallier, Nadia Fares, Laurent Baffie, Sacha Distel, Isabelle Mergault, Imagination, Derrick Morgan, John Evans.</p> <p><b>22.55</b> Magazine : 52 sur la Une.</p> <p>Avec fleurs et couronnes, d'Anne Calais et Patrick Schwitt.</p> <p><b>23.55</b> Les Revues de nuit de l'entrepreneur.</p> <p>Louis Gallio, président d'Aérospatiale.</p> <p><b>0.15</b> Série : Paire d'as.</p> <p><b>1.15</b> Journal et Météo.</p> <p><b>1.25</b> Programmes de nuit.</p> <p>Passions : 1.50 TP 1 nuit (et 2.55, 4.00), 2.00. Histoires naturelles (et 3.50, 5.10), 3.05. Les Aventures du jeune Patrick Picaud [5/6], 4.10. Mesaventures : 4.35, Musique.</p>	<p><b>20.50</b> Sport : Football.</p> <p>En direct du Parc des Princes. Finale de la Coupe des coupes : Arsenal (G-B)-Saragossa (Esp.), 21.40, M-temps : 21.55, 2 période.</p> <p><b>23.00</b> Magazine : Bas les masques.</p> <p>J'ai subi l'humiliation. Reportages : Harkis ; Jacqueline ; Les Femmes tondues.</p> <p><b>0.30</b> Les Films Lumière (rediff.).</p> <p><b>0.35</b> Journal, Météo.</p> <p><b>1.00</b> Le Cercle de minuit.</p> <p>Les Femmes.</p> <p><b>2.25</b> Programmes de nuit.</p> <p>Histoires courtes : Les Mickys, de Thomas Vincent avec Caroline Proust, Clous Corralat ; 3.00. Emissions religieuses (rediff.) : 4.00, 24 heures d'Info ; 4.50. Outremers ; 5.45, Dessin animé.</p> <p><b>0.35</b> Musique : Graffiti.</p> <p>Concerto pour orgue et orchestre, de Poulen, par l'Orchestre philharmonique de Varsovie, sol. Frédéric Reszen Magle, dir. J. Karłowicz (15 min).</p>	<p><b>20.50</b> Magazine : La Marche du siècle.</p> <p>En collaboration avec le Journal Le Monde. Que souhaitent réellement les Français ? Quelle est la signification de leur vote ? Quel type de société veulent-ils ? Quelles urgences assignent-ils au nouveau président de la République ?</p> <p><b>23.30</b> Météo et Journal.</p> <p><b>23.55</b> Un siècle d'écrivains.</p> <p>Présenté par Bernard Rapp. Jacques Prévert, la coupe magnifique, de Gilles Nadeau.</p> <p><b>23.45</b> Documentaire : Les Cinq Continents.</p> <p>Présenté par Bernard Rapp. Sophiane Antipolis, des sours et des hommes (rediff.).</p>	<p><b>20.45</b> 100 films : Doute cruel.</p> <p>D'Yves Sliedright en deux parties diffusées à la suite.</p> <p><b>0.35</b> Série : Emotions.</p> <p>E = M + 6 ; 2.55. Culture rock (La saga) ; 3.50, 5.10 ; 4.45, Portrait des passions françaises (La Joie).</p>	<p><b>21.00</b> Cinéma : Singles. ■</p> <p>Film américain de Cameron Crowe (1992).</p> <p><b>22.35</b> Flash d'informations.</p> <p><b>22.40</b> Cinéma : La Disparue. □</p> <p>Film américain de George Sluizer (1992, v.o.).</p> <p><b>0.25</b> Cinéma : Les Cousins. ■■</p> <p>Film français de Claude Chabrol (1959).</p> <p><b>2.15</b> Magazine : Courants d'air.</p> <p>Estelle Hallyday à San Francisco (44 min).</p>	<p><b>19.00</b> Magazine : Confronti.</p> <p>En grande désignation les hommes s'habillent en femmes et vice versa.</p> <p><b>19.30</b> Histoire naturelle de la sexualité.</p> <p>Quand l'imagination prend le pouvoir [6/6].</p> <p><b>20.15</b> Le Dessous des cartes.</p> <p>Russie : l'histoire, de Jean-Loïc Porron.</p> <p><b>20.30</b> 112 Journal.</p> <p><b>20.40</b> Les Mercredis de l'Histoire.</p> <p>Les Massacres de Sély, un certain 8 mai 1945, de Mehdi Lallaoui et Bernard Langlois.</p> <p><b>21.40</b> Musica :</p> <p>Les Jolies Voix de mai.</p> <p><b>21.41</b> Documentaire : Plácido Domingo.</p> <p>Portrait de Michael Walsh et Michael Cady.</p> <p><b>22.10</b> Magazine : Histoire Journal.</p> <p>A Lyon : Saint-Etienne, de Betty Jolas ; au Luxembourg : Éclaire, de Michel Théodorakis ; à Francfort-sur-le-Main : La Reprise, de Heiner Goebbels ; à Hambourg : Concerto pour violon, de John Adams, avec Gidon Kremer.</p> <p></p>



# Images d'en France du 6 au 7 mai

Aux ultimes heures de la campagne présidentielle, « Envoyé spécial » a filmé pendant vingt-quatre heures les deux candidats et des citoyens ordinaires

LA FORMULE fait les beaux jours de « 24 heures », le magazine hebdomadaire de Canal Plus réalisé par l'agence Capa. L'idée en est simple : des équipes de tournage travaillent simultanément en des lieux différents sur le même sujet pendant vingt-quatre heures. La mise en œuvre, quant à elle, nécessite un investissement important en moyens techniques et en personnel. Le résultat final dépend pour une bonne part de multiples imprévisibles dont les conséquences peuvent être gommées au montage.

Les responsables du magazine « Envoyé spécial », sur France 2, ont décidé de coller ainsi à l'actualité la plus chaude : l'élection présidentielle — travaillant dans l'urgence qu'ils n'avaient jamais connue en cinq ans d'existence de l'émission. Et lundi 8 mai, au troisième étage de l'immeuble de France 2, avenue Montaigne, Paul Nahon et Bernard Benaym naviguent entre les salles de montage où six équipes de tournage procédaient au pré-montage de séquences tournées entre l'après-midi du samedi 6 mai et la soirée du dimanche 7.

## DE CINTÉGABELLE À PARIS

Des deux journalistes parties sur les traces des candidats en lice, Florence Mavic était incontestablement la plus heureuse. Grâce à la « complicité » de Sylviane Jospin, son épouse, le candidat socialiste avait accepté avec une relative bienveillance la présence des caméras. Un entretien exclusif avec le



candidat, de nombreuses images — de l'après-midi pris au restaurant « Le Gabelois » de Cingetabelle, son fief de Haute-Garonne, jusqu'à son QG parisien de la rue du Cherche-Midi, le dimanche soir, en passant notamment par le Parc des Princes et la Maison de la chimie.

Marie-Pierre Parkas était, elle, quelque peu désemparée par les vingt-quatre heures passées auprès d'un futur vainqueur peu soucieux de satisfaire ses exigences journalistiques. Elle avait dû se résoudre à « planquer à l'Hôtel de Ville » pour saisir les pas de Bernardette Chirac allant à la messe, tandis que le caméraman Christian Hirou s'ingé-

nial à trouver quelques angles originaux susceptibles de ne pas répéter les images des journaux télévisés.

D'autres reporters furent encore confrontés à ce refus des caméras. Ainsi Éric Monier, parti recueillir quelques « brèves de comptoir » dans un bistrot de la capitale : les intervenants prévus — y compris le patron du café — avaient finalement décidé de désertir les lieux. Michel Mompontet était quant à lui « déçu » de son périple à Dax, auprès de jeunes rugbyens qui, selon lui, « n'avaient fait preuve d'aucune conscience politique ». Loin de l'agitation électo-

rale, Anne Gintzburger s'était rendue dans un couvent de bénédictines, soucieuse d'interroger les religieuses sur « leur place dans la société ».

## CONTRASTE SAISISANT

Le long d'un chemin de halage situé à la sortie de Paris, entre l'autoroute de l'Est et la Seine, Marcel Trillat découvrait onze personnes. « Sans domicile fixe », mais avec le voisinage fidèle et assourdissant du flot des voitures. Le contraste est évidemment saisissant entre les candidats — ces « deux machines qui jurent » — et ceux dont il a si souvent été question pendant la campagne. De la douche hebdomadaire au marché, entre la manche et « le culvre » — la récupération et la vente des métaux —, Marcel Trillat a filmé une journée presque ordinaire de ces exclus, qui « tous se passionnent pour la politique », selon le journaliste. Mais aucun n'est allé voter.

A 20 heures, ils ont branché patiemment une batterie de voiture sur un minuscule récepteur de télévision noir et blanc. Sans trop d'espoir — « La droite, ça n'a rien donné ; quatorze ans de Mitterrand, ça n'a rien donné » — ni même de revendications : « Il faut qu'on change notre système. Ce n'est pas un président ou une association qui vont faire quelque chose pour nous ».

Jean-Baptiste de Montvalon

★ « Envoyé spécial », France 2, 20 h 50.

# « Sida Gabriel »

par Agathe Logeart

MICHEL DRUCKER, jusque-là, assurait avec toute la rondeur qu'on lui connaît la promotion du dernier livre de la chanteuse Sheila. L'ouvrage, intitulé *Et si c'était moi*, était prêtée à revoir n'importe sur des images fanées la sage jeune fille aux courtes, au son démodé de son Teppaz. On naviguait dans l'eau sucrée des bons sentiments. Recevoir Sheila, c'était une bonne action, genre « Chers-d'œuvre en péril » à « Studio Gabriel ». Les adolescents qui composaient le public avaient l'air un peu ému de se trouver face à cette ex-idole des sixties, petite baby-doll qui ne ressemblait pas encore à une rombière. On les imaginait déjà, le soir venu, de retour chez leurs parents, les interrogeant pour savoir si leurs grands-parents, un jour, avaient été yéyé...

Et puis on a entendu du bruit. Un drôle de bruit sourd. Et tout s'est passé très vite. Juste avant « Les Zap'tualités », ces facettes bouffonnes qui servent de tuteur à l'Audimat de l'émission, Michel Drucker s'est tout à coup levé. Il se passait quelque chose. Était-ce une blague, était-ce grave ? Nous n'en avons tout d'abord rien su, car les caméras restaient désespérément fixes et refusaient de nous conduire au cœur de l'événement. Comme une chatte protégeant ses petits, Michel Drucker s'est dressé pour faire face à l'envahisseur. Car il s'agissait bien d'envahisseurs de plateau télévisé, ces entartreurs d'émissions dont l'on avait cru, à tort, la race éteinte. Quel métier, vraiment, ce Michel Drucker ! D'autres, à sa place, se seraient fâ-

chés. Pas lui, car on ne détruit pas en quelques secondes de mauvaise réaction une réputation trentenaire de genre idéal...

Au hard, il lui fallait évidemment répondre soft. On le vit donc, le premier trouble légitime très vite dissipé, prendre des mains du chef du commando le court texte que celui-ci s'appropriait à lire de force à l'antenne et le faire sien. (L'animateur de « Studio Gabriel » aurait-il lu n'importe quoi pour se débarasser au plus vite d'importuns ?) Décontenancés par cet accueil inattendu, les militants d'Act Up, puisqu'il s'agissait d'eux, se firent tout doux. Ils s'attendaient à être traités manu militari dans les coulisses, mais ils se trompaient, car on les recevait presque avec des fleurs. Troublés, ils commencèrent par déployer leur bannière à l'envers. Découvrant leur message au fur et à mesure qu'il se lisait, Michel Drucker gardait la situation parfaitement en main. On ne pouvait déceler un léger trouble que dans sa prononciation du nom d'Act Up, qu'il lisait à la française, avec un U pointu. Il promit qu'il transmettrait au nouveau président de la République, qui, comme chacun sait, est très actif sur le front du sida, Sheila fut embrassée par un perturbateur, et le tout, banderoles et slogans, fut plié en quelques secondes. Sheila put alors continuer sans dommage à promouvoir ses deux disques, compilations de vieux succès, qui viennent juste de sortir. On dut se pincer pour vérifier qu'on n'avait pas rêvé.

## JEUDI 11 MAI

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Dallas.</p> <p>15.20 Série : La loi est la loi.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.50 Club D'été.</p> <p>17.25 Série : Les Mousquetaires d'Alsace.</p> <p>17.55 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>18.25 Série : K2000.</p> <p>19.20 Magazine : Coucou ! (et 0.55).</p> <p>19.50 Le Babé Show (et 1.00).</p> <p>20.00 Journal, Tiroir, La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.50 Série : Rocca.</p> <p>L'Enfant d'Arturo, de Paul Planchon.</p> <p>22.30 Sans aucun doute.</p> <p>Présenté par Julien Courbet.</p> <p>23.55 Magazine : Ex libris.</p> <p>Brevé à l'usage du nouveau président. Avec Alain Genestier (Français, si vous rêvez), Alain Duhamel (La Politique imaginaire), Le Père de la Morandais (Un examen de conscience politique aux élus et à leurs électeurs), Jean-Loup Chifflet (Bébé, cours élémentaire première année, leçons de choses à l'usage du président), Philippe Harouard (Alain Juppé ou la tentation du pouvoir).</p> <p>1.05 Journal et Météo.</p> <p>1.20 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires naturelles (et 3.25, 5.05); 2.15, TF 1 nuit (et 3.15, 3.55); 2.25, Les Aventures du jeune Patrick Pécarré (0.6); 4.05, Côté cœur; 4.35, Musique.</p>	<p>13.45 Série : Inspecteur Derrick.</p> <p>14.45 Série : L'Enquêteur.</p> <p>15.40 Tiroir à Longchamp.</p> <p>15.55 Variétés : La Chanson aux chansons (et 5.00).</p> <p>16.40 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde B.</p> <p>17.45 Série : Les Armées collégiées.</p> <p>18.15 Série : Sauvés par le gong.</p> <p>18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 2.00).</p> <p>Invité : Kirk Douglas.</p> <p>19.50 Bonne nuit les petits.</p> <p>19.59 Journal, Météo, Point route.</p> <p>20.50 Magazine : Envoyé spécial.</p> <p>Un dimanche en mai, spécial élections. Les Candidats ; Le Bistrot ; Les Jeunes à Dax ; Les SDF ; Le Monastère.</p> <p>Les équipes de l'émission se sont mobilisées pour suivre heure par heure la journée du 7 mai 1995.</p> <p>22.35 Cinéma : Belle de jour. ■■■■</p> <p>Film français de Luis Buñuel (1966).</p> <p>0.10 Les Films Lumière.</p> <p>0.15 Journal, Météo.</p> <p>Journal des courses.</p> <p>0.45 Le Cercle de minuit.</p> <p>Présenté par Laure Adler.</p> <p>2.30 Programmes de nuit.</p> <p>Bas les masques (rediff.) ; 4.00, 24 heures d'info ; 4.20, Jeu : Pyramide ; 4.50, L'Âge et la bête ; 5.45, Dessin animé.</p>	<p>13.35 Magazine : Vincent à l'heure.</p> <p>14.40 Série : La croisière s'annule.</p> <p>15.35 Série : Simon et Simon.</p> <p>16.30 Les Minikéums.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Jeu : Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Breve Histoire des fesses, de Jean-Luc Hennig.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.03, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Keno.</p> <p>20.55 Cinéma : Angèle. ■■■■</p> <p>Film français de Marcel Pagnol (1934, N.).</p> <p>23.15 Météo et Journal.</p> <p>23.40 Documentaire : Les Dossiers de l'Histoire.</p> <p>Sur les canons de la Yang Tse Kiang, d'Eric Deroy.</p> <p>0.40 Magazine : L'Heure du golf.</p> <p>1.10 America's cup.</p> <p>2.10 Musique Graffiti.</p> <p>Sonate pour violon et piano, de Tartinini, par Benjamin Schmid et Alexandre Markovitch (15 min).</p> <p>23.00 News at Night.</p> <p>23.15 Cinéma.</p> <p>23.30 Concen : Live 1 with Smashing Pumpkins. Enregistré au London's Astoria, au printemps 1994. 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (60 min).</p>	<p>13.25 Série : L'Homme de fer.</p> <p>14.20 Série : Jim Bergerac.</p> <p>15.10 Musique : Boulevard des clips (et 2.00, 5.40).</p> <p>17.00 Variétés : Hit Machine.</p> <p>Emission présentée par Yves Noët et Ophélie Winer.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : O'Hara.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Agence Acapulco.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations.</p> <p>Météo.</p> <p>20.00 Série : Madame est servie.</p> <p>20.35 Magazine : Passé simple.</p> <p>Présenté par Manelle Fournier 1955 : le retour de de Gaulle.</p> <p>En 1955, le général de Gaulle revient en Algérie. Le Général de Gaulle revient au pouvoir après douze ans de mise à l'écart.</p> <p>20.50 Cinéma : L'ange s'est envolé. ■</p> <p>Film britannique de John Sturges (1970).</p> <p>23.15 Téléfilm : Les Soures de la haine.</p> <p>De David Greene.</p> <p>0.55 Magazine : Culture rock (et 4.45).</p> <p>La Saga.</p> <p>1.50 Magazine : Rock express.</p> <p>3.25 Rediffusions.</p> <p>Fanzine : 3.50, Airbus, vingt ans déjà.</p>	<p>13.35 Cinéma : Personne ne m'aime. ■</p> <p>Film français de Marion Vernoux (1993).</p> <p>15.10 Documentaire : L'île aux dragons.</p> <p>De Christian Casco.</p> <p>16.05 Cinéma : Swing Kids. ■■</p> <p>Film américain de Thomas Carter (1993).</p> <p>18.00 Canaille peluche.</p> <p>Roddy and Co.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.30 Jeu : Pizzarollo.</p> <p>18.40 Nulle part ailleurs.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine : Zérorama.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>20.35 Cinéma : Les Pilleurs. ■■</p> <p>Film américain de Walter Hill (1992).</p> <p>22.10 Flash d'informations.</p> <p>22.20 Cinéma : Héros malgré lui. ■</p> <p>Film américain de Stephen Frears (1992, v.o.).</p> <p>0.13 Pin-up.</p> <p>0.15 Cinéma : Le Cheval venu de la mer. ■■</p> <p>Film irlandais de Mike Newell (1993, v.o.).</p> <p>2.00 Concert : Madonna.</p> <p>2.50 Surprises (10 min).</p>	<p>13.30 Défi.</p> <p>L'éveil des sens : l'essence des sens.</p> <p>14.00 Les Grandes Séductrices.</p> <p>15.00 Jeux d'encre (rediff.).</p> <p>15.45 Allô ! La Terre (4/5).</p> <p>16.00 La Preuve par cinq.</p> <p>Etre un président (4/5) (rediff.).</p> <p>16.35 Inventer demain (4/5).</p> <p>16.45 Cours de langues vivantes.</p> <p>Anglais.</p> <p>17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; Téléchat.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Cinq sur cinq. Les hélicoptères du futur, Armée d'une oreille artificielle pour les sœurs.</p> <p>18.15 Affaires publiques.</p> <p>Le premier ministre.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>Escapades souterraines.</p> <p>ARTE</p> <p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>Portrait de la danseuse de flamenco Christina Hoyos.</p> <p>19.30 Documentaire : Permis de tuer.</p> <p>Le Meurtre politique et l'Islam, de Walter Heller.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Soirée thématique : De quoi j'me mêle ?</p> <p>A qui sert le pape ? Proposé par Daniel Leconte.</p> <p>20.41 Documentaire : Les Enfants du bon Dieu ou la vie quotidienne au Vatican.</p> <p>De Fabrice Gardel et Frédéric Vassort.</p> <p>Visite au Vatican. Comment fonctionne cet État de 44 hectares ? Qui y vit et comment y vit-on ?</p> <p>21.35 Débat (et 23.00).</p> <p>22.10 Documentaire : Pie, Jean, Paul et les autres.</p> <p>Histoire des papes au XX<sup>e</sup> siècle, de Constance Colonna-Cesari.</p> <p>Des accords de Latran en 1929, avec Pie XI, à l'élection du premier pape slave, Jean Paul II, une histoire de l'Eglise ponctuée d'entretiens d'archevêques et de témoins.</p> <p>23.40 Documentaire : Chico Hamilton.</p> <p>De Julian Benedict.</p> <p>Portrait d'un très grand batteur. Forestier « Chico » Hamilton, qui a connu toutes les époques du jazz et joué avec les plus grands : Mingus, Gordon, Ellington, Basie...</p> <p>0.40 Documentaire : Placido Domingo.</p> <p>De Michael Walsh et Mick Csaky (rediff.).</p> <p>2.10 Rencontre.</p> <p>Brian Eno-Rod Arad (29 min).</p>

## CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55).

19.30 Journal de la TSR. En direct.

20.00 Les Granges brûlées. ■■

Film français de Jean Chapot (1973).

21.40 Couture lyrique.

22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures.

22.45 Géopolis. 0.00 Tell Quel.

D.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.05 La Loi du collège.

De Mariana Otero (3/3).

20.00 L'Oasis oubliée.

De Luc Federmeyer et Sophie Bachellier.

20.35 Force brute.

De Robert Lihani (63/65).

Exploits. 21.25 Aux sources du vodou.

De Charles Veron.

22.15 Visages suisses.

De Claude Richardet.

23.50 Alekan-Cochet, automne 90.

De Claire Châtelier.

D.25 Petra, le silence rouge.

D'Olivier Desamps (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos.

19.15 Tout Paris (et 20.30).

19.45 Archives.

20.00 Ecran total (et 22.50).

21.00 San Francisco. ■■

Film américain de W.S. Van Dyke (1936, N., v.o.).

23.20 Concert : Vladimir Ashkenazy.

Enregistré dans la grande salle du conservatoire de Moscou en 1989 (120 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés.

17.40 La Parthène rose.

17.55 Soirée Domino.

17.55, C'est comme moi ; 18.00, Il était une fois les Amériques ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Les Nouvelles Aventures de Skippy ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi la ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus.

19.30 Série : Zorro.

CANAL JIMMY 20.05 Les Yeux cernés. ■

Film français de Robert Hossein (1964, N.).

21.20 Road Test.

21.45 Série : M.A.S.H.

22.10 Chronique du front.

22.15 Modesty Blaise. ■

Film britannique de Joseph Losey (1966, v.o.).

0.15 Souvenir. Tous en scène (65 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin.

19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites.

20.15 Série : Les deux font la loi.

20.45 Série : Salut champion (et 0.10).

La Formule 1.

21.40 Série : Mission impossible.

22.30 Série : Code Quantum.

23.15 Série : Equalizer.

0.00 Le Club.

1.00 Série : La Planète (50 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00).

19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France : play-off. Finale. 2<sup>e</sup> manche.

22.00 Football. Résumé. Coupe des coupes : finale. Arsenal (G-B)-Real Saragosse (Esp.).

Au Parc des Princes, à Paris.

23.30 Karaté. Championnats d'Europe, à Helsinki (Finlande).

D.30 Course de camions. Coupe d'Europe : 3<sup>e</sup> manche, à Misano (Italie) (30 min).

CINÉ CINÉFIL 18.35 Le Prêtre sur gages. ■

Film américain de Sidney Lumet (1965, N., v.o.).

20.30 Sous les ventoux. ■■

Film américain de James Parrott (1931, N., v.o.).

22.00 Le danger vient de l'espace. ■

Film italien de Paolo Heusch (1958, N.).

23.25 Copie conforme. ■

Film français de Jean Deville (1946, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 19.05 Rodan I. ■

Film japonais d'Inshiro Honda (1957, v.o.).

20.30 Fort Yuma. ■

Film américain de Lesley Selander (1955).

21.45 La Fiancée du pirate. ■■

Film français de Nelly Kaplan (1963).

23.30 Ni avec toi, ni sans toi. ■

Film français d'Alain Maline (1984).

1.00 Le Nouveau Bazar de Ciné cinémas (50 min).

## RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Orit Van der Cruysee (L'Abbe de Choisy, androgynisme et mandarin).

19.30 Perspectives scientifiques. Histoire de l'infini. A. L'infiniment petit de la physique.

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La velle à roue. A. De l'âge d'or au renouveau. Œuvres traditionnelles du Berry, d'Auvergne, de Bretagne et du Morvan.

20.30 Fiction. Mon dieu qu'avons-nous fait ? de Frédéric Pirat.

21.28 Poésie sur parole. Les poètes à la sauverie, de Jacques Réda (4).

21.32 Profils perdus. François Partant, l'anti-économiste (1).

22.40 Les Nuits magnétiques. Ouagadougou fait son cinéma. Petit journal du Fespaco.

3. Images blanches pour écrans noirs.

0.05 Du jour au lendemain. Christine Van Rogge-Andreucci (Approche de Jacques Réda).

D.50 Coda. The Glenn Miller Story (4).

1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

La justice au parloir : la cour d'assises en procès ; 2.26, Patrick Mignon ; 3.11, Le Parasite, de Philippe Soupault ; 4.54, Les Larmes de l'aveugle, de René de Obaldia ; 5.34, Qui êtes-vous Raymond Queneau ? ; 6.06, La Petite Fabrique du bonheur ; Frédéric Pages

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Cartère, écrivain.

20.00 Concert. En direct de la salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Symphonie n° 8 inachevée, de Schubert ; Concerto pour piano et orchestre n° 23, de Mozart.

Helene Gnuaud, piano ; Symphonie n° 3, de Saint-Saëns ; Jean-Patrice Brosse, orgue.

22.00 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre.

Dardanus, de Rameau, par l'Orchestre du XVIII<sup>e</sup> siècle, dir. Frans Brüggen.

22.25 Odepoche-notes.

22.30 Musique pluriel. Concert donné le 18 mars ; Ecart, de David ; Geneviève Barme, piano ; Annam Sanam pour bande de Donato (creation).

23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Pieris, Bizet. D.D. Tapage nocturne. Œuvres de Beacco : Live at Scampi Frim ; Nuage rouge ; Cereale Killer.

1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres d'Onslow, Alkan, Gluck, Wölfl, Jenkins, Haendel, Caudios, Donizetti, Bizet, Fauré, Koehlin, Enesco, Martinu, Glazounov, Tchaikowski, Schubert, Wieniawski, Grieg.



حکذا من الامم

# Le Monde

JEUDI 11 MAI 1995

## Le profit et l'espoir

par Pierre Georges

**Y CROIRE OU PAS ?** Telle est la question. La Bourse y croit. La Bourse anticipe. La Bourse danse sur les cours comme d'autres sur la Concorde. La Bourse est en joie et baigne dans l'euphorie. Champagne pour la Bourse qui crie presque « on a gagné, on a gagné ».

Trois points de hausse mardi, l'indice CAC 40 qui coconçote, flirte avec les 2000 points, la Bourse est en état de grâce. Le chômage ? Oublié. La fracture sociale ? Résorbée. La relance ? Assurée. Le troisième tour social ? Escamoté. Les revendications salariales ? Billevesées.

C'est formidable la Bourse ! On peut n'y rien comprendre - et s'en porter excellentement bien d'ailleurs - et constater qu'elle fonctionne comme tout un chacun : au moral. Laissons de côté les boursicoteurs heureux comme ceux que l'on a pu entendre ce matin tôt à la radio. Leurs propos frisent le niveau zéro de la dialectique partisane. Leur bonheur était extrême, à la mesure même de la trouille qu'ils eurent. Et si Jospin ?

Mais les gens raisonnables, les analystes ? Sont-ils à ce point déconnectés de la réalité sociale que l'euphorie d'une victoire puisse leur masquer ce que « leur » candidat lui-même a vu et diagnostiqué ? Vivent-ils sur cette planète étrange et sidérale, à mille années-lumière de la vie réelle où tout irait bien quand le profit irait ?

C'est un peu dangereux. Certes, admettons-le, la Bourse vit de profit comme d'autres d'espoir. C'est même sa vocation. Elle spéculer sur l'avenir, elle investit sur les valeurs, elle fait de l'argent avec de l'argent. Mais il vient un

moment - et il n'est ni de gauche, ni de droite - où le monde du travail réclame au monde du capital un partage un peu plus équitable du gâteau. Ce moment est venu. Car, tout bonnement, il se pourrait que les salariés, eux aussi, aient cru à ce qui leur a été promis.

Y croire ou pas ? Justement. Lionel Jospin en a fait l'aveu mardi devant ses troupes : il n'y a jamais cru. Pas un instant, au fond de lui-même, il n'a pensé pouvoir gagner. Le propos est étrange. A tout le moins inopportun. Car une chose est pour un stratège politique d'avoir une juste appréciation de l'exact rapport de forces, une autre de doucher ainsi les efforts et les illusions des militants. Surtout entre deux élections. Ce qui vaut pour la présidentielle vaut pour les municipales.

Lionel Jospin n'y a jamais cru. Cela s'est vu longtemps, dans un début de campagne pour le moins lent. Et puis cela ne s'est plus vu. L'homme qui n'y croyait pas disait y croire. Il pensait « c'est impossible » et clamait « c'est possible ».

Il avait raison sur le fond. Sur la forme, c'est autre chose. Car le problème, évidemment, c'est que les militants eux y ont cru, ont voulu y croire. Le problème est que des salles entières ont scandé « on va gagner, on va gagner » et non « on va perdre, on va perdre ». Car le militant est comme la Bourse, sauf que lui vit plus d'espoir que de profit.

Le propos réaliste de Lionel Jospin n'était sans doute pas destiné à publication. Mais il l'a été. Et ce parler-vrai sonne triste.

## Le président Ramos renforcé par les élections aux Philippines

Le scrutin a été marqué par de violents incidents

**LES PREMIERS RÉSULTATS** des élections du 8 mai aux Philippines pour le renouvellement de la moitié du Sénat, de la totalité de la Chambre des représentants (204 députés) et de 170 000 fonctionnaires provinciaux et locaux ont paru assez favorables aux candidats du pouvoir pour que le président Fidel Ramos estime, mardi 9 mai, disposer d'une « confiance » renouvelée et d'un « nouveau mandat » du pays, nous indique notre correspondant en Asie du Sud-Est, Jean-Claude Pomonti. En revanche, la campagne et le scrutin n'ont pas échappé à cette fatalité ordinaire aux Philippines qu'est la violence : des incidents liés aux élections du 8 mai ont fait 59 morts (ils en avaient fait 149 en 1988 et 63 en 1992).

Les résultats définitifs ne seront connus, au mieux, que dans plusieurs jours. Mais, pour le renouvellement de 12 des 24 membres du Sénat, 10 candidats soutenus par la présidence étaient en tête, mardi soir.

### FORTE PARTICIPATION

Les deux opposants les mieux placés étaient Miriam Defensor Santiago (connue comme une sorte de « pasionaria » des Philippines, qui était arrivée en deuxième position derrière M. Ramos lors de l'élection présidentielle de juin 1992) et Arturo Teleno (qui avait figuré sur le « ticket » de Ferdinand Marcos lors du scrutin controversé de 1986 et avait été, par la suite, l'auteur du premier coup de force avorté contre l'ex-président Cory Aquino).

Les premières tendances semblaient, en revanche, défavorables à Gregorio « Gringo » Honasan, un ancien officier qui avait été à l'origine de deux tentatives de coups d'Etat contre M<sup>re</sup> Aquino. Etait aus-

si mal placé pour entrer au sénat Ferdinand « Bongbong » Marcos, fils aîné du dictateur défunt. Imelda, veuve de l'ancien dictateur, semblait au contraire très près d'emporter un siège de représentant.

Si l'annonce anticipée d'une victoire de la coalition Laban-Lakas organisée autour de M. Ramos se confirme, cela signifiera que les perceptibles succès économiques des trois premières années de pouvoir du chef de l'Etat (le Monde du 10 mai) auront pesé plus lourd que le récent procès qui lui a été fait à propos de l'insuffisante protection qui serait accordée par les autorités de Manille aux plus de 4 millions d'habitants de l'archipel qui ont émigré pour aller chercher du travail à l'étranger. Accusation née après la pendaison, le 17 mars, à Singapour, de l'employée de maison Flor Contemplacion, qui avait été condamnée pour un double meurtre par la justice de la cité-Etat.

Il se confirmerait aussi que la sanglante attaque d'Ipi, une ville du Sud, par des irréguliers musulmans, le 4 avril, n'a pas été portée au crédit de M. Ramos.

De 70 % à 80 % des 36 millions d'électeurs se sont présentés aux urnes, ce qui est considéré comme un résultat très honorable aux Philippines. Au nombre des incidents qui ont entaché le scrutin, la presse a en particulier rapporté un échange de coups de feu entre deux clans musulmans qui a fait six morts et justifié l'intervention des hélicoptères armés des forces de sécurité nationales, à Talipao, dans l'île méridionale de Jolo, où le vote a été reporté d'un mois. Une série d'assassinats a en outre été perpétrée, notamment ceux de sept agents électoraux d'un candidat au cours d'une embuscade dans la nuit qui a suivi le scrutin.

### DANS LA PRESSE

## M. Mitterrand et l'Allemagne

### LIBÉRATION

Les soldats allemands « étaient courageux, ils acceptaient la perte de leur vie. Pour une cause moutonne, mais leur geste à eux n'avait rien à voir avec cela. Ils aimaient leur patrie. » Les mots sont de François Mitterrand. Contrairement à ce qu'on préférerait croire, ils n'ont pas été prononcés un 11 novembre quelconque, mais avant-hier à Berlin, et les « soldats allemands » dont il est question ne sont pas ceux de 14-18, ce sont ceux qui ont dévasté l'Europe de 1939 à 1945, collaboré sans état d'âme excessif à l'Holocauste (...). Pardonnez-moi, oui. Oublier ou travestir la vérité historique, non. Pour avoir voulu ruser avec cette règle d'or, François Mitterrand a recouvert d'un brouillard malsain le cinquantenaire d'une victoire pas comme les autres.

Jacques Amalric

### L'HUMANITÉ

Rendre hommage aux vertus de courage des soldats de l'armée hitlérienne, en pleine cérémonie du 8 mai (...), qui aurait imaginé que cela fût possible ? La coopération entre nos deux pays, l'amitié entre nos deux peuples ne peuvent se fonder sur les ambiguïtés historiques, sur la confusion, sur l'oubli des crimes et des victimes. Une telle attitude serait-elle le prix à payer pour l'édification d'une Union européenne qui effacerait les nations et leur histoire ?

Jean-Paul Piérot

### RTL

François Mitterrand s'est livré avec son lyrisme des grands jours à un exercice aussi contestable en mettant sur le même pied les peuples écrasés par l'occupant nazi et ces soldats allemands qui, a-t-il dit, étaient courageux et aimaient leur patrie (...). Hier, à Moscou, M. Mitterrand a laissé passer la belle occasion de faire ses adieux à l'Europe en dénonçant une barbarie, l'écrasement du peuple tchèque par l'armée russe.

Philippe Alexandre

## Prison ferme pour le policier violeur au dépôt des étrangers

**UN GARDIEN DE LA PAIX**, âgé de vingt-quatre ans, Christophe Drocques, a été condamné, mardi 9 mai, à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et à 20 000 francs de dommages-intérêts, par la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris pour une agression sexuelle commise, le 3 novembre dernier, au dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris (Le Monde du 7 avril). Le policier avait profité des fonctions d'infirmer qu'il exerçait sans qualification au dépôt pour obtenir une fellation, puis tenter de sodomiser un travesti algérien en situation irrégulière. A l'audience du 5 avril, le substitut du procureur, Edith Dubreuil, avait requis deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis. Les demandes des deux associations qui s'étaient constituées parties civiles, le Gisti et SOS-Racisme, ont été déclarées irrecevables par le tribunal présidé par Martine Ract-Madoux.

### DÉPÊCHES

**TRANSPORTS AÉRIENS : TAT et Air Liberté**, les deux compagnies aériennes, ont obtenu le 9 mai de desservir Bordeaux à partir d'Orly. Bernard Bosson, le ministre des transports, l'a confirmé, supprimant le monopole d'Air Inter sur cette liaison (Le Monde du 4 mai).

**ART : « Au lit : le baiser »**, de Toulouse-Lautrec, propriété de l'ancien commissaire-priseur français Maurice Rheims, n'a pas trouvé preneur, mardi 9 mai, chez Sotheby's à New York. Le tableau était estimé entre 5 et 6 millions de dollars (25 et 30 millions de francs environ) et constituait le clon de la deuxième soirée des ventes new-yorkaises de peinture impressionniste et contemporaine. Les enchères, qui ont démarré à 2,5 millions de dollars, ont difficilement atteint 3,6 millions, somme inférieure au prix de réserve du tableau qui a été retiré.

### DANS « LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

## Mobilisation contre la violence à l'école

**DANS SON NUMÉRO** de mai Le Monde de l'éducation publie un ensemble de reportages et d'analyses sur la mobilisation des enseignants, des éducateurs et des parents d'élèves contre la violence dans les établissements scolaires, en France comme aux Etats-Unis.

Au sommaire de ce numéro figurent également : un débat sur l'avenir de l'enseignement privé, entre Bernard Toulemonde, ancien conseiller de Pierre Mauroy, et Guy Bourgeois, ancien directeur de cabinet de François Bayrou ; un document d'archives parlementaires sur le Petit Père Combes ; un entretien avec l'historien Maurice Agulhon sur les re-

vendications des communautés religieuses : le portrait d'une rescapée d'Auschwitz qui raconte les camps de la mort aux enfants des écoles ; l'histoire de l'Ecole des langues-0, qui fête son bicentenaire ; un reportage sur les « écoles de la paix » en Irlande du Nord ; un reportage photographique sur l'école de la tribu de Gossanah, sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie ; une série de conseils donnés par une trentaine de professeurs aux candidats au baccalauréat ; ce qu'il faut savoir avant de s'orienter vers un lycée professionnel, etc.

\* En vente dans les kiosques, 92 p., 25 F.

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Russie : le sommet Clinton-Eltsine 2  
Tchéchénie : la guerre continue à Grozny 4  
Bosnie : les cinq membres de Pharmaciens sans frontières ont été libérés 3  
Brésil : l'insécurité à Rio 4  
Israël : le gouvernement annonce d'autres confiscations de terres 5

### FRANCE

Majorité : maîtriser la victoire 6  
D'un président à l'autre : jour de réconciliation chez les compagnons 7  
Gouvernement : la démission de M. Balladur 8  
Sondage : ce que veulent les Français du nouveau président 9

### SOCIÉTÉ

Éthique : un test prénatal permet de détecter le plus fréquent des retards mentaux 10  
Gec-Alsthom : « Monsieur X » identifié 11

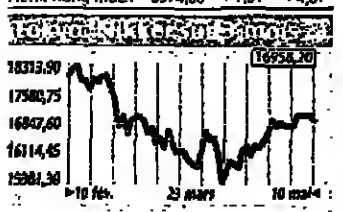
### HORIZONS

Enquête : Peter Blake, gentleman aventurier de l'America 12  
Débats : Le grand européen qui s'en va, par Helmut Kohl ; Changer l'Etat, par Robert Lion ; L'arme des lâches, par Pierre Weil 13  
Éditoriaux : Le nucléaire au risque du privé ; M. Mitterrand et la Wehrmacht 14

### BOURSE

Cours relevés le mercredi 10 mai, à 10 h 15 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**  
Tokyo Nikkei 19938,20 -0,55 -14,68  
Hong Kong Index 8574,08 +1,01 +4,87



### ENTREPRISES

Privatisation : le gouvernement britannique cède parcellairement les centrales nucléaires 16  
Finances : Wall Street en fête 17

### AUJOURD'HUI

Sports : le basket français s'engage à limiter le nombre des joueurs naturalisés 20  
Sciences : en Guyane française, les archéologues sauvent 2000 ans d'histoire 21  
Voyages : Syros, une Cyclade pour les Grecs 22

### CULTURE

Banlieues : une « culture des otés » se développe contre l'exclusion 24  
Cinéma : un film noir version plein soleil 25  
Théâtre : Festival Exit 95 à Creteil 26

### COMMUNICATION

Presse : La Voix du Nord accentue sa diversification 28

### SERVICES

Carnet 15  
Finances et marchés 18-19  
Agenda 23  
Météorologie 23  
Mots croisés 23  
Abonnements 23  
Guide culturel 27  
Radio-Télévision 28-29

## DEMAIN dans « Le Monde »

**LE DESTIN DE M. JOSPIN** : Personne ne l'attendait. Dédaigné par ses camarades socialistes, ignoré par les médias, mal connu des Français, Lionel Jospin a cru, contre vents et marées, à son destin. La campagne présidentielle a révélé un homme d'Etat.



# Le Monde

## INITIATIVES

### L'expatriation des cadres

**Les cadres doivent pouvoir travailler à l'étranger dans les mêmes conditions que leurs homologues autochtones, estiment les entreprises.**

**P**OUR simplifier, la longue histoire de la mobilité internationale des cadres, qu'on appelle plutôt l'expatriation, pourrait se diviser en quatre temps. Le premier, qui appartient à la préhistoire, ne serait cité que pour mémoire, tandis que les trois autres témoignent de l'évolution récente et, comme pour beaucoup de domaines dépendant de la gestion des ressources humaines, de la recherche d'une forme de rationalité dite moderne.

Référence devenue folklorique, désormais phénomène d'ampleur limitée, il y a d'abord donc eu l'époque de ces expatriés que l'on envoyait pour de longues années dans les anciennes colonies, en Afrique principalement. Eloignés du siège pendant presque toute leur carrière, cultivant des habitudes caricaturales, ils devenaient des déracinés, au sens propre comme au sens figuré, le plus souvent incapables de réintégrer professionnellement leur pays d'origine. Pour ces raisons, notamment, les entreprises évitent maintenant d'envoyer leurs cadres pour des séjours prolongés à l'étranger et préfèrent des périodes limitées de deux à cinq ans.

An cours des années 70 s'imposait la mode de la mobilité internationale, d'une nature tout à fait différente. Il fallait faire coïncider la capacité des cadres à travailler partout dans le monde avec la réalité de l'internationalisation des échanges. La création d'une filiale ou le rachat d'un concurrent étranger devaient se traduire par l'arrivée d'une équipe de haut niveau chargée d'incarner la culture de groupe et appelée à diriger les opérations. Pour ces expatriés, il n'y avait plus de déracinement. Dès lors installés dans leur carrière au moment de leur départ, le plus souvent, ils bénéficiaient d'avantages salariaux ou en nature - logement, voiture, primes, etc. - susceptibles de rendre leur mission attractive. Ce faisant, les entreprises succombaient à une sorte de facilité qui rendait l'expatriation extrêmement coûteuse et humainement difficile à gérer, l'heure des retours venue.

Quand survint la crise des années 80 et, avec elle, les exigences de la restructuration, l'attitude changea encore une fois. Par souci d'économie, les entreprises limitèrent les cas d'expatriation et renouèrent en cause leur comportement flamboyant précédent. Elles se forgèrent aussi une nouvelle doctrine. Plutôt que de nommer à l'étranger des cadres confirmés, elles choisirent de plus jeunes, prétextant qu'une expérience internationale compléterait la formation. Pour certaines d'entre elles, ce raisonnement entraîna une révision des politiques : l'internationalisation, entendait-on couramment, était moins le fait d'une expatriation volontariste que d'une intégration de la culture de la société dans un contexte mondial. La pénurie justifiait le tout. Au quatrième temps - l'actuel -, des corrections sont à nouveau apportées. Pas question



Illustration : OLIVIER JUNG

d'être aussi généreux que dans les années 70. Pas question, non plus, d'être aussi restrictif que dans les années 80. Au contraire, la tendance est à la banalisation de la mobilité internationale des cadres, dont la nécessité est reconnue mais traitée de façon moins exceptionnelle que par le passé. Deux enquêtes, menées par le cabinet Ernst & Young sur les pratiques des entreprises multinationales en 1994, le confirment. Brigitte Poincignon, spécialiste de ces sujets chez Ernst & Young, et qui aide les entreprises dans la définition de leurs schémas de traitement, y voit même un début de maturité.

CONSIDÉRÉE comme normale ou comme faisant partie du parcours du cadre et ramenée à la plus simple normalité, la mobilité internationale n'a plus ce parfum d'exotisme, d'aventure, ou n'est plus cette épreuve initiatrice valorisante. Dès lors, il ne s'agit pas d'offrir des pots d'or à qui accepte l'exil, et les techniques des DRH (directeurs des ressources humaines) ne souffrent plus de cette dose d'improvisation qui faisait le charme des solutions anciennes. Par exemple, on différenciera les propositions selon les pays ou les continents, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ne présentant pas de vraies difficultés qui valent un effort, l'Asie et l'Europe de l'Est - en progression - justifiant des faveurs particulières.

Ainsi, de façon générale, les entreprises s'accrochent à estimer que l'expatrié doit peu à peu apprendre à vivre à

l'étranger dans les mêmes conditions que le cadre autochtone. Au mieux, on lui maintiendra son traitement d'origine ou on tiendra compte du différentiel de vie, mais l'on ne donnera pas à un ingénieur français travaillant en Allemagne les avantages qui le feraient ressembler à un rhabib. De la même manière, on acceptera de dépenser beaucoup pour son installation, ne lésinant pas sur les voyages d'exploration, les aides à la recherche d'un logement et les primes d'incitation au départ, mais, ensuite, on ne le traitera pas de façon princière. Avec le temps, les aides à la scolarité des enfants ou les correspondances en matière de protection sociale ou de retraite se sont uniformisées. Partout, désormais, on se soucie du retour ou de la gestion de la double carrière, la mobilité internationale étant de moins en moins jugée comme un saut dans l'inconnu.

Restent cependant des nuances ou des cas particuliers. Chaque secteur conserve ses traits, qui tendent toutefois à se résorber. Même française ou britannique, une société donnée commence à raisonner selon des logiques de mobilité intercontinentale, préférant déplacer un Asiatique en Asie. La Chine, en explosion, ou les traders, pour la banque, nécessitent pourtant des soins spéciaux. Mais, plus intéressant, il apparaît maintenant que les PME ou les PMI, parfois à la suite de grands groupes, découvrent l'expatriation. Et qu'elles s'y mettent avec professionnalisme.

Alain Lebaube

■ L'ADIEU AUX « BAROUDEURS »  
L'ère de « l'expatrié-roi » est révolue.

par Francine Alticovici

■ A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
La banque souhaite internationaliser son encadrement.

par Catherine Leroy

■ CARRIÈRES MOBILES  
Chez Schneider, la tendance est au recrutement d'experts locaux.

par Alain Benne-Méry

■ UNE MYRIADE DE PME  
Quand les cadres du groupe Chargeurs gagnent le large.

par Valérie Devillechabrolle

PAGE II

■ SURENCHÈRE EN ASIE  
Les firmes occidentales s'arrachent les cadres locaux.

par Jean Ménanteau

■ CHINE LOINTAINE  
Le pays du Matin-Calmé est considéré comme difficile.

par Marie-Claude Betheder

PAGE III

TRIBUNE  
■ Temps partiel, temps choisi ou temps convenu ?

par Dominique Thierry

EMPLOI  
■ La fin des stéréotypes

par Marie-Béatrice Baudet

ÉCHOS

PAGE IV

# HP=MC2

RENDEZ-VOUS EN DERNIÈRE PAGE...

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA  
SAN FRANCISCO

The Link Between Continents Since 1980  
114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

**Université à San Francisco**  
California State APPROVED  
fully ACCREDITED W.A.U.C.

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational  
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :  
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris

Tél : (1) 40.70.10.00  
Fax : (1) 40.70.10.10

(IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

IUA  
SAN FRANCISCO



DOSSIER • L'expatriation des cadres

# L'adieu aux « baroudeurs »

L'ère de « l'expatrié-roi » est révolue. Les entreprises serrent les boulons

Il y a d'abord eu l'époque dite « néocoloniale », où les cadres s'expatriaient sous les palmiers pour faire fortune. Les entreprises découvraient l'international et devaient fortement motiver ces « baroudeurs » à aller dans des pays pas toujours très sûrs. « Les primes étaient négociées de gré à gré et pouvaient aller jusqu'à doubler le salaire, en plus du logement, de la voiture de fonction et des indemnités pour vivre », affirme Jean-Marc Selle, directeur général de IMS-Reco, une filiale du groupe Courtaud spécialisée dans le conseil et la gestion des expatriés. Les cotisations à des régimes spéciaux de prévoyance et de retraite n'étaient pas à l'ordre du jour. « C'était le règne de l'expatrié-roi », souligne Yves Girouard, consultant en mobilité internationale. Dans les entreprises, personne ne s'occupait d'eux. « Toutefoits, vers le milieu des années 70, les employeurs ont pris conscience de la nécessité d'une protection sociale de bon niveau, mais toujours sans se soucier des coûts », observe Lucile Goldschmidt, directrice de Prévinter, une association de protection sociale des expatriés, créée en 1974.

Au cours des années 80, le développement du commerce mondial et de la concurrence a conduit les entreprises à se pencher sur le problème. La création, il y a quinze ans, du Centre interentreprises de l'expatriation (Cindex), qui rassemble 42 grandes sociétés, illustre

ce souci de professionnaliser la mobilité internationale et d'en optimiser les coûts. Dans ce club, « les entreprises offrent des conditions tout à fait comparables à leurs expatriés », souligne Jean Doucet, directeur du Cindex. Moins d'argent, plus de protection sociale et de services, tels que l'aide à la recherche d'un logement ou d'une école pour les enfants : cette tendance s'est accentuée avec la crise des années 90. « On a quitté un système de relations affectives pour un mode de relations rationnelles », commente Jean-Marc Selle.

## MASTÈRE

Des équipes de gestion du personnel international, comprenant des experts en matière fiscale, de retraite, etc. sont alors formées. Des politiques d'expatriation ont été définies. Mais c'est encore loin d'être le cas partout. En octobre, l'Ecole nationale supérieure de Cachan (Val-de-Marne) proposera d'ailleurs un mastère de gestion des ressources humaines de la mobilité internationale.

Chez Danone, le développement à l'international date de 1986-1988. Depuis, nombre de cadres ont fait l'expérience de l'expatriation. Si bien qu'aujourd'hui, « on est plus exigeant sur le profil des gens, précise Olivier Godard, responsable de la gestion du personnel international. Ils doivent avoir un fort potentiel et un véritable projet de carrière qui apporte un bénéfice à

court terme pour le groupe ». Les primes d'expatriation ont disparu pour les pays d'Europe dans la plupart des entreprises, et souvent aussi pour l'Amérique du Nord. Pour les autres, elles sont maintenues mais calculées au plus juste. Chez Rhône-Poulenc-Rorer, où elles peuvent atteindre 30 % du salaire, « on refait une analyse de la situation locale une fois par an », souligne Thierry Poulenc, responsable de la mobilité internationale. L'idée est que l'expatrié ne doit pas être désavantagé en terme de pouvoir d'achat par rapport à ce qu'il aurait dans son pays d'origine.

Selon l'enquête du cabinet Ernst and Young d'octobre 1994, de plus en plus d'entreprises demandent une participation accrue de leurs expatriés en frais de logement et de scolarité des enfants au cours des trois prochaines années. En revanche, les cours de langue et de familiarisation à la culture locale se diffusent. Toutefois, la dimension familiale de l'expatriation est encore « peu ou pas prise en compte », déplore Encadrement magazine, organe de la CGC, qui a consacré plusieurs numéros à ce sujet. Enfin, si la gestion du retour est prise plus au sérieux qu'avant, aucune entreprise ne fait de promesse en la matière. Comme le dit Olivier Godard, « on essaiera de faire des efforts particuliers pour l'expatrié, mais personne n'est propriétaire de son poste ».

Francine Aizicovici

# A la Société générale

La banque souhaite internationaliser son encadrement

La politique de mobilité internationale des cadres s'inscrit à la Société générale dans un contexte économique et historique évolutif. Dans les années 60-70, les expatriés parlaient essentiellement vers l'Afrique. Ils revenaient dans l'Hexagone quinze ou vingt ans plus tard après avoir baroudé dans quatre ou cinq pays. Cela n'allait pas sans poser quelques problèmes de réadaptation. Depuis le milieu des années 80, l'activité internationale de la Société générale s'est développée et diversifiée. Elle est présente dans soixante-deux pays (en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud et en Afrique). Parallèlement, la banque est devenue plus exigeante en matière d'expertise. Plus possible de jouer sur un volant de spécialistes de l'expatriation au long cours qui n'en finissent pas de se croquer. Désormais, les candidats au départ alternent les postes en France et à l'étranger, à raison de trois ou quatre ans par poste, pour pouvoir suivre les évolutions de la maison mère, du marché et du métier. « Il est rare de ne faire qu'un seul poste cor l'expatriation est un investissement pour tout le monde : pour les cadres et pour la maison », explique Alain Py, directeur général délégué des relations humaines de la banque.

## RECRUTEMENT

Parallèlement, la banque mise sur l'internationalisation de l'encadrement. Pour cela, elle recrute sur les campus étrangers des jeunes diplômés pour occuper en France un premier poste avant de pouvoir repartir dans leur pays, voire dans un autre pays étranger. « Si nous voulons attirer des éléments de valeur, il faut offrir aux jeunes étrangers de véritables possibilités de carrière dans le groupe », explique Philippe Chene, S'ils savent qu'ils seront bloqués à un certain niveau, ils ne viendront pas. » Des parraains et des gestionnaires de cadres ont donc

été affectés au suivi de ces recrues. Cela dit, le gros mouvement de mobilité concerne toujours essentiellement des cadres ayant un minimum d'expérience dans la banque. En 1994, cent vingt-trois avaient entre trente et quarante ans et cent soixante-douze entre quarante et cinquante ans. Avec le temps, les motivations des candidats au départ ont sans doute bien évolué. On ne part plus à l'étranger chercher fortune. Le système de rémunération mis au point par la Société générale assure aux cadres détachés un maintien du niveau de vie et d'épargne identique à celui qu'ils auraient en France.

A cela s'ajoute un coefficient d'expatriation variable en fonction des pays d'affectation et de la pénibilité du poste occupé. Ces dernières années, la Société générale, à l'instar de beaucoup d'autres entreprises, a diminué considérablement le coefficient attribué aux postes situés en Europe en considérant que la vie n'y était pas différente de celle que l'on mène en France. Quant à l'impact de l'expatriation sur la carrière des cadres, il existe mais, affirme Alain Py : « S'il s'agit d'une expérience enrichissante pour l'individu, elle ne constitue pas automatiquement un accélérateur de carrière. Ce serait plutôt un « ouvre » de carrière car avec une expérience internationale, le nombre de postes auxquels vous pouvez postuler s'élargit considérablement. »

Catherine Leroy

# Carrières mobiles

Chez Schneider, la tendance est au recrutement d'experts locaux

« Nous voulons être un véritable groupe industriel à vocation mondiale. (...) A l'instar d'autres grands groupes internationaux, seront dorénavant privilégiés pour les nominations aux postes essentiels du groupe ceux qui auront exercé des responsabilités à l'étranger. » Ces citations sont extraites de la charte de mobilité internationale adoptée en mars 1994 par le groupe Schneider et signée par son président Didier Pireau-Valentin. Ce dernier voulait donner un relief particulier à cette charte, destinée aux salariés du groupe, 80 000 environ : les 20 000 de la branche entreprise (Spat-Batignolle) et les 60 000 de la branche Industrie (Merlin-Gérin, Télémechanique, Jeumont, Square D). Cette charte est le premier acte significatif de la politique des ressources humaines menée au niveau du groupe.

Après l'acquisition de Square D en 1991, Schneider s'est en effet lancé dans un processus de création d'un groupe industriel intégré qui a entraîné une harmonisation entre les différentes unités qui le composaient jusqu'alors. Sur les 60 000 salariés de la branche Industrie, seuls 24 000 travaillaient en France. Vient ensuite 17 000 salariés pour l'Amérique du Nord, 13 600 pour le reste de l'Europe, 2 500 pour l'Asie, 1 900 pour l'Amérique latine. Dans ces conditions, il n'était pas inutile de souligner l'importance prise par l'international dans la taille du groupe et dans sa stratégie face à ses compétiteurs.

La mobilité internationale des cadres répond aux besoins de croissance de la firme. Mais celle-ci a considérablement évolué dans le temps. Dans les années 60 et 70, l'expatriation des cadres était « vécue comme un privilège » et reposait sur « une vision à court terme », explique Guy Lemarchand, directeur des ressources humaines du groupe Schneider. Il s'agis-

sait, pour le groupe qui s'implantait dans un pays d'envoyer des experts que l'on ne trouvait pas dans la population locale ou dont le temps de formation aurait été trop long. Le recours à l'expatriation était le moyen facile pour assurer le transfert de savoir-faire. Le cadre expatrié assurait la base logistique sur place. Il était la solution aux problèmes locaux, un certain nombre de postes étant tenu par des experts.

## PÉRENNITÉ

Désormais, la politique développée par le groupe Schneider est plus soucieuse du « moyen terme ». Dans l'intérêt même de l'entreprise, afin de s'assurer des débouchés stables, l'objectif est désormais de remplacer au bout de trois ou quatre ans les experts par des ressources humaines locales. Il s'agit de recruter localement, d'assurer une formation au sein du groupe pendant deux ou trois ans de ces nouveaux cadres, avant de les renvoyer chez eux. La pérennité de l'implantation est aussi intégrée dans un déroulement de carrière. Pour devenir un dirigeant futur du groupe, il est bon d'avoir une ou deux expériences internationales.

La création d'un groupe industriel plus intégré a aussi entraîné une harmonisation des politiques d'expatriation. Comme celle-ci s'inscrit dans un profil de carrière, elle revêt un caractère moins exceptionnel. Les avantages liés traditionnellement au statut d'expatrié sont adaptés aux conditions du marché. Le coefficient d'expatriation comprend en règle générale une prime de mobilité et une prime de difficulté en fonction du pays d'accueil. Pour les pays d'Europe, cette dernière a de moins en moins de raison d'être et a par conséquent tendance à diminuer. Reste néanmoins les avantages en nature propres aux séjours à



l'étranger comme, par exemple, la prise en charge du logement. « La tendance générale est à l'harmonisation et à la diminution », observe Guy Lemarchand. Enfin, des caractéristiques restent communes aux cadres expatriés. Dans l'ensemble, leur moyenne d'âge est sensiblement moins élevée que les cadres de métropole. Les jeunes diplômés sont attirés par les sociétés qui offrent des perspectives de carrières internationales. « On est amené à prendre plus de risques pour pouvoir un poste à l'étranger, car il y a moins de personnes volontaires », constate Guy Lemarchand. Mais cela veut dire aussi que ces jeunes expatriés disposent de plus d'opportunités pour percer. L'expérience internationale est au bout du compte un bon moyen de révéler les qualités « managériales » d'ingénieurs qui constituent encore le gros bataillon des recrutements de jeunes diplômés.

Alain Beauv-Méry

# Une myriade de PME

Quand les cadres du groupe Chargeurs gagnent le large

nombre de salariés n'excède pas quatre-vingts personnes. « La première expatriation demeure un travail d'Hercule ». « Le groupe joue, à ce moment, un important rôle de facilitateur en leur faisant bénéficier du savoir-faire des autres filiales », explique le directeur des relations humaines, qui a ainsi alimenté, au fil de ses expériences, une sorte de « bible de l'expatriation ». Si chaque PME jouit d'une grande autonomie, dans les faits, l'existence de ce réseau permet de supporter financièrement l'attente du retour sur investissement d'une expatriation.

## FÉDÉRATION

S'agissant des conditions de départ, en particulier en matière salariale, le siège, fidèle à son organisation en « fédération d'entreprises », a posé comme règle que « la structure de rémunération en expatriation soit compatible avec la grille salariale de la PME ». Justifiée par les différences de ces PME en matière de rentabilité, cette décentralisation de la gestion ne va pas toujours sans poser des problèmes : « Une fois en poste, les expatriés issus de filiales différentes ont davantage l'occasion d'échanger et de comparer leur statut », reconnaît Martine Odillard. « C'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'il n'y ait malgré tout pas de dérive ni d'inégalités trop flagrantes », ajoute-t-elle. Ce rôle de « gardien du temple de l'expatriation » vient de conduire le groupe Chargeurs à réfléchir depuis la fin 1994 à « une politique-cadre pour définir quelques garanties minimales en matière de prévoyance, de maladie, d'assurance-rapatriement ».

En ce qui concerne le retour des expatriés, le remplacement ou non des expatriés par des autochtones, Chargeurs se garde d'avoir une religion toute faite. Quant à l'expérience d'autres groupes multinationaux, « il est très difficile de tirer des leçons d'une pratique huilée, rodée et admise dans les mentalités ». « Je me demande si on n'est pas obligé de gérer au coup par coup », se demande Martine Odillard, en observant que « certaines entreprises regretteraient d'avoir fait une charte trop précise ».

Valérie Devillechabrolle

sélection en cours

**MBA**  
part time  
ESCP

Le MBA ESCP : un programme compatible avec le maintien d'une activité professionnelle à temps plein qui conduit à un diplôme de standard international. 550 heures d'enseignement sur 18 mois.

Contact : Hélène Penlain  
Tél. : 99 23 22 70 - Fax : 47 00 54 42  
E-mail : gougeon@escp.eu.fr

Groupe ESCP - 79, avenue de la République - 75011 Paris

**Vos réactions en direct**

36 15 LEMONDE



DOSSIER • L'expatriation des cadres

Surenchère en Asie

Les firmes occidentales s'arrachent les cadres locaux

Chine lointaine

Le pays du Matin-Calmé est considéré comme difficile

LES produits de toilette et d'entretien : +20,59 %. L'habillement : +22,24 %. Le poste « viande-poisson » : +34,76 %. Le prix des « restaurants » : +49,37 %. Comme le montre ce relevé partiel de prix, effectué de mai à novembre 1994 à Pékin, le coût de la vie pour les expatriés en Chine est devenu exorbitant. Dans les provinces du Sud, où explose le « socialisme de marché », l'évolution des coûts est à peine mesurable tant elle évolue vite. Se loger à Shanghai est devenu à ce point critique que, comme le relève une étude britannique de l'ILT (Investing, Licensing & Trading Conditions Abroad) de février 1995, les investisseurs étrangers construisent leurs propres immeubles, quitte à rétroceder les logements cinq ans plus tard à leurs collaborateurs chinois. La location d'un appartement tourne en effet aux alentours de 32 000 francs par mois.

Rien d'étonnant donc si les firmes occidentales s'arrachent des collaborateurs locaux dont elles ne sauraient se passer. Ressource rare lorsqu'il s'agit de cadres de haut niveau, bilingues, issus d'une bonne université, ayant une pratique et une connaissance de l'Occident. Des partenaires indispensables pour le pilotage de tout investissement, a fortiori lorsqu'il s'agit de sociétés à capitaux mixtes ou de l'élaboration de joint-ventures qui fleurissent à Shanghai ou à Canton, et dans les principales zones économiques spéciales des grandes villes du sud.

STANDARD

« Les sociétés françaises qui s'implantent en Asie n'expatrient que leurs hauts potentiels. Cela pour des raisons évidentes de coûts, mais aussi pour éviter les problèmes liés au retour », constate Jean Britman, directeur international du groupe Cegos. A charge pour ces cadres dirigeants de tenter de s'entourer de partenaires locaux. Dans le sud de la Chine, mis à part Hongkong, où les rémunérations sont comparables aux pratiques occidentales, un cadre chinois parlant anglais est payé entre 1 000 et 3 000 dollars par mois, « ce qui est une rémunération très élevée au regard du standard chinois », relève Ham San Chap, directeur de mission du cabinet Ernst & Young. « Les sociétés étrangères, poursuit-il, n'expatrient que quelques dirigeants, lesquels se réservent les fonctions essentielles, techniques ou commerciales, parce qu'ils connaissent la stratégie de la maison mère. »

S'assurer la collaboration des cadres et managers locaux est donc un casse-tête pour les sociétés étrangères implantées en Chine. D'autre part, les compétences chinoises — issues de la diaspora ou formées dans les uni-



versités américaines — sont chères. « Un cadre chinois recruté à Hongkong ou à Taïwan perçoit une rémunération de l'ordre de 400 000 francs par an », souligne le directeur de mission d'Ernst & Young.

Face à ces difficultés, nombre de firmes ont fait le choix de former ce personnel sur place. Ou de l'envoyer en Occident pour des stages de quelques mois. C'est ainsi que pratique, modestement, la Cegos, via sa filiale anglaise de Manchester. La puissante American Chamber of Commerce, elle, est implantée à Shanghai, où elle organise des séminaires de management et de marketing. De même que les grands organismes de formation américains sont présents dans l'ensemble du Sud-Est asiatique, à Hongkong, Taïwan, Singapour, en

Corée du Sud, « véritables colonies culturelles américaines », comme le dit Jean Britman. Autre problème de taille pour les investisseurs : fidéliser leurs collaborateurs locaux. Dans les provinces du Sud, constate l'étude britannique ILT citée plus haut, le niveau moyen des salaires a augmenté de 35 % ces deux dernières années. Les salaires payés par les investisseurs ont doublé dans le même temps. Péurie, surenchère, concurrence et turnover font que les grands cabinets de chasseurs de tête — Spencer Stuart, Korn Ferry... — se sont implantés l'année dernière dans le sud de la Chine. On le constate, il y a peu de place pour l'expatrié européen dans ce paysage en complet bouleversement.

Jean Menanteau

et équipées par les entreprises. De plus en plus de cadres français vont en Chine avec leur famille. Dans les grandes villes de la côte, ils trouvent les établissements d'enseignement dont ils ont besoin pour leurs enfants : tels le lycée français de Pékin, le lycée international de Shanghai. Mais dans la Chine profonde, il n'existe rien de ce genre et la « base de vie » devra les pourvoir en enseignants amenés de France.

Si l'on trouve à se loger selon les standards européens dans une ville comme Pékin, l'offre y est aujourd'hui très inférieure aux besoins. Les prix atteignent à peu près les mêmes sommets qu'à Tokyo. Pour les biens et les services courants, les dépenses sont aussi nettement plus élevées qu'en France, à partir du moment où l'on vit non à la chinoise mais à la française. « A tel point que, fait observer Brigitte Poincloux, responsable du conseil en mobilité internationale chez HSD Ernst & Young, de plus en plus d'entreprises installent leurs expatriés à l'hôtel. » Mais « la rapidité du retour sur investissement est telle que les Chinois de Hongkong s'affairent déjà et construisent pour cette population ! »

VICTOR HUGO

Force est de constater que nombreux sont les Français qui échouent dans leur insertion au sein de cet univers radicalement différent de leur, ou font, dès le départ, des erreurs qui nuisent gravement à leurs projets. « Pourant, souligne Ham-San Chap, spécialiste de l'installation des entreprises étrangères en Chine — qui a récemment rejoint Ernst & Young —, ils sont accueillis avec sympathie à cause d'Alexandre Dumas et de Victor Hugo, de la Révolution, de la Commune et du général de Gaulle ; à cause aussi de leur cognac, de leurs parfums, et de tout ce qui évoque un luxe qui fait aujourd'hui beaucoup rêver. » Mais ils semblent rarement conscients d'arriver dans un monde où ils ont tout à découvrir et tout à comprendre. Nombre d'entre eux sont perçus comme trop sûrs d'eux. « Dans le cadre de la culture chinoise, c'est assez mal ressenti », ne cache pas Ham-San Chap, tout en prenant bien soin de « ne pas généraliser ». Son conseil : « Faire d'abord l'effort d'écouter, rester courtois et modeste. » Mais le problème est double : d'une part, les entreprises françaises oublient de s'interroger sur l'adaptabilité des cadres qu'elles envoient dans ce pays. D'autre part, la moitié seulement d'entre elles les prépare à l'environnement culturel qui va être le leur en leur faisant suivre un stage de familiarisation. Il y a peut-être là aussi, de leur part, quelque chose comme un « manque de modestie ».

Marie-Claude Betbeder

orientations SERVICE  
Filières, débouchés, métiers :  
des écoles vous informent.

M. Mme. Mlle.  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Niveau d'études 94/95 : \_\_\_\_\_ Série : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez la ou les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> MBA	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> 3e Cycle Spécialisés	<input type="checkbox"/> Histoire/Philosophie Publiques
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aérospatial/Automobile
<input type="checkbox"/> Action Culturelle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Art et Communication	<input type="checkbox"/> Ingénieur Electronicien
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Les Métiers de l'Armée de Terre
<input type="checkbox"/> BTS par Correspondance	<input type="checkbox"/> Officier de Gendarmerie
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité, Marketing	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Contrôle d'Apprentissage	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Délégat Médical	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Environnement	

Adressez ce coupon à Orientations Service, 28 rue de La Tremblaye, 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur Minitel : 3615 code ORIENTATIO

LYCÉE LA FONTAINE  
75016 Paris  
Tél. : (1) 46 51 31 21

PRÉPA SCIENCES PO  
PRÉPA H.E.C.

Concours d'admission directe  
2<sup>e</sup> année  
ESCP

Concours d'admission 1<sup>re</sup> année  
(diplôme du 1<sup>er</sup> cycle)

Stages d'été en collaboration  
avec le GRETA  
du 24 juillet au 25 août 1995



GRETA TOP Formation  
École Nationale de Commerce  
70 bd Bessières, 75017 Paris



HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

VOUS ÊTES DIPLOMÉS DU  
DEUXIÈME CYCLE,

VOUS ÊTES INGÉNIEURS,  
MÉDECINS, JURISTES, ÉCONOMISTES,  
ARCHITECTES, SCIENCES  
PO...

VOUS AVEZ L'AMBITION DE  
FAIRE CARRIÈRE EN ENTREPRISE...

HEC vous ouvre ses portes.

Le Concours d'Admission Directe en  
deuxième année de l'Ecole HEC a  
été conçu pour vous.

Grâce à 5 filières différentes, vous  
serez sélectionnés en fonction de  
votre formation d'origine.

HEC forme, dans une perspective  
internationale, des hommes et des  
femmes d'action dans tous les  
domaines du management.

La qualité des enseignements dispensés par le corps professoral du  
Groupe HEC, les moyens pédagogiques mis à votre disposition vous  
permettront, en deux ans, de réussir  
votre entrée dans la vie professionnelle.

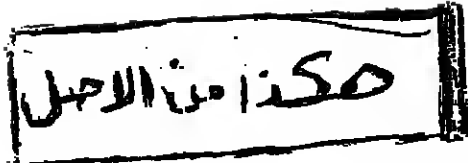
POUR LES PROCÉDURES D'ADMISSION, NATURE DES ÉPREUVES,  
DOSSIER D'INSCRIPTION, ADRESSEZ-VOUS À :

Direction des Admissions et Concours  
B.P. 31 - 78354 JOUY-EN-JOSAS CEDEX  
Tél. : 33 (1) 39 67 71 55



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS





IV / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

INITIATIVES

## RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

# Temps partiel, temps choisi ou temps convenu ?

par DOMINIQUE THIERRY

**L**E débat autour de la durée du travail est redevenu d'actualité depuis 1992 environ, après avoir été quasiment enterré pendant dix ans. Son intérêt et sa complexité mériteraient mieux que la présentation simpliste et arithmétique de la semaine de quatre jours. Sans aborder la totalité de ce sujet dans le cadre d'un court article, donnons seulement un « coup de zoom » sur le volet spécifique, mais non exclusif, du « travail à temps partiel ».

Il est maintenant assez connu que cette forme de travail atypique est plutôt moins développée en France que dans l'Europe du Nord (un peu plus de 14 % de l'ensemble des emplois en France, contre environ 35 % aux Pays-Bas, 27 % en Norvège, 25 % en Suède...) et plus développée que dans les pays méditerranéens (environ 6 % en Italie et en Espagne). Il existe donc des spécificités largement culturelles, démographiques et sociologiques à cet égard entre les différents pays européens.

En France, l'opinion - ou plutôt les opinions - ont toujours été plutôt hostiles à cette forme de travail... jusqu'à ce que le gouvernement Bérégovoy en découvre subitement les vertus. Ainsi :

● L'opinion d'une partie des chefs d'entreprise est « que le travail à temps partiel coûte plus cher... », alors que pratiquement tous les coûts sont *pro rata temporis* depuis plus de quinze ans et qu'il y a toujours une productivité supplémentaire des salariés à temps partiel par rapport aux salariés à temps plein.

● L'opinion de la plupart des responsables syndicaux est que favoriser le travail à temps partiel bloque le processus de diminution de la durée du travail... alors qu'en Allemagne une déclaration commune du patronat et des deux confédérations syndicales, datant de septembre 1994, en présente les complémentarités et les conditions d'usage.

● Il existe un discours ambiant sur le « temps choisi », avec toutes les représentations que ce vocable entraîne dans la tête des chefs d'entreprise et l'encadrement de proximité sur le « mercredi libre », « les salariés moins impliqués », « une formule pour les femmes », etc., alors que pour l'essentiel, actuellement, le travail à temps partiel est imposé sur des emplois peu qualifiés.

Partons de quelques réalités, identifiées à partir de la fois de nos constats de terrain et d'études ré-

centes de la Dares (direction de l'animation et de la recherche des études statistiques) qui viennent à point nommé :

- Sur le plan quantitatif, la progression d'environ deux millions à trois millions des salariés à temps partiel en dix ans a eu un effet évident sur la création nette d'emplois - de l'ordre de plusieurs centaines de milliers... - et a donc évité, d'autant, une encore plus forte progression du chômage.

● En France, le travail à temps partiel reste profondément marqué, contrairement à des évolutions qui s'amorcent à l'étranger et en particulier en Allemagne, par quelques caractéristiques : travail féminin (actuellement 85 % des salariés à temps partiel), travail peu qualifié, travail imposé, travail temporaire... Ces caractéristiques et réalités, qui ont une tendance à s'accroître au cours des dernières années, jouent évidemment un effet de cercle vicieux dans les représentations et les mentalités.

● Les mesures de dégrèvement de charges sociales connaissent un succès important puisque la Dares estime que plus de trois cent mille contrats de travail « sous mesure » ont été signés depuis le début de 1992. On aurait peut-être été mieux inspiré en ne pensant pas

uniquement à des mesures en faveur des entreprises - qui ainsi gagnent deux fois : par le dégrèvement de charges sociales et par le surplus de productivité -, mais aussi à des mesures en faveur des personnes pour les aider à passer au temps partiel.

● Paradoxalement, de plus en plus de salariés à temps partiel (un tiers, dit l'INSEE) souhaitent travailler davantage, et, sans avancer des chiffres totalement fiables, nous estimons qu'il y a, parmi les salariés à temps plein, un marché potentiel en faveur du temps partiel de l'ordre de 15 % à 25 %.

Ainsi, si nous souhaitons collectivement - mais le souhaite-t-on vraiment ? - faire du travail à temps partiel un moyen, limité mais significatif, de contribution à une création nette d'emplois plus importante et à l'insertion, nous devons changer à la fois nos mentalités, les règles du jeu de la flexibilité acceptable et les processus d'évaluation *a posteriori* économique et sociale que les partenaires sociaux pourraient mettre en place sur le terrain.

C'est la raison pour laquelle nous préférons le terme de « temps convenu » pour sortir de cette double dominante française qui assimile travail à temps partiel

soit à travail précaire, soit à temps choisi unilatéralement.

Par « temps convenu », nous entendons à la fois :

● Une identification précise des structures-cibles d'activités, en relation avec les besoins des clients, l'utilisation optimale des installations, les modalités - journalières, hebdomadaires ou saisonnières - nécessaires, etc.

● Le recueil des aspirations et attentes des salariés, toujours différentes d'une unité à l'autre, d'un service à l'autre, d'une tranche d'âge à l'autre, d'une localisation à l'autre.

● Des propositions très décentralisées, donc sur la base d'élaborations participatives, de modèles d'organisation répondant aux deux groupes de facteurs précédents.

● La définition des règles du jeu et des limites dans lesquelles se situent les choix individuels et les modèles imposés, pour éviter le « tout est permis » trop souvent répandu.

● Les conditions de mise en place des horaires convenus (dans quasiment tous les cas de figure : la remise en cause de l'organisation du travail, le développement de la polyvalence individuelle et collective, l'annualisation de la du-

rée du travail...).

Ainsi, si les entreprises souhaitent développer de façon significative le niveau quantitatif de ce travail à temps convenu, il est bien sûr indispensable de mieux cerner les demandes individuelles, très différenciées, et de tenter d'y répondre par une évolution de l'organisation du travail. Mais à l'opposé, nous atteindrons rapidement des limites à ce développement si, par ailleurs, on n'agit pas sur l'offre par une réflexion préalable, fine et décentralisée, sur l'organisation du travail.

Des entreprises, dans des contextes très différents - en France, telles que les Laboratoires Boiron ou EDG-GDF ; en Allemagne, telles que Siemens, Daimler-Benz ou BMW -, sans nécessairement utiliser le vocable du « temps convenu », ont développé ou développent actuellement de telles démarches. Beaucoup d'autres se déclarent convaincues. Prouvons donc que l'on peut à la fois répondre à des attentes individuelles, développer de la flexibilité interne et apporter une contribution quantitative à l'emploi.

**Dominique Thierry** est vice-président de Développement et Emploi.

## ÉCHOS

### FRANCE-QUÉBEC

L'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), organisme bi-gouvernemental créé en 1968, développe cette année un nouveau secteur « formation et emploi ». L'objectif est de favoriser l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en leur facilitant l'accès à une expérience professionnelle au Québec, enrichie par la dimension culturelle qu'elle présuppose. Les offres de stage au Québec peuvent être consultées sur le serveur 3615 OFQJ. Un dispositif plus important, comprenant une banque de stages, devrait être ouvert prochainement. Il permettra à la fois de consulter des propositions de stages indemnisés et de déposer des demandes précises. Parallèlement à ces objectifs d'aide à l'insertion, l'office assure un rôle de conseil et d'information auprès du public, et encourage certains projets. Il facilite notamment les démarches administratives des candidats au départ, et maintient un suivi des dossiers.

En vingt-six ans, plus de 70 000 jeunes Français et Québécois ont traversé l'Atlantique pour participer à des programmes de l'OFQJ : stages d'application professionnelle, poursuites d'études, stages scientifiques, culturels ou sportifs, échanges universitaires.

★ OFQJ : 5, rue de Logelbach, 75017 Paris. Tél. : (1) 40-54-67-67.

### EUROPE-JAPON

Mis au point par la Commission européenne, l'Executive Training Programme (ETP) offre l'opportunité aux entreprises appartenant à l'Europe des quinze de détacher des jeunes cadres diplômés d'études supérieures pour étudier et travailler au Japon pendant dix-huit mois. Une quarantaine de cadres devraient pouvoir bénéficier en 1996 de ce dispositif mis au point il y a quinze ans afin d'aider les entreprises à mieux connaître le marché japonais par l'acquisition des connaissances linguistiques et commerciales essentielles.

La première année est consacrée à un apprentissage intensif de la langue, à des visites et séminaires sur la culture d'entreprise et les pratiques commerciales. Les participants sont par la suite accueillis pendant six mois dans des sociétés japonaises.

L'Union européenne parraine le programme ETP à hauteur de 120 000 euros. Cette somme comprend le coût de la formation.

Les dossiers doivent être déposés avant la fin du mois de juillet 1995 pour un départ prévu début mai 1996.

★ Contact : Myriam Jonot, PA Consulting Group, 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly sur Seine Cedex. Tél. : (1) 40-88-79-79. Fax : (1) 47-45-48-65.

## EMPLOI

# La fin des stéréotypes

Le pragmatisme a remplacé l'ambition chez les jeunes diplômés

**L**EURS aînés sortis des grandes écoles dans les années 80 auraient bien du mal à se reconnaître dans les jeunes diplômés d'aujourd'hui. Le temps de l'engagement corps et âme pour l'entreprise semble révolu. Les jeunes sont davantage attachés à la recherche d'un équilibre harmonieux entre vie professionnelle et vie privée. Cette tendance est clairement mise en évidence dans une étude menée auprès de six cent soixante étudiants par le cabinet Arkana, spécialisée dans les analyses sociologiques qualitatives, et dont les résultats viennent d'être publiés. Objectif : « appréhender les comportements et attitudes des jeunes diplômés de commerce et gestion (Bac + 4 ou minimum) face au premier emploi ». Les écoles sondées sont en majorité situées dans le nord de la France, mais les responsables de l'étude précisent immédiatement que cette variable régionale n'est pas discriminante. Les personnes interrogées, quelle que soit leur formation (grande école, université), sont toutes en dernière année de cursus et seront donc sur le marché du travail dès le mois de juin prochain. Ils abordent ce virage avec, pour reprendre les termes de l'étude, « une confiance mesurée » et « un pragmatisme certain ».

« Certains, commente Claude Baco, directeur d'Arkana, ont vu leurs parents cadres se retrouver au chômage. Ils estiment à une grande majorité que les entreprises n'ont pas pris de gants pour licencier et qu'aujourd'hui un salarié est déclaré vieux à quarante-cinq ans... Comment dans ce cas les imaginer enthousiastes ? » Ils sont donc 80 % à affirmer qu'« ils ne laisseront pas leur vie professionnelle mettre en péril leur vie personnelle », même si leur carrière reste (70 %) leur centre d'intérêt prédominant aujourd'hui.

Il s'agit de la part des choses. Ainsi la carrière ne se conçoit plus dans une seule et même entreprise (90 % des réponses). L'intérêt de ce type de plan à long terme paraît d'ailleurs bien désuet aux yeux de 75 % des interviewés. Plus de 40 % estiment, quel qu'il en soit, connaître un jour une période de chômage, 75 % jugeant en effet que le diplôme n'est pas un passeport infaillible et « que les entreprises recherchent plutôt des compétences spécifiques, des personnalités ».

« Ils savent aussi, insiste Claude Baco, que le passage par un poste opérationnel, bien sûr obligatoire, peut désormais se prolonger sans qu'ils puissent rien avoir à redire. Prenez le cas de la grande distribution. Dans les années 80, un jeune diplômé restait en moyenne un an chef de rayon puis intégrait un poste fonctionnel. Ce passage peut aujourd'hui durer trois ans... » Malgré ce paysage, la sécurité de l'emploi n'est pas encore devenue un élément déterminant. Le secteur pu-

blic ou parapublic n'attire que 21 % des jeunes diplômés. Les étudiants, majoritairement tentés par l'entreprise privée, gardent les pieds sur terre, prévoyant à 45 % qu'il leur faudra entre six mois et un an pour trouver un emploi. Pour le décrocher ils sont prêts à un certain nombre de concessions qui mettent en évidence leur pragmatisme plus que les ambitions de leurs aînés il y a une dizaine d'années. Les stéréotypes sont chahutés. « Les repères reconnus comme voies royales, note l'étude, ne sont plus de mise. Les métiers en vogue dans les années 80 (golden boy, chef de produit, crédit manager, contrôleur de gestion...) sont regardés avec beaucoup plus de distance. » Choix d'autonomie évident, le métier de créateur dirigeant d'entreprise recueille en revanche une large majorité des suffrages.

L'étude est également révélatrice des changements de mentalité en cours à l'égard des PME. Elles ont été boycottées par les jeunes diplômés lors de l'âge d'or du recrutement. Seuls les grands groupes, les cabinets d'audit au nom prestigieux trouvaient alors grâce aux yeux des futurs cadres. Ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui. Certes les valeurs sûres, c'est-à-dire les groupes connus, continuent à faire recette auprès de 63 % des interviewés. Mais ils ne sont que 24 % à déclarer « rechercher essentiellement une entreprise au nom

célèbre pour leur premier emploi ». « Il serait faux d'en déduire, précise Claude Baco, un engagement fort pour la PME. Il faut plutôt conclure que les jeunes diplômés ont compris que ces dernières présentent des caractéristiques particulières, introuvables dans les grandes entreprises et dont l'intérêt est certain : travail varié, environnement à taille humaine, problématiques de direction générale... » En réalité les PME attirent mais repoussent à la fois, notamment, poursuit Claude Baco, « en raison de l'isolement culturel dans lequel un jeune diplômé craint de se retrouver plongé. Les étudiants sortent de cinq ou six ans d'études, croient aux vertus de la formation et ont peur de ne pouvoir actualiser leurs connaissances correctement s'ils travaillent dans une PME ».

Comment les entreprises, les écoles, réagissent-elles aujourd'hui à cette nouvelle donne ? L'étude n'apporte pas de réponse. Tel n'était pas son objectif. « Notre connaissance du terrain, les rencontres nombreuses avec les étudiants, rapporte Claude Baco, nous autorisent seulement à dire que la période actuelle est une transition importante. Les entreprises comme les enseignants doivent absolument en tenir compte. Sous peine de voir la motivation des jeunes se transformer en résignation. » La pire des hypothèses.

Marie-Béatrice Baudet

**ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI**  
- LE MAGAZINE -  
**Francine AIZICOVICI**  
reçoit cette semaine  
**Jacques REVON**  
journaliste à France 3 Bourgogne/Franche-Comté.  
Présentateur de l'émission « Vecteur Jeunes »  
Une émission diffusée par 375 radios locales  
(Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)  
ANPE  
Le Monde INITIATIVES  
Une production de l'agence TAM TAM, Lyon 078-00-000

**Le Monde ÉDITIONS**  
**LA BATAILLE DE L'EAU**  
Roger Cans  
De puissants groupes industriels se disputent le marché mondial... Inégalement réparti, de plus en plus cher, « l'or bleu » suscite bien des convoitises... Enquête sur un enjeu, économique, industriel, géopolitique, une question cruciale pour cette fin de siècle.  
220 pages, cartes et index, 125 F  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

**Le Monde**  
**DES PHILATÉLISTES**  
**Dossier spécial**  
**50<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire (39-45)**  
Et toujours notre dossier de l'année  
**Le centenaire du cinéma**  
MAI 1995 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX







هكذا من الاجل

VI / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

## LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

### Chargé d'études marketing

**DANONE**

Premier producteur mondial de produits laitiers ultra-frais, Danone est présent chaque jour auprès d'un million de consommateurs, avec des marques telles que Danone, Danette, Bio, Gervais, Kid, Velouté.

La diversité et la richesse des problématiques marketing abordées, la dimension stratégique de notre rôle, la recherche et le développement de nouvelles méthodologies, le professionnalisme exigeant de nos partenaires internes et externes, rendent passionnante l'activité de notre service études. Nous renforçons son équipe et recherchons un chargé d'études marketing.

Il aura pour mission de :

- gérer, animer et développer les panels ;
  - conseiller les équipes marketing (30 personnes) sur les études lancées ;
  - assurer l'exploitation complète et la mise en mémoire des études qui lui sont confiées ;
  - optimiser les méthodes et les outils.
- Avec une formation supérieure, de préférence orientée vers les techniques d'études quantitatives et qualitatives (DESS ou Master), vous possédez une expérience de 2 ans au moins acquise chez un grand des études quantitatives ou chez un annonceur. La passion pour votre métier, des qualités de rigueur, de synthèse et de communication, la pertinence de vos recommandations vous donneront les atouts nécessaires pour évoluer dans un environnement particulièrement stimulant et formateur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 19A28455M à : **etemps**, 71 rue d'Anteuil, 75016 Paris.

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE DANONE

### LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

**ALTRAN**

Leader en Ingénierie et Conseil en Hautes Technologies, ALTRAN, 1600 ingénieurs consultants (30% de croissance de l'effectif en un an) est le partenaire privilégié des grands groupes industriels dans la maîtrise des techniques de pointe. Pour développer ses activités de conseil auprès des grandes entreprises industrielles et tertiaires, ALTRAN recrute des :

### RESPONSABLES DE CENTRE DE PROFIT

1 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Vous avez une expérience réussie d'ingénieur commercial et êtes motivé par la vente de services technologiques ou de conseil.

PARIS - TOULOUSE - RENNES - LYON - AIX - BRUXELLES - MADRID

Le développement commercial  
Le recrutement des consultants  
La gestion et le suivi des contrats

D'évoluer au sein d'une structure souple et performante  
Et de prendre des responsabilités de management de centre de profit

Pour un contact plus rapide, appelez  
Monsieur **ROUSSIGNOL**  
01 44 09 10 01  
R.V. 1005

ALTRAN  
58, Bd Gonville St-Cyr  
75588 PARIS Cedex 17

### Directeur du développement et d'exploitation Bordeaux

Leader régional dans la pose de canalisations, l'adduction d'eau potable et l'assainissement, nous sommes le partenaire des collectivités territoriales, des maires, des D.D.E., ...

Directement rattaché à la Direction Générale, vous définirez les stratégies, optimiserez l'organisation interne, dirigerez la fonction commerciale, coordonnerez l'action des départements techniques, animerez le personnel (100 personnes) et serez garant des résultats.  
Agé de 35/40 ans, de formation supérieure

grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce, vous justifiez d'une expérience réussie dans le développement d'un centre de profit en relation avec des collectivités locales.

Si votre satisfaction se nourrit de l'esprit de conquête, rejoignez une PME où vous pourrez vous épanouir, en développant son activité.

Merci d'adresser lettre + CV + photo, sous référence AB04955 à **RH PARTNERS**, 18, rue Ferrère, 33000 Bordeaux.

**RH PARTNERS**

**Le Monde PUBLICITE**



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

**JAU électronique**

Entreprise d'ingénierie européenne spécialisée dans les composants et systèmes d'automatisme industriel et Tertiaire, recherche pour son Département R&D :

**INGENIEUR R&D**

35 ans minimum. Bac + 5 spécialisé Electronique, connaissance des phénomènes physiques, possédant 10 ans d'expérience en milieu industriel (contexte de série).  
Domaine d'application : essentiellement électronique (analogique, BF-HF) et de façon complémentaire optique, géométrique et mécanique. Expertise technique et pratique du management indispensables. Anglais courant impératif.

### ELECTRONICIENS

30 ans minimum. Technicien Supérieur ou Ingénieur Titre Technique.  
• Vous avez une expérience de 5 ans en milieu industriel. Vous intégrerez une équipe de projet de conception électronique R&D, EPRD  
• Vous avez au moins 10 ans d'expérience dans la production de série.  
Vous aurez en charge l'industrialisation des produits jusqu'au stade de la fabrication (moyenne et grande série).  
R&D, EPRD

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil :



**PARTNERS & DROUHAULT** Consult  
1 rue Jean Moulin  
38180 SEYSSINS



### Ingénieur Radiocommunication

Le Groupe **SAGEM** a réalisé en 94 un Chiffre d'Affaires de 13,7 Milliards de Francs.

L'activité Télécommunications, présente dans l'ensemble des branches et qui a atteint 7,3 Milliards de Francs, le situe désormais au deuxième rang des groupes français de Télécommunications.

Dans le cadre de sa croissance dans les Radiocommunications, SAGEM recherche un Ingénieur expérimenté en GSM, DCS1800, pour participer à son développement.

**SAGEM**

GRUPE SAGEM

UN MONDE NOUVEAU SE CREE TOUS LES JOURS



## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



Avec près de 60 000 personnes et un volume d'affaires de l'ordre de 10 mds de dollars, Texas Instruments est leader mondial en traitement numérique du signal. Notre centre européen de produits à applications spécifiques, situé près de Nice/Sophia-Antipolis, compte plus de 300 professionnels de différentes nationalités.

Pour le marché des télécommunications qui connaît une activité extrêmement dynamique et croissante chez Texas Instrument, nous recrutons plusieurs :

### Ingénieurs Marketing Produits anglais courant

Double formation : marketing et ingénieur électronique (Supélec, Sudria, ESTEE, ESIA, ENSI, ENSERG, ENST...)

• Pour les applications télécommunication GSM/DECT - réf. TITM.  
Texas Instrument s'est donné les moyens d'obtenir de très bons résultats sur le marché du téléphone mobile. Une première expérience professionnelle du semi-conducteur ainsi qu'une connaissance du DSP et une compréhension des systèmes GSM/DECT vous sera indispensable pour pouvoir être l'interface dynamique entre notre force commerciale et nos développeurs de produits TI, afin de satisfaire nos clients en leur proposant des solutions GSM ou DECT.  
Vous aurez alors à réaliser des études de marché, à comprendre les besoins de nos clients, à construire les argumentaires de vente, à déterminer l'offre commerciale, à former et motiver nos commerciaux, à participer et animer des séminaires... Bref, à vivre un beau challenge.

• Pour de nombreuses autres applications télécommunication (radio, TV, vidéo, graphique...) réf. TIAT  
Vous êtes débutant, diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique que vous venez de compléter par un MBA, de préférence américain, ou encore par un troisième cycle marketing au sein d'HEC ou de l'ESSEC.  
Vous avez une très bonne connaissance du micro-processeur. Nous vous formerons à l'activité applicative pour laquelle vous prendrez en charge une ligne de produits en évoluant par les différentes phases du MIX.

Envoyez votre dossier de candidature complet en précisant la référence choisie à notre conseil : SCOR CONSEIL, 47 avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble.

**TEXAS INSTRUMENTS**

### Ingénieur Marketing Etudes

ABB Control - 350 MF

Au sein du groupe ABB, nous sommes un des centres d'excellence pour les contacts dont nous assurons le R & D.

Nous recherchons un Ingénieur Marketing Etudes.

Véritable pivot entre le commercial et le bureau d'études, cet ingénieur, rattaché à la Direction Technique (50 personnes), élabore les cahiers des charges relatifs au développement de nouveaux produits. Il assure en outre les missions relevant de sa compétence : travaux normatifs, support technique à la vente, formation...

Le poste inclut des interfaces avec tous les services de l'entreprise et les autres sociétés du groupe.

Il convient à un ingénieur expérimenté, connaissant bien le plan technique des produits et applicatifs en appareillage basse tension. Cet ingénieur devra également posséder une compétence ou au moins du goût pour l'approche marché et pour l'élaboration des normes dans le contexte mondial.

Poste basé à Lyon.

La fonction très autonome et très ouverte, nécessite la maîtrise de l'anglais et demande des voyages fréquents en Europe.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4057 à notre conseil EUROPACT qui vous garantit une totale confidentialité et répondra sous quinzaine aux candidats ayant le profil souhaité.

**ABB**

EUROPACT - 57 Bd Vivier Merle  
69428 LYON Cedex 03.

Paris

Excellente rémunération

## DIRECTEUR INFORMATIQUE

Notre client est la filiale française d'un des plus importants et des plus innovants groupes pharmaceutiques mondiaux. Ce secteur d'activité connaît actuellement de profonds changements et de nouvelles opportunités s'ouvrent dans le monde de la santé. Il est crucial de renforcer et de redéfinir le marché en exploitant au mieux les technologies afin d'y être leader. Notre client recherche actuellement une personne dynamique de très haut niveau afin de remplir le rôle clef de Directeur Informatique France.

Le candidat devra être capable de définir et de mettre en œuvre la stratégie informatique. Il devra également faire preuve de réelles qualités de meneur d'hommes afin de développer une équipe de très haut niveau. Il sera capable d'identifier et de faire prendre conscience des opportunités de reconfiguration des processus à mettre en œuvre. Avec ses collègues européens et américains, il devra représenter les intérêts de la France tout en contribuant au développement de la stratégie informatique globale.

Le candidat retenu saura prendre des décisions, aura à la fois le sens commercial et une connaissance technique de très haut

niveau. De plus, il aura une expérience préalable de contacts extérieurs ainsi que la capacité de renforcer des relations commerciales grâce à la technologie. A la fois visionnaire et pragmatique, le candidat a des qualités de communication et de management.

L'entreprise est jeune, dynamique et très attentive aux résultats. Cela requiert à la fois le travail d'équipe et des qualités de meneur.

Ce poste est une réelle opportunité de carrière pour un candidat à très fort potentiel et désirant mettre la technologie au service de ses clients. La maîtrise écrite et orale du français et de l'anglais est essentielle.

Pour soumettre votre candidature, envoyez un CV en anglais sous la référence 11503 en précisant votre rémunération actuelle et, si possible, un numéro de téléphone pendant la journée, au cabinet de consultants Goodman Graham & Associates, 8 Beaumont Gate, Shenley Hill, Radlett, Herts WD7 7AR, UK. Fax: +44 1923 854791.

**GOODMAN GRAHAM**

SERVING THE INFORMATION INDUSTRIES



Entreprise internationale (130 personnes), implantée à Golbey près d'Épinal, Papeteries de Golbey a démarré la production de papier journal début 1992. Disposant d'un matériel à la pointe de la technologie, notre usine d'une capacité de production de 250 000 t/an, compte parmi les plus performantes du monde.

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT (H/F) (réf. IDM)

Ingénieur papeter (EPFG...) ou ingénieur chimiste ayant une connaissance de l'industrie papetière, vous rejoindrez l'équipe développement et aurez pour mission la réalisation d'études des processus de production et des analyses de qualité. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les différents services de l'entreprise (production, maintenance, laboratoire...).

Disposant d'une première expérience professionnelle ou débutant ayant réalisé des stages significatifs, vous souhaitez valoriser vos connaissances dans des fonctions d'études et de développement.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'envoyer, sous référence IDM, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre adresse :

PAPETERIES DE GOLBEY - ROUTE JEAN-CHARLES PELLERIN  
BP 109 - 88194 GOLBEY CEDEX

RÉGION POITOU-CHARENTES

La région Poitou-Charentes souhaite créer un «pôle emballage - conditionnement» afin de valoriser les compétences régionales dans le domaine de l'emballage et du conditionnement. Pour atteindre cet objectif économique, l'ensemble des partenaires (locaux, départementaux, région, Etat) recherche le :

### Responsable du projet « emballage-conditionnement »

Vous définirez le projet : contenu, axes prioritaires, calendrier des actions... et lui donnerez une réelle impulsion. A l'issue d'une période initiale de 18 mois, l'objectif est de mettre en place une structure dont les actions d'étude, de promotion, de communication, de formation, etc. permettront l'émergence de ce pôle et une reconnaissance internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à notre conseil Onoma, « Le Lafayette », avenue J.F. Kennedy, 33700 Mérignac.

A 30/40 ans, ingénieur de formation, vous possédez une expérience technique, commerciale et gestion, d'au moins 6 à 8 ans, dans le domaine de l'emballage et/ou du conditionnement. La connaissance de l'économie régionale sera un plus appréciable. La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Cognac (Charente) et rattaché à l'Agence Poitou-Charentes Technologie.

**Onoma**  
GROUPE COURTAUD



هكذا من الاجل

VIII / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

SECTEUR POINTE

# Where telecom munications count.\*

\* Là où les télécommunications ont de l'importance

## INGÉNIEURS SUPPORT TECHNIQUE AVANT-VENTE

Au sein du Département Marketing/Ventes et dans un contexte résolument international, vous nouez des relations techniques avec les opérateurs de réseaux cellulaires, afin de cerner leurs besoins. Chargé de répondre aux appels d'offre, tant du point de vue technique, que financier et commercial, vous défendez et argumentez les solutions proposées.

A environ 30 ans, Ingénieur Télécom, vous êtes doté de solides compétences techniques en télécoms, si possible dans un ou plusieurs domaines des radio-communications GSM. Votre approche « système » allie à votre compréhension des problèmes inhérents aux grands projets, vous permettant de mener plusieurs affaires simultanément. Une bonne connaissance en commutation publique serait un plus. Anglais courant indispensable. Réf. STA/M2

Vous souhaitez intégrer notre site des Yvelines, merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste souhaité, à NORTEL MATRA CELLULAR - DRH - Arnette COMMELIN BP 50 - 1 Place des Frères Montgolfier - 78042 GUYANCOURT Cedex.

## INGÉNIEURS FORMATEURS GSM EXPORT

Rattaché à la plate-forme Documentation et Formation, vous dispensez aux futurs utilisateurs présents dans toutes nos zones d'implantation commerciale (France et étranger), l'ensemble des connaissances et informations nécessaires à la meilleure exploitation du réseau. Pédagogue avant tout, organisé, rigoureux et doté d'un réel sens de la communication, vous assurez des cours théoriques et pratiques détaillés par type de machine : BTS, BSC, OMC et veillez à une mise à jour des supports de cours adaptés aux marchés export concernés.

De formation Ingénieur, vous avez de très bonnes connaissances en télécommunications (système et réseaux) acquises dans la conception de systèmes et/ou en développement de logiciels. Vous êtes bien sûr bilingue anglais et mobile pour de fréquents déplacements. Réf. IFE/M3

## NORTEL MATRA CELLULAR

NORTEL MATRA CELLULAR, joint-venture créée à l'initiative du Canadien Northern Telecom et de Matra Communication, se consacre aujourd'hui à la technologie de demain et s'ouvre au marché résolvant croissant des systèmes de télécommunications cellulaires GSM. Afin de conforter notre développement et notre expertise, nous souhaitons aujourd'hui intégrer de nouvelles compétences.

## INGÉNIEURS METHODE INSTALLATION

Intégré au Service Installation et en relation étroite avec les équipes Planning, Installation, Qualité, Intégration/Validation ainsi qu'avec nos principaux clients, vous réalisez les procédures d'installation et de mise en service des sous-systèmes radio.

Responsable de la définition et de la présentation client des documents techniques, vous assurez au niveau méthode, le support technique dans le cadre des travaux France et export.

Ingénieur Télécom, vous possédez une expérience similaire dans le domaine radio ou commutation ainsi que de bonnes connaissances en transmission (MIC), informatique temps réel (utilisateur). Vous maîtrisez les procédures Qualité ISO 9000 et avez un bon niveau d'anglais. Réf. IM/M2

# Ingénieurs GSM

## ES2, LES MICRO-CIRCUITS DES GRANDS ENJEUX



### PROXIMITÉ D'AIX-EN-PROVENCE

Nous sommes spécialisés dans la production de circuits intégrés à applications spécifiques (ASIC). Notre rapprochement avec le groupe américain ATMEL nous permet de poursuivre une forte politique de développement pour les cinq prochaines années. Ingénieurs débutants ou expérimentés, nos champs d'expertise sont multiples : autant que les perspectives d'évolution que nous vous offrons.

**INGÉNIEURS DESIGN**  
Design-flow - réf. DF  
Librairies - réf. LIB  
Applications spécifiques - réf. ASP

**INGÉNIEURS ASSEMBLAGE ET TESTS**  
Assemblage et packaging - réf. PAC  
Tests - réf. TS

Vous possédez une formation d'ingénieur ou équivalent. Débutant ou justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans la micro-électronique ou l'informatique, vous parlez anglais couramment.

**INGÉNIEURS PRODUCTION**  
Process - réf. PR  
Lithographie - réf. LIT  
Gravure - réf. GRA  
Diffusion - réf. DIF  
Couches minces - réf. CMI

**INGÉNIEURS CIM INFORMATIENS** - réf. INF

**INGÉNIEURS PRODUITS** - réf. PROD

Contactez-nous, en adressant votre dossier de candidature et en précisant le domaine d'activité qui vous intéresse : ES2, DRH, ZI de Roussel, 13106 Roussel Cedex.



Silicon solutions

## Responsable Conception Electronique



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain, en particulier de l'électronique pour améliorer les performances, le confort, la sécurité et la fiabilité des équipements.

Dans ce contexte, la Branche Electronique (1 400 personnes) relève le défi et recrute, pour son site de CHARENTÉ (86), un

**Responsable Conception Electronique** : Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous établissez les spécifications, élaborez la conception globale (architecture, développements électroniques, logiciels et mécaniques) et assurez une cohérence globale d'un ou plusieurs de nos produits jusqu'à la phase d'industrialisation.

Ingénieur d'une Grande Ecole, vous avez une expérience d'au moins 3 ans du développement en électronique moyenne et grande série et vous possédez des compétences en électronique de puissance, ou en électronique numérique et analogique.

Votre sens de l'engagement et vos capacités à travailler en équipe dans un contexte international vous permettront de bénéficier des perspectives d'évolution offertes par notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite avec CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée à VALEO ELECTRONIQUE - Nathalie HUBERT - 2, avenue Renéard Pontillon - 84042 CHARENTÉ Cedex.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Nous engager, c'est aussi vous faire confiance.

UNILOG CONSULTANTS recherche  
GRANDES ECOLES  
Consultants Seniors  
Réf. UCS/LMOS  
Responsable de projet, vous conseillez nos Clients, vous vous engagez sur les solutions que vous recommandez et les mettez en œuvre. Vous possédez une expérience supérieure à 5 ans, acquise en entreprise et/ou en cabinet de conseil et une réelle pratique dans au moins un des domaines suivants : comptabilité et finance, gestion industrielle, logistique/distribution ou IARD. Une connaissance des systèmes d'information du Business Process Reengineering (BPR), des logiciels ou des techniques de design rapide (JAD/RAD) est nécessaire. La maîtrise de l'anglais sera un plus. Votre autonomie, votre savoir-faire et vos résultats vous permettront d'évoluer rapidement dans le conseil.

## Consultants Juniors

Réf. UCJ/LMOS

Vous participerez à des missions de conduite du changement, de définition, de mise en place d'organisations et de systèmes d'information. Encadré par un consultant senior, vous bénéficierez d'un complément de formation spécifique à nos métiers et secteurs d'activité. De personnalité affirmée, une expérience de 2 à 3 ans en entreprise et/ou en cabinet de conseil vous a confronté à des projets d'organisation et/ou de mise en place de systèmes d'information. Esprit d'analyse et de synthèse, écoute, flexibilité et autonomie vous permettront d'évoluer vers la direction de missions ou l'expertise. Connaissance de l'anglais indispensable (allemand ou espagnol appréciés).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), en précisant la référence du poste choisi à UNILOG - DRH - Virginie BOUVIER 97, boulevard Pénère - 75017 Paris.



Notre signature est un engagement

## Jeune ingénieur de production responsable d'atelier

- Ingénieurs GE : Mines, Centrale, AEM, ENSI...
- Expérience de 2 à 3 ans.
- Connaissances en traitement de surface souhaitées.

Dans un environnement très stimulant, nous vous confierons les responsabilités techniques, humaines et de résultats de l'un de nos ateliers (20 personnes).

Ce poste s'adresse à une personnalité affirmée, passionnée par la technique et souhaitant évoluer au sein d'une structure industrielle internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 61286, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75449 Paris Cedex 17, qui transmettra.



# SECTEUR DE POINTE

## RTEL MATRA CELLULAR

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

## PARIS METHODE EVALUATION

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

## S GSM

## raisonnable Conception électronique

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...  
... pour les entreprises de Matra Communications...

## MOUILLEZ-VOUS, POUR NE PAS VOUS TROMPER.



Premier réassureur français, cinquième mondial, le Groupe SCOR (1 100 personnes, 12 milliards F de CA) propose aux compagnies d'assurances des couvertures financières sur leurs risques les plus importants (satellites, barrages, usines, plates-formes offshore, BTP). Société française, cotée au règlement mensuel, le Groupe SCOR réalise 75% de son CA à l'international et ses filiales (500 personnes) sont implantées sur les cinq continents. Nous recherchons pour SCOR Réassurance (Paris-La Défense) :

### Ingénieurs Pétrochimie

Ingénieur grande école ou génie chimique, vous justifiez de 4 à 5 années d'expérience de la production sur sites pétrochimiques (assistance technique, services production, maintenance, sécurité, gestion des sinistres) et vous souhaitez élargir le champ de vos activités. Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère. Vous rejoindrez une équipe de 5 personnes dont le portefeuille clients est à 85% hors Europe. (réf. SDUB/AN)

### Ingénieurs Production

Vous intervenerez pour la branche Risques Industriels et jouerez un rôle de conseil auprès de nos clients Grands Comptes. Ingénieur grande école complétée par un 3ème cycle de gestion, vous avez une expérience de 5 ans de production en industrie lourde ou en ingénierie. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez une 3ème langue. (réf. SHUR/AN)

### Ingénieurs BTP

La Branche décennale (5 personnes) est leader mondial sur son marché et étudie 300 affaires nouvelles par an qui peuvent concerner de grands projets tels : la Grande Arche de la Défense, la Très Grande Bibliothèque, les ouvrages d'arts du TGV Italien... Ingénieur P et C, AM, ESTP ENSAIS, INSA... vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise de BTP en bureau d'études ou au sein d'un organisme de contrôle. Votre anglais est courant et vous parlez espagnol et/ou italien. (réf. SLEB/AN)

La Direction des grands risques d'entreprises représente un CA de 1,7 milliard et comprend 33 ingénieurs qui, après une expérience probante du monde industriel, ont été formés à nos techniques.

Au sein de l'une de nos branches de souscription, vous intervenerez dans la négociation des contrats de réassurance et prendrez des engagements financiers importants : sélection des offres, réalisation des diagnostics techniques sur sites, évaluation des risques, négociation et suivi des contrats, réalisation d'études de marchés.

Disposant d'une réelle autonomie dans la gestion de vos contrats, vous êtes rigoureux et possédez un bon sens des contacts. Vous vous déplacerez dans le monde entier environ 3 mois par an. Ouverture d'esprit, goût des initiatives et sens du travail en équipe vous ouvriront de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à SCOR, Service Recrutement, Hubert ESTIBAL, 1 avenue du Président Wilson, 92074 PARIS LA DEFENSE 8 cedex.

SCOR

L'ASSUREUR DES ASSUREURS

## LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



Leader en Ingénierie et Conseil (1600 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Elle recherche pour ses activités en hautes technologies des :

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

PARIS - TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - AIX - BRUXELLES - MADRID

Telecommunications, Téléphonie, Energie nucléaire, pétrole... Transport ferroviaire, automobile... Aeronautique, Espace, Défense, Banque, Assurance, Finance

Electronique (analogique, numérique, ASIC...), Traitement du signal... Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT... commutation, gestion des réseaux, Acoustique, Vibrations, Thermique, Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO... Logiciel temps réel, Génie logiciel... Systèmes d'information

Merci d'adresser votre C.V. en rappelant la référence LM 05 à Jean-Michel MARTIN, ALTRAN - 58, Bd Gouvion St Ger - 75858 PARIS Cedex 17

## L'époque est aux nouveaux projets

Partenaire privilégié des grands groupes, le groupe ALTEN (500 personnes, 200 Mds de CA), est reconnu pour son savoir-faire et la qualité de ses prestations

dans les secteurs : Télécoms, Industrie, Aéronautique et spatial, Transport, Nucléaire, Finance, Banque-Assurance.



INFORMATIQUE ELECTRONIQUE

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex.

ALTEN BIEN DANS SON EPOQUE

### Ingénieur temps réel

De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez de ou à cinq ans d'expérience en développement autour d'un moniteur temps réel de type VRTX/VX Works. Des connaissances en télécoms seront appréciées. Réf. LM 519 TR1

### Ingénieur télécoms

De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une première expérience des grands projets de radiotéléphonie (normes GSM, DECT, CT2...) ou du développement des logiciels de communications (protocoles ATM, X25, RNIS). Réf. LM 519 TR2

### Ingénieur électronique

De formation ingénieur ou universitaire, vous faites preuve d'une première expérience en électronique analogique (traitement du signal, radio...), conversion analogique et numérique (filtrage) ou en électronique numérique (micro-contrôleurs de type Motorola, Intel ou Dec, processeurs TS, Bus VME, Arinc) ou en électronique de puissance. Réf. LM 519 EAN

### Ingénieur réseau

De formation ingénieur ou universitaire, vous possédez une première expérience en administration de réseaux sur une plate-forme de développement de type HP Openview, ISM, Netview 6000, fonctionnant avec les protocoles de communication CMIS/CMIP. Réf. LM 519 IR

### Ingénieur système

De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience significative en administration de plates-formes UNIX et/ou VMS ou en support système. Réf. LM 519 IS

Vous souhaitez intégrer une société ambitieuse où vous pourrez donner libre cours à vos talents. Notre politique de formation et de suivi vous assurera une évolution de carrière.

## Construire le présent et préparer l'avenir des réseaux de télécommunications, grâce à une expérience centenaire.

MET COMMUTATION, filiale de MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, conçoit, fabrique et installe des équipements de téléphonie publique en France et à l'étranger.

Afin de renforcer les équipes de notre Centre de Formation, nous recherchons des

### ANIMATEURS CONCEPTEURS DE FORMATION

Nos collaborateurs et nos clients bénéficient régulièrement de formation sur nos produits et sur les évolutions techniques de nos systèmes.

Vous serez chargé de concevoir et d'animer des modules de formation, particulièrement sur le réseau GSM, en français et en anglais.

Vous avez de très bonnes qualités relationnelles et de l'aisance en anglais pour animer des cours à l'étranger.

Ingénieur de formation Electronique, option informatique ou Télécom, vous avez une première expérience dans le domaine des télécoms. Vous maîtrisez la langue anglaise et êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean-Paul DURAND

MET COMMUTATION  
19, avenue Carnot  
91348 Massy cedex



DES HOMMES QUI CONSTRUISENT

JEUNE SOCIETE (100 personnes, 100 Mds)  
EN PLEINE EXPANSION.  
FILIALE DE GRANDS GROUPES INDUSTRIELS  
recherche pour son CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION GRENOBLOISE

## INGENIEUR R & D HF

De formation Grande Ecole d'ingénieur, vous avez une grande culture scientifique et de bonnes connaissances en OPTRONIQUE et MICROELECTRONIQUE. Vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience et développé une curiosité naturelle et le sens des relations humaines.

Rattaché à l'Adjoint du Directeur Technique, vous travaillerez sur la base de missions en vous appuyant sur les experts des différents secteurs.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 88397 à PROJETS, 12 place de l'Eglise, 94400 VITRY SUR SEINE qui transmettra.



حکذا من الاجل

X / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

## SECTEURS DE POINTE

### Ingénieurs grandes écoles bac + 5

Appliquer les hautes technologies à toutes les industries.

Associée à des partenaires de haut niveau, notre société intervient dans différents domaines technologiques dont, notamment, l'automobile et l'aéronautique. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons des ingénieurs diplômés de grandes écoles bac + 5 minimum.

une idée nouvelle pour vos projets.

#### INGENIERIE AUTOMOBILE

Pour notre client constructeur automobile nous développons nos équipes d'ingénieurs :

**Ingénieur conception de commandes de boîtes de vitesses automatiques** (réf. 1LM01)

Vous définirez le cahier des charges du calculateur embarqué contenant les lois de commande de la boîte. Après une expérience d'au moins 3 ans, vous maîtrisez parfaitement les lois de commandes, les systèmes pilotés et les automatismes. Vous pratiquez également l'anglais.

**Ingénieur hydraulicien pour boîte de vitesses automatique** (réf. 1LM02)

Vous serez chargé d'optimiser les performances des pompes hydrauliques et convertisseurs dès la phase de conception. Pour ce poste, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine des systèmes hydrauliques appliqués aux transports.

**Ingénieur support logiciel CAO** (réf. 1LM03)

Support à l'utilisation de SACSICA (Système d'Aide à la Conception et au Dessin Industriel des Câblages), vous serez aussi responsable du pilotage de la conception du système d'information pour la définition des systèmes électriques et électroniques du véhicule. En plus d'une expérience électrotechnique de 3 à 5 ans dans les domaines automobile ou électroménager haut de gamme, des compétences en CAO et SGBDR sont nécessaires.

**Ingénieur en dynamique rapide** (réf. 1LM04)

Vous aurez en charge l'optimisation de la structure de caisses vis à vis du crash (modélisation, analyse de solutions et corrélation avec les essais). Après une expérience de 2 ans, vous maîtrisez parfaitement les progiciels IDEAS, RADIOSS ou leurs équivalents.

**Ingénieur calcul en vibroacoustique** (réf. 1LM05)

Vous serez chargé de l'optimisation de véhicule en vue de minimiser le bruit intérieur (modélisation, analyse de solutions et corrélation avec les essais). Après 4 à 5 ans d'expérience en acoustique pour l'aéronautique ou l'automobile, vous maîtrisez parfaitement les progiciels IDEAS ET NASTRAN.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Adressez votre candidature (lettre de motivation + curriculum vitae) en précisant la référence sur l'enveloppe à COMMUNIQUÉ 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex.

#### INGENIERIE AERONAUTIQUE

Spécialiste des technologies aéronautiques, nous recherchons des ingénieurs avec une première expérience réussie :

**Ingénieur automatismes de vol, navigation, gestion du vol** (MATRO, MATLAB) (réf. 1LM06)

**Ingénieur d'études de l'électronique embarquée pour équipement de navigation** (PSPICE) (réf. 1LM07)

**Ingénieur spécialiste qualité pour composants IEEE satellite** (réf. 1LM08)

**Ingénieur spécialiste détecteurs infrarouges pour satellite** (réf. 1LM09)

**Ingénieur spécifications systèmes contrôle aérien futurs** (réf. 1LM10)

**Ingénieur spécialiste en vibroacoustique avion** (réf. 1LM11)

**Ingénieur conception mécanique et thermique pour équipement de navigation** (ANSYS) (réf. 1LM12)

**Chef de projet conception, définition, mise au point de structures satellites** (réf. 1LM13)

**Ingénieur développement logiciel embarqué (ASSEMBLEUR MICRO 68 000, ADA, C, C++, )** (réf. 1LM14)

**Ingénieur support CAO (CAS, CADE, EUCALID)** (réf. 1LM15)

**Ingénieurs informatiques de gestion** (1<sup>er</sup> Chef de projet système PACBASE (réf. 1LM16) ; 1 Ingénieur débutant FORTRAN bilingue anglais/français (réf. 1LM17))

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne ainsi que dans le Sud et le Centre de la France.

### Responsable gestion de production France

Notre position de numéro 1 mondial est due notamment à la qualité de nos produits, à la constante évolution et à la réactivité de nos équipes attachées à apporter le meilleur service à nos clients. Dans ce contexte nous souhaitons intégrer un :

A partir de notre Direction Centrale Ageoec, couvrant 7 sites de fabrication sur la France et 14 Agences Commerciales, nous assurons la prise de commande, la fabrication et la livraison de produits finis à haute valeur ajoutée (verres optiques spécifiques) à nos clients, les opticiens, dans des délais très brefs.

Vous assurerez en liaison avec nos Directeurs d'Agences, la répartition des productions par site, participerez à l'équilibrage des charges des différents ateliers en optimisant les flux, l'utilisation des capacités de production tout en tenant compte des spécificités locales. Vous serez également l'interlocuteur privilégié de nos prestataires de services (sociétés de transports) dont vous assurerez le suivi.

Ingénieur généraliste de formation, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en logistique, en gestion de production ou de conseil en organisation (gestion de flux), vous aimez le travail en équipe et avez un sens aigu des relations humaines et du service. Vous avez également participé à la conduite de projets et souhaitez mettre en œuvre vos talents d'organisateur et capacités de gestionnaire dans une activité qui vous donnera une vision globale du marché français de l'optique ophthalmique.

Le poste basé en Région Parisienne vous offre de larges perspectives d'avenir au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. RGP/LM à ESSILOR INTERNATIONAL Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 147 Rue de Paris 94227 CHARENTON CEDEX.



### Ingénieur transmissions Chef de projet

Société reconnue par notre capacité à innover et notre avance technologique dans le domaine des TRANSMISSIONS DE L'OPTRONIQUE, nous consolidons la structure R & D : l'une de nos divisions, et recherchons :

Dans le cadre d'options stratégiques de développement répondant à des besoins clairement identifiés dans le secteur de la Défense.

**Notre objectif :** valoriser l'acquis et innover dans de nouvelles activités faisant appel aux liaisons numériques de données.

**Vos missions :** concevoir et développer des équipements et systèmes de transmission, prendre en charge des projets en interface avec les clients et, en interne, avec les services Production et Qualité.

**Ingénieur SUPELEC, SUP TELECOM, ENSERG...**, âgé d'environ 35 ans, vous apportez la preuve d'une expérience réussie d'étude, de développement et de gestion de projet. Vous êtes familiarisé aux techniques d'hyperfréquences et vous avez des compétences en Radar.

En relevant ce challenge vous serez l'initiateur d'applications innovantes et maîtrisées, et serez à même d'analyser à terme une équipe de R & D.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous référence 9508, 7, rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

### Ingénieurs

Méthodes d'analyse et de production de données

Produits de pointe

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

France Telecom

Mobiles

SUITE  
DE LA  
RUBRIQUE  
SECTEURS  
DE POINTE  
PAGE XVII

ADMI

CONTRÔLE

JACQUES

Directeur  
Ressources Humaines

Carier

Responsable



# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

## CONTRÔLEUR DE GESTION H/F REGION TOULOUSAINE

Filiale d'un groupe international, cette société de 700 salariés fabrique et vend une gamme spécifique de produits alimentaires. "Leader" dans son domaine, avec un chiffre d'affaires qui dépasse aujourd'hui le milliard de francs, la réussite de l'entreprise repose sur une approche innovante du marché, une organisation performante et une totale satisfaction de ses clients. Elle recherche un contrôleur de gestion qui intégrera la Direction financière. Sa mission principale sera de contrôler et d'assister les directions commerciales et marketing dans les phases d'élaboration budgétaires, d'analyse des conditions commerciales et tarifaires et d'évaluation financière des décisions. Il établira notamment les résultats par segment de clientèle et par gamme de produits. A 30 ans environ, le candidat doit être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion et posséder une expérience de 5 à 7 ans, acquise dans l'idéal par un passage dans un cabinet d'audit et complétée par une expérience similaire au sein d'une industrie de produits grand public distribués aux GMS. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour le poste et lui ouvrira de larges perspectives au sein du groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 517A à Marie-José POMES, PSYNERGIE, Immeuble Manager's Jean Jaurès, 5 rue du Moulin Bayard, 31000 TOULOUSE.

**PSYNERGIE**  
GROUPE PRAXIA

Toulouse - Marseille - Paris - Montpellier - Lyon - Nice



## Valorisez vos acquis au sein d'une structure en développement. AUDITEUR INTERNE - CHEF DE MISSION

Paris

Au sein de notre Inspection Générale Groupe, vous serez chargé(e) de superviser des missions d'audit comptable et financier dans les différentes entités du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Vous participerez aussi à la formation des auditeurs généralistes qui rejoindront notre Inspection Générale en interne. Diplômé(e) d'études supérieures Bac+4/5 (Ecole Supérieure de Commerce, 3ème Cycle d'Audit...) impérativement complétée par une solide formation comptable - DESCF ou équivalent - vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 4 ans au sein de l'Inspection d'un établissement financier ou dans un cabinet d'audit international. Une maîtrise de la fiscalité sera appréciée. Vous devez avoir un esprit, une capacité de conviction, alliées à une grande aisance relationnelle et une solide maîtrise de l'anglais, seront les atouts de votre réussite. Nous vous offrons de valoriser vos acquis dans une structure en développement, et l'opportunité d'une carrière évolutive au sein de notre Groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence IG/LM au CRÉDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines - 45, rue St Dominique 75700 Paris.

## JACQUET

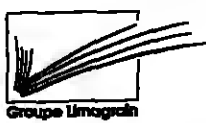
Leader sur le marché français de la panification (marques JACQUET, DUROI, GRIELLE), nous recherchons pour notre siège en Région Parisienne un

## Directeur des Ressources Humaines

Rattaché au Président du Directoire, vous aurez notamment en charge :

- la préparation et le suivi de la politique des Ressources Humaines
- la coordination des responsables du personnel des différentes filiales
- le suivi des carrières des cadres (recrutement et évolution)
- la planification des actions de formation
- la communication interne
- et l'organisation des relations avec les partenaires sociaux.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée et réussie dans la fonction (si possible dans le secteur agro-alimentaire), une excellente maîtrise du Droit du Travail et la pratique du dialogue social. Une bonne connaissance de l'anglais (et si possible de l'allemand) est souhaitée. Merci de nous faire parvenir votre manuscrite, CV et salaire actuel (sous réf. DRH) à l'attention de Mr. le Président du Directoire JACQUET - 2, rue Maryse Bastié - ZI de Saint-Gueaout Courcouronnes - 91031 EVRY CEDEX



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

## INGENIEUR EN DEVELOPPEMENT BANCAIRE

L'imagination, qui a porté le Crédit Agricole au premier rang des banques françaises, doit lui permettre de prendre la place qui lui revient dans le nouvel espace européen. La gestion des flux est un enjeu capital pour une banque commerciale qui a cette ambition, la maîtrise de l'interbancaire est une condition essentielle de son efficacité.

Vous êtes un jeune diplômé de grande école, intéressé par les métiers de la banque, venez rejoindre notre équipe d'ingénieurs en développement bancaire. Vous serez chargé :

- de faire valoir les intérêts du Crédit Agricole dans les instances interbancaires nationales et internationales sur les sujets touchant à l'évolution des systèmes de règlements,
- de provoquer les réflexions à l'intérieur du Groupe, d'identifier les évolutions et de conduire leur mise en œuvre,
- de mener des missions d'organisation de type stratégique ou opérationnel.

Immergé dans une direction opérationnelle, vous travaillerez sur des projets situés au premier plan de l'actualité bancaire : la prévention des risques dans les systèmes de règlements interbancaires, le correspondant banking, les paiements transfrontaliers... Vous participerez à la conduite des travaux préalables au passage à l'ECU de l'ensemble des activités du groupe Crédit Agricole.

Ce poste basé à Saint-Quentin requiert :

- des facultés d'analyse, de synthèse, de conception, de communication et de négociation,
- un esprit curieux, capable d'assimiler par lui-même des connaissances nouvelles,
- de la rigueur et de la méthode,
- un intérêt pour les nouvelles technologies dans les domaines de l'informatique et des réseaux,
- une pratique courante de la langue anglaise,
- une première expérience professionnelle dans une fonction de consultant en organisation bancaire.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. 95.04 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Chantal TARDIVON - Direction des Ressources Humaines - 83 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Leader mondial de la Climatisation



Filiale du groupe UTC (200 000 personnes), nous sommes le premier fabricant de conditionnement d'air en Europe et dans le monde. Pour notre filiale française basée près de LYON, nous recherchons notre :

## Responsable de personnel Division Industrie

Votre mission : rattaché au DRH, vous aurez pour mission d'optimiser la gestion des 500 personnes rattachées à cette division dans le cadre d'une évolution importante de l'organisation et de la culture de l'entreprise. Assisté de l'équipe RH en place, vous serez responsable du développement de la gestion des compétences dans l'atelier, de l'élaboration des plans de formation et de recrutement ainsi que du suivi des relations sociales (CE, DP). Vous serez de plus, chargé de la coordination de la politique sécurité au niveau de l'entreprise.

Votre profil : vous avez entre 30 et 35 ans, une formation supérieure bac + 5 avec une spécialisation en RH. La pratique courante de l'anglais, une expérience significative en milieu industriel et un sens aigu de la communication sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 806 à CRC 01, BP 49, 01122 Montluel Cedex.

Entreprise de Travaux Publics Leader en Ile de France  
150 MF de C.A. recherche son

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous serez chargé de mettre en œuvre les outils administratifs, financiers, et de contrôle de gestion nécessaires à la maîtrise de notre objectif : 2000 = Qualité Totale.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum des marchés de travaux pour l'Etat et les grandes entreprises publiques, une formation supérieure, 30 ans au moins.

Envoyez votre dossier de candidature (Lettre de motivation manuscrite, CV, photo...) à : Clodoald Administration Finance, Réf : DE2, 9 av. Clodoald, 92210 SAINT-CLOUD



سكزا من الاصل

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### ADMINISTRATEUR DU PERSONNEL

**BOOZ-ALLEN & HAMILTON INC.** (5600 personnes) est un des premiers cabinets mondiaux de conseil aux directions générales d'entreprise. Pour rejoindre la filiale française (120 personnes, dont 80% de cadres) est recherché un jeune cadre (H/F), spécialiste de l'administration du personnel. Placé sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier, il sera en charge de toute la gestion liée à l'administration du personnel, et agira en tant que conseiller de la direction pour toutes les questions sociales. En relation constante avec la maison-mère américaine, il assurera la bonne application des règles et procédures internes. Ce poste, nécessitant de nombreux contacts et une parfaite connaissance de la législation, conviendrait à un juriste de formation (DESS gestion du personnel) ayant un très bon relationnel et ayant exercé pendant 2 à 5 ans des responsabilités au sein de la fonction personnel, si possible dans une entreprise de services. La pratique courante de la langue anglaise est impérative. Le poste est à pourvoir à Paris-Trocadero. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/2635M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

### Audit interne International et France Paris

Leader mondial dans sa gamme de produits, ce groupe (1 Md de francs de CA - 12 filiales) présent dans 100 pays se développe rapidement à l'international. Sous l'autorité du Directeur Financier, vous évaluez principalement la fiabilité des opérations comptables et financières des filiales étrangères. Vous vous assurez par des actions concrètes d'organisation et de formation, de la bonne application des procédures et des méthodes d'informations comptables. Vous êtes chargé de missions spécifiques dans les filiales à la demande de la Direction Générale (prix de revient, gestion des stocks, clients, etc.). Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (ESC, IEP, ...) complétée par une formation comptable, vous maîtrisez la langue allemande et anglaise, et vous avez une expérience d'audit d'environ 5 ans acquise soit dans un groupe possédant des filiales étrangères, soit dans un cabinet d'audit travaillant à l'étranger. Merci d'écrire à Elisabeth MOTIAN, ICS, 31, rue Grenette, 69002 Lyon sous la référence A/294/C.

ICS



GROUPE  
FOURNIER

3200 personnes - 2,9 Milliards de CA  
De la pharmacie à la chimie fine, de l'Adhésif Chirurgical à l'Adhésif Industriel et Grand Public, la diversification réussie d'un groupe à vocation internationale

### Contrôleur de gestion (H/F)

Bénéficiant pleinement de la synergie du groupe Fournier, la Société PLASTO (500 personnes, 430 Millions de Francs de Chiffre d'Affaires) consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public, et développe fortement sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette forte progression, son Directeur Général recherche un Contrôleur de Gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget. Il s'implique fortement dans les plans de développement et les plans stratégiques. Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont 2 cadres, le candidat recherché est âgé d'une trentaine d'années. De formation supérieure, ESC ou école d'ingénieurs généralistes avec un 3ème cycle gestion/finances, ou MBA, il apporte son expérience professionnelle sur environ 5 ans d'activité en milieu industriel, si possible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informatique et des méthodes anglo-saxonnes sera très appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable (nationalité indifférente). De réelles possibilités d'évolution existent, notamment au sein du Groupe Fournier en France ou à l'international. Poste basé à Dijon.



Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Paul Mercier Michael Page Finance & Comptabilité, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage (format) sous RCPM11800

■ Un des leaders américains dans le domaine médical recherche pour une de ses usines, de petite taille mais en pleine croissance, soit

### Contrôleur de Gestion Usine

Saint-Etienne 220/250 KF +

■ **LE POSTE :** Rattaché au directeur de l'usine, vous prendrez en charge surtout le contrôle de gestion industriel, la gestion de l'inventaire, les budgets, le reporting ainsi que le contrôle interne. Vous apporterez également au directeur et aux services opérationnels tous les conseils financiers nécessaires pour le développement de l'activité.

■ **LE CANDIDAT :** De formation supérieure et fort d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans une fonction similaire, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et personnelles dans un poste autonome au sein d'une multinationale performante et dynamique. De bonnes perspectives d'évolution peuvent être proposées à un candidat de valeur ayant un bon niveau d'anglais.

■ Merci de contacter notre conseil Ivar ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 2696IHAM à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris.



**Norman Parsons**  
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

### Chargés de clientèle moyennes et grandes entreprises

Banque

Ce tout premier groupe bancaire, performant et dynamique, accentue ses actions auprès d'une clientèle très diversifiée d'entreprises de plus de 100 MF de CA. Il a développé des produits attractifs et compétitifs pour ce segment de clientèle et mis en place un réseau spécialisé (déjà une trentaine d'agences en France) ayant accès à de puissants moyens centralisés.

Vous aurez pour mission de poursuivre le développement de cette activité sur la proche banlieue parisienne et serez l'interlocuteur privilégié des responsables d'entreprises que vous prospecterez, gèrerez et fidéliserez avec une large autonomie.

Agé de trente ans, diplômé d'une école de commerce, du CESP ou de l'ITB, vous avez au moins 3 ans d'expérience de l'exploitation des GME au sein d'une banque à réseau. Vous voulez valoriser votre dynamisme commercial tout autant que votre métier de banquier au sein d'une banque qui favorise l'épanouissement des capacités individuelles et dont la croissance soutenue garantit l'évolution des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence D317/M à notre conseil Daniele Fossat, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 Paris.



**Oberthur Consultants**

### CONSULTANTS SECTEUR BANCAIRE

Un Etablissement Financier de premier plan recherche pour renforcer son département organisation (20 p.) un :

Au sein d'une équipe chargée de garantir la cohérence des systèmes d'information de notre Etablissement, vous assurerez la coordination de la mise en œuvre du Schéma Directeur des activités bancaires (compensation et moyens de paiement, crédits, relations clientèle...). A ce titre, vous prendrez en charge :

- le pilotage du projet,
- les échanges avec les autres départements,
- le suivi des investissements et de la planification des projets,
- la définition des méthodes, outils et procédures nécessaires à la mise en œuvre du Schéma Directeur global de l'Etablissement.

Trois ans d'expérience en cabinet-conseil vous ont permis d'acquiescer autonomie et capacité de négociation qui vous aideront à réussir dans cette fonction et à évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous la référence ORG3 à : EUROGROUP Participations, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.



EUROGROUP PARTICIPATIONS



### CONTROLEUR DE GESTION SECTEUR ASSURANCE VIE

Nous sommes une fédération professionnelle représentant 6.000 mutuelles, 40 milliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé, avec 25 millions de personnes protégées. Nous recherchons un

Intégré au sein d'une équipe polyvalente, vous participez à la mise en place des différents outils de reporting et de pilotage (TDB, suivi des résultats). Vous intervenez également dans les projets de révision de procédures et d'évolution de la comptabilité analytique. De formation Ecole de Commerce ou MSC, vous bénéficiez d'une expérience de 2 à 3 années acquise en contrôle de gestion dans une société du secteur de l'assurance vie. Vous pouvez valoriser des compétences en comptabilité analytique et procédures/outils de gestion. Vous maîtrisez les outils informatiques (Excel exigé). Rigueur, autonomie, créativité ainsi qu'esprit d'équipe et savoir-faire relationnel sont les garants de votre réussite dans ce poste. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération) sous référence CG à l'attention de Nathalie CHEVALLIER - Direction des Ressources Humaines - MUTUALITE FRANCAISE TE 59003 - 75719 PARIS CEDEX 15.



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

Nous créons au sein de la direction Industrielle (2 000 personnes) de notre groupe pharmaceutique de rayonnement international (4 000 personnes - 5 milliards de francs de CA) la fonction de

### CONTROLLER Direction industrielle internationale

Vous développez et faites vivre les outils du contrôle de gestion afin d'optimiser les performances de la fonction industrielle du groupe : budget, indicateurs, reporting, études spécifiques...

A 35 ans au moins, doté d'une solide formation (universitaire, école de gestion ou d'ingénieurs + MBA), vous avez acquis une bonne expérience en contrôle de gestion dans le monde industriel. Vous avez l'autorité et la souplesse nécessaires pour réussir dans ce poste.

Bilingue anglais, vous êtes à l'aise avec la culture anglo-saxonne. Basé dans notre principal établissement près de Lyon, vous vous déplacez sur nos sites français et nord-américains.

Venez rejoindre notre groupe en plein développement et progresser avec nous.

Merci d'écrire à notre Conseil, Robert BEROUD sous réf. 1683/LM



ALEXANDRE TTC SA  
7, RUE SERVIGNY - 69645 LYON

### CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez responsable du contrôle de gestion et de l'audit de nos boutiques France et Export.

Vous serez chargé de coordonner les missions de nos équipes comptables locales et des responsables administratifs de nos boutiques. Vous y définirez les règles de gestion et assurerez la réponse aux besoins de reporting tout en veillant à la production des informations, à leur qualité et leur analyse.

Diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent, vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit. Vous possédez de solides connaissances comptables et êtes familiarisé avec les systèmes d'information et les outils micro (Excel, Access).

Ce poste comportant de fréquents déplacements nécessite la connaissance de l'Anglais et/ou l'Allemand. Rigoureux et capable de gérer un important volume de travail, vous êtes disponible et ouvert.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération et photo) en précisant la référence CG/M à Nadia Rotondo - Service Recrutement Cadres - CHANEL - 135, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

**CHANEL**



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT  
GROUPE INTERNATIONAL  
LEADER SUR SON MARCHÉ  
recherche un

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, vous animeriez une petite équipe et auriez pour mission de :

- faire appliquer les orientations de la politique financière du groupe,
- superviser la comptabilité générale, analytique et budgétaire, française et anglaise et le reporting au groupe,
- garantir le respect des procédures administratives et financières, participer aux projets de développement et aux décisions stratégiques de l'entreprise,
- assurer les relations internationales et la communication avec les autres directions.

Pour mener à bien cette mission opérationnelle, une expérience réussie de la comptabilité et du contrôle financier en milieu anglo-saxon est nécessaire.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Nous souhaitons nous appuyer sur un candidat organisé, rigoureux, disposant d'un bon esprit d'analyse et de synthèse, faisant preuve d'ouverture et d'une bonne souplesse d'adaptation.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 23272 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex.

### ENEZ REJOINDRE LE DÉPARTEMENT

"DOCTRINE ET PUBLICATIONS"



#### PARTECIPEZ A DES CONCOURS ENVOI OU A LA REDACTION D'OUVRAGES COMPTABLES ET FINANCIERS

Votre expérience professionnelle d'auditeur dans un grand cabinet et/ou une grande entreprise vous a permis d'acquies de la rigueur, de découvrir l'importance de la technique et vos aptitudes en la matière.

Vous souhaitez approfondir vos connaissances ou les mettre à profil :

- en répondant à des consultations,
- en préparant et animant des séminaires de formation,
- en participant à la rédaction de plaquettes ou d'ouvrages.

PLUSIEURS POSTES SONT À POURVOIR :

- 4 à 7 ans d'expérience en matière bancaire et d'instruments financiers,
- ou 7 ans minimum d'expérience de normes françaises, IAS et US.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sous référence PCRD à Valérie CHAPPELIER, BIEF-PRICE WATERHOUSE, Tour AIG, cedex 105, 92908 PARIS La Défense.

Notre département "Doctrine et Publications" rédige le **MEMENTO COMPTABLE** France, Lefebvre et de nombreux autres ouvrages portant sur les comptes consolidés, les normes IAS, les Banques, les Revenus, les Assurances, les Nouveaux Instruments Financiers etc., ainsi que des périodiques (le Bulletin Comptable et Financier).

Befec - Price Waterhouse

### TRANSDEV

Deuxième groupe français de Transport Public urbain et Interurbain (groupe Caisse des Dépôts), gérant 3,7 milliards de CA, nous recherchons pour accompagner notre croissance deux spécialistes

#### Responsable Ingénierie Financière

Rattaché au Directeur Grand Projet et à la Direction Financière, vous serez chargé de :

- l'analyse des risques et de la rentabilité des opérations dans la réponse aux appels d'offres et aux montages de projets,
- le montage des projets (recherche de financements et de partenaires),
- le suivi de la réalisation et le contrôle des projets.

De formation supérieure (Grandes Ecoles, spécialisation finance) et âgé de 28/32 ans, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans l'élaboration et le suivi de projets d'investissement dans les services aux collectivités, dans une banque ou dans une entreprise. (réf. PI 95/4).

#### Consultant Juridique et Fiscal

Rattaché au Directeur Juridique, vous serez chargé de :

- participer à la mise en place des montages juridiques et fiscaux élaborés par le groupe, concernant l'exploitation et la réalisation d'infrastructures de transport,
- élaborer et suivre les contrats.

Âgé de 28/32 ans et possédant une formation juridique (3ème cycle), vous êtes capable de travailler en équipe. Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la mise en place de montages opérationnels et une connaissance des marchés publics. (réf. PI 95/9).

Pour ces postes des déplacements de longue durée sont à prévoir en France et à l'étranger selon les contrats, vous êtes en mesure de travailler en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation et prétentions) à notre Conseil PALMER INTERNATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 PARIS, sous référence du poste choisi.

Palmer  
INTERNATIONAL

### Administrateur des référentiels

analytique et comptable

France Télécom recrute pour son projet de remplacement de sa comptabilité analytique un administrateur de référentiels analytique et comptable.

Intégré dans l'équipe de l'un des grands projets de France Télécom, vous participerez à la conception des référentiels du projet. Vous définirez les procédures de gestion de ces référentiels et participerez aux spécifications des outils associés.

Vous assurerez le contrôle et la cohérence des tables et règles de gestion dans la phase de mise en œuvre du projet.

Diplômé(e) d'études supérieures (niveau bac + 5) ayant de bonnes connaissances en informatique et en gestion, vous avez une expérience de 3 à 5 ans, de préférence au sein d'une grande entreprise. Une bonne capacité d'adaptation, un esprit d'initiative, le sens du contact sont des atouts indispensables.

Pour ce poste localisé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 62687, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

France Telecom

### CONTRÔLEUR DES ACTIVITÉS DE MARCHÉS.

Nous sommes une grande banque internationale très impliquée dans les marchés de capitaux. Dans un contexte de fort développement de ces activités, nous souhaitons renforcer nos équipes de middle office en intégrant des auditeurs à fort potentiel.

Vous assurerez le contrôle des différents desks dont vous aurez la charge et vous ferez les rapprochements nécessaires entre les états du front office et ceux de la comptabilité. En outre, vous aurez à cœur de mettre en place de nouveaux instruments de suivi de risques, de manière à optimiser ce contrôle.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de commerce, d'ingénieurs, DESS Finance de Marchés...) et vous maîtrisez bien l'anglais. Vous pouvez faire valoir 3 à 5 années d'expérience, en tant qu'auditeur dans un grand cabinet, qui vous a permis de très bien maîtriser les activités de marchés de capitaux. Vous êtes rigoureux et créatif et vous savez travailler en équipe. Si vous vous reconnaissez dans cette annonce, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 801 684 LM, à Marc de SOUZA / Philippe VUITTENY, associés du département Banque/Finance de SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SIRCA  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MONDIALE DE STAFF

Filiale d'un groupe  
français  
(500p., à proximité  
de Rouen)  
concevant,  
fabriquant  
et commercialisant  
des équipements  
électrotechniques,  
recherche  
son Responsable  
Ressources  
Humaines.

Membre du Comité de Direction, vous représentez la fonction Ressources Humaines. Avec votre équipe, vous assurez les missions classiques en matière d'administration, paie, législation, relations sociales, et communication interne.

Mettez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 4818 à : Jonction - 140, rue Gallieni - 92100 Boulogne.

#### GROUPE REVUE FIDUCIAIRE

Profil :

\*être diplômé de l'enseignement supérieur (DEA DESS)  
\*serait appréciée une expérience dans le secteur de la presse juridique  
\*il ou elle devra avoir le sens de la communication et le goût de la rédaction

Recherche :  
Rédacteur Juridique Social

Expérience requise de 5 ans dans le domaine du droit du travail.

Nous lui offrons : - une rémunération intéressante en qualité de journaliste spécialisé ;  
- une opportunité de carrière dans un groupe en expansion continue, renommé pour son sérieux et son professionnalisme,  
- un travail motivant au sein d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau

Adresser lettre manuscrite avec C. V. et photo à :  
Groupe Revue Fiduciaire Madame TOUMINE (service recrutement)  
100 rue Lafayette 75010 PARIS.



هكذا من الاجل

XIV / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

## LE MONDE DES CADRES

LES EDITIONS FOUCHER  
Leader sur le marché de l'Enseignement  
Technique et Professionnel  
recherche un

### Editeur Junior H/F

Au sein du service Edition et en relation directe avec le responsable des Editions, vous aurez à :

- définir les cahiers des charges de nouveaux produits
- animer des équipes d'auteurs
- suivre les manuscrits jusqu'à leur mise en fabrication et parution.

De formation Bac + 4, vous possédez une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans la fonction d'éditeur.

Créatif, autonome et gestionnaire, si vous êtes concerné par la pédagogie et le milieu éducatif, envoyez votre dossier de candidature : CV, photo et prétentions sous référence S17 sur l'enveloppe à Michelle LARCHER - Editions Foucher - 31 rue de Fleury 75006 PARIS.

LES EDITIONS  
FOUCHER

### 2 Cadres Formateurs bilingues anglais

**Valeo** Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements techniques de demain. La stratégie qui guide l'ensemble de nos équipes repose sur un projet d'entreprise ambitieux qui se décline très concrètement avec pour objectifs Qualité Totale et Satisfaction Client.

Nous créons une école de formation interne dans le but de renforcer la stratégie Groupe qui nous anime et recruteurs deux Cadres Formateurs de haut niveau.

A 35 ans environ, de formation supérieure (minimum Bac + 4), vous possédez une expérience de la vie industrielle, une pratique de la pédagogie, de la formation en entreprise et un tempérament ouvert et communicatif.

A ce poste, vous apporterez votre savoir-faire en matière de formation et pédagogie pour préparer en équipe les programmes ainsi que la conduite de sessions de formation.

Très pragmatique et concret, votre réponse repose sur votre capacité à intégrer la dimension industrielle du Groupe pour la communiquer parfaitement en France comme hors de France.

La maîtrise de la langue française et de la langue anglaise est indispensable.

Poste basé en Région Parisienne. Evolution à terme au sein du Groupe.

Merci d'adresser CV, photo, lettre à VALEO RECRUTEMENT BP 911 - 75883 PARIS Cedex 17 sous la référence 61.72 FORM/LM portée sur lettre et enveloppe. La sélection des candidatures est effectuée par notre partenaire MERCURI URVAL.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et ses implantations internationales, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

**Valeo**  
EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE



COVERLAND

Coverland, société du groupe britannique Redland, l'un des plus grands groupes de matériaux de construction du monde et n°1 mondial de la tuile recherche un

### Assistant de Communication

Vous souhaitez mettre votre créativité au service d'une société où les notions d'exigence, de professionnalisme et d'enthousiasme sont des valeurs essentielles. Rattaché au Directeur Marketing et Communication, nous vous proposons de participer à l'élaboration des principaux axes de communication pour véhiculer notre image en interne comme en externe auprès de l'ensemble de notre clientèle et de nos fournisseurs.

Votre excellent relationnel allié à un bon esprit de synthèse vous permettront d'exprimer pleinement vos capacités : réalisation de documents d'information, mise en place de campagnes de communication par voie de presse, publicité, marketing direct ou relations presse... Enfin, vous participerez à la réalisation d'événements internes ou externes : congrès, séminaires... De formation Bac+4 type CELSA ou équivalent, vous possédez une première expérience d'une ou deux années en communication (secteur Bâtiment) ou êtes débutant et avez effectué différents stages en entreprise. L'anglais est indispensable.

Poste basé à Paris 13ème.

C'est vous ? ... Alors vite, adressez-nous votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Marie-Pierre GAULARD sous la réf. LM à COVERLAND, 2, rue Jacques Deguerre 92500 RUEIL-MALMAISON.

### GENIE CIVIL

Innovation marquante des dernières décennies dans le domaine du Génie Civil, le procédé Terre Armée a été utilisé dans la construction de plusieurs milliers d'ouvrages dans le monde entier. Organisation internationale, le réseau Terre Armée est capable de proposer à ses clients une gamme complète de services couvrant la conception et le dimensionnement des ouvrages, la fourniture et le contrôle des matériaux ainsi que l'assistance technique à la réalisation des ouvrages. Pour mieux atteindre ces objectifs, deux nouveaux collaborateurs sont recherchés :

#### RESPONSABLE SERVICE TRAVAUX

De la responsabilité de la prise de commande à la formation et à l'assistance des équipes de montage de l'entreprise de travaux publics, le service travaux de Terre Armée accompagne la bonne mise en œuvre de leurs produits. Conducteur de travaux expérimenté, âgé d'environ 40 ans, le responsable recherché animera sa propre équipe, aura des relations suivies avec les maîtres d'œuvre

(représentants de l'administration) ainsi qu'avec les directions travaux des entreprises responsables des chantiers. Pour réussir dans sa fonction, il doit impérativement être doté d'un grand sens de l'organisation administrative tout en ayant des qualités de négociateur. (Réf. R/2632M)

#### INGENIEUR COMMERCIAL

Chargé de promouvoir les solutions Terre Armée et les nouveaux produits auprès des maîtres d'œuvre (DDE, directions techniques des conseils généraux, SNCF...) et de négocier avec les services appels d'offres des entreprises de génie civil qui répondent aux consultations, l'ingénieur commercial a des relations internes suivies avec le bureau d'études chargé du calcul des variantes et le

service travaux responsable de la réalisation du projet. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur génie civil (ESTP, INSA, ENSAIS, HEL...) ayant idéalement une première expérience en bureau d'études et en calculs de prix. Mobile et disponible pour de fréquents déplacements, il a nécessairement une ouverture d'esprit vers l'action commerciale. (Réf. R/2633M)

Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Recrutement, formation,  
évaluation des compétences  
notre métier évolue...

Le 15 mai 1995,  
nous évoluons  
pour nos clients.

Plus que jamais fidèle à ses engagements et à la qualité d'accueil des candidats, Arco a le plaisir de vous communiquer sa nouvelle adresse.

A partir du 15 mai 1995, nos consultants seront heureux de vous accueillir au Courcelles-Wilson.

ARCO, 22-24 rue du Président-Wilson  
92532 Levallois-Perret Cedex  
Tél. 41 27 21 30 - Fax 41 27 21 31.

ARCO

**THE BANK OF  
NEW YORK**

The Bank of New York recherche un collaborateur cadre dans son Bureau de Représentation à Paris pour le développement des relations et la commercialisation de services auprès des institutions financières françaises :

Le candidat recherché doit avoir l'équivalent d'un diplôme d'université américaine (bacc + 4/5) et au moins 8 ans d'expérience commerciale réussie dans une banque américaine ou européenne (Europe de l'Ouest). La connaissance des produits de clearing en dollars US, de financement du commerce extérieur, et de traitement des titres est très importante. Une formation dans l'analyse du risque financier et une maîtrise de l'anglais et du français sont indispensables.

Nous proposons une rémunération fixe motivante. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV à : The Bank of New York - Personnel/LR-E, One Wall Street, 13 th Floor, New York, NY 10286, USA ou par télécopie à : LR-E - 1-212-635-7445.

### CADRE DES PROJETS DE CROISSANCE BUREAU DE PARIS

**Le Monde  
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03  
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32



*Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général*

■ **Merci d'adresser**  
votre dossier de candidature  
lettre, CV, photo, sous  
référence 2265 à LBW,  
42 rue Laugier, 75017 PARIS,  
qui transmettra.

**Merci d'adresser votre dossier de  
 candidature, en notant la réf. choisie sur  
 l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR  
 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.**



**PROFIL RECHERCHÉ**

- ◆ Etudes supérieures +5/10 ans d'expérience dans un cabinet de recrutement de cadres.
- ◆ Parfaite maîtrise de l'anglais
- ◆ Capacité à réussir en équipe avec un souci de relation et de conseil sur le long terme avec nos clients.
- ◆ Rompe à la qualité de service vis-à-vis des clients et des candidats.



هكذا من الاجل

XVI / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

## SECTEUR PUBLIC

Collectivités territoriales - Ministères

### Conseil Régional du Centre L'AVENIR DE LA RÉGION CENTRE VOUS INTÉRESSE ? NOUS VOUS PROPOSONS DE LE CONSTRUIRE AVEC NOUS.

**RECRUTE DEUX CADRES A**  
Libres au développement des politiques régionales et au transfert de nouvelles compétences, la région Centre connaît une forte expansion de ses activités et recherche par voie de mutation ou d'inscription sur liste d'aptitude.

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**  
**Chargé de mission, conseiller en développement local**  
(Attaché, attaché principal, ingénieur subdivisionnaire ou ingénieur en chef) - Réf. RC1

Votre rôle consiste à gérer 10 contrats régionaux d'initiative locale, à coordonner l'action régionale avec celle des Départements de l'Etat et de l'Union européenne, à assurer le passage de cartes postales du territoire de la phase CRI à celle de contrat de Pays, et à gérer, à l'ère, 8 à 10 d'entre eux.

**DIRECTION DE L'ÉCONOMIE**  
**Chargé de mission «économie export»**  
(Attaché, attaché principal) - Réf. RC2

Votre rôle consiste à mettre en œuvre notre politique de soutien à l'exportation et au développement international des entreprises de la région Centre (promotion des nouveaux outils régionaux : RAEI, recherche des conférences entre les actions export et la promotion internationale).

Vos atouts : une formation supérieure de niveau bac + 3 (Ingénieur, Sup de Co, DES International), 3 à 5 ans d'expérience dans un organisme à vocation commerciale et internationale, la pratique courante de l'anglais.

D'autres postes sont à pourvoir à la Direction de la Formation Professionnelle dans le cadre des nouveaux horizons de compétences.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Président du Conseil Régional du Centre, Direction des Ressources Humaines, 9, rue Sébastien-Leprieux, 45001 Orléans cedex 1.

D'autres postes seront à pourvoir en 1996

La Région Nord-Pas-de-Calais consacre une part prioritaire de ses investissements à l'amélioration et l'adaptation du Patrimoine Scolaire de la Région. Un budget évalué à dix milliards de francs est consacré à cet objectif, dans le cadre d'un Plan à dix ans.

La Direction en charge de la programmation recherche le responsable de la planification budgétaire de ces investissements

**Gestion Budgétaire Prévisionnelle Investissements**

En liaison avec les Ingénieurs chargés de la programmation des travaux (neufs et réhabilitation) et des équipements, vous serez chargé de la consolidation budgétaire et de la production d'indicateurs pertinents liés aux projets d'investissements, afin de soumettre les choix à la décision des élus. Vous piloterez, au sein de la Direction et en liaison avec la Direction Informatique et la Direction Générale, l'élaboration d'un système d'information facilitant les décisions et permettant le contrôle budgétaire de leur exécution (Tableau de bord).

Vous disposez d'une compétence confirmée en analyse budgétaire et prévision financière (formation supérieure de type Ecole de Commerce et de Gestion). Vous avez déjà exercé dans le Secteur Public et pouvez vous adapter à un secteur d'activité technique.

Ce poste est destiné en priorité aux fonctionnaires titulaires (Fonction Publique Etat ou Territoriale).

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence RPB LM 0535, CV complet et statut) à Madame la Présidente du Conseil Régional à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, 59014 LILLE Cedex.

### Chargé(e) de Mission Enseignement

Au sein de l'équipe en charge de la programmation pluri-annuelle des investissements financés par le Conseil Régional dans le cadre de sa gestion des lycées et établissements secondaires (200 établissements environ), vous êtes plus particulièrement responsable de l'expertise pédagogique des projets d'investissement (projets de construction, aménagement ou équipements).

Votre parfaite connaissance du système éducatif et de ses évolutions, notamment en matière d'enseignement technologique et professionnel, vous permet d'élaborer les cahiers des charges (sur la base des décisions rectoriales en matière de structures pédagogiques) et de contribuer à la validation des choix et des options techniques en analysant et garantissant leur pertinence quant aux contraintes, objectifs ou finalités socio-éducatives et scolaires.

Poste à pourvoir par voie de mutation (Fonction Publique Territoriale) ou détachement (Education Nationale).

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence CM LM 0535, CV complet et statut) à Madame la Présidente du Conseil Régional à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, 59014 LILLE Cedex.

**RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES**

**SOCIÉTÉ D'AUDIT, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES**  
(16 personnes)  
recrute dans le cadre d'un important développement

**UN CONSULTANT EN FINANCES LOCALES**  
Vous avez entre 25 et 30 ans et une expérience réussie dans la spécialité financière des collectivités locales. Vous adhériez à notre choix stratégique d'investir dans la recherche et la méthode d'analyse adaptée à l'économie publique locale.

Vous deviendrez, fort d'une formation interne poussée, un des meilleurs experts français de ce domaine et vous conduirez des missions pour les plus grandes collectivités locales.

Diplôme requis : Bac + 5/diplôme d'université de Sc. Eco. Gdes Ecoles de Gestion, ENST.  
Localisation : Rennes ou Toulouse

**UN CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT**  
Vous intégrerez une équipe d'ingénieurs et consultants de haute technicité et serez chargé de sa promotion sur tout le territoire français.

Vous assurerez notamment :

- la présentation de nos approches et méthodes de gestion, d'Audit et de prospective,
- la démonstration et la commercialisation de nos progiciels d'expertise financière (KALAK, FORUM, MAFILO...)
- le suivi et la concrétisation des prestations,
- l'orientation de l'équipe de recherche/développement vers les besoins des collectivités et la diversification.

Vous bénéficierez d'une solide formation interne et d'un mode de rémunération mixte que vous négocierez.

Formation requise : Bac + 2 minimum, âge 25-30 ans - Localisation : Paris et Rennes

Adressez vos candidatures, CV, photo et prétentions à :  
M. le président-directeur général RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 8, rue du 7<sup>e</sup> d'Anillière, 35000 RENNES.

**Council of Europe  
Conseil de l'Europe**

**Assistant social HIF**

Nous ouvrons, par voie de concours, à tous les ressortissants qualifiés des Etats membres du Conseil de l'Europe, le poste d'assistant social au sein de la Division des Ressources Humaines.

Nous vous proposons de mettre vos compétences au service des agents du Conseil de l'Europe, qui forment une collectivité de travail multiculturelle de quelques 1 500 personnes, et leur famille. Vous intervenerez notamment lors d'une prise de fonction, d'un problème professionnel, d'un départ à la retraite ou d'une maladie.

Grâce à des méthodes d'écoute et d'analyse efficaces, vous proposerez des solutions à vos interlocuteurs puis assurerez le suivi de leur situation. Vous tenez des permanences journalières. Votre rôle consiste non seulement à réagir, mais également à anticiper : en collaboration avec la Division Ressources Humaines et le service médical, vous étudiez et mettez en place des actions à caractère social. Enfin, vous représentez le Conseil de l'Europe lors de réunions des assistants sociaux des organisations internationales.

Titulaire d'un diplôme reconnu d'assistant social, vous exercerez cette profession depuis au moins 5 ans. Vous connaissez bien les institutions du domaine médical, social, juridique, culturel, scolaire et académique. Vous possédez une très bonne connaissance des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais/français); la connaissance d'autres langues européennes est souhaitée. Naturellement doué pour les contacts humains, vous savez établir une relation d'aide avec le demandeur. Vous avez l'habitude de rédiger des rapports de façon claire et précise. Vous avez envie de travailler dans un environnement multiculturel.

Alors rejoignez-nous !  
Demandez le dossier de candidature ainsi que le formulaire officiel, à retourner avant le 21/06/1995, au Conseil de l'Europe, réf. 69195, Division des Ressources Humaines (Section Recrutement), 67075 Strasbourg Cedex. Veuillez joindre une enveloppe 23 x 32 cm non timbrée, libellée à votre adresse.

**« C'est un pic, un cap, que dis-je ? ... »**

Nous serons heureux de vous accueillir à notre nouvelle adresse :

4, rue Edmond-Rostand, 13006 Marseille  
Tél : 91 37 02 07 - Fax : 91 53 07 06

**FRAISSINET & ASSOCIES**

**Le Monde PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :

44-43-76-03  
44-43-76-28

**FAX : 44-43-77-32**



## SECTEURS DE POINTE

Groupe industriel français en développement, (1600 personnes, 1,4 milliard de CA), leader sur ses marchés (convecteurs électriques, chauffe-eau et chaudières), recherche pour ses unités de production de La Roche sur Yon (Vendée), Pont de Vaux (Maconnais), Saint Louis (Alsace) et Orléans :

### 7 Ingénieurs Débutants ou presque

En un premier temps, parrainés par des praticiens expérimentés, vous prendrez en charge, au sein des services Recherche & Développement, Méthodes, Industrialisation ou Fabrication, des missions spécifiques qui vous permettront d'acquérir la formation indispensable, permettant de définir avec précision votre évolution au sein de notre groupe.

Jeunes Ingénieurs Mécaniciens, Electromécaniciens, Electroniciens, AM, INSA ou ENSI, vous êtes débutants ou offrez une première expérience d'un ou deux ans. Polyvalents, pragmatiques, mobiles, vous privilégiez le travail en équipe et affirmez une forte envie de progresser dans un groupe fiable et performant.

Si vous êtes motivé par un de ces postes à durée indéterminée, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à (en précisant la référence 1710B)

DRH ATLANTIC  
BP 65 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

**atlantic**  
ça marche, tout simplement.

**ANIXTER**  
FRANCE

LE SPÉCIALISTE DES RÉSEAUX

«Le service est notre technologie».

Filière du n°1 mondial de la distribution de systèmes de réseaux, nous sommes implantés en France depuis 6 ans.

Plus de 40 % de croissance par an et un CA prévisionnel 95 d'environ 250 MF viennent confirmer notre dynamisme sur le marché des réseaux.

Distributeur à valeur ajoutée, nous nous sommes rapidement imposés par la qualité de notre service, l'élargissement constant de notre offre et l'efficacité de notre support technique.

La rapidité de notre croissance et le haut niveau de prestations que nous effectuons auprès de nos revendeurs et de notre clientèle de grands comptes nécessitent un appel permanent à de nouvelles compétences pour notre Siège de Paris et notre Direction Régionale de Lyon.

**ADMA**

### Responsable Grands Comptes Métiers

■ Habitué aux négociations complexes à haut niveau, vous avez une excellente maîtrise d'un secteur d'activité (industrie, services, administration, santé...) et une longue connaissance du monde des réseaux informatiques. Nous vous confierons la création de nouvelles lignes d'activité commerciale et une clientèle de grands comptes pour conjuguer votre pugnacité avec l'efficacité de notre logistique technique. A 30/35 ans environ, votre réussite commerciale vous permet d'envisager une rapide évolution dans un environnement stimulant. **Réf. 167A**

### Chefs de Marché

■ Interlocuteur privilégié d'une clientèle d'intégrateurs vous devez savoir écouter, convaincre, promouvoir, vendre et faire vendre. Votre mission est double : assurer le développement d'une ou plusieurs gammes de produits en maintenant un contact étroit avec les constructeurs et soutenir la force de vente par des actions de marketing opérationnel. A 30 ans environ, vous avez déjà démontré vos capacités d'initiatives et d'autonomie et acquis une solide expérience de la vente dans les secteurs des réseaux ou de l'informatique. **Réf. 168A**

### Chefs de Projets Réseaux à forte implication commerciale

■ Interlocuteur technique privilégié auprès de notre clientèle d'intégrateurs et de grands comptes, vous bénéficierez d'une large délégation pour imaginer, concevoir et mettre en oeuvre les actions nécessaires au maintien de la qualité de nos prestations et au soutien de la force commerciale. Une connaissance concrète des questions liées à l'implantation de réseaux et la maîtrise des différents protocoles de transmission de données sont indispensables. **Réf. 169A**

Un fort potentiel d'évolution et la pratique de l'anglais sont nécessaires pour tous ces postes. Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV en indiquant la référence choisie à notre Conseil, ADMA.

11/13 rue des Emeraudes - 69006 LYON

### PHOTO SERVICE

170 magasins, 1200 personnes compétentes, leader du développement des travaux photo en 1 heure, entreprise novatrice avec une forte image de marque, utilise la technologie la plus avancée pour assurer la qualité optimale, recherchée par des clients fidèles, crée le poste de

### Directeur de l'organisation et des systèmes d'informations H/F

40 ans environ, interlocuteur privilégié de la Direction Générale, Membre du Comité de Direction.

Il a une vision totale de son entreprise et de ses très nombreux clients.

Il prend plaisir à anticiper les développements rapides, les changements qualitatifs et quantitatifs, les évolutions et les mutations.

Il a un temps d'avance en matière d'organisation, d'architecture informatique et de logistique.

Ses analyses pertinentes, ses compétences évidentes, son charisme personnel lui permettent de proposer les choix fondamentaux et de fixer les directions d'action.

Il assure le lancement et le suivi de tous les projets : gestion des flux, appro, EDI, paye, systèmes comptables, reporting filiales étrangères dans le cadre d'une organisation nettement orientée clients.

Sa culture professionnelle est très marquée service ou distribution.

Lieu de travail : La Défense.

Envoyer dossier de candidature très complet (références et réalisations) sous Réf. PSI à

Cabinet TRINH  
Consultants  
1 rue des Roches  
27930 BROSVILLE  
Fax 16 32 34 34 41

C'est pour les jeunes diplômés et les jeunes au travail, c'est le mardi 16 mai \*, c'est le magazine CAMPUS.



\* daté mercredi 17 mai

Pour agir et pour réfléchir

### Un environnement international pour de grands projets

KIS - Groupe Photo Me International - 2 500 collaborateurs, 2 Mds de CA.

Concevoir et fabriquer des équipements sophistiqués dans le domaine de l'imagerie numérique, de la photographie et de la distribution automatique, telle est notre vocation.

Dans le cadre de notre développement, nous renforçons nos équipes.

#### CHEFS DE PROJET À DOMINANTE ÉLECTROMÉCANIQUE

Votre mission consiste à développer complètement un produit ou une gamme de produits depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la phase d'industrialisation. A la tête d'une équipe de 5 à 15 personnes, vous êtes le garant de la viabilité et de l'efficacité des solutions techniques choisies. Vous êtes chargé d'établir et de suivre le plan produit, le tableau de bord et de mener les revues de projet. Dans ce cadre, vous assurez les relations extérieures de votre projet. De formation grandes écoles, vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum au cours de laquelle vous avez développé des machines complexes et démontré vos capacités à manager et dynamiser une équipe. (réf. CP)

#### RESPONSABLE LOGISTIQUE INFORMATIQUE R & D

A la tête d'une petite équipe vous avez la responsabilité : - du choix et/ou du remplacement des outils CAO (mécanique et électronique) - de la définition et l'installation d'un réseau permettant la communication de tous les PC servant au développement de logiciels. Dans ce cadre, vous mettez en place les bases de données nécessaires aux CAO (mécanique et électronique), assurez la maintenance, la mise à jour de tous ces systèmes et la formation de toutes les équipes projet. De formation ESE, Sup, Télécom ou équivalent, vous avez acquis une expérience d'au moins 10 ans dans ce domaine et avez démontré d'excellentes aptitudes d'encadrement. Homme d'action, vous avez le sens des relations humaines. (réf. RL)

#### INGÉNIEUR ARCHITECTURE LOGICIEL ET HARDWARE

Rattaché au Directeur du Centre R & D, vous avez pour mission de définir les architectures logiciel et hardware de nos projets et d'assister les équipes dans la mise en application. Vous êtes en charge du choix des outils de développement logiciel, de la définition et la mise en place des méthodes de qualité logiciel ainsi que les procédures de tests et de qualification logiciel. Vous instaurerez la veille technologique dans le domaine des architectures. Avec des qualités de manager, indispensables, orienté vers les résultats, vous faites preuve de rigueur et d'organisation avec un fort esprit novateur. Expert en architecture, vous avez au moins 10 ans d'expérience en développement logiciel. Outre des connaissances en système temps réel, en logiciel embarqué et en pilotage de systèmes automatisés, vous pratiquez le langage C++.

Vous êtes parfaitement à l'aise dans le monde PC et Windows. (réf. IA)

#### INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Manager d'une petite équipe d'électromécanicien, vous collaborez à la refonte complète de la gamme de nos machines. Garant des délais vous réduisez les coûts tout en optimisant la qualité. Vous savez rassembler et dynamiser votre équipe autour de cette mission. Ingénieur arts et métiers, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans la conception de petits mécanismes, tolérances, pièces plastique et mécanique fine. La pratique de l'analyse de la valeur est nécessaire, des connaissances en optique et en imagerie seront un plus. Vous êtes parfaitement opérationnel en CAO. (réf. IM)

Évaluant dans un environnement international, tous ces postes nécessitent la pratique courante de l'anglais. La rémunération est particulièrement motivante pour des candidats aptes à nous apporter des solutions performantes.

Merci d'envoyer lettre, CV et photo, en précisant la référence du poste choisi, à KIS, DRH, BP 204 X, 38043 Grenoble Cedex.

**KIS**

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL EN TÉLÉCOMMUNICATIONS, leader dans le secteur du conseil indépendant, recherche des

### Consultants

Votre expérience acquise de préférence dans le secteur des télécommunications (constructeurs, opérateurs...) vous permettra d'appuyer efficacement nos équipes intervenant dans les domaines suivants :

- Etudes, ingénierie, assistance à maître d'ouvrage en téléphonie, radio-communications, réseaux informatiques, EDI...
- Etudes stratégiques et prospectives dans le nouveau contexte de libéralisation du secteur, de développement des autoroutes de l'information...

Pour ces postes à pourvoir rapidement, l'anglais est exigé, l'allemand apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous la référence 80266 à EURO RSCG Futurs 2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



هكذا من الاصل

XVIII / LE MONDE / JEUDI 11 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

## SECTEURS DE POINTE

# Identité ?



**M** comme *Measurement* : l'activité originelle du leader mondial des instruments de tests et mesures. **C** comme *Computation* : l'informatique représente aujourd'hui 80 % du chiffre d'affaires de H-P. **C** comme *Communication* : le nouvel axe stratégique du groupe à l'aube du Multimédia. **MC<sup>2</sup>**, c'est le mix technologique unique au monde élaboré par H-P pour relever les défis du Multimédia. Va-t-il propager la culture du plus fort ou ménager un espace d'expression à chacun ? Si vous partagez notre désir de mettre l'innovation au service de la diversité, vous pouvez nous aider à apporter des réponses à ces questions. Votre audace et votre créativité y prendront tout leur sens. C'est notre horizon et il n'admet pas de frontières.

### DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES DEBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE :

• **Ingénieurs produit**  
Ingénieur électronicien ou généraliste première expérience, vous êtes responsable de l'introduction des nouveaux produits dans nos différentes usines dans le monde et vous êtes garant de leur qualité et de leur évolution. Vous travaillez en étroite collaboration avec les départements R & D, marketing et qualité.

• **Ingénieurs "process" / planification**  
Vous êtes responsable de la définition et de la mise en place des processus de planification de production (animation d'équipes, mise en place d'outils, de modèles et de méthodes de travail permettant d'améliorer en permanence les mécanismes de production). Ingénieur généraliste, vous avez une première expérience dans un secteur industriel dans des activités de gestion de production.

• **Ingénieurs "software"**  
Au sein du laboratoire de R & D de la Division PC, vous êtes le spécialiste de la ligne multimédia de nos PC. Ingénieur en informatique, votre maîtrise de Windows et vos connaissances Telecom vous permettent d'évaluer les nouvelles technologies fournies par nos partenaires.

• **Ingénieurs "materials"**  
Responsable du "sourcing", de l'optimisation des conditions d'achat, de l'assurance qualité, vous mettez en place les stratégies les plus efficaces en matière d'identification de fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services. Ingénieur électronicien ou mécanicien, vous avez de préférence une première expérience en achats, fabrication ou qualité.

• **Contrôleurs de gestion et Analystes financiers**  
Diplômé(e) d'une grande école de gestion ou universitaire (HEC, ESSEC, ESC, DESS...), vous analysez, anticipez et accompagnez le développement d'une ligne de produits ou d'un segment de marché dont vous gardez l'intégrité des résultats financiers.

### INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS :

• **Chefs de projet**  
Vous êtes responsable de la conception, de la maîtrise d'œuvre, du support de projets en systèmes d'information et vous choisissez les SSII qui vous aident à les réaliser. Vous travaillez en collaboration étroite avec nos consultants en systèmes d'information. Vous possédez une formation Bac +5 et une double compétence gestion/informatique acquise au cours d'une expérience d'au moins quatre ans.

• **Ingénieurs "process et systems"**  
Vous analysez, développez et garantissez la mise en place des nouvelles applications logicielles pour la production. Vous assurez l'encadrement technique des prestations confiées à des SSII. Ingénieur informaticien, vous avez au moins trois ans d'expérience dans un environnement industriel.

• **Ingénieurs "software"**  
Au sein du laboratoire de R & D de la Division PC, vous développez les applications logicielles des nouveaux produits multimédia. Ingénieur de formation, vous possédez une double compétence hardware et software. Votre expérience vous a permis d'acquies une expertise des environnements de développement orientés objet (C++).

Pour ces postes basés à Grenoble, la pratique de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature à Hewlett-Packard Service recrutement 38053 GRENOBLE CEDEX 08

**hp** HEWLETT  
PACKARD